

Bibliothèque numérique

medic@

**Du Boulay, César Egasse. Factum ou
remarques sur l'élection des officiers
de l'Université**

*Paris : P. de Bresche et J. Laize de Bresche, 1668.
Cote : 7294 (2)*



(c) Bibliothèque interuniversitaire de médecine (Paris)
Adresse permanente : <http://www.bium.univ-paris5.fr/hist/med/medica/cote?07294x02>

FACTVM
OV
REMARQUES
SVR L'ELECTION
DES OFFICIERS
DE L'VNIVERSITE'.

*Par M. CESAR EGASSE DV BOVLAY, ancien Recteur
& Greffier de l'Vniuersité de Paris.*



A PARIS,
Chez PIERRE DE BRESCHÉ, Imprimeur ordinaire de la feuë
Reine Mere, & Libraire juré & ord. de l'Vniuersité de Paris.

ET
IAQVES LAIZE-DE BRESCHÉ, ruë S. Jacques, deuant
S. Benoist, à l'Image S. Ioseph, & S. Ignace.

M. DC. LXVIII.
AVEC PRIVILEGE DV ROY.



FAC T V M
O V
R E M A R Q U E S
S U R L'É L E C T I O N
D E S O F F I C I E R S
D E L'U N I V E R S I T É



A P A R I S
C H E Z P I E R R E D E B A R S C H E, I m p r i m e u r O r d i n a i r e d e l'U n i v e r s i t é
R u e d e S t. J a c q u e s, à l'É c o l e d e M e d e c i n e
E T
A T R O U V E R C H E Z P I E R R E D E B A R S C H E, I m p r i m e u r O r d i n a i r e d e l'U n i v e r s i t é
R u e d e S t. J a c q u e s, à l'É c o l e d e M e d e c i n e

M. D C. L X V I I I
A N T I C P R I N T E R D E L'U N I V E R S I T É



FACTVM
 OV
 REMARQUES
 SUR L'ELECTION
 DES OFFICIERS
 DE L'UNIVERSITE.



L'UNIVERSITE' est vn Corps de gens d'estude, qui comprend en general tous les Maistres & Escholiers qui s'y employent à l'exercice des Lettres.

Ce Corps se considere en deux façons, ou selon la profession qu'il fait des Lettres, ou selon l'administration & le gouvernement politique de son Estat; à raison duquel il compose vne certaine Republique Litteraire.

La profession comprend quatre Facultez, qui sont comme quatre Ordres des Sciences & des Disciplines que l'on y professe, sçauoir la Theologie, le Droit Canon, la Medecine & les Arts. Pendant les trois premiers siècles de l'Vniuersité, & bien auant dans le quatriéme, il n'y en auoit que deux, la Theologie & les Arts, les deux autres s'y sont establies vers l'an 1150.

Quant à l'administration, autrefois il n'y auoit que les 4. Na-

A

tions de France, Picardie, Normandie & Angleterre, dite maintenant d'Allemagne, qui y eussent part: l'on y a adjouſté depuis les trois Facultez de Theologie, Droit Canon & Medecine vers l'an 1260. en sorte qu'il y a aujourd'huy 7. Compagnies, qui capitulent dans les Asſemblées generales. Et ainſi l'on void la difference qu'il y a entre la profeſſion & l'adminiſtration, car quoy qu'il n'y ait que 4. Ordres des Sciences, que l'on profeſſe en l'Vniuerſité, il y a neantmoins 7. Compagnies, qui ont part à la diſcipline & au gouuernement de ſon Eſtat. Comme autrefois à Rome, il n'y auoit que trois Ordres de tous les Citoyens, le Senat, les Cheualiers & le Peuple: & dans le gouuernement il y auoit 5. Claſſes compoſées de 192. Compagnies qui portoient ſuffrage dans les grandes Asſemblées, qu'on appelloit *Comitia Centuriata*, & 35. Tribus en celles qu'ils appelloient *Comitia Tributa*.

Cette adminiſtration ne peut ſubiſter ſans Officiers: dont il y en a de deux ſortes: les vns ſont communs à toute l'Vniuerſité; les autres ſont particuliers à chaque Compagnie. Les vns & les autres ſont ou principaux & Superieurs, qui ont pouuoir, autorité, iuriſdiction, ou ſuffrage. Les autres inferieurs & moindres, qui ſont pour l'execution & le ſeruice, ſans ſuffrage.

Les principaux des Compagnies ſont dans les Facultez, les *Doyens*: & dans les Nations, les *Procureurs*. Les inferieurs & moindres ſont dans leſdites Facultez & Nations, le *Cenſeur*, le *Greffier*, le *Receueur* & les *Bedeaux*. L'election de chacun deſquels depend de ſa Compagnie, ſans que l'une ait inſpection ſur l'autre pour ce regard, & ſans que l'une ſ'ingere au fait de l'autre. Eſtant certain que toutes les Compagnies ſont égales en pouuoir & iuriſdiction, ſans ſubordination ny dependance quant au fait politique, mais ſeulement quant à la profeſſion publique des Lettres, qui donne à la Theologie le premier lieu; au Decret le 2. à la Medecine le 3. & aux Arts le 4. & dans les Arts meſmes, aux Philoſophes deuant les Rheteurs, & aux Rheteurs deuant les Gramairiens.

Les principaux Officiers communs ſont le *Recteur*, les 2. *Chanceliers* de Noſtre-Dame & de ſainte Geneuiéue, & les deux *Conſeruateurs* des Priuileges Royaux & Apoſtoliques. Les inferieurs & moindres, dont il ſ'agit particulierement icy, ſont le *Procureur Fiscal*, le *Greffier*, & le *Receueur*, qui ſ'appellent proprement les *Officiers de l'Vniuerſité*, & que M. Robert Goulet Docteur en Theologie, qui écriuoit il y a 150. ans & plus, nomme *Officarios intimos & magis precipuos*. Outre leſquels il y en a encore quantité d'autres,

comme sont les Conseillers, les Aduocats, & les Procureurs au Chastelet & au Parlement. Les grands & petits Messagers, les Notaires, les Libraires Iurez, les Papetiers, les Relieurs, les Parcheminiers, les Enlumineurs & les Escriuains, sans parler des Officiers de la Cour du Conseruateur, dont il sera parlé cy-apres.

Les elections, nominations ou presentations de ces deux sortes d'Officiers communs sont differentes. Les vnes dependent de l'Vniuersité, les autres n'en dependent pas. Et pour le faire voir, il faut considerer ladite Vniuersité sous deux diuers regards. 1. En tant que c'est vn corps de gens de Lettres priuilegié, qui ne peut subsister sans l'appuy & sans la protection des Puissances souueraines, comme des Papes & des Rois. Et parce que ces Puissances ne peuvent pas estre presentes, pour veiller à ce qu'il ne luy soit fait aucun tort ny preiudice, les Rois luy ont institué de leur costé vn Chef commun, appellé vulgairement *Recteur*, pour auoir autorité & intendance generale sur tous les Maistres & Escholiers pour le fait de l'Estude & de la Discipline: & vn *Conseruateur* des Priuileges qu'ils luy ont donné & accordé, qui est le Preuost de Paris.

Les Papes luy ont aussi donné de leur costé deux autres sortes d'Officiers, sçauoir les deux *Chanceliers* susdits & vn *Conseruateur* des Priuileges Apostoliques. Les *Chanceliers* representent le Pape, quant à l'autorité & jurisdiction spirituelle, qui consistoit anciennement en ces deux principaux points, à donner les licences ou la permission de Regenter dans Paris après vn Examen de vie, de mœurs & de capacité, ce qu'ils font encore à present: & à absoudre les Maistres & Escholiers des cas reseruez, ce qu'ils ne font plus.

Et comme les Papes ont aussi accordé quantité de Priuileges à l'Vniuersité, ils ont institué & estably vn *Conseruateur*, pour auoir le soin qu'on ne les violaist, & pour rendre la Iustice à ceux qui se plaindroient de l'infraction d'iceux.

2. Il faut considerer l'Vniuersité selon les temps de son establissement & de son accroissement. Il est certain qu'anciennement elle n'estoit composée que des seules 4. Nations susdites, lesquelles neantmoins faisoient profession de toutes les Sciences & Disciplines qu'on y enseignoit. Ce qui a esté si clairement iustificié dans l'Abregé & dans le 3. Volume de l'Histoire de l'Vniuersité, qu'il n'est pas possible d'en douter. Mais apres que l'on eut institué les degrez de Bachelier, de Licentié & de Docteur, pour donner par ces titres specieux d'honneur plus d'émulation à la Ieunesse, il se forma peu

à peu vn nombre suffisant de Docteurs dans les professions de Theologie, de Droit Canon & de Medecine, qui s'estant trouuez en estat de faire Corps separément desdites Nations vers l'an 1260. ils commencerent à composer avec elles le Corps general de l'Vniuersité sous vn mesme Chef. Et alors ces nouvelles Compagnies commencerent d'auoir à l'exemple des Nations, chacune son Doyen pour Chef, au lieu de Procureur, chacune son sceau, chacune son Registre, & chacune ses Bedeaux.

ELECTION
DES OFFI-
CIERS
DV PAPE.

Cela supposé, venons aux elections des Officiers. Il n'y a nul doute que celles des Officiers particuliers ne dépendent & n'ayent touiours dépendu immediatement & absolument des Compagnies particulieres, comme il a esté remarqué cy-dessus. Quant à celles des Officiers communs, c'est vne verité constante, qu'entre les Principaux & Superieurs, ceux qui ont esté instituez par les Papes, ne dépendent pas absolument de l'Vniuersité pour leur election, mais seulement pour l'agrément, confirmation & prestation de serment. Car quant aux Chanceliers, celui de Nostre-Dame est élu par l'Euesque & présenté à l'Vniuersité : & celui de sainte Geneviefue, est présenté par l'Abbé dudit lieu, & receu par les 4. Nations. Et quant au Conseruateur des Priuileges Apostoliques, l'election & presentation en depend originairement des Papes. Au commencement, quand ils donnoient vn Priuilege, ils en nommoient aussi en mesme temps le Conseruateur, tantost vn Euesque, tantost vn Abbé, selon qu'ils le iugeoient à propos : & l'Vniuersité le receuoit. Mais depuis ils ont designé trois Euesques au choix de ladite Vniuersité, ceux de Beauuais, de Meaux & de Senlis. En sorte que la mort arriuant de celui qu'elle auroit eleu, elle procederoit à l'election d'un successeur. Et l'election en estant faite, il est obligé de prester serment, ou par luy ou par Procureur.

Et non seulement les Papes ont donné vn Conseruateur à l'Vniuersité, mais ils ont outre cela institué ou autorisé sa jurisdiction ou sa Cour, qu'il tenoit autrefois au Chapitre des Mathurins. Ainsi il a esté besoin d'establir des Officiers de cette Cour, dont la presentation appartenoit audit Conseruateur, & la collation ou confirmation à l'Vniuersité : comme on pourroit iustifier par vne infinité d'Actes. Mais pour éuiter la prolixité, l'on se contentera de rapporter icy ce qu'en écrit M. Robert Goulet en son petit Livre de l'origine de l'Vniuersité, *Officarij autem Conseruationis*, dit-il, *qui debent per ipsum Conseruatorem institui, & ipsi Vniuersitati presentari &*

recipi ad iuramenta, sunt Vice-gerens Conseruationis, Scriba Conseruationis, Promotor Vniuersitatis. 12. Notarij Conseruationis. Graffarius Commissionum & appellationum à Conseruatore interiectarum. Et hi omnes Officiarij Vniuersitatis habentur.

Le Conseruateur des Priuileges Royaux est fixe, & c'est rou- ELECTION
DES OFFI-
CIERS
ROYAUX.
jours le Preuoist de Paris, dont l'élection & nomination ne depend
absolument que du Roy. Mais il est obligé de se faire receuoir à
l'Vniuersité & de luy prester serment, & mesme de le faire prester
à ses Officiers & Sergens. Ce que Philippes le Bel voulut estre fait
solemnellement en l'Eglise ou Chappelle S. Iulien, lieu foncier
des Assemblées de l'ancienne Vniuersité composée des quatre
Nations.

Quant au Recteur, il est bien aussi d'institution Royale, & n'y
a point de doute que Charlemagne n'ait premierement estably
M. Alcuin pour Directeur, Moderateur, & Chef de son Eschole,
pendant qu'il y a demeuré, & mesme apres qu'il se fut retiré à
Tours, il ne laissa pas de le consulter souuent sur la discipline,
comme le Surintendant des Lettres qu'il auoit fait reuiure & pla-
cées en son Palais. Mais dans la suite & luy & les autres Roys ont
laissé à l'Vniuersité la liberté de choisir & d'élire vn Recteur, dont
elle connoistroit mieux le merite & la capacité, pour le fait de la
Discipline & pour le gouvernement des Estudes.

Et parce que cette premiere Institution est le fondement de
tout ce que l'on a à dire des autres Officiers & de leur election,
il est à propos d'auoir recours aux 4. Ch. de l'Abbrege de l'Histoire
de l'Vniuersité, où l'on a fait voir que cette Eschole Royale
ayant esté remplie d'une infinité de Maistres & d'Escholiers, qui
y venoient de toutes les parties du monde, elle n'a pas pû subsi-
ster sans ordre, sans Statuts, & sans Discipline, & consequem-
ment sans Officiers, qui eussent le soin de les faire obseruer.
Et ne faut point d'autres preuues que le sens commun, pour en
conuaincre ceux qui en douteroient; & que l'ordre qui se void
estably par tout dans le monde, où il n'y a point de Corps qui
n'ait son Chef. Il faut de necessité remonter à vne premiere cau-
se, pour le gouvernement de ce grand Vniuers, qui est Dieu. Vn
Estat ne peut subsister sans vn Souuerain: vne Armée sans Ge-
neral: vne Famille sans Chef: vn Vaisseau sans Pilote; ny vn Col-
lege ou Monastere sans Superieur.

C'est la remonstrance que fit autrefois M. Pierre Abaëlard aux
filles du Paraclét qui l'auoient consulté sur l'institution d'une Ab-

besse & d'autres Officiers & sur la regle de leur Maison. *Sicut in Castris seculi*, dit il en l'Ep. 8. à Heloïlle, *ita & in Castris Domini, id est Congregationibus Monasticis constituendi sunt, qui praesint ceteris. Ibi quippe Imperator vnus, ad cuius nutum omnia gerantur, praest om-nibus. Qui etiam pro multitudine exercitus vel diuersitate Officiorum sua nonnullis impertiens onera quosdam sub se adhibet Magistratus, qui di-uerfis hominum Cateruis, aut Officijs provideant. Sic & in Monasterijs fieri necesse est, vt ibi vna omnibus praesit Matrona, ad cuius considera-tionem atque arbitrium omnes reliquæ omnia operentur, nec vlla ei in aliquo praesumat obistere, vel etiam ad aliquod eius praecipium murmu-rare. Nulla quippe hominum Congregatio vel quantulacunque Domus vnus familia consistere potest incolumis, nisi vnitas in ea conseruetur: vt videlicet totum eius Regnum in vnus personæ Magisterio consistat.*

Cet homme qui vint en l'Vniuersité de Paris, vers l'an 1100. ou peu auparauant, & qui y trouua tant d'habiles Professeurs & tant d'Escholiers, eust il osé si positiuement establir la nécessité d'un Superieur & d'un Commandant entre plusieurs, s'il eust veu que l'Vniuersité eust subsisté avec tant de Maistres & d'Escholiers, sans Chef & sans Officiers, principalement escriuant à vne Personne, qui auoit esté nourrie, eleuée & instruite au cœur d'icelle? Il ne se fust pas seruy non plus des deux exemples qu'il apporte en suite pour faire voir le desordre qui arriua aux Macedoniens après la mort d'Alexandre, pour n'auoir pû conuenir d'un Chef; & aux Romains, pour auoir laissé partager à trois personnes, la puissance del'Empire. Enfin il finit ses preuues par vn passage de S. Hierosme, tiré de l'Epist. 4. au Moine Rustic, qui ne vouloit se soumettre à vn Abbé ou Superieur. *Nulla Ars, dit-il, absque Magi-stro discitur. Etiam muta animalia & ferarum Greges Ductores sequuntur suos. In Apibus vnam praecedentem reliquæ subsequuntur. Grues vnum sequuntur ordine litterato. Imperator vnus, Iudex vnus Prouinciæ. Roma vt condita est, duos fratres simul habere Reges non potuit & parricid-
dio dedicatur. In Rebecca vtero Esau & Iacob bella gesserunt. Singuli Ecclesiarum Episcopi, singuli Archipresbyteri, singuli Archidiaconi & om-nis ordo Ecclesiasticus suis Rectoribus nititur. In naue vnus Gubernator, In Domo vnus Dominus. In quamuis grandi exercitu vnus signum spe-
ctatur.*

Or, comme adiouste le mesme Abaëlard, il ne suffit pas d'esta-
blir vn Chef ou vn Superieur dans vne Communauté, il est neces-
saire de luy donner des Officiers, dont les vns seruent pour le Con-
seil, & les autres pour l'exécution. Vn General ne peut pas luy

seul conduire vne Armée, il est obligé de se décharger d'une partie de ses soins sur d'autres Officiers, & de départir ses Emplois selon la nécessité des affaires. Il en est de mesme du Camp de Pallas, qui est vne espece de milice & d'armée de Gens de lettres. Vn Recteur ne peut pas disposer de tout, ny auoir soin de tout: il a besoin de Conseillers: il a encore besoin d'autres Officiers, pour executer ce qui a esté deliberé & resolu.

Or les 4. Nations ayant esté les seules Compagnies qui ont composé cette fameuse Vniuersité pendant 400. ans, il n'y a nul doute que les Procureurs n'ayent seruy de Conseillers au Recteur. Et comme il n'est pas possible de s'imaginer qu'un si grand Corps, composé de tant de membres & de Supposts de toutes les contrées de la terre, n'eust point d'affaires, point de procez au dehors ou au dedans, point de depense à faire pour tout ce qui suruenoit de nouveau: aussi n'est-il pas possible de s'imaginer qu'il n'y eust quel- qu'un pour tenir registre des deliberations, pour auoir soin des affaires, & pour fournir à la depense qu'il conuenoit de faire à la poursuite des procez, & aux deputations qu'on estoit par fois obligé d'enuoyer aux Papes & aux Roys, ou ailleurs selon les occurrences. Et ainsi l'on ne peut raisonnablement disconuenir que l'Vniuersité n'ait eu son Greffier, son Agent ou Procureur, & son Receueur. Soit que ces Officiers ayent esté instituez dès le commencement en titre d'Offices & faits ordinaires, ou qu'on les establissit & choisist extraordinairement selon la nécessité des affaires. Aussi les Iurisconsultes demeurent-ils d'accord que les veritables marques d'un Corps sont celles-cy. *Arca communis, res communes, sigillum commune, Actor seu Syndicus*, qui sont toutes les marques des trois Officiers susdits.

Mais en quel temps dira-t-on ces Officiers-là ont-ils esté faits ordinaires? Il est bien croyable que l'Vniuersité n'a iamais esté fans en auoir, mais il ne s'ensuit pas que ceux qui les exerçoient, les eussent en titre comme aujourd'huy. Apres auoir examiné cette affaire autant qu'il m'a esté possible, ie crois qu'il en faut demeurer là, qu'anciennement le Recteur & les Procureurs des Nations faisoient les affaires ordinaires de l'Vniuersité, le Recteur escriuoit ou faisoit escrire par son Clerc ou Secretaire les deliberations qui concernoient tout le Corps; & chaque Procureur ce qui regardoit sa Nation, comme ils ont fait long-temps apres & font encore aujourd'huy. Le mesme Recteur receuoit certaines taxes des Recipiendaires, qui faisoient tout le reuenu commun. Et chaque

Procureur receuoit pour la Nation. Il en est de mesme de la gestion des affaires : comme nous verrons cy-apres, en examinant ce qui est de chaque Officier en particulier.

Le veritable sujet de la creation des Officiers susdits en titre d'Office, est à mon aduis quand l'Vniuersité s'est veüe excessiue-ment multipliée en nombre de Supposts, ce qui est arriué sous le Regne de Philippe Auguste ; car alors il a esté besoin de faire plusieurs Assemblées, plusieurs Reglemens & Statuts, & les affaires se sont augmentées avec le temps, en sorte qu'un seul homme ne suffisoit plus à tout faire. Aussi est-ce sous ce Regne là, & sous celui de son petit fils S. Louis que nous voyons les choses mieux distinguées. Nous remarquons dans chaque Nation vn Procureur & vn Receueur: dans l'Vniuersité, vn Recteur, vn Syndic, & vn Greffier. Quant au Receueur, comme ce n'est pas vne chose fort difficile à faire, les Recteurs ont continué long-temps de faire cette charge: & l'on ne void pas qu'il y ait eu de Receueurs ordinaires en titre d'Office autre qu'eux auant l'an 1450.

Il y en a qui croyent que la Bulle, soit d'Innocent III. en 1199. ou d'Innocent IV. en 1245. parle des Officiers susdits dans le Priuilege qu'il donne à l'Vniuersité. En voicy la teneur.

Innocentius Episc. seruus seruorum Dei, Vniuersitati Magistrorum & Scholarium Paris. Salutem & Apost. Bened. vestris supplicationibus inclinati presentium autoritate concedimus, vt SERVIENTES VESTRI COMMUNES qui pro utilitate totius STUDII A SINGVLIS NATIONIBVS CONCORDITER eliguntur, illis immunitatibus gaudeant quas vobis Apostolica Sedes noscitur concessisse. A la verité l'on void par là qu'il y auoit des Officiers communs dans l'Vniuersité, & qu'ils estoient élus par le commun consentement des Nations. Mais n'entend-il pas parler des huit Bedeaux des 4. Nations, qui s'appellent ordinairement dans nos Registres *Seruietes*, & qui estoient obligez de seruir tous ceux qui faisoient des actes en toutes les Facultez lors encore renfermées dans les Nations; & comme ils font encore aujourd'huy à l'égard de ceux qui se presentent pour estre admis *pro primo cursu*, & pour auoir des Examineurs au Bachelat de Theologie?

La difficulté qui resteroit, ne seroit plus qu'en ces mots de la Bulle. *Qui à singulis Nationibus concorditer eliguntur*, qui semblent assez exprés pour montrer que ces Officiers-là estoient élus par le commun consentement des Nations, ce qui ne conuiendroit pas aux Bedeaux, qui n'ont iamais esté élus de la sorte, mais chacun par sa Nation seulement.

D'ailleurs,

9

D'ailleurs le mot de *Seruiens* n'est pas tellement propre aux Be-
deux, qu'il ne signifie d'autres Officiers plus considerables. Dans
la Chronique de l'Abbaye de Morigny près d'Estampes, on lit au
l. 2. *In tantam iram tantumque furorem Regij Seruientes venerant, & ij
maximè qui de Stampis veteribus erant, vt queremonijs & maledictionibus
omnia replerent.* Or ceux dont il est fait mention en cet endroit,
estoit les premiers Officiers de la Couronne, à sçauoir Algrin,
qui est qualifié *Palatinus & Regalis Clericus*, & Estienne Cancellarius
Anselii Dapiferi frater & priuatissimus Regis Consiliarius (c'estoit
de Louis le Gros en 1119.) *cuius tunc temporis arbitrio Regnum Fran-
corum disponebatur.* Voilà la qualité de *Seruiens* bien releuée. Et dans
la vie de Louis VIII. on lit *Ipse Ludouicus Rex cum Episcoporum,
Baronum & Seruientium ac Militum infinito exercitu Turonum Urbem
adijt.* Où l'on void que *Seruientes* sont nommez auant ceux qui por-
toient le nom de *Milites*, qui estoient en ces temps-là fort considera-
bles. En Angleterre l'on appelloit *Seruientes ad Legem* les Docteurs
en Droit, dit Roger ThWysden p. 44. *de Scriptoribus nunc primum
editis.* Ainsi le mot de *Seruiens* estant vn terme general, il se peut
appliquer à tous Officiers qui rendent seruiçe au Corps pour lequel
ils sont instituez.

Nous n'entrerons pas plus auant dans la forme de l'election des
Officiers: il est plus à propos de differer à en parler à la fin de ces
Remarques, quand nous aurons iustificié par les Actes, de ce qui s'y
est passé de plus considerable.

CHAPITRE PREMIER.

Du Procureur Fiscal de l'Vniuersité.

IL n'est point de Corps sans Chef, & point de Communauté sans
affaires, ny consequemment sans quelqu'un qui en ait le soin,
ou par commission ou en titre d'Office. *Respublica, seu Communitas
& Vniuersitas habet res communes & Actorem siue Syndicum communem
per quem agere potest.* disent les Iurisconsultes ff. *quod Cuiu. vni. nom.
agatur lib. 1.* Tellement que si l'Vniuersité de Paris, qui dès le
commencement de la fondation a esté remplie de Maistres & d'Es-
choliers qui y venoient de toutes parts, comme l'on a prouué dans
l'Histoire, a fait Corps & Communauté; si elle a estably quelque

B

ordre entre tant de personnes de mesme profession, & fait quelques Statuts & Reglements pour l'observation de la discipline (ce qui ne peut estre raisonnablement contesté, ou il faudroit s'imaginer vne espece d'Anarchie, sans Conducteur & sans conduite parmy tant de gens d'esprit, qui estoient bien souuent pris pour gouverner l'Eglise ou l'Etat) l'on ne peut pas non plus s'imaginer qu'elle n'ait eu des affaires au dehors & au dedans, & consequemment, qu'elle n'ait eu le soin de commettre quelqu'un pour y vacquer.

Or celuy qu'une Communauté commet de la sorte, est establi ou par commission pour vne certaine affaire, ou en titre d'Office, pour auoir le soin de deffendre toutes les affaires communes: & ce ou pour vn temps que la Communauté regle, ou pour la vie de celuy qu'elle commet: comme il se void dans l'exemple du Syndicat de Sorbonne, qui ne dure que deux ans, & dans celui de l'Vniuersité qui est à vie & perpetuel. Il est à croire que le Syndicat de l'Vniuersité n'estoit au commencement qu'une Commission, & que quand il arriuoit quelque affaire extraordinaire, elle commettoit aussi extraordinairement quelqu'un de ses Maistres & Supposits pour en auoir le soin.

Vers l'an 1130. il arriua grande contestation entre M. Galo, qui estoit autant qu'on peut iuger Recteur de l'Vniuersité, & Algrin Chancelier de Nostre Dame. L'Histoire n'en dit point le sujet: mais il y a lieu de coniecturer que ce fut à cause que le Chancelier exigeoit extraordinairement de ceux à qui il donnoit la licence ou permission d'enseigner, comme nous voyons estre arriué en ce mesme Siecle. là vne autre fois, & que ç'a esté vne querelle qui a duré plus de 300. ans. Galo & quelques autres Maistres furent maltraitez par Algrin & par l'Euesque Estienne qui les excommunia; & pour auoir raison des iniures qu'on leur auoit faites, ils porterent l'affaire au Tribunal d'Innocent II. à Rome, & deputerent vers luy, pour le prier de leuer l'excommunication & de les restablir dans tous leurs honneurs & dignitez. L'Euesque se disposa aussi d'y aller: mais enfin le Pape ayant pris connoissance de l'affaire, & ne voulant desobliger aucune des parties, en laissant à la liberté de l'Euesque de restablir Galo & les autres, luy commanda neantmoins de le faire, & enjoignit à son Legat d'auoir le soin que cela se fist.

Au Concile de Tours tenu par Alexandre III. au mois de May 1163. la cause qu'auoit l'Vniuersité contre les Moines de saint Ger-

main des Prez fut agitée & terminée : ce qui ne put se faire, sans que l'Vniuersité n'y eust son Procureur & son Agent. Et en 1192. estant suruenu vne autre querelle entre les Escholiers & les Gens de ladite Abbaye de saint Germain, où vn Escholier fut tué par eux, l'Vniuersité deputa vers le Pape Celestin III. pour auoir reparation de cette iniure, & l'Abbé Fulco craignant d'estre en peine pour ce meurtre, apres auoir fait à l'Vniuersité toute la satisfaction qu'il put, pria Estienne Abbé de sainte Geneuiefue, depuis Euesque de Tournay, d'escrire pour luy en Cour de Rome: & Estienne en escriuit à Octauien Euesque d'Ostie en ces termes, *Si quis aduersus eum (Fulconem) in Curia D. Papae mouerit Quæstionem maxime super memoria rixæ, quæ hoc anno inter homines S. Germani & SCHOLARES mota est, in qua & vnus Scholarium per insaniam Rusticorum cecidit, excusabilem habet prædictum virum.*

Ainsi quand l'Vniuersité auoit quelque procez hors de Paris; auquel ses Magistrats & Officiers ne pouuoient vacquer en personne, elle estoit necessairement obligée de deputer quelqu'un de ses Supposts pour en auoir le soin, lequel plaidant au nom de la Communauté, suiuant sa commission & le pouuoir qu'il en auoit, deuoit à iuste titre porter le nom d'*Actor* ou de *Syndicus*, puisque selon les Iuriconsultes *Syndicus est Procurator Vniuersitatis, scilicet qui causam Vniuersitatis agit vel defendit.*

Auant que l'Vniuersité eust le priuilege de n'estre point tirée hors de Paris pour aller plaider ailleurs, elle estoit obligée de suivre l'Appellant au lieu où elle estoit intimée, & consequemment elle estoit obligée d'y enuoyer vn Agent ou Procureur. C'est de quoy se plaint Estienne de Tournay dans vne Lettre qu'il escrit à Guillaume Archeuesque de Sens en faueur d'un Escholier, que ses parties auoient fait assigner hors de Paris, & le prie d'interposer son autorité à ce que cela ne se fasse pas à cause de la consequence. *Sed ad consequentiam trahi poterit in causis consimilibus, Pater, ut iam non sit qui causa Scholarum patrios lares exeat, ne dum facultates quaesierit temporales, Facultates amittat liberales. Placeat vobis, Pater, in hoc articulo consilium & auxilium dare, non huic tantum Clerico, sed & omnibus alijs, quoniam communis causa est omnium & propria singulorum.*

Or il ya bien del'apparence que cet Agent que l'Vniuersité deputoit, n'estoit en ce temps-là que Commissionnaire, & qu'elle en changeoit souuent selon les affaires qu'elle auoit: mais enfin elle s'auila d'en instituer & establir vn perpetuel & en titre d'Office

vers l'an 1200. & afin de luy donner plus d'autorité, elle pria Innocent III. qui auoit passé les premières années dans les Escholes de Paris, d'en autoriser l'institution, quoy qu'elle l'eust pû faire sans la participation: ce qu'il luy accorda par vne Bulle expresse, qui est inserée dans les Decretales de Gregoire IX. sous ce titre SCHOLARIBVS PARISIENSIBVS.

Quia, dit-il, in Causis quæ contra vos & pro vobis mouentur, vestra Vniuersitas ad agendum & respondendum commodè interesse non potest, postulastis à nobis, vt Procuratorem instituere super hoc vobis de nostra permissione liceret. Licet igitur de iure communi hoc facere valeatis, instituendi tamen Procuratorem super his auctoritate presentium vobis concedimus facultatem.

Cette Bulle nous apprend principalement deux choses, qui sont à remarquer. La 1. est le sujet de l'institution de cet Officier, qui est, que l'Vniuersité ne pouuant pas commodément vacquer aux Procès qu'elle intentoit, ou qu'on intentoit contr'elle, elle auoit besoin d'vn Officier fixe, qui eust ce soin-là. Et pour cet effet elle pria le Pape d'autoriser la creation & institution qu'elle en vouloit faire. Ce qu'il luy accorda pour le fait qu'elle auoit marqué, c'est à dire pour les causes & Procès qui la regardoient, *instituendi Procuratorem super his vobis concedimus facultatem.*

Et en cela l'on voit la difference qu'il y a entre ce Procureur & les Procureurs des Nations. Car ceux-cy ne sont pas pour les procez ny pour les affaires communes de l'Vniuersité; mais pour le fait de la discipline, pour proteger les Maistres & les Escholiers & maintenir les interets, chacun de leur Nation, & pour faire tous ensemble avec le Recteur des Statuts & reformations quand il en est besoin. Le Procureur Syndic n'est particulièrement que pour les affaires communes & pour les causes & Procez que meut l'Vniuersité, selon ce qu'en disent tous les Interpretes de la susdite Decretale. L'Autheur du Vocabulaire *vtriusque Iuris*, expliquant le mot *Syndicus*, dit que le Procureur d'vne Vniuersité s'appelle ainsi proprement, & le definit en cette sorte. *Syndicus est Procurator Vniuersitatis vel Collegij pro certo salario ad Iudicia constitutus: Scilicet qui causam Vniuersitatis agit vel defendit. Et dicitur, quasi singulorum causas dicens. Est enim Syndicus Græcè, Defensor Latinè. Nam Officium eius est agere, vel defendere nomine Vniuersitatis causas presentes vel emergentes. Et quando dicitur causa Vniuersitatis agi per Procuratorem, debet exponi, id. Syndicum vel Actorem. Vt de Procurat. C. Quia in Causis. Et de Iuram. Calum. C. Cum Causam.*

La 2. chose qui est à remarquer en cette Bulle, est que l'institution & creation de cet Officier appartient de droit commun, à l'Vniuersité: & quoy que le Pape donne la permission de l'instituer, il ne le fait neantmoins qu'après que l'Vniuersité l'en a prié, reconnoissant au reste qu'elle auoit ce droit sans sa participation *licet de iure communi hoc facere valeatis*. Et par là il paroist que l'Vniuersité estoit Maistresse en ce qui la regardoit: car il n'appartient qu'au Maistre de nommer & establir vn Procureur, comme dit le Commentateur. *Nota, inquit, quod Vniuersitas potest constituere Procuratorem, non obstante quod dicitur, Procurator est qui mandato Domini negotia administrat. Sed Vniuersitas loco Domini habetur. Secundum leges Procurator constituitur tantum à Domino; secundum Canones non est differentia in vocabulis, dummodo constet quod habet potestatem agendi & defendendi.*

Et delà il est aisé d'inferer que la creation, institution & election de cet Officier appartient originairement aux 4. Nations, lesquelles estoient alors encore les seules Compagnies, qui composoient l'Vniuersité, dont personne ne peut disconuenir. Et si lesdites Nations en ont fait quelque part aux Facultez quand elles les ont associées, il est euident qu'elles ne se sont pas priuées de la principale, qui est de l'elire & de le prendre chez-elles, sans que iamais les Facultez ayent pretendu le droit de le faire dans leurs Compagnies: ce qui paroistra par la suite de ce discours.

En 1217. après que Pierre de Cambio Euesque de Paris fut party pour la Terre-Saincte, ses Grands Vicaires & le Chancelier ayant pretendu que l'Vniuersité auoit violé vn certain Statut, qui auoit esté fait par Eudes de Sully Euesque de Paris, predecesseur de Pierre, & par Octauian Euesque d'Ostie, Legat du S. Siege en France, ils excommunicerent ladite Vniuersité, dont elle interjeta appel au Pape Honoré III. enuoya vn Deputé à frais communs à Rome pour le poursuiure, & se plaignit particulièrement des iniures qui luy auoient esté faites par ledit Chancelier. Le Pape ayant reconnu par le simple exposé, qu'il y auoit eu de l'excez de la part des Grands Vicaires & du Chancelier, ordonna que ledit Chancelier comparoistroit en personne & ses Complices par Procureur dans l'Octau de S. Michel pour tout delay, & semblablement que l'Vniuersité y enuoiroit le sien, adressant pour cet effet sa Bulle à l'Euesque, au Chantre & Doyen de Troye, *in iungentis saepe dictis CANCELLARIO & socijs eius, vt ipse Cancellarius personaliter, Complices verò eius per Procuratores, idoneos in Octauis B.*

Michaëlis proximis, quas eis diem peremptorium assignamus, se Apostolica Sedis conspectui representent, ut super PRÆDICTÆ TEMERITATIS EXCESSV si potuerit, se excusent, aut meritam sentiant ultionem, ipseque Cancellarius famam suam, quæ apud Nos multipliciter est grauata, tueatur si poterit, aut iniquitatis suæ vinculis constringatur. Ad hoc iniungatis VNIVERSITATI DOCTORVM ut & ipsi PROCVRATORES SVOS propter hoc ad Nos mittant termino superscripto.

Or quoy que ce Pape parle en pluriel, il est neantmoins certain que ce mot *Procuratores* ne se peut entendre des Procureurs des Nations, qui sont attachez à Paris, mais du Procureur Syndic & de quelques autres que l'Vniuersité voudroit deputer pour plaider sa cause deuant le Pape. Ainsi la distinction du mot *Procurator* se doit prendre de la difference des fonctions. Car quand il s'agit de Statuts, de Discipline, d'opiner dans les Assemblées & autres choses semblables, il est euident que cela se doit entendre d'un Procureur de Nation. Mais quand il s'agit de Deputation, de plaider, de defendre, ou d'intenter vne action au nom de l'Vniuersité, il est aussi tres-constant que cela doit s'entendre du Procureur Syndic.

Et cette difference est visiblement remarquable dans la personne de M. Guillaume de S. Amour, lequel estant accusé par les Mendians, d'auoir entr'autres choses proposé & donné par escrit certaines raisons pour les empescher d'estre receus & incorporez à l'Vniuersité, il respond qu'il ne l'auoit point fait, n'estant lors, neque *Procurator*, neque *Rektor de Collegio Scholarium*; & qu'il n'auoit ny proposé ny donné des raisons par escrit, *cum Scholarium Procurator non esset*. Ce qui constamment se doit entendre d'un Procureur de Nation. Mais quand le Pape Innocent I V. luy escrit l'an 1254. en ces termes. *GVILLELMO DE S. AMORE CANONICO BELLOVACENSI PROCVRATORI MAGISTRO RVMET SCHOLARIVM PARISIEN*. Et que Richer Moine de Senone dit au l. 4. de sa Chronique c. 37. que l'Vniuersité enuoya ledit M. Guillaume à Rome, *Procuratorem suum contra Prædicatores*, il est indubitable que l'un & l'autre entend parler de M. Guillaume de S. Amour, comme du Syndic des Maistres & Escholiers de Paris, auquel ils auoient donné tout pouuoir d'agir & d'occuper en leur nom par tout où besoin seroit.

Quelques vns ayant trouué à redire sur l'accommodement que les Deputez de l'Vniuersité firent avec les Moines de S. Germain en l'an 1292. apporterent entr'autres raisons, que le Syndic

de l'Vniuersité n'y auoit point estli appellé. *Nec ex dicta Compositione apparet quod Vniuersitas egerit istum Contractum per Actorem, Syndicum vel Defensorem*; ce qui fait voir que telle estoit la pratique de ces temps-là, que pour faire vn Acte valable, particulièrement vn Acte de cette consequence, il falloit y appeller le Syndic pour y donner ses Conclusions.

La Cour du Conseruateur des Priuileges Apostoliques s'estant establie dans l'Vniuersité vers l'an 1300. pour y rendre la Iustice à iours reglez, a eu aussi son Syndic appellé vulgairement **PROMOTEUR**; & il est assez souuent arriué que le mesme estoit Promoteur de ladite Cour & Syndic de l'Vniuersité; c'est poutquoy dans les Registres il est appellé diuersement, *Procurator Vniuersitatis*, Promotor, Syndicus, *Procurator Fiscalis*, *Promotor Curie Conseruationis*.

Dans le Statut de 1328. on lit ces mots en deux ou trois endroits *Promotores siue Procuratores Curie Conseruationis*. Dans vn Acte du 16. Septembre 1366. qui se voit dans l'ancien Liure des Recteurs, où il est parlé des peines qu'eut M. Iean de Trelon lors Recteur, de la part du Roy & du Parlement, il est fait aussi mention du Syndic sous le nom de Promoteur. *Habuit laborem immensum pro inhibitionibus factis Conseruatori, Rectori & Promotori ex parte D. Regis & DD. de Parlamento.*

Dans les Registres du Parlement au 1. Aoust 1392. il y a *Entre le Procureur de l'Vniuersité & M. Guill. Veullet d'une part, Et Nicolas Bertin d'autre.*

L'Enregistrement qui est au pied des Lettres concernantes la Fondation des Chappelles de Sauoisy, est conceu en ces termes, *lecta & publicata fuerunt littere praescriptae praesente PROCURATORE VNIVERSITATIS PARISIENSIS, & hoc consentiente 24. Decemb. an. Dom. 1406.* Iusques à ce temps-là nous n'auons point trouué les noms des Syndics qui ont esté dans l'Vniuersité, depuis leur établissement; les Registres & les Actes ne parlent d'eux qu'en general. Mais depuis enuiron l'an 400. nous en auons à peu près la liste & la suite iusques à nos iours.

Liste des Syndics de l'Vniuersité.

LE premier dont nous auons encore pû descouurir le nom après M. Guill. de S. Amour qui estoit Procureur de l'Vniuersité en 1254, est M. Hebert Camus, qui apparemment estoit Syndic

vers l'an 1400. Et luy mort au ¹¹ mois d'Octobre de l'année 1430. il se tint vne Assemblée le 7. dudit mois pour deliberer d'un successeur. Et ledit iour auant que l'Vniuersité fust assemblée, la Nation de France delibera en son particulier de quelques affaires qui luy furent proposées par M. Pierre Mauger son Procureur, & entr'autres sur la supplique de M. Simon le Gras, qui luy demanda de le vouloir recommander à l'Vniuersité pour l'Office de Procureur qui estoit vacant par la mort dudit M. Hebert. *Supplicauit M. Simon le Gras vt Natio eum in Vniuersitate recommendare vellet pro Officio Procuratoris Vniuersitatis vacantis per obitum M. Heberti Camus. Super quâ supplicatione Natio non voluit deliberare, vsque ad Congregationem Vniuersitatis, quæ statim die eadem in S. Mathurino erat super hoc celebranda.*

Il ne dit point ce qui fut resolu à l'Assemblée de l'Vniuersité. Nous apprenons seulement des Actes suiuaus que ledit Hebert estant pourueu de deux Offices de Procureur, l'un del'Vniuersité, & l'autre du Parlement, M. Iacques Galet de la Nation de Picardie, luy succeda en la charge de Syndic del'Vniuersité: & quant à l'autre Office de Procureur de l'Vniuersité au Parlement, l'on n'y pourueut pas si tost à cause que les Compagnies se trouuerent partagées, en sorte que le 21. Nouembre l'Vniuersité estant assemblée aux Mathurins & M. Thomas de Courcelles lors Recteur, ayant remis l'affaire en deliberation, la Nation de France persistant en son aisen faueur de M. Iean Paris, protesta de n'en donner iamais d'autre.

II. A l'égard de M. Iacques Galet, nous le voyons Syndic de l'Vniuersité dans vn Acte de la Nation de Picardie, où il est fait mention d'une Assemblée de la Faculté des Arts tenuë aux Mathurins, le 19. Aueil 1432. au suiet de la Collation des Benefices. *Acta fuerunt hæc anno prædicto 19. mensis April. præsentibus venerabilibus MM. Ioanne de Ponte Receptore Nationis, Iacobo Galet Procuratore Vniuersitatis, Horatio Dam-Iean & multis alijs præfatæ Nationis suppeditis.*

III. Le 3. Procureur Fiscal, dont nous ayons pû trouuer le nom, est est M. Raoul Barneffe de la Nation de France. Nous ne sçauons pas précisément l'année de son election, mais il en est fait mention en l'Assemblée du 13. Iuin 1442. au fol. 238. ver. du Reg. de la Nation de France, laquelle il pria de le maintenir contre ceux qui luy contestoient sa charge, & qui disoient que les Offices de Promoteur de la Conseruation & de Procureur Syndic de l'Vniuersité estoient

estoyent incompatibles. 4. *Supplicauit M. Radulfus Barneffe Promotor & c. pro adiunctione Nationis habenda contra nonnullos qui Officium Promotorie sibi auferre nitebantur, asserentes Officium Promotoris & Procuratoris se in eodem compati non posse.* Ce qui luy fut accordé par la Nation. Et dans l'Assemblée du 26. Iuin audit an, il assista aux comptes du Receueur de ladite Nation avec plusieurs autres, *M. Ra. Barneffe Promotor Vniuersitatis.* Il auoit esté Procureur de ladite Nation dès le 10. Fevrier 1424. prenant lors la qualité de Diacre du Diocese de Reims, de Maistre és Arts & Bachelier en Decret.

On luy donne tantost la qualité de Promoteur, tantost celle de Procureur. Dans l'Acte du 3. May mil quatre cent quarante-neuf on lit ces termes, *Annuuit etiam supplicationi D. Promotoris pro adiunctione cuiusdam cause pendentis in Castelleto.* Et dans vn autre du 23. Octobre 1452. *Placuit Nationi quod appellationi factae per Procuratorem Vniuersitatis, pro & nomine Vniuersitatis à grauamine huiusmodi littere non desisteremus, sed persequeremur eum.* Dans celuy du 25. Avril 1453. *Supplicuerunt M. Io. de Oliua, Io. Guerin & Promotor pro adiunctione in quibusdam causis.* 20. Septemb. 1454. *Ad respondendum aliquibus Interrogatorijs D. Promotoris Vniuersitatis.* Et dans celuy du 12. Avril 1461. le Greffier de l'Vniuersité somme le Recteur, le Syndic, les Doyens & Procureurs de luy faire response. *Petijt sibi responsurum D. Rectorem tanquam CAPVT, D. Promotorem tanquam PROCVRATOREM VNIVERSITATIS, DD. Decanos aliarum Facultatum & ceteros Procuratores Artium Facultatis.* 7. Iuin 1463. *Fuerunt aliqui ibi deputati, scilicet de tribus Superioribus Facultatibus tres, & 4. Procuratores Nationum cum Procuratore Vniuersitatis & cum duobus Notarijs.*

Ce bon homme Barneffe vescu long temps, & ne pouuant plus exercer ses charges à cause de son extreme vieillesse, M. Guillaume Fichet estant Procureur de la Nation de France, se plaignit à l'Assemblée du 10. Nouembre 1466. que les deux charges fussent exercées par vne mesme personne, & requit que conformément à l'ordre ancien, l'on eleust vn Procureur de l'Vniuersité, & vn Promoteur en la place de celuy qui l'estoit, & qui à cause de sa grande vieillesse ne pouuoit plus exercer ses Offices. *Et quoniam Antiquitus, dit-il, erat PROCVRATOR Quidam communis totius Vniuersitatis, etiam præter PROMOTOREM, placuit Nationi quod D. Rector congreget Vniuersitatem ad eligendum huiusmodi Procuratorem & etiam Promotorem, si sit opus: propterea quod D. Promotor hodiernus senio fractus officio nequit suo satisfacere.*

- IV. Il y a apparence que l'Vniuersité. ne voulut pas inquieter ce bon vieillard qui vescu encore deux ans dans l'impuissance. Et dans l'Assemblée du 10. Septembre 1468. M. Guillaume Nicolay, homme de grand merite & qui estoit Greffier de l'Vniuersité, ayant supplié d'estre receu *ad Officium Promotoriæ Vniuersitatis*; comme il en auoit eu la presentation pour la Conseruation par M. de Meaux lors Conseruateur, *eius supplicatio admissa est*, comme il se void dans le Registre de la Nation de France.
- V. Nicolay mourut au mois de May 1475. & dans l'Assemblée du 18. dudit Mois & an, M. Iean Simon luy succeda en la charge de Greffier de l'Vniuersité, & M. Iean le Gendre suppost de la Nation de France, dont il auoit mesme esté Procureur, en celle de Syndic ou de Promoteur de l'Vniuersité, vnissant encore en sa personne les deux charges, de Procureur de l'Vniuersité & de la Conseruation.
- VI. Le Gendre n'exerça ces charges que trois ans, iusques à l'an 1478. que M. Pierre Canu ou Chenu luy succeda. L'on void dans vn compte de l'Vniuersité rendu le 13. Octobre 1479. que ledit M. Pierre *Canuti Promotor Vniuersitatis* auoit receu de M. Martin Delf antique Recteur la somme de 12. liures que Chenu dit auoir payées *pro dicta Vniuersitate* à des Huissiers des Requestes du Palais, à des Aduocats & autres. Le 8. Aupil 1480. M. Iean Nolent antique Recteur met en compte ce qu'il auoit baillé au Promoteur Canuti pour les affaires de l'Vniuersité: & son compte rendu, les 31. liures qui restoient entre ses mains, furent distribuées, *tam DD. Rectori, Decanis, Procuratoribus, D. antiquo, quàm Promotori, Scribe & Bidellis.*
- VII. M. Robert de Vaux Maistre és Arts & Bachelier en Theologie a succédé au susdit Chenu, & a exercé cette charge près de 30. ans. Le Registre de la Nation d'Allemagne fait mention de luy au sujet d'un appel interjetté par l'Vniuersité de l'imposition des Decimes que le Pape Innocent vouloit leuer. C'est en l'Acte de l'Assemblée du 20. Septembre 1491. *Insuper placuit Nationi quod cum appellatio prædicta in Vniuersitate lecta fuerit à M. Roberto Procuratore Vniuersitatis, placuit Nationi ut dicta appellatio quàm citius posset, affixeretur ad valuas Ecclesiarum.* Nous voyons dans le Registre de l'Vniuersité, que dans le Rolle des Nominations fait & clos durant le Rectorat de M. de la Mote le 2. Mars 1497. ledit M. Robert se fit nommer sur l'Archeuesché & Chapitre de Sens. *Robertus de Vallibus in Artibus Magister, & in Theologia Baccalarus.*

formatus, nec-non Procurator Generalis Vniuersitatis Paris. se nominat ad collationem Archiepiscopi, Decani & Capituli Ecclesie Senonensis.

Ce M. Robert des Vaux fit agréer à l'Vniuersité la Coadiutorie de sa charge en faueur de M. Nicolas Quelain, ancien Suppost de la Nation de France & de la Tribu de Paris, que nous voyons auoir esté employé en diuerses affaires depuis l'an 1470. iusques au mois de Nouembre 1517. qu'estant mort, M. Arnoul Monart supplia à l'Assemblée du 6. Nouembre audit an, d'estre substitué audit Quelain en qualité de Coadiuteur. *M. Arnulphus Monart supplicauit admitti & recipi ad Officium Procuratoris Vniuersitatis loco M. Nicolai Quelain.* Il n'y eut rien de resolu en cette Assemblée. là ny pour Monart, ny pour M. Iacques du Bois, qui supplia aussi pour la Coadiutorie, dont le bon homme des Vaux n'estoit pas content, comme il tesmoigna en l'Assemblée du 12. Decembre ensuiuant. *M. Robertus de Vallibus Procurator Generalis Vniuersitatis exposuit Officium Procuratoris sibi datum & multa fecisse pro Vniuersitate & supplicauit, ut cum indigeat Coadiutore, detur sibi dilatio nominandi vel agnoscendi supplicantes, & faciet sicut fecit de D. Quelain. Et si non detur sibi dilatio, in eius conscientia, ut dicebat, nominauit M. Robertum Fortunatum, pro utilitate Vniuersitatis, il estoit Principal du College du Plessis.*

L'on n'eut pas d'esgard à la priere de des Vaux, on luy donna VIII. M. Iacques du Bois pour Coadiuteur, pour lequel le Recteur conclud, de laquelle conclusion des Vaux appella *ad illum vel ad illos, & consignauit 5. solidos pro releuamento.* En effet, tout caduc qu'il estoit, il se trouua deormais à toutes les Assemblées, & ne souffrit pas que du Bois fist rien, iusques au 20. Février qu'il supplia enfin qu'on luy permist de resigner sa charge, en faueur de M. Arnoul Monart. Il y eut là grande contestation entre Monart & du Bois; mais enfin la conclusion fut pour Monart.

M. Robertus de Vallibus Procurator Vniuersitatis exposuit seruitia gratuita facta Vniuersitati & labores assumptos pro Vniuersitate, & supplicauit Officium suum resignare sibi permitti in fauorem. M. Arnulphi Monart præsentis & supplicantis audiri prout aliàs factum fuit pro aliis Officiis. M. Arnulphus Monart supplicauit dictum Officium sibi conferri secundum quod placebit ipsi Vniuersitati, & plurima allegauit ad ostendendum quomodo hoc facere debeat. M. Iacobus du Bois exposuit fuisse prouisum de Officio Coadiutorie ad instar M. Ludouici Quelain, cum successione ad dictum officium, & supplicauit conseruari in Iure suo iam qua-

» sito. Et plura allegauit pro consummatione Iuris sui Coadiutoris.
 » M. Arnulphus Monart respondit esse Officium, & posse resigna-
 » ri non obstantibus allegatis.

Toutes les Compagnies ayant pesé les raisons de part & d'autre apres auoir meurement deliberé, enfin la conclusion fut pour Monart, *Vniuersitas annuit supplicationi de Vallibus & confert Officium dicto Monart. Cui conclusioni se opposuit dictus du Bois.* Depuis ce temps là Monart paroist en toutes les Assemblées.

Ce Monart estoit de la Tribu de Reims & fut fait Procureur de sa Nation le 19. Mars 1519. c'estoit vn homme fort laborieux & qui auoit beaucoup de courage. Estant tombé malade, il s'excusa en l'Assemblée du 2. Mars 1520. de n'auoir pas pû vacquer aux fonctions de sa charge à cause de sa maladie, ainsi que l'a remarqué M. Louys Picot Procureur de la Nation de France. *Quantum ad tertium, annuit eadem Vniuersitas supplicationibus Procuratoris Generalis, qui à D. Rectore palam argutus negligentia asseruit se interceptum aegritudine, Officio Procuratorio minus vacare potuisse. Propter quod veniam exoptulanti liberè concessit Vniuersitas.*

En effet, estant reuenu en conualescence, il poursuiuit vn procez que l'Vniuersité auoit intenté contre les Cordeliers & obtint Arrest, dont il fit le rapport en l'Assemblée du 12. Mars audit an. *Item ad ea quæ retulit coram facie Vniuersitatis Procurator Generalis de Arresto seu sententia habita contra FF. Franciscanos.*

Le lendemain à l'Assemblée de l'instruction du nouueau Recteur, il fut chargé de faire sommer les Iacobins de célébrer les seruices qu'ils sont obligez de faire pour ceux qui meurent dans la Regence. *Item decretum est quod summarentur FF. Prædicatores per Procuratorem Generalem super celebratione Missarum & aliarum exequiarum pro Defunctis Regentibus & Magistris Vniuersitatis Paris.* En outre, on luy enjoint de solliciter fortement les autres affaires de l'Vniuersité, *quod Procurator Generalis diligenter sollicitaret & procuraret ceteras materias, Vniuersitatis honorem & utilitatem concernentes.*

L'Acte de l'Assemblée du 7. Iuin 1521. porte qu'apres que le Recteur antique eut instruit le nouueau Recteur, le Procureur General fut ouy sur les procez qui estoient en l'Vniuersité. *Auditus fuit Procurator Vniuersitatis Monart de processibus.*

Or ce mesme Monart estoit encore Promoteur de la Cour de Conseruation, comme nous voyons dans vne Assemblée du 17. Septembre 1521. où il s'agissoit de conseruer ou de casser les Officiers de ladite Cour au changement qui estoit arriué d'vn Conser-

uateur ; & en laquelle Assemblée ledit Monart fut conserué dans la charge de Promoteur en faisant voir les lettres de la collation d'icelle. Voicy ce qu'en escrit M. Jacques de Mezieres Procureur de la Nation de France. *Anno 13. Kal. Octob. per iuramentum conuocata à D. Rectore alma Parisiorum Academia Conseruationis Officiarios fideles inuentos confirmavit prestitis ad hoc iuramentis solitis. In qua congregatione PROCVRATOR GENERALIS in PROMOTORIS OFFICIO conseruatus est, modo doceret..... collationis.*

Après la mort de M. Simon le Roux Greffier de l'Vniuersité, qui arriua au mois de Iuin 1536. dans l'Assemblée qui se tint le dudit mois & an pour substituer vn successeur, ledit Monart supplia avec M. Antoine Guibert pour ladite charge, & remit la sienne entre les mains de l'Vniuersité. Mais quoy qu'il eust deux Facultez pour luy, celles de Theologie & de Medecine, neantmoins il ne la pût emporter, par ce que Guibert eut pour luy le Decret & les 4. Nations, avec lesquelles le Recteur conclût. Tellement qu'il fut obligé de continuër à faire celle de Procureur Fiscal, comme il fit iusques à 1550.

Le 12. Decembre 1550. ledit Monart resigna sa charge à M. Guillaume Laffilé Prestre du Diocese de Paris, & Maistre és Arts. Le Reg. de la Nation d'Allemagne en fait mention, *12. die eiusdem mensis (Decemb.) conuenit Vniuersitas ad Mathurinos, vbi Antiquus Procurator Vniuersitatis resignauit suum Officium M. Ioanni de Laffilé, il l'appelle Iean, au lieu de Guillaume, comme l'on peut iustifier par la prestation de Serment qui se voit au Reg. des Recteurs, sous le Rectorat de M. Jacques le Febvre, M. Guillelmus Laffilé Procurator Fiscalis & Generalis Vniuersitatis iurauit & soluit bursas.* Et le mesme se fit aussi pouruoir du Syndicat de la Faculté des Arts.

Mais il n'exerça ces charges-là que bien peu de temps, parce qu'il aima mieux celle du Greffe que M. Antoine Guibert luy resigna, si bien que le 17. Septembre 1551. en prestant le Serment de celle-cy, il fit receuoir M. Pierre Oudin en celle de Procureur Fiscal de l'Vniuersité, & M. Iean Laffilé son frere en celle de Syndic de la Faculté des Arts. Voicy ce que porte le Reg. de la Nation d'Allemagne. *15. Kal. Octob. Vniuersitas M. Guill. Laffilé creauit Scribam suum per resignationem honesti viri & de Academia bene meriti M. Antonij Guibert. Eadem quoque Vniuersitas M. Petrum Oudin fecit Procuratorem suum per resignationem M. Guill. Laffilé.* Le mesme Guillaume se fit aussi receuoir Notaire de la Cour du Conseruateur, & en presta serment à M. Guill. Ruzé lors Recteur, qui

auoit succédé au susdit M. Iacques le Febvre.

XI. M. Pierre Oudin étant mort trois mois après auoir esté pourueu de sa Charge, l'Vniuersité en pourueut le 4. Ianvier 1551. M. Pierre Mesnart. Dans le Reg. la Nation d'Allemagne, le nom est en blanc. *Pridie Nonas Ian. coacta Academia in æde Mathurinum elegit eruditum virum. in Procuratorem Vniuersitatis loco defuncti D. Petri Oudin.* Mais dans celuy de l'Vniuersité le nom de Pierre Mesnart est escrit. *Anno 1551. die Lunæ 4. mensis Ian. Congregata fuit Vniuersitas studij Paris. apud S. Mathurinum solenniter vt moris est, hora 8. matutina super 2. art. quorum prior est super prouisione Officij Procuratoris Fiscalis dictæ Vniuersitatis vacantis per obitum nunc defuncti M. Petri Oudin. Posterior communis. . . . M. Martinus Mesnart in Iuribus Licentiatus exposuit se quorundam amicorum suorum consilio huc accessisse, vt si modo videretur Vniuersitati, munus Procuratorum subiret; quod quidem modo præmisso vacans sibi conferri humiliter postulauit. . . . his sic factis maturaque deliberatione per singulas Facultates, vt moris est, præhabita, de vnanimi consensu earundem Vniuersitas confert Officium Procuratoris Fiscalis, sic vt præmittitur vacans, præfato M. Martino Mesnart.*

XII. A M. Martin Mesnart succeda M. Nicolas Vignier, qui fut élu le 26. Febvrier 1565, par le Recteur & les seuls 4. Procureurs, peut-estre que les trois Doyens furent d'un autre aduis. Le Registre de la Nation d'Allemagne porte 26. Feb. 1565. *Rector Vniuersitatis cum 4. Procuratoribus apud D. Mathurinum conuenit, vbi munus & Officium D. Monart, (Mesnart) Procuratoris Fiscalis contulit in D. Vizard (il faut lire Vignier) mais c'est l'ordinaire des Allemands d'escrire aussi mal les noms des François qu'ils les prononcent.*

Ce M. Nicolas regenta premierement au College des Bons-Enfans, & puis au College de Bourgongne. Il fut fait Procureur de la Nation de France, le 12. Mars 1553. ayant succédé à M. Pierre Gemelli, & eut M. Estienne Laffilé pour successeur. Il fut aussi Recteur le 23. Mars 1559. Il estoit de la Tribu de Sens, fut fait Maistre es Arts en 1545. du Rectorat de M. Iean Calmus, dans le Registre duquel vis à vis du nom dudit Vignier sont escrits ces mots. *Postea hic Nicolaus Vignier Primarius Collegij Cardinalitij existens Rector fuit 23. Martij an. 1559. Idem postea 30. annos functus Procuratoris Fiscalis munere anno suæ ætatis 76. & anno salutis 1596. vitâ functus in æde Dominicanorum Parisijs sepultus est. Sic testor Ego M. Gigour Rector. fol. 27. recto.*

XIII. Le 8. Iuin 1596. l'Vniuersité s'estant assemblée pour proceder

à l'élection d'un successeur, elle éleut M. Iean Thierry Maistre es Arts. Voicy ce qu'en escrit M. Nicolas Guinet Procureur de la Nation d'Allemagne. *Die 8. Iunij (1596.) Centuriatis Comitijs apud Mathurinos celebratis electus est in Procuratorem fiscali D. Thierry in locum defuncti D. Vignerij. Atque ita per me conclusum.* Dans le Reg. de l'Vniuersité, c'est le 15. de Iuin.

Die Sabbati 15. mensis Iunij an. 1596. hodie apud S. Mathurinum solenniter vt moris est, horâ solitâ matutinâ congregata extitit alma Vniuersitas Paris. super 2. art. quorum prior est super provisione Officij Procuratoris Fiscalis eiusdem Vniuersitatis vacantis per mortem nunc defuncti venerabilis viri M. Nicolai Vignier, vltimi dicti Officij possessoris pacifici. Posterior verò communis. Exposuit D. Rector causam Congregationis & eâ expositâ locum supplicationibus esse dixit. *Supplicuit venerabilis vir M. Ioannes Thierry in Artibus Magister ad illud Officium Procuratoris Fiscalis eiusdem Vniuersitatis, sic vt præmittitur, vacans, admitti & illud sibi conferri...* Præclara Artium Facultas censuit esse recipiendam in locum demortui D. Vignier, ea conditione vt præter Iuramenta quæ sunt præstanda, exhibeat testes suæ religionis. Medicorum Ordo ita censuit. Iuris Collegium idem. Sacratissima Theolog. Facultas idem.

Sept ou huit mois après M. Rodolphe Neueu estant Recteur XIV. pour la seconde fois, ledit Thierry resigna à M. Michel Colin, lequel presta serment, comme il se voit au liure des Recteurs. *M. Michaël Colin Procurator Fiscalis Vniuersitatis per resignationem M. Ioannis Thierry receptus & iuratus.* Et dans le Reg. de l'Vniuersité. *Die Iouis 13. Martij an. 1597. Alma Vniuersitas Parisiensis apud S. Mathurinum congregata contulit Officium Procuratoris Fiscalis eiusdem Vniuersitatis vacans per resignationem M. Ioannis Thierry discreto viro M. Michaëli Colin in Artibus Magistro, actu Regenti præsentis & acceptanti.*

Ledit Colin n'exerça pas long-temps cette charge; encore luy arriua-t'il vne disgrâce assez considerable, car dans l'Assemblée du 26. Ianuier 1598. ayant parlé contre l'interuention que l'Vniuersité vouloit donner à M. Damboyse contre l'Euesque de Senlis, pour la Grand-Maistrise du College de Nauarre, & s'estant eschapé de dire que ledit sieur Euesque auoit sauué l'Vniuersité pendant la Ligue, toutes les Compagnies conclurent à le suspendre pendant six mois: & dans l'Assemblée du 11. Mars audit an, on nomma M. Vincent Raffart pour en faire la charge pendant ledit temps. Enfin il fut restably dans l'Assemblée du 20. Iuin 1598.

& le 6. Octobre 1599. il resigna à M. Jacques Arroger, Bachelier en Decret & Maistre és Arts, lequel fut receu le 16. Decembre ensuiuant M. François Gautier estant Recteur pour la troisieme fois, dont il a fait luy-mesme mention. *M. Iacobus Arroger Procurator à Fisco per resignationem M. Michaëlis Colin. Sig. F. Galterus Rector cum Syng. Et dans le Reg. de l'Vniuersité. Anno & die prædictis (16. Decembre 1599.) apud S. Mathur. solenniter, vt moris est, horâ solitâ matutinâ congregata exitit Alma Vniuersitas Paris. super resignationem M. Michaëlis Colin illius ultimi possessoris pacifici.*

Ledit Colin estant vn des Intrants pour élire le Recteur le 8. Octobre 1601. fut luy mesme élu Recteur & referé par M. Romain Du feu. Et enuiron vn an après il fut fait Procureur de la Nation de France, & eut pour successeur le 13. Decembre 1602. M. Iean Oudinet Bachelier en Theologie; & peu de temps après il prit le bonnet de Docteur.

VI.

Quant à M. Jacques Arroger, il resigna sa Charge de Procureur Fiscal à M. Christophe Barberouffe Maistre és Arts & Regent, & pour cet effet chargea Remond Fauchier petit Bedeau de la Nation de France de sa procuration *ad resignandum*; & Barberouffe fut receu par M. Nicolas Yram Bachelier en Theologie de la Maison & Societé de Navarre lors Recteur. Je trouue de la difficulté pour le iour de sa reception. Car le Reg. de l'Vniuersité la met au 20. Aoust 1605. & celui d'Allemagne au 3. Octobre. Le premier expose la chose plus au long. *Die 20. Aug. 1605. Alma Vniuersitas Parisiensis apud S. Mathurinum solenniter, vt moris est, congregata, horâ solitâ matutinâ contulit OFFICIUM PROCURATORIS FISCALIS eiusdem Vniuersitatis vacans per liberam resignationem M. Iacobi Arroger illius ultimi possessoris pacifici hodie in manibus.... per Remundum Fauchier Minorem Nationis Gall. Apparitorem dicti Arroger Procuratorem litteratoriè fundatum factam & per eandem Vniuersitatem admissam venerabili viro Christophoro Barberouffe Artium Magistro actu Parisijs Regenti præsentî & acceptanti tanquam capaci, sufficienti & idoneo. Qui quidem Barberouffe solita iuramenta in manibus D. Rectoris & in facie totius Vniuersitatis præstitit.*

Le Reg. d'Allemagne met deux Assemblées, l'vne dans la Chambre du Recteur le 1. Octobre, & l'autre aux Mathurins le 3. du mesme mois. M. Pierre Valens lors Procureur de ladite Nation a escrit cet Acte de la sorte. *Rursus vocati in aedes Rectorias ad Regiam Nauarram Kal. Octob. conclusum fuit vt D. de Barberouffe recipe-retur Procurator fisci in locum D. Arrogier, receptus ergo fuit die Lunæ 3. Octob. apud Mathurinos.*

Barberouffe

Barberouffe exerça la Charge iusques au mois de Decembre XVII. 1617. qu'estant mort, M. Iean Ruault lors Recteur assembla l'Vniuersité le 23. dudit mois & ayant exposé comme la charge de Procureur Fiscal estoit vacante par le deceds de Barberouffe, la demanda & l'obtint du consentement de tout le monde, mesme gratis. *Die 23. Decemb. 1617. Alma Vniuersitas Paris. apud S. Math. hora 10. matutina congregata super propositis à D. Rectore superioribus Comitibus, exposita per eundem D. Rectorem Congregationis causa postulauit OFFICIUM PROCURATORIS FISCALIS dicta Vniuersitatis per obitum D. Christophori Barberouffe vacans sibi conferri, super quâ postulatione maturis deliberationibus præhabitis eadem Vniuersitas unanimi voto contulit & consensit, prout confert dictum Officium Procuratoris Fiscalis Vniuersitatis D. Ioanni Ruault Rectori, idque gratis. Et ita conclusit D. Rector, qui gratias toti Academia reddidit.*

Ledit Ruault ayant exercé cette charge iusques au mois de XVIII. Mars de l'année 1623. il la resigna à M. Iacques du Cheureul Professeur en Philosophie au College de Harcour, lors Recteur, & l'Vniuersité agréa cette resignation le 21. Mars 1623. dont fait foy le Reg. de l'Vniuersité. *10. Kalend. April. Vniuersitas in Mathurinenſi eurationem M. Ioannis Ruault in gratiam M. Iacobi du Cheureul Rectoris libentiſſimè ac liberaliſſimè admisit.* Troisiours après il quitta le Rectorat & fit son successeur M. Iean Aubert lors Professeur en Rhetorique au College de Caluy.

Ce celebre Philosophe a exercé ladite charge avec toute la satisfaction imaginable iusques à l'an 1649. qu'estant decedé l'on a esté prés de dix-huict mois sans pouuoir conuenir d'un successeur, à cause des Contestations qui sont suruenues dans l'Vniuersité depuis le 7. Octobre 1647. que les Doyens s'opposèrent à ce que les Procureurs eussent égale distribution avec eux à la reddition des Compres de l'Vniuersité. Tellement que plusieurs Assemblées ayant esté tenuës pour auiser à l'élection d'un Procureur Syndic, & les Compagnies se trouuans partagées, les vnes pour M. Pierre le Coq, les autres pour M. Pierre Daniel ancien Regent au College de Nauarre, d'autres taschans d'y faire entrer contre la coustume M. Paul Courtois Docteur en Medecine, enfin le 7. Iuin 1651. M. Iean Courtin ayant tenu vne Assemblée des Deputez ordinaires aux Mathurins, tous, à la reserue du Doyen de Theologie, eleurent M. François du Monstier ancien Professeur des Humanitez au College de Nauarre, & aussi ancien Recteur. Voicy ce que porte l'Acte de son Election.

D

» Anno Domini 1651. die 7. Iunij apud Mathurinenses hora 7.
 » matutina conuenerunt venerabiles & Circumspecti viri M. M.
 » Ioannes Mulot Theologiæ Decanus, Philippus de Buisine Iuris
 » Canonici Decanus, Guido Patin Medicinæ Decanus, Petrus *le*
 » *Cocq* & Bonus de Merbes Gallix & Picardiæ Procuratores, Nico-
 » laus Isambert Normaniæ Exprocurator, Alexander Pendric loco
 » Procuratoris Germaniæ. Magistri studiorum Vniuersitatis ex
 » Mandato Clarissimi viri Ioannis Courtin Rectoris Amplissimi per
 » eiusdem Vniuersitatis Apparitores legitimè denunciato. Tum D.
 » Rector dixit. Viri Academici, hic est mensis decimus octauus ex
 » quo Clarissimus vir M. Iacobus *du Cheureul*, qui cum in cæteris,
 » tum in Procuratoris Fisci Academix munere per septem & viginti
 » circiter annos obeundo præclare se gessit, diem suum obijt magno
 » Reipub. litterariæ damno: iam verò Academix plurimum inte-
 » rest, vt tandem huic muneri maximè idoneus præficiatur. Cum
 » de hoc iam sæpius disceptatum fuerit tum apud Facultates supe-
 » riores, tum apud Nationes. Quamobrem pro vestra prudentia è
 » viris cum doctrina, tum virtute coniuncta, tum rerum peritia atque
 » adeo industria ac diligentia conspicuis qui longè plures sunt in
 » Academia, deligite quem huic muneri magis idoneum noueritis.
 » Tum D. Mulot dixit mandatum sibi vt eiusmodi Electioni inter-
 » cederet, donec de ea suam consulisset Facultatem: ac proinde se
 » intercedere quominus ea de re amplius deliberetur: atque adeo
 » suæ intercessionis instrumentum efflagitare: quod si suæ interces-
 » sionis nulla habeatur ratio, iam se per præsentis Notarios con-
 » testando denunciare irritam fore eiusmodi electionem. Cum verò
 » Notarij eiusmodi denunciationis instrumentum recitare vellent,
 » dixit D. Rector, *EXSPECTATE TANTISPER*, dum amplius delibe-
 » retur de illa intercessione, postea liberum, vobis erit, quod iuris
 » erit, denunciare. Postea D. Rector sapientissimum Theologiæ De-
 » canum monuit non esse iam quod hisce Comitijs intercederet,
 » cum de Procuratore Fisci designando toties deliberatum fuerit
 » apud suam Facultatem: cuius rei iam pridem fecit fidem sapien-
 » tissimus vir M. Iacobus Pereyret summus Regiæ Nauarræ Mode-
 » rator, Doctor & Regius Theologiæ Professor, qui in Comitijs
 » Amplissimi D. Rectoris & DD. Deputatorum eiusdem Vniuersi-
 » tatis apud eandem Nauarram habitis 1650. 15. Octob. cum agere-
 » tur de nominando Procuratore fisci Academix, eundem D. *le Cocq*
 » suæ Facultatis nomine designauit Fisci Procuratorem, in cuius ta-
 » men sententiam tunc non est facta conclusio. Quare iam penes

ipsum esse Decanum pro sua prudentia Academiae providere.

Cum verò D. Mulot Rectoris Amplissimi monitis acquiesceret, statim à venerando confesso tum à D. Lagaut Doctore Sorbonico, tum ab ipsis Notarijs auulsus est & abstractus. Nihilominus re per Ampliff. D. Rectorem in deliberationem adducta, placuit cæteris Decanis & 4. Procuratoribus alternis suffragijs suarum Facultatum & Nationum nomine de sufficiendo Procuratore Fisci iam nunc deliberari. Et ita per D. Rectorem conclusum fuit. Tum D. de Buisine consultissimæ Iuris Canonici Facultatis Decanus, D. Patin saluberrimæ Medic. Facultatis Decanus, MM. Petrus *le Cocq*, Bonus de Merbes honorandæ Gallia & fidelissimæ Picardia Procuratores, Nic. Isambert venerandæ Normaniæ Exprocurator, eiusdem Proprocurator & Alexander Pendric loco Procuratoris constantissimæ Nationis Germaniæ, vbi Clarissimi viri M. Francisci *du Monstier* viri Rectorij, Regij Eloquentiæ Professoris, egregias animi dotes maximaque in Academiam merita certatim commendarunt, eundem D. *du Monstier* tametsi absentem, eodem quo supra suarum Facultatum & Nationum nomine alternis suffragijs Procuratorem Fisci, seu Syndicum Academiae designarunt, atque adeo in locum demortui M. Iacobi *du Cheureul* consensu communi suffecerunt. Et ita per D. Rectorem conclusum fuit. Tum iisdem DD. placuit eundem D. *du Monstier* è Choletao, vbi commoratur, à D. *de Merbes*, me Scriba adiuncto statim accersiri. Huic viro ita accersito, vbi se stitit coram iisdem Dominis, ab Amplissimo D. Rectore renunciatum est ipsum Venerandi Confessus communi consensu nominatum fuisse Procuratorem Fisci seu Syndicum Academiae. Tum D. *du Monstier*, gratias egit Academiae quammaximas, atque adeo sese excusatum voluit, quod & alijs nominibus iam sit Vniuersitati studiorum maximè deuinctus, & non desint qui hoc munere præclarè defungantur. Cum verò iisdem DD. in sua conclusione constanter perseuerarent, D. *du Monstier* dixit, VESTRVM EST IMPERIVM, MIHI VERÒ OBSEQUII GLORIA: atque adeo solenne Sacramentum præstitit in manibus Amplissimi D. Rectoris, & suffectus est in locum demortui Clarissimi viri M. Iacobi *du Cheureul* PROCVRATORIS FISCALIS seu SYNDICI Academiae Nouissimi. His ita peractis dimissa sunt Comitia.

Ainsi l'Université crût ne pouoir pas mieux tesmoigner sa gratitude à ce grand homme, au refus dudit sieur Courtin Recteur, qui voulant prendre le Bonnet de Docteur renonça volontai-

D ij

rement à ses droits, qu'en luy donnant la premiere Charge publique qui eust vacqué après son Rectorat, pour ne l'auoir pas pû faire pendant les trois ans qu'il fut Recteur: pendant lesquels il assura par son Eloquence le Pré aux Clercs à l'Vniuersité & les Messageries aux 4. Nations, de la Faculté des Arts.

Après sa mort arriüée au mois d'Aoult 1661. M. Pierre de Lenglet lors Recteur pour la seconde fois ayant enuoyé ses billets à l'ordinaire aux Doyens & Procureurs pour le 8. dudit mois d'Aoult, M. Denys Guyart Syndic de la Faculté de Theologie se presenta à l'Assemblée, & dit qu'il s'opposoit au nom des trois Facultez à ce qu'on deliberast sur l'élection d'un Procureur Syndic, auant que lesdites trois Facultez eussent esté aduerties de la mort de M. François du Monstier, & protesta de nullité si l'on passoit outre. Mais ledit sieur Recteur & les Procureurs ne voyans pas qu'il y eust raison de former cette opposition & d'empescher qu'ils ne procedassent à vne élection, en laquelle ils auoient le principal droit & interest, prirent leur séance selon la coustume, & après auoir tous vnanimement tesmoigné le regret qu'ils auoient de la perte d'un si rare personnage, ledit sieur de Lenglet vsant de ses droits demanda ladite Charge vacante en son Rectorat, & l'obtint par le consentement vnanime de tous les Procureurs. L'Acte de sa Reception est couché dans les Registres en ces termes.

- » Anno Domini 1661. die Lunæ 8. mensis Augusti de Mandato
 » M. Petri de Lenglet Almæ Vniuersitatis Parisiensis Rectoris Amplissimi habita sunt apud Mathurinenses Comitia hora 7. matutina
 » de sufficiendo Procuratore Fiscii eiusdem Vniuersitatis in locum
 » demortui M. Francisci *du Monstier*. Comparuerunt in Claustro
 » Mathurinensi M. M. Dionysius Guyart Facultatis Theolog. Syndicus,
 » Philbertus Morisset Medicinæ Decanus, Petrus *le Fort*,
 » Radulphus *Barbier*, Nicolaus *Lair*, & Ioannes *Richer* Galliaë,
 » Picardiaë, Normaniaë & Germaniaë Nationum Procuratores.
 » Tum iussit D. Rector per Apparitorem ad Comitiam vocari, tum
 » Decanos, tum Procuratores. Idem D. Morisset statim discessit,
 » dictus verò Guyart nomine Facultatum Theologiaë, Iuris Canonici
 » & Medicinæ intercessit, quominus hæc haberentur Comitiam,
 » suæ intercessioni dimissis à D. Rectore Comitiam eodem nomine
 » subscripsit, vt constat Instrumento inferius descripto. Nihilominus
 » D. Rector assidentibus hinc inde DD. Procuratoribus in Capitulo
 » Mathurinensi, vbi valde doluit de interitu D. *du Monstier*,

cui Academia quotannis pendebat mille libras pro summis illius in «
 ipsam meritis : præsertim cum ipsi Rector præerat , ita proposuit : «
 quoniam ex obitu M. F. du Montier, munus Procuratoris Generalis «
 in Academia vacaret exercendū, sua post annos continuos aliquot «
 administratæ litterariæ rei, si quæpiam censerentur extare in Acade- «
 miam promerita, suis esse vsus aliquis putaretur tractandorum ne- «
 gotiorum, quapropter non indignus haberetur, qui vacuum in lo- «
 cum succederet, se onus eiusmodi haud ægrè subiturum, eo dunta- «
 xat consilio, vt quod hætenus fecit cum publicis vtilitatibus pro «
 virilipromouendis, tum intestinis tumultibus componendis alla- «
 boret; nec tamen recusare quominus in alium transmitratur, si ma- «
 gis è re Academiae futurum iudicetur. Item dicti DD. Procurato- «
 res conceptum dolorem ex obitu M. Francisci du Monstier, qui ma- «
 ximum sui reliquit Academiae desiderium aliqua ex parte leniri «
 censuerunt, si in eius locum sufficerent virum maximè idoneum : «
 quamobrem alternis suffragiis munus Procuratoris Fisci, seu Pro- «
 curatoris Generalis in Academia Clarissimo Viro M. Petro de «
 Langlet eiusdem Vniuersitatis Rectori Amplissimo, atque adeo de «
 illa præclare merito summâ animorum consensione detulerunt. Et «
 ita conclusit D. Rector simulque gratias egit, nec non permisit se- «
 quâ poterit fide, studio & diligentia munus illud curaturum. Pa- «
 risiis anno & die prædictis. «

Ledit sieur Guyart ayant demandé au Greffier de ladite Vniuer- «
 sité Acte de son opposition, & luy ayant esté deliuré, il le signa en «
 cette forme.

Anno Domini 1661. die 8. mensis Aug. apud Mathurin. M. Dio- «
 nyfius Guyart Syndicus sacrae Facultatis Theol. intercessit nomine «
 Facultatum superiorum, Theologiae, Iuris Canon. & Medicinae, «
 quominus habeantur Comiria de sufficiendo Procuratore Fisci «
 Vniuersitatis Parisiensis in locum demortui M. Francisci du Mon- «
 stier antequam dictæ Facultates, quarum interest plurimum, de «
 morte eiusdem du Monstier certiores factæ fuerint, & apud se quæ- «
 que conuocata fuerit deliberatura de munere eiusmodi Procurato- «
 rio Fisci Academiae, cui nempe collatura fit. Alioquin reclamât «
 idem Syndicus & protestatur nulla fore & irrita & prouocat in ius «
 propter rationes tempore & loco dicendas. Parisiis anno & die «
 prædictis Sig. Guyart Syndicus Facultatis Theologiae cum Syn- «
 grapha. «

L'affaire s'estant passée de la sorte, quelques iours apres les trois «
 Doyens sommerent ledit sieur Recteur de conuoyer yne Assem-

blée aux Mathurins pour élire vn Procureur Syndic, sinon & à faute de ce qu'ils en éliroient vn. Et ledit sieur Recteur ayant respondu qu'ils ne pouuoient ignorer qu'il n'eust tenu l'Assemblée pour cet effet, puisqu'il leur auoit enuoyé des billets pour les auertir de s'y trouuer, & que dans ladite Assemblée il auoit esté luy-mesme élu pour Procureur de ladite Vniuersité, lesdits Doyens procederent à nouvelle election, & eleurent M. Iean Doujat Docteur en Droiçt Canon, sans considerer que l'antiquité ne nous fournit point d'exemple qu'aucun Officier public ait esté pris en aucune autre Faculté qu'en celle des Arts: Neantmoins ils en font demeurez là, & ledit sieur de Lenglet a tousiours exercé sa charge depuis ce temps-là, & l'exerce encore à present avec honneur.

C H A P I T R E II.

Du Greffier de l'Vniuersité de Paris.

IL n'y a point d'Officier plus necessaire à vn Estat, à vne Communauté & à des Magistrats, que celuy qui est preposé à tenir Registre de tout ce qui concerne l'Estat, la Communauté & la Iudicature. Chez les Grecs ceux qu'ils appelloient γραμματεῖς estoient des premiers de l'Estat, comme tesmoigne Æmilius Probus en la vie d'Eumenes Cardianus, qu'il dit auoir esté Secretaire ou Chancelier de Philippe de Macedoine.

Autrefois à Rome le Souuerain Pontife auoit le soin de tenir Registre de ce qui se passoit de remarquable dans la Republique, & de dresser les grandes Annales, comme escrit Macrobe au liu. 3. des Sturnales chap. 2. le College des Pontifes eut le mesme soin puis apres, lesquels eurent des Secretaires sous eux pour se soulager. Les Magistrats Romains ne purent pas s'en passer non plus pour escrire leurs Ordonnances.

Ces Secretaires appelez proprement *Scribæ* se multiplierent si fort avec le temps, qu'enfin ils firent vn Corps fort considerable, & s'acquirent beaucoup de reputation, au moins ceux qui escriuoient les Registres publics. Ciceron parlant d'eux en la 5. Verr. *Ordo eorum est honestus*, dit-il, *quis negat?* & peu apres il en rapporte la raison. *Est verò honestus, quod eorum hominum fidei tabula publicæ*

periculaque Magistratum committuntur. Et en l'Oraison qu'il a faite pour sa maison. *Scribæ qui nobiscum in rationibus monumentisque publicis versantur.*

Sous les Empereurs on leur donna le nom de *Questores sacri Palatii*, qui estoient *Custodes legum* & l'ame de l'Estat. Sous nos Rois de la premiere lignée ils prirent le nom de *Referendarij*, & sous ceux de la seconde celui de *Cancellarij* ou *Archicancellarij*, qui representoient les Chanceliers des Empereurs Grecs & Romains, & qui signoient toutes les Concessions des Rois & autres pieces authentiques. Ils auoient sous eux des Notaires que l'on appelle aujourd'huy *Secretaires d'Estat*, & ceux-cy souscriuoient *ad vicem Cancellarij*, comme nous apprenons de quantité de lettres anciennes. Celle-cy de Charles le Chauue suffira. *Aneas Notarius ad vicem H Ludouici recognoui & subscripsi.*

Charlemagne ordonna que chaque Euesque & chaque Abbé, & les Comtes auroient leurs Secretaires, *vt vnusquisque Episcopus & Abba, & Singuli Comites suum Notarium habeant. lib. 6. Capit. 229.* l'on void au 6. Tome du Spicileg. de Dom Luc Dachery vne chartre ou Priuilege accordé à l'Abbé de Gibleu en Brabant par l'Empereur Orho, de choisir d'entre ses Religieux celui qu'il voudroit pour estre le Secretaire. *Et annuimus Abbati Cancellarium sibi constituere quemcunque voluerit ex suis.* L'on void aussi dans vne Ordonnance de l'Abbé Suger en 1125. *Ego Gregorius Domni Sugerij Abbatibus Cancellarius relegi & subscripsi.*

Nous voyons la mesme chose dans les Eueschez où les Chanceliers auoient le soin de dresser les Actes Capitulaires & d'en tenir Registre, comme nous auons montré dans l'Histoire.

En vn mot, c'est vne necessité euidente à tous les Corps d'auoir de tels Officiers, pour remedier au defaut de la memoire des hommes qui est labile, & aux iniures du temps qui corrompt bien souvent la tradition.

Et ainsi il faut necessairement auoir ou que l'Vniuersité de Paris, qui constamment a esté instituée il y a prés de 900. ans, n'a esté qu'une pure Anarchie, composée de membres sans liaison, sans ordre & sans discipline commune, ce qui ne peut pas tomber dans la pensée, veu le grand nombre de Maistres & d'Escholiers qui y venoient de toutes parts, mesmes dès le premier siecle de sa fondation; ou que si elle a fait Corps considerable, elle n'a pû subsister sans establir vn ordre entre ses Supposts, sans faire des Reglements pour le maintenir, & sans ordonner des peines contre les Refractai-

& Perturbateurs, estant certain qu'une Republique, non pas mesme une maison, ne peut subsister sans loix & sans discipline.

Que si cela est, il a aussi esté de necessité d'establir quelque Officier avec charge & commission d'escrire ces Loix & Reglemens, veu que selon les Iurifconsultes la Loy escrete est necessaire, & aux Magistrats & aux Subiets. Aux Magistrats, pour sçauoir comment il faut commander & ce qu'il faut commander. Aux Subiets, pour sçauoir ce qu'ils doiuent faire & à qui ils doiuent obeir. C'est pourquoy Gregoire de Toulouse dit au Liure 16. chap. 9. que les Scribes ou Greffiers ne sont pas moins necessaires au fait des Lettres, » qu'est au discours & au parler l'usage de la Langue. Scribarum necessitas in litterarum causis non minus consideratur, quàm linguæ in sermone, vt & fideliter scribant, apertè, clarè & dilucidè sine » confusione & distinctè, maximè quando fide publica illis committitur tabularum vel scripturæ negotium, vt Notariis fit seu Argentariis, & qui à secretis sunt Principum, qui actus iudiciales Reique » publicæ scribunt, vel quæ ad publicam autoritatem pertinere possunt, publicorum consiliorum facti participes.

Or de sçauoir quel ordre a esté obserué dans l'Vniuersité pendant les trois ou quatre premiers siecles de sa fondation, quels Reglemens elle a estably, & quels Statuts elle a faits, il est fort difficile. L'iniure des temps nous en a enuié la connoissance, & le peu de soin qu'ont eu les Maistres de ces premiers temps-là de nous instruire; comme il est arriué à tous les autres Corps, qui ont esté instituez & créez dans vn temps de barbarie ou de negligence.

Neantmoins quoy qu'une infinité d'escrits de ces siecles-là se soient perdus, & qu'on n'ait eu le soin de conseruer dans les Bibliothèques ou des Archiues que des Traitez utiles au public, ou quelques panchartes de Priuileges, il nous reste encore assez de lumiere pour connoistre au moins en gros & en general quel ordre il y auoit dans cette Vniuersité pour le fait des Estudes.

Car il est certain 1. que quoy que tous ceux qui desiroient faire l'exercice des Lettres, fussent bien venus à Paris comme à une Eschole publique, & qui estoit ouuerte à tout le monde, nul n'y pouuoit neantmoins enseigner, sans en auoir obtenu la licence ou permission del'Euésque ou du Chancelier; comme il se pratique encore auourd'huy, quand l'on donne le Bonnet de Maistre és Arts: & la formule n'en a pas changé depuis près de six cent ans. Le seul exemple de M. Pierre Abaëlard le fera voir. Ce ieune homme Breton de Nation d'auprés de Nantes, estant venu estudier à Paris

vers

vers l'an 1100. ou peu d'années auparauant, eut premierement pour Maistre de Philosophie M. Guillaume de Champeaux, qui estoit lors l'un des plus celebres Professeurs qu'il y eust en l'Vniuersité: mais comme ledit Abaëlard auoit l'esprit fort subtil & fort beau, ayant pris plaisir à le contrequarrer, & à renuerfer tous les fondemens de ses opinions, & principalement sur les Vniuersaux, autant qu'il se rendit odieux à son Maistre, autant acquit-il de reputation parmi ses Camarades. Si bien qu'enflé de cette gloire, il se resolut d'entreprendre vne Regence, mais ne le pouuant faire à Paris, il s'en alla tenir son Eschole à Melun, & puis à Corbeil où il fit espreuue de sa capacité.

Quelque temps apres, quoy qu'il n'eust pas estudié en Theologie suffisamment pour la pouuoir enseigner, neantmoins il entreprit de le faire: ce qui anima tous les autres Professeurs contre luy. Et c'est vn des Chefs qu'on luy obiecta au Concile de Soissons, *Quod sine Magistro ad Magisterium diuinæ Lektionis accedere præsumpsisset.* C'est de là que M. Claude Hemeré Docteur de Sorbone prouue en son Liure de *Academia Parisiensi* Ch. 7. qu'il falloit auoir pouuoir de regenter ou du Pape, ou de l'Euesque par le Chancelier.

Istam etiam Facultatem legendi in Theologiæ Scholis Pontificiæ aliquando indulgentia muniri oportuisse subindicat locus Abailardi scribentis sibi ab æmulis obiectum esse, quod nulla eiusmodi gratia concessioneque vallatus ad legendum se tamen addidisset, petiisseque, eos, vt qua cū Abailardo multi adhuc peccarent, temeritas reprimeretur, qui nullâ aut Pontificiâ aut Ecclesiasticâ Cancellarij facultate commendati, publicæ tamen professionis nomen ac munus sibi assumerent. Verba sunt eius Ep. 1. Dicebant ad damnationem libelli satis hoc esse debere, quod nec Romani Pontificis nec Ecclesiæ autoritate commendatus legere publicè præsumpseram, atque ad transcribendum iam pluribus eum ipse præstitissem. Et le Chancelier fait il aujourd'huy autre chose quand en donnant la benediction de Maistre és Arts, il dit, *Autoritate Apostolica qua fungor, do tibi potestatem docondi, legendi, interpretandi, omnesque actus Scholasticos exercendi.*

2. L'on ne peut pas nier qu'il n'y eust des Statuts & des Articles pour la discipline, veu que les Papes mesmes s'en sont meslez. Alexandre III. escriuant à Pierre Cardinal de S. Chrysogone son Legat en France vers l'an 1170. luy mandé entr'autres choses, qu'il consulte Guillaume Archeuesque de Sens & Henry Archeuesque

E.

de Reims, & d'autres personnes considerables *super regimine Scholarum Parisiensium*, & notamment en ce qui regardoit le Chancelier, qui estoit obligé de donner les licences, sans oser rien exiger de ceux à qui il les donnoit.

L'Vniuersité estoit aussi en possession de faire des Regl. tesmoin la reformation qu'elle fit vers l'an 1200. sur trois principaux points, en quoy la relasche estoit plus apparente, sçauoir sur le fait des habits, sur l'ordre des disputes tant de Philosophie que de Theologie, & sur les obseques & funerailles des Maistres decedez en la profession. Elle fit iurer tous les Maistres d'en obseruer les articles, & degrada vn certain M. G. qui refusa de le faire: lequel ne put se faire restablir, qu'à la priere qu'en fit à ladite Vniuersité le Pape Innocent III. comme il se void par sa Decretale inferée entre celles de Gregoire IX. *Ex litteris vestre deuotionis accepimus, quod cum quidam Moderni Doctores Liberalium Artium à Maiorum suorum vestigijs in tribus presertim articulis deuiarent, habitu videlicet inhonesto, in Lctionum & Disputationum ordine non seruato, & pro usu in celebrandis exequijs decedentium Clericorum, iam quasi penitus negligenter omisso, vos &c.*

De ces deux points resultent deux veritez remarquables au sujet que nous traitons. La 1. qu'il y auoit societé entre les Maistres de l'Vniuersité: & la 2. qu'ils tenoient des Assemblées pour l'entretenir par le moyen des Statuts & de la Discipline. Mathieu Paris ancien Historien d'Angleterre qui escriuoit en 1250. parlant de M. Iean de Calla 21. Abbé de S. Albans, qui pouuoit estudier à Paris vers l'an 1160. *Hic, dit-il, in iuuentute Scholarum Parisiensium frequentator assiduus ad ELECTORVM CONSORTIUM MAGISTRORVM meruit attingere.* Quand Iean Seigneur de Montmirel vint à Paris vers l'an 1175. pour consulter l'Vniuersité, sur le dessein qu'il auoit de quitter les grandeurs du Monde pour embrasser la vie Religieuse, il la trouua assemblée en grand nombre, luy fit present de 30. liu. qui estoit vne somme considerable en ce temps-là, & luy demanda des Theologiens pour conferer avec eux sur son dessein. Et ne faut pas non plus douter que quand elle enuoya à Rome vers Celestin III. pour se plaindre des Moines de saint Germain des Prez, dont les Seruiteurs auoient tué quelques-vns de ses Escholiers, cela ne se soit fait suuant le resultat d'vne Assemblée qu'elle tint pour ce sujet. Comme quand elle deputa en 1217. vers Honoré III. pour se plaindre du Chancelier de Nostre Dame, & pour poursuiure l'appel qu'elle auoit interjetté de sa Sen-

rence, les termes de la Bulle dudit Honoré font bien voir, que cela s'estoit fait par vne deliberation expresse. *Cum ad prosecutionem appellationis predictæ foret Nuncius ad Sedem Apostolicam destinandus, & sine collecta Vniuersitas non haberet expensas, Magistri liberalium Artium fide interposita se ac suos Discipulos adstrinxerunt ad seruandum quod super hoc à suis Procuratoribus contingeret ordinari.*

Or il n'est pas possible de s'imaginer, qu'on ne tint point de Registre des resultats de ces Assemblées-là: que les Statuts & les Reformatiōns ne fussent point escrites, & qu'il n'y eust point de Roolle des Maistres es Arts, & en toutes les autres Professions & Facultez. Et par consequent il n'est pas possible de s'imaginer qu'il n'y eust quelqu'un preposé à escrire ces Registres, à dresser les Conclusions, & à deliurer les Sentences de l'Vniuersité.

Quand elle degrada ce M. G. duquel il a esté parlé cy-dessus, pour auoir refusé de iurer comme les autres l'obseruation de certains Statuts qu'elle auoit dressez, il fut obligé pour se faire reestabli, d'implorer l'assistance d'Innocent III. auquel ayant fait voir la Sentence de sa degradation, le Pape l'interpretant benignement & le voyant resolu à faire satisfaction, récriuit à l'Vniuersité, & la pria de le receuoir & de le reestabli en tous ses honneurs & dignitez.

Il est donc certain qu'il falloit qu'il y eust vn Greffier en l'Vniuersité, ou en titre d'Office ou par commission, & qui fust public & commun. Et ainsi les Procureurs n'estoient pas propres à cela, parce qu'ils estoient Officiers particuliers de leurs Nations, & qu'il y auoit assez souuent des contestations entre les Nations pour l'election du Recteur; ce qui les eust rendus suspects de partialité, si aucun d'eux auoit eu le Greffe.

Il n'est pas hors d'apparence que les Recteurs n'ayent fait cet Office. Car comme c'est vn Magistrat public, ses Registres doiuent faire foy; & vn Recteur doit estre pere commun, exempt d'amour & de haine & de toute partialité pour aucune des Compagnies. L'Histoire Romaine nous apprend que le Souuerain Pontife faisoit luy-mesme l'Office de Scribe, auant que la Republique se fust augmentée au point qu'elle s'augmenta depuis. Ainsi nous ne voyons pas d'inconuenient, mais au contraire, il y a beaucoup d'apparence que les Recteurs escriuoient eux-mesmes, ou faisoient escrire les resolutions & les reglements qui auoient esté faits de leur temps.

Mais depuis que les Papes & les Rois en donnant des Priuile-

ges à ladite Vniuersité, ont releué la dignité de son Chef, cette charge a aussi commencé d'estre brigüée, & les Nations se sont souuent partagées & diuisées au grand scandale des Lettres; chacune taschant d'y mettre vn de ses Supposts. Ce qui a pü donner lieu à la creation d'vn Officier public, qui ne peust estre engagé dans les brigues en vertu de son Office. Mais de dire precisément le temps de sa creation, il seroit fort difficile; & ce n'est pas vne chose dont l'on doie beaucoup se mettre en peine: il suffit de dire qu'il est constant que l'Vniuersité n'a pü estre de la façon que nous l'auons décrite sans auoir vn Greffier: Que le Recteur en ait fait l'Office ou vn autre, il n'importe.

Contre ce qui a esté dit jusques icy, l'on peut obiecter trois choses. La 1. qu'il n'est gueres croyable que l'Vniuersité ait eu vn Greffier durant les premiers Siecles de sa fondation, parce qu'on n'en void aucun Registre. La 2. parce que des Actes mesmes qui nous restent depuis 400. ans, l'on n'en void point de signez par vn Greffier. Et la 3. parce qu'il semble que le premier Greffier de l'Vniuersité n'a esté institué qu'en 1316. comme il paroist par vn Acte d'assemblée tenuë à cet effet. Certainement il seroit bien à souhaiter que nous eussions des Actes & des Registres en bonne forme, pour connoistre plus clairement que nous ne faisons, l'estat des premiers Siecles. Mais c'est vn malheur commun à tous les Estats & à toutes les Compagnies, quand elles sont vn peu vieilles, de ne connoistre point ny leur institution, ny ce qui s'est passé dans les commencements. Qu'il y a eu d'Ordonnances des premiers Roys, & auparauant eux, que de Sentences & d'Arrests rendus par les Pretens & autres Iuges Romains en nostre Gaule, que de Reglements & de Loix publiées: Et cependant il ne nous en reste rien, quoy que ces gens-là fussent tres exacts, & qu'ils n'eussent aucun Tribunal sans Greffier. Nous sommes en peine de sçauoir lequel de nos Rois a institué les 12. Pairs de France, & neantmoins il y a eu des Historiens en tout temps. Le Parlement Ambulatoire donnoit quantité d'Arrests & decidoit quantité de procez: & où sont les premiers? Et depuis qu'il a esté fait sedentaire à Paris, combien auons nous peu de chose de ses premiers temps? Quoy que cela soit arriué dans vn siecle où l'on ne manquoit pas d'Éscriuains, & où le Parlement mesme ne manquoit pas de Greffiers. Et pour ne point sortir de l'Vniuersité, quelle est la Faculté qui peut faire voir le resultat de ses premieres Assemblées, ses premiers Statuts & son premier établissement? C'est donc vn mal-

leur commun ; & dont la cause, par consequent, est commune à tous.

Il y a cecy de particulier à l'Vniuersité, que quoy que ce soit vn Corps stable, neantmoins les membres en sont fort changeans. Les Recteurs & les Procureurs changeoient de mois en mois, ou de six semaines en six semaines. Les Particuliers n'y demeurent, qu'autant qu'ils ne trouuent point d'establissement plus solide ailleurs. Et nous ne scauons pas si les Officiers publics, comme le Procureur Syndic & le Greffier, ne changeoient pas aussi souuent que leurs Magistrats. Et cela estant, ils auoient peu d'attache à leur charge, & ne se mettoient pas volontiers en peine d'exercer soigneusement vne charge qui ne leur donnoit que de la peine sans profit, comme il se voit tous les iours par nostre propre experience.

Au reste ce qu'ils dresseoient d'Actes passant dans les mains de leurs successeurs, il n'en a fallu qu'vn pour les perdre tous, ou par negligence, ou par malice. L'on voit la peine qu'eut autrefois l'Vniuersité à retirer les Papiers & les Registres qui demeurèrent entre les mains des Heritiers de feu M. Simon le Roux, qui estoit Greffier, il y en eut beaucoup de perdus, nonobstant le Procés qu'on leur intenta. L'on voit dans l'Index ou Catalogue des titres gardez dans les Archiues de la Nation de France, qui fut fait en 1572. vn certain Concordat des 4. Nations *super Electione Rectoris*, & auioirdhuy il n'y est plus, sans parler de quantité d'autres qui ont esté perdus.

Actes des Greffiers & des Notaires.

Quant à ce que l'on dit qu'aucun des anciens Actes qui nous restent, n'est signé d'aucun Greffier, d'où l'on infere qu'il n'y en auoit donc point, il ne s'ensuit pas, & ne faut pas regler ces temps-là par l'exemple des nostres. Anciennement les Actes les plus authentiques estoient marquez par le Sceau qui en pendoit, sans signature d'aucun Magistrat ny d'aucun Officier: mais il ne s'ensuit pas qu'ils n'eussent esté dressez par vn Greffier: au contraire, c'est vne marque qu'ils l'auoient esté. Et pour le faire voir, il ne faut que remarquer la difference des Actes passez & attestez par des Notaires d'avec ceux qui auoient esté faits & dressez par des Greffiers. Dans ceux des Notaires, leur nom y est exprimé, le seing y est apposé, la forme en est marquée, les noms des temoins y sont enoncez, & il n'est point necessaire d'y mettre de Sceau

E iij

pour les rendre authentiques & Iuridiques. Ceux des Greffiers sont de deux sortes, les vns communs sans signature, & sans Sceau : les autres authentiques avec le Sceau sans aucune signature. Ce qu'il est aisé de voir dans tous les anciens Actes.

Simon Cardinal de sainte Cecile voulant faire obseruer vn Statut fait en 1215. par le Cardinal Robert de Curthon, pour luy donner plus d'autorité, dit l'auoir fait tirer des Archiues de l'Vniuersité qui estoient pour lors aux Mathurins, & en fait dresser l'Acte par vn Notaire en 1265. dont voicy le style.

Ego Angelerus de Madelbertis de Cremona ab Imperatore Notarius prædictis interfui, ipsasque litteras dicti D. quondam R. tituli S. Stephani in Celio Monte Presbyteri Cardinalis Apostolicæ sedis Legati vidi & legi, ac fideliter de Mandato dicti D. Simonis D. G. tituli N. Cecilie Presbyteri Cardinalis Apostolicæ Sedis Legati de verbo ad verbum transcripsi, & in publicam formam redegi.

L'Acte de 1267. qui commence par ces termes. *In nomine D. Amen. Anno eiusdem 1267.... In præsentia Boni-Amici Clerici auctoritate Apostolica publici Notarij & testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum, pateat Vniuersis hoc Publicum Instrumentum inspecturis quod Nos, &c. Et à la fin. Ego Bonus-Amicus Bononiensis Clericus quondam Roberti filius auctoritate Apostolica publicus Notarius prædictis interfui; ut scripta leguntur, scripsi, publicauis, & prædicta omnia in publicam formam redegi, compleui, rogatus me subscripsi & signum meum apposui.*

L'Acte du 24. Fevrier 1289. qui est d'vn accommodement fait avec les Moines de S. Germain, finit par ce style du Notaire. *Ego Barius Amicus Lemouicensis Clericus quondam Roberti filius auctoritate Apostolica & Episcopali Notarius dicta die Iouis apud dictum S. Germanum de Pratis prope Parisius præmissis interfui, & ut supra legitur, scripsi, publicauis, & prædicta omnia in hanc publicam formam redegi, & exinde feci hoc præsens publicum Instrumentum, compleui, rogatus me subscripsi & signum meum apposui.*

Il seroit ennuyeux de rapporter tous les Actes que nous auons de ce siecle & du suiuant, attestez par des Notaires & dressiez en mesme style : il suffit de dire que parfois l'Vniuersité se seruoit de Notaires pour les dresser, principalement quand elle transigeoit avec des Estrangers, ou quand elle vouloit s'en seruir en Iustice comme d'Actes Iuridiques. Bref elle ne s'en seruoit qu'extraordinairement, & non pas pour tenir Registre de tout ce qui se passoit en ses Assemblées, comme il sera dit cy-aprés.

Quant aux Actes des Greffiers l'on en peut remarquer de deux sortes, les vns tous simples, tels que sont ceux qu'on prend dans les Registres & qu'on transcrit : & ceux-là ne sont ordinairement exprimez qu'avec la date de l'année & du iour, sans autre marque ny de signature ny de Sceau, tel qu'est vn statut fait en 1244. *Super Scholis & Domibus retinendis*, qui commence par ces termes. *Anno Domini 1244. mense Febr. nouerint Vniuersi Magistros Vniuersitatis Paris. in Ecclesia S. Mathurini Parisiensis in plena Congregatione de communi consensu eorum instituisse, &c. & à la fin. Hæc autem statuta sunt retentâ potestate, vt Vniuersitas Magistrorum Parisiensium possit addere, vel minuere secundum quod viderit expedire.*

Tel est encore celuy du mois de Septembre 1276. qui est le resultat d'une Assemblée tenuë aux Bernardins pour remedier aux abus de certains Regens qui lisoient en particulier des Liures qui n'estoient pas de leur profession. Il commence ainsi. *Vniuersitas Magistrorum & Scholarium Paris. ad perpetuam rei memoriam.* Et finit par ces termes, *Actum & Ordinatum apud S. Bernardum in Carduneto in Congregatione Generali anno Domini 1276. die Mercurij ante Natiuitatem B. Mariæ, retenta nobis addendi, subtrahendi, immutandi & reuocandi, cum nobis videbitur, potestate.*

L'on en voit encore plusieurs autres semblables, ausquels le Sceau ne fut pas mis, parce que l'Vniuersité n'estoit pas resoluë en les faisant, de n'y rien adiouster, corriger ou diminuer.

L'autre sorte d'Actes estoit plus solennelle & plus authentique, où l'on pendoit le Sceau. Et ceux-cy estoient encore de trois sortes. Car si c'estoient Actes de toute l'Vniuersité, l'on y pendoit le grand Sceau, autour duquel estoient grauez ces mots SIGILLVM MAGISTRORVM ET SCHOLARIVM PARISIENSIVM. S'ils estoient de la Faculté des Arts, l'on y pendoit les 4. Sceaux des 4. Nations & quelquefois encore celuy du Recteur. S'ils estoient d'une Nation ou Faculté particuliere, l'on y pendoit seulement le Sceau de la Nation ou de la Faculté sans signature de Greffier.

Au mois de Février 1251. les Professeurs en Theologie ayant esté assemblez sur la difficulté & le differend qu'ils auoient avec les Mendians, firent vn statut pour les reduire à vne seule chaize, & l'Vniuersité l'approuua en y mettant son Sceau. Les termes de la fin sont tels. *Hæc autem ordinata sunt à Magistris, saluâ tamen in omnibus reuerentiâ & obedientiâ sedis Apostolicæ & aliorum, quibus obedire venentur. Hanc autem Ordinationem Vniuersitas approbavit, & sigilli sui munimine roborauit. Actum anno Domini 1251. mense Februarj.*

Au mois d'Avril 1253. l'Vniuersité en fait vn autre, par lequel elle ordonne que nul ne sera admis aux Assemblées, sans auoir presté serment d'observer tous les priuileges & statuts d'icelle: mais à cause d'une clause qui y fut puis après adioustée, il ne fut sceillé qu'au mois de Septembre en suiuant. L'Acte commence par ces termes. *Anno Domini 1253. mense Aprili Nos Vniuersitas Magistrorum & Scholarium Parisius studentium, & finit par ceux-cy. Hanc autem ordinationem seu statum à nobis approbatum & editum sigilli nostri munimine fecimus roborare. Actum est hoc statutum anno & mense prædictis, sed propter additionem Clausulæ de emenda supradicta per memoratum Comitem posterius facta, quæ nondum exhibita erat, quando editum est hoc statutum, sigillatum fuit postea cum additione eiusdem Clausulæ mense Septembri anno supradicto.*

Elle en fait vn autre au mois de Decembre 1275. touchant les Libraires & les Estaleurs de Liures, qui commence ainsi. *Vniuersitas Magistrorum & Scholarium Parisius, & finit, Acta & statuta sunt hæc ex deliberatione in Congregatione Generali Parisius in Capitulo Fratrum Prædicatorum & sigillo Vniuersitatis sigillata 6. Id. Decemb. an. 1275.*

En 1277. elle en fait vn touchant les Maisons & les Escholes qu'on louoit & à la fin elle met. *In prædictorum firmitatem sigillum Vniuersitatis Paris. præsentibus duximus apponendum.*

Elle en fait vn autre au mois de Iuillet 1281. pour declarer que le fait des Facultez, en ce qui concerne le fait de l'Vniuersité, seroit reputé pour fait de l'Vniuersité, commençant par ces mots. *Omnibus in Christo Fidelibus ad quos præsentis litteras peruenerint, VNIVERSITAS MAGISTRO RVM PARISIVS in quacunque Facultate regentium in eo qui est salus animarum, Salutem. Et finissant par ceux-cy. In cuius rei testimonium præsentibus litteris SIGILLVM NOSTRÆ VNIVERSITATIS DUXIMVS APPONENDVM. Datum anno, die & hora prædictis.*

Celuy du Vendredy auant l'Ascension 1288. commence par ces termes, *Nouerint Vniuersi Magistros Vniuersitatis Paris. in Ecclesia S. Iuliani pauperis de communi consensu ipsorum ordinasse, & finit par ceux-cy. In cuius rei Testimonium SIGILLVM VNIVERSITATIS nostræ præsentibus litteris duximus apponendum. Actum & datum in plena Congregatione Generali Magistris ad hoc specialiter vocatis. Anno Domini 1288. die Veneris ante Ascensionem Domini.*

Celuy du 23. Iuin 1303. touchant l'aduís & l'approbation que donne l'Vniuersité à ce qui auoit esté resolu & déterminé par le
Roy

Roy & les Euesques & Seigneurs touchant vn Concile General pour y declarer quantité de crimes dont l'on chargeoit Boniface VIII. à la fin. *In quorum omnium testimonium sigillum nostrae Vniuersitatis praedictae presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Veneris ante festum Natiuitatis B. Io. Baptistae. Anno Domini 1303.*

Le Chapitre de Nostre-Dame de Paris, donna aussi sa declaration conforme. Et à la fin. *In quorum omnium testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.*

L'Vniuersité de Toulouse en fait de mesme, & dans l'Acte quelle donna la mesme année du iour S. Pierre aux Liens, il y a à la fin. *In quorum omnium testimonium sigillum nostrae Vniuersitatis praedictae presentibus litteris duximus apponendum.*

Il y a quantité de Lettres du mesme temps scellées seulement sans signatures & mesmes celles du Roy Philippes le Bel, qu'on ne peut pas dire n'auoir pas eu de Secretaire. Celle par laquelle il prend en sa protection tous ses subiets qui auoient souscrit à l'appel au Concile, finit ences termes. *Et ad maiorem cautelam sigillum nostrum Nos Regina praedicta litteris his appendi fecimus, una cum sigillo praefati Domini nostri Regis. Datum Paris. Die 15. Iunij 1303. c'estoit la Reyne Ieanne de Nauarre fondatrice du College de Nauarre.*

Celuy du mois de Novembre 1310. touchant ceux qui deuoient estre citez pardeuant le Recteur & les Procureurs, & ou Pon n'admettoit point les Aduocats à plaider, commence ainsi. *Vniuersis presentes litteras inspecturis Vniuersitas Magistrorum & Scholarium Parisius studentium: Salutem in eo qui est vera salus. Et finit de la sorte. In cuius rei testimonium sigillum Vniuersitatis praedictae presentibus duximus apponendum. Datum in Congregatione Generali apud S. Mathurinum, anno Domini 1310. die Veneris post festum B. Martini Hiemalis.*

Vn autre de 1312. portant que les Bedeaux n'entreront point dans les Assemblées sans auoir presté serment, ny autres que les Regens, à moins qu'ils n'y soient appellez par le Recteur, commence de la mesme façon, VNIVERSIS PRÆSENTES LITTERAS INSPECTVRIS VNIVERSITAS MAGISTRORVM ET SCHOLARIVM PARISIVS STVDENTIVM ÆTERNAM IN DOMINO SALVTEM. Et finit. *In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Mercarij praedicta in Congregatione Generali apud S. Mathurinum, an. Dom. 1312.*

Vn autre du iour S. Gregoire de la mesme année, par lequel on ordonna qu'on ne sceelleroit aucune lettre, sans qu'il y eust quel-

que Maistre present & qu'elle n'eust esté veüe & examinée dans l'Vniuersité, est tel. *Honestati nostræ ac tranquillitati totius studij diligentius attendentes, Nos omnes & singuli Magistri 4. Facultatum Paris. Vniuersitatis ad Congregationem Generalem vocati per M. Marsilium de Padua tunc nostræ Vniuersitatis Rectorem & ibidem more solito congregati statuimus & decreuimus inuolabiliter obseruari, vt nulla littera cuiuscunque modi Magno sigillo Vniuersitatis de cætero sigilletur, nisi prius per Vniuersitatem visa & perquisita fuerit examine diligenti. Huic adijcientes vt deinceps Clavis Archæ aut Cophini in quo sigillum supradictum reponitur portata per Seruientem aliquem sine aliquo Magistro ad sigillandum nullatenus admittatur, sed cuiuslibet Facultatis teneatur vnus Magister cum Clavi in loco sigillationis personaliter interesse. Datum in Congregatione Generali apud S. Mathurinum in festo B. Gregorij, an. Domini 1312.*

Au mois de Decembre 1316. l'Vniuersité prend dessein de se seruir d'vn Notaire dans ses Assemblées, & à la fin de l'Acte il y a. *In quorum testimonium præsentis litteras per eundem Notarium confectas nostræ Vniuersitatis munimine fecimus roborari.*

Il est donc visible maintenant que l'usage de l'Antiquité a esté tel, de sceeller les Actes, sans qu'aucun Magistrat, ny Greffier, ny autre Officier les signast. Et la raison en est, par ce que le Sceau portant les marques & les caracteres du Corps qui le faisoit mettre, auoit plus de force que la signature d'vn Magistrat ou d'vn Officier, & estoit moins suiet à estre contrefait, qu'vn seing priué, que nos Ancestres estimoient estre superflu, pour estre moins connu que le Sceau. Et cette pratique n'a seulement pas eu lieu dans l'Vniuersité, mais Mathieu Paris nous apprend qu'autrefois on ne faisoit pas autrement en toute l'Angleterre, où ils n'auoient point l'usage des Notaires. C'est au suiet d'vn Concile tenu à Londres l'an 1237. par Otho Legat du Pape, & Cardinal Diacre du titre de S. Nicolas *in Carcere Tulliano*, où entr'autres articles de Reformation, il met celuy du Sceau, dont l'on se seruoit au lieu de Notaires, & en corrige les abus.

Quanto, dit-il, Scripturarum, quæ sigillo authentico muniuntur, est usus magis necessarius in partibus Angliæ, vbi publici Notarij non existunt; tanto diligentius cauendum est, ne per aliquorum insolentiam possint pertrahi ad abusum. Et dans l'Article suiuant il declare comment il veut que ce Sceau soit graué pour estre authentique.

» Quoniam Tabellionum vsus in Regno Angliæ non habetur,
» propter quod magis ad Sigilla authentica credi est necesse, vt eo-

rum copia facilius habeatur, statuimus vt Sigillum habeant, non solum Archiepiscopi & Episcopi, sed etiam eorum Officiales. Item Abbates, Priores, Decani, Archidiaconi & eorum Officiales, Decani rurales, necnon Ecclesiarum Cathedralium Capitula & cætera quoque Collegia & Conuentus cum suis Rectoribus, aut diuisim iuxta eorum consuetudinem, vel statutum. Pro varietate quoque cuiuslibet prædictorum habeat vniuscuiusque Sigillum nomen, puta Dignitatis, Officij, Collegij, & etiam illorum proprium nomen, qui Dignitatis vel Officij perpetui gaudent honore, insculptum notis & characteribus manifestis: sicque Sigillum authenticum habeant. Denique illi qui tempore Officium susceperint, puta Decani rurales & Officiales, Sigillum suum quod tantum nomen habeat insculptum, finito Officio, & à quo habeant Officium, continuè & sine mora resignent... In Principio quoque vel in fine cuiuslibet scripturæ authenticæ sufficientem datam inseri statuimus, diei, temporis & loci.

Les Actes ayant ainsi esté dressés & scellez on les mettoit dans les Archiues: & c'est le remede qu'on trouua contre la negligence des Greffiers, qui n'auoient pas le soin de conseruer leurs Registres & les Actes des Assemblées: car par ce moyen l'on auoit facilement recours, en cas de besoin & de procès ou de contestation, aux Instruments publics, aux Priuileges & aux Statuts qui estoient renfermez dans les Archiues de l'Vniuersité aux Mathurins, & depuis au College de Nauarre.

La Reformation que fit en 1215. Robert Cardinal de S. Estienne *in Monte Celio* fut mise dans lesdites Archiues qui estoient encore lors aux Mathurins, comme nous apprenons d'un autre Acte de Simon Cardinal de sainte Cecile. *Nouerit, dit-il, Vniuersitas vestra quod Nos personaliter accedentes ad Ecclesiam S. Mathurini Parisiensis presentibus Rectoribus & Procuratoribus Vniuersitatis Scholarium Parisiensium & pluribus alijs: ipsisque Rectoribus & Procuratoribus volentibus ac claues præbentibus quas habebant, Arcam, in qua seruantur litteræ & Priuilegia Vniuersitatis ipsius fecimus aperiri: in qua inter cetera inuenimus ac vidimus & diligenter inspeximus quasdam litteras patentes sigillatas sigillo pendente Reuerendi Patris quondam R. miseratione Diuina tituli S. Stephani in Celio Monte Presbyteri Cardinalis.*

Institution d'un Notaire pour Greffier de l'Vniuersité.

» **R**este maintenant à répondre à ce qu'on dit de la première
 » institution d'un Greffier, qu'on suppose auoir esté faite en
 » l'an 1316. à cause d'un Statut qui se lit dans les Liures des Procureurs
 » de France & de Picardie, & dont le titre est tel, *Statutum Vniuer-*
 » *sitatis de habendo Notarium publicum*, & en suite est l'Acte.

» Vniuersis præsentibus litteras inspecturis Vniuersitas Magistro-
 » rum & Scholarium Parisius studentium salutem in filio Virginis
 » Gloriosæ. Iniuriatur memoriæ frequenter obliuio, & longinqui-
 » tate sæpe fit temporis quod res clara præsentibus redditur obscura
 » futuris, & sic interdum recisa repullulant, suscitantur sopita &
 » sepulta resurgunt. Vnde aduersus Obliuionis dispendium, de scri-
 » pturæ suffragio prudentium cautela non immeritò curauit prou-
 » dere. Vt igitur Vniuersitatis nostræ negotia futuris temporibus
 » peragenda *robore firmiori sanitate* ualentur, potissimè quia la-
 » bilis est hominum memoria, ut prædicitur, *nostrique Magistri*
 » *fluunt & refluxunt* continuè que mutantur, *Rectorque sapissime mu-*
 » *tatur*, ex quibus frequentius euenire contingit quamplurima
 » nostra negotia tam deliberata quàm alia sub obliuionis velamine
 » in graue nostri præiudicium & grauamen pertransire, de Notario
 » nobis tam utili quàm honesto, qui in nostris Congregationibus
 » & alijs locis nobis necessarijs intersit, scribenda conscribat, & si
 » opus fuerit, in publicam formam modo debito reducat, ex vna-
 » nimi consensu prouido & deliberato consilio duximus prouiden-
 » dum: per cuius manus omnes litteræ seu scripturæ à nostra Vni-
 » uersitate emanantes, siue in supplicationibus Magistrorum &
 » Scholarium, seu alijs, & sub cuius signo priusquam ad sigillum ad-
 » mitti valeant aut debeant, de nostra voluntate & ordinatione de
 » cætero transibunt. Saluo sibi salario competenti in omnibus præ-
 » ter quam in ijs quæ propria sunt Vniuersitatis nostræ negotia
 » communia, pro quibus faciendis sufficienter ordinare intendimus,
 » ac eidem super his debito modo prouidere. Forma verò Iuramenti
 » eiusdem Notarij quod nobis præstabit in nouitate suæ Constitutio-
 » nis in Officio talis est: quod ipse Notarius coram Vniuersitate iu-
 » rabit Officium sibi commissum fideliter exercere, secreta Vniuer-
 » sitatis nostræ nemini pandere seu reuelare. Item sufficienter vo-
 » catus ex parte Rectoris tenebitur tam in nostris Congregationi-
 » bus, quàm alibi pro nostris negotijs fideliter exercendis interesse,

scribenda conscribere, & exequenda super sibi commissis exequi diligenter. Ad quod quidem Officium Notarij *pro anno saltem proximo* intrante in Ianuario vsque iterum redeat ipse mensis, Dilectum & fidelem nostrum Radulfum Benedicti Notarium publicum duximus eligendum, ipsumque coram nobis ad hoc præsentem, & onus eiusmodi in se suscipientem Iuramento nobis ab eodem primitus in forma supradicta corporaliter præstito Parisius in Capitulo S. Mathurini in nostra Congregatione Generali die Sabbati ante festum B. Nicolai Hiemale anno Dom. 1316. Locum eidem suisque sequacibus iuxta Rectorem seu pulpitem ipsius Capituli assignantes inuestiuimus & inuestimus per sedile præsentialiter de eodem volentes, vt idem sui que sequaces velut *Magister actu Regens* Priuilegijs, libertatibus & immunitatibus nostris seu Vniuersitatis prælibatæ liberè ac pacificè gaudeant in futurum. Quod omnibus quorum interest tenore præsentium volumus fieri manifestum. In quorum testimonium præsentibus Litteras per eundem Notarium nostrum confectas nostræ Vniuersitatis Sigilli munimine fecimus roborari. Datum anno & die Sabbati prædictis Parisius in nostra Congregatione Generali & Capitulo S. Mathurini suprascriptis. Nobis ibidem super his & alijs per M. Petrum Apostoli de Parisius tunc Rectorem ea die vocatis specialiter & congregatis.

Il paroist par cet Acte, que l'Vniuersité eut lors dessein de prendre vn Notaire pour dresser les Actes des Assemblées, deliurer des lettres aux Maistres & Escholiers, escrire ce qu'il faudroit escrire, comme fait vn Greffier; & de plus, pour dresser des Instruments publics quand il en seroit requis, vnissant ainsi dans vne mesme personne les Offices de Greffier ordinaire & de Notaire. Et ce qui l'obligea de le faire, est que ne se pouuant passer d'vn tel Officier, parce que à ne rien escrire l'on ne se souuient pas du passé, la memoire des hommes estant trop labile, elle voyoit qu'en prenant des Maistres de l'Vniuersité à l'ordinaire, il n'y auoit point de seurreté, parce qu'ils vont & viennent, & ne s'y arrestent pas longtemps. Ou qu'en prenant aussi des Recteurs pour escrire les Actes, ils changent trop souuent: tellement qu'elle iugea qu'il estoit plus à propos de prendre vn Notaire qui seroit fixe à cause de sa charge & tousiours resseant à Paris. Outre cela, elle creut que les Actes seroient mieux dressez & avec plus de force par vn homme qui en fait son principal exercice, *vt negotia peragenda firmitate vallentur*. Et que quand il seroit necessaire, il en dresseroit

46 *Institution d'un Notaire pour Greffier de l'Vniuersité.*
 des Instruments publics & iuridiques, pour seruir en iustice & par
 tout ailleurs où besoin seroit, *Vt scribenda conscribat, & si opus
 fuerit, ad publicam formam modo debito reducat.* C'estoient là les auan-
 tages qu'elle trouuoit à se seruir plustost d'un Notaire pour Gref-
 fier, que d'un Regent ou d'un Recteur.

Voilà tout ce qu'on peut raisonnablement inferer de cet Acte.
 Car de dire qu'il n'y eust point de Greffier auparauant, que per-
 sonne ne tint Registre de ce qui se passoit es Assemblées, ny qui
 dressast les Actes, c'est choquer le sens commun, apres que nous
 en auons rapporté en si grand nombre & en si bonne forme, où
 les Notaires ne paroissent point auoir eu aucune part.

L'Vniuersité creut donc estre mieux seruie par vn Notaire: &
 neantmoins comme si elle se fust desiée que cet establissement ne
 subsisteroit pas long-temps, elle ne le prit que pour vn an, *pro anno
 saltem*, & pour esprouuer lequel des deux seroit plus auantageux,
 de se seruir d'un Maistre de l'Vniuersité selon la coustume, ou de
 prendre vn Notaire public. En effet, dans l'année mesme 1317,
 qu'elle donne à ce Notaire pour faire ses premieres fonctions, nous
 voyons des Actes dressés apparemment par d'autres que par luy.
 Ce qui donne lieu de croire que l'on ne cassa pas tout à fait le Gref-
 fier qui estoit en charge auparauant: mais que si ce Raoul Benedicti
 eut la commission de dresser les Actes iuridiques & authentiques,
 l'ancien Greffier ne laissa pas d'exercer sa charge, & de dresser
 les Actes des Assemblées ordinaires.

Aussi ne void-on point ny que ce Benedicti, ny que pas vn autre
 Notaire, dont l'on se soit seruy en tout le siecle, ait pris en aucun
 Acte le nom ny la qualité de Greffier de l'Vniuersité, mais seule-
 ment celle de *Publicus Apostolica & Imperiali autoritate Notarius*,
 comme il se peut iustifier par quantité d'Actes, dont il y en a beau-
 coup d'imprimez. Ce qu'ils n'auroient asseurement pas manqué
 d'exprimer, si cet establissement eust subsisté, veu que quelques-
 vns ont bien exprimé qu'ils estoient Scribes de l'Officialité.

Tellement qu'il y a bien de l'apparence que la difficulté qu'on
 trouua en l'execution, empescha de continuer. Et la raison qu'on
 en peut raisonnablement apporter, est que des Notaires estant
 personnes publiques chargées d'autres affaires, ne pouuoient pas
 commodément assister à tous les Mandemens du Recteur, ny mes-
 me à toutes les Assemblées ordinaires. Ce qui se void en certains
 Actes, ou quelques-vns d'eux s'exculent de n'auoir pû escrire, pour
 estre empeschez ailleurs.

En sorte que l'on trouua enfin qu'il estoit plus à propos de se seruir de ceux de son Corps & de l'ancien Greffier, pour dresser tous les Actes ordinaires des Assemblées, & d'un Notaire Iuré pour les Extraordinaires, plus authentiques & plus juridiques: cōme l'on peut remarquer par la difference des Actes qui ont esté dressés en tout ce siecle-là & aux autres suiuaus *sub forma priuatá* ou *publicá*: Et de plus, par la difference des sermens qu'ont presté ces deux sortes d'Officiers, & par la liste des successions de l'un & de l'autre, distinguée par le temps de la vacance & des elections: sans oublier que les Notaires, dont s'est seruie l'Vniuersité, ont retenu le nom & la qualité de Notaires Iurez, que le premier institué mettoit en ses Actes, comme il se void en celuy de 1317. où l'Vniuersité l'appelle *Radulfum Benedicti Notarium nobis Iuratum*; mais ils ne portoit pas celle de *Scriba Vniuersitatis*, qui n'appartient qu'aux Maistres de l'Vniuersité: comme celle de Iuré à ceux qui n'en sont pas, ou qui peuuent n'en estre pas. Ainsi appellons-nous des Libraires Iurez, des Parcheminiers Iurez, des Messagers Iurez & Notaires Iurez: mais nous ne disons point vn Scribe ou Greffier Iuré, vn Syndic Iuré, ny vn Receueur Iuré; parce que ces trois Officiers-là estoient anciennement tous Maistres és Arts & Supposts de ladite Vniuersité. Toutes lesquelles raisons donnent sujet de croire, que les Notaires Iurez & les Greffiers de l'Vniuersité, ont esté dès le commencement de cet establissement deux Officiers differents. Il est vray que dans la suite des temps, quelques Notaires se trouuaus Maistres & Supposts des Nations, ont esté Greffiers de l'Vniuersité; qui estoit vne grande commodité pour tout le Corps.

En execution du dessein que l'on prit donc lors de se seruir d'un Notaire Iuré pour Greffier, comme l'on ne parla point du Greffe ny du Greffier de la Faculté des Arts, à laquelle seule il appartient de regler ce qui la concerne, & à laquelle l'on ne pouuoit pas oster son Officier, l'on conuint qu'en cas que ledit Greffier de l'Vniuersité le fust aussi de la Faculté des Arts, outre le serment qu'il estoit obligé de prester à l'Vniuersité, suiuaus l'Acte susdit de son institution, il seroit encore obligé de iurer d'abondant qu'il ne tiendroit cet autre Office que de la seule Faculté des Arts, sans y pretendre aucun droit en vertu du Greffe de l'Vniuersité; comme il se iustifie par ce qui s'en lit dans le Liure du Recteur, qui assurement a esté tiré & transcrit d'un ancien Original. Il y a donc premierement le jurement du Scribe ou Greffier de la Faculté des

48 *Institution d'un Notaire pour Greffier de l'Vniuersité.*
 Arts sous ce titre *Iuramenta Scribae*, & au dessous. *Scriba Facultatis Artium in sui Receptione sic iurare tenetur.*

1. *Iurabis quod Priuilegia, franchifias, statuta, libertates & laudabiles consuetudines Vniuersitatis Parisiensis, & maximè Facultatis Artium pro posse inuolabiliter seruabis: quodque Reftori, 4. Procuratoribus Nationum & prædictæ Facultati obedies & subditus eris.*

Item quod fideliter Officium Scribatus præclaræ Facultatis Artium exercebis conficiendo fidele Registrum de depositionibus testificantium & eorumdem Magistrorum, Collegiorum, Regentium aut aliorum virorum proborum simulque de Congregationibus.

Item quod simul pro susceptione depositionis huiusmodi testium & pro litteris temporis Studij præter decem solidos Parisienses nihil accipies, nec per te nec per Clericum aut alium, Clericos aut alios quouis modo directè aut indirectè, publicè vel occultè.

Item quod Congregationibus tam præclaræ Facultatis Artium, quàm Deputatorum ab eadem intereris personaliter, nisi te legitimum excuset impedimentum. Quod si contingat te impediri legitimè, aliquem mites, qui prius in manibus Reftoris de fidelitate Iuramentum præstiterit.

En suite est le serment que ce Notaire prétendu Greffier de l'Vniuersité, seroit obligé de prester à ladite Faculté des Arts, s'il auenoit qu'il fust aussi son Greffier. Mais auparanant on lit cette Addition.

Iuramentum sequens solus Scriba Vniuersitatis debet præstare, si contingat eundem Scribam esse prædictæ Facultatis Artium.

Item quod confiteris te tenere præfatum Scribatum Artium Facultatis nudè, purè, simpliciter, absolutè & immediatè à præfata Artium Facultate, nec in eo jus aliquod prætere prætextu Scribatus Vniuersitatis.

Ce serment, comme l'on void, suppose le premier: & il est aisé d'y remarquer vne difference entre ces deux Greffiers, que celuy des Arts n'est point obligé de prester vn autre Serment à l'Vniuersité, que celuy qu'il a presté à ladite Faculté des Arts, parce qu'il iure en le prestant de ne rien faire contre les Priuileges, franchises & loüables coustumes de l'Vniuersité. Mais celuy de l'Vniuersité venant à l'estre aussi de la Faculté des Arts, est tenu de prester vn second Serment. Tant cette Faculté des Arts, pour auoir esté la premiere en origine & la mere des autres, a esté ialouse de conseruer ses auantages en associant les autres avec elle.

Ce n'est pas que nous estimions qu'il y ait iamais eu deux Registres, ny deux Greffiers ordinaires : l'un de l'Vniuersité, & l'autre de la Faculté des Arts seulement; Mais elle a tousiours voulu se reseruer le pouuoir d'en establir vn, comme nous voyons qu'elle a fait d'un Procureur Fiscal & d'un Receueur, qu'elle a voulu par fois auoir separément de ceux de l'Vniuersité; afin qu'en donnant ses Offices à ceux qui auroient les Offices de l'Vniuersité, ils luy en eussent l'obligation à elle seule.

Liste des Greffiers de l'Vniuersité.

Nous pourrions bien commencer nostre liste au susdit M. Raoul Benedicti institué en 1316. & qui assurement fut Greffier tant de la Faculté des Arts que de l'Vniuersité, au moins quelque temps: mais depuis luy iusques à 1350. Nous ne trouuons point les noms de ceux qui ont exercé cette charge.

Nous commencerons donc à la susdite année 1350. parce que depuis ce temps-là iusques à présent, nous ne voyons aucune interruption. Le premier que ie trouue auoir signé des lettres d'expedition aux Officiers, c'est P. C. *Deduran* M. Iean le Diacre estant Recteur, receut le nommé Nicolas de Zelande à l'Office de Libraire & d'Estaleur de Liures, & suiuant la coustume, luy fit expedier des Lettres qui sont conceuës à peu près en mesmes termes, que sont celles que l'on expedie aujourd'huy, & les fit signer par le susdit *Deduran*. Voicy ce qu'elles portent.

Vniuersis præsentis Litteras inspecturis Ioannes Diaconi de Remis Rector Vniuersitatis Magistrorum & Scholarium Parisius Studentium Salutem in Domino sempiternam. Noueritis quod in nostra præsentia personaliter constituti Nicolaus de Zelandia, aliàs Martel & Margareta eius vxor Parisius commorantes, cupientes & desiderantes sub protectione Vniuersitatis Matris nostræ viuere & Officium Librariæ & Stationariæ ibidem feliciter exercere, Nobis humiliter supplicarunt, quatenus vellemus eosdem ad iuramenta, quæ iurauerunt alij Librarij & Stationarij Officium prædictum Parisius exercentes admittere. Nos eorum supplicationi fauorabiliter annuentes eisdem exposuimus & iurare fecimus omnia iuramenta, aliàs per Vniuersitatem Matrem nostram antedictam ordinata, quoad Officium Librariæ & Stationariæ Parisius exercendum. Quibus factis & iuratis Nos, quantum in nobis est, eisdem concessimus, damus & dedimus licentiam emendi & ven-

» dendi libros Parisius & alibi secundum Ordinationes & modifica-
 » tiones Vniuersitatis Matris nostræ sæpe dictæ. Ponentes eisdem
 » tenore præsentium in protectione eiusdem Vniuersitatis Matris no-
 » stræ, volentes eisdem tanquam Iuratos nostros gaudere Priuile-
 » gijs, libertatibus & franchisis quibus alii Librarij & Stationarij
 » prædictum Officium exercentes gaudere hactenus consueuerunt.
 » In cuius rei testimonium Sigillum Recloriæ dictæ Vniuersitatis
 » præsentibus litteris duximus apponendum. Datum an. Dom. 1350.
 » die 8. Mensis Iunij. Sign. P. C. Deduran cum Syngrapha.

Ce ne peut estre qu'un Greffier qui signe de la sorte. 1. Parce que telle a tousiours esté la coustume que les Greffiers signent les Lettres de Sauuegarde & de protection, comme tous autres Actes publics. Ainsi le susdit Raoul Benedicti en signa vne le 25. Ianuier 1317. qui commence en ces termes, *Omibus hæc visuris Vniuersitas &c. & finit an. Dom. 1317. indict. 15. die Iouis post Conuersionem B. Pauli Apost. 25. Ianu. sig. Benedicti.* Et Simon le Roux en signe vne autre de mesme le 1520. Et aujourd'huy l'on pratique encore la mesme chose.

2. L'on ne peut pas dire que le susdit *Deduran* fust autre qu'une personne publique, autrement l'Université n'auroit pas permis qu'il eust signé ses Lettres, ny expédié ses Actes.

II. Le 2. est *I. Gorelli*, par quinous voyons semblablement vne lettre d'Escruiain Iuré, signée & dattée du 5. Iuin 1378. conceüe en mesmes termes que la precedente. *GVILLELMVS GORRAN RECTOR VNIVERSITATIS MAGISTRORVM ET SCHOLARIVM PARISIENSIVM VNIVERSIS præsentibus litteris inspecturis salutem in Domino. Noueritis quod in nostra præsentia personaliter constitutus Stephanus dictus Angeuin Scriptor Parisius commorans Clericus Senon. Diæcesis volens & desiderans sub protectione Vniuersitatis Matris nostræ viuere &c. Datum sub sigillo Recloriæ Vniuersitatis prædictæ an. Dom. 1378. die 5. mensis Iulij. Sig. I. GORELLI cum syngrapha.*

III. Le 3. est *A. Odonis*, par qui la Lettre d'un Enlumineur est signée & dattée du 12. Septembre 1383. du Reclorat de M. Thomas de Boncuria. Laquelle commence & finit comme les autres. *Vniuersis &c. In cuius rei testimonium Sigillum Recloriæ dictæ Vniuersitatis præsentibus litteris duximus apponendum. Datum Parisius ann. Dom. 1383. die 12. mensis Septemb. Sig. A. ODONIS cum syngrapha.*

Peut-estre que le susdit *Odonis* n'estoit pas Greffier en Chef, mais seulement Substitut ou Coadiuteur de *Gorelli*, car nous voyons que *Gorelli* signe vne autre Lettre de Parcheminier le 23. Fevrier 1386. du Reclorat de M. Iean Morame.

La Lettre commence comme les autres. *Vniuersis presentes &c.*
 IOANNES MORAME RECTOR VNIVERSITATIS MAGISTRORVM
 &c. & finit. *In cuius rei testimonium &c. Datum Parisius an. Dom. 1386.*
die 23. Mensis Feb. Sig. I. GORELLI cum syng.

Le 4. est Iean le Compagnon, *Ioannes Socij*, par qui la lettre de IV.
 Robert Iacquin Libraire, est signée & dattée du penultième iour
 de Novembre 1387. M. Hugues de Landau estant Recteur. La
 Lettre commence & finit comme les susdites. *Vniuersis &c.* HUGO
 DE LANDAV RECTOR VNIVERSITATIS MAGISTRORVM ET
 SCHOLARIVM PARISIIS STUDENTIVM *Salutem in Domino sempiter-*
nam. Notum facimus. In omnium & singulorum testimonium. Datum Pa-
risius ann. Dom. 1387. die penultima mensis Nouemb. Sig. IOANNES
SOCII cum syng.

Ce M. Iean le Compagnon eut vn procez au Parlement avec M. I.
 de Villiers, ou de Villars comme nous voyons dans les Registres de
 la Cour au 23. Aoust 1392. où il y a *Inter M. Ioannem de Villaribus &*
Ioannem Socij. Peut-estre auoit-il resigné sa charge à vn autre, ou
 s'il estoit encore lors Greffier, il auoit pour Substitut F. Oliuier
 qui signa les Lettres de Simon Saillon Libraire & Relieur de Li-
 ures, le 3. Septembre 1388. Et ces Lettres commencent & finissent
 comme celles que nous auons rapportées cy-dessus. Et cette an-
 née-là mesme nous voyons que l'Université se sert de Gerard de
 Versigny Prestre du Diocese de Laon, pour rapporter vn Acte en
 qualité de Notaire, le 12. Fevrier au Louure en la chambre du Roy,
 touchant certaines propositions de Iean de Montson Iacobin. Et
 le 12. May ensuiuant elle se sert de Iean Chardon de Craona, Pre-
 stre Maistre és Arts du Diocese de Laon, pour passer vn autre Acte
 sur le mesme sujet.

Le 5. est M. Iean de Rinel Notaire Apostolique & Greffier de V.
 l'Université, par qui M. Iean Roussel fait expedier vne Lettre d'Es-
 criuain le 1. Iuin 1398. Et dans vn Decret de l'Eglise Gallicane, du
 7. Ianuier 1406. nous le voyons signé avec vn autre en ces termes.
Et ego Ioannes de Rinello Clericus Tullensis Diocesis publicus autoritate
Apostolica & Imperiali. Et Vniuersitatis Parisiensis Notarius & Scriba.
 Le mesme atteste vne Ordonnance du 26. Avril 1412. par laquelle
 le Roy Charles VI. declaroit vouloir que tous ceux qui auoient
 esté pourueus de Benefices pendant la neutralité, en iouissent pai-
 siblement & sans trouble. A la fin de laquelle il y a *I. de Rinel publi-*
cata 14. die Iunij 1412.

Il est vray qu'il ne prend pas là la qualité de Greffier de l'Uni-

uerfité, non plus que dans le contract de mariage de Catherine de France avec Henry V. Roy d'Angleterre, en date du 21. May 1420, rapporté dans les Annotations de l'Histoire de Charles VI. faite par Iuuenal des Vrins. Ce qui me fait croire qu'il auoit resigné la dite charge de Greffier de l'Vniuersité & de Notaire de la Cour de Conseruation.

VI. Le 6. est donc vray-semblablement, M. Iacques Isambard Clerc du Diocese de Mets Maistre és Arts & Bachelier és Loix, à qui le susdit Rinel pouuoit auoir resigné auant l'an 1412. Car nous le trouuons signé dans vn Acte du 5. Octobre 1412. en ces termes. *Ego Iacobus Isambardi Clericus Metensis publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus Notarius, in Legibus Baccalarius ac alm.e Vniuersitatis Parisiensis prædictæ Scriba prædictis omnibus dum sic agerentur, interfui.* Le mesme dressa vn Acte public à M. Iean de Gerson Chancelier de l'Vniuersité, de ce qu'il auoit auancé deuant le Roy Charles VI. contre les propositions erronées & heretiques que M. Iean le Petit auoit publiées en faueur du Duc de Bourgogne. Ledit Acte est du 6. Septembre 1413. dans lequel il prend la qualité de *Publicus Notarius & alm.e Vniuersitatis Parisiensis Scriba.* Et dans vne Assemblée du 5. Aoust 1414. M. Iean des Temples Procureur de la Nation de France luy demande Acte de ce qui auoit esté arresté. *Super quibus omnibus petitum fieri instrumentum publicum à M. Iacobo Isambardi Scriba Vniuersitatis Parisiensis tunc præfente, conuocatis idoneis testibus ad præmissa.*

VII. Le 7. est M. Michel Hebert Maistre és Arts de la Nation de Normandie, qui se qualifie aussi du nom de Notaire public & de Scribe de l'Vniuersité. M. Raoul Barnesse Receueur de la Nation de France, met en la reddition de ses comptes, du 27. Sept. 1422. *Item M. Michaëli Hebert Scribæ Vniuersitatis* M. Guillaume Erard Procureur de la Nation de France, luy demanda Acte d'vne resolution qui fut prise le 12. May 1426. de ne point adherer à vne pretenduë Conclusion & appel interietté par l'Vniuersité d'vne Sentence de l'Euesque de Paris au Pape, à la sollicitation de l'Inquisiteur de la Foy, & par l'intelligence qu'il auoit euë avec le Recteur, qui auoit fait nommer des Deputez pour aller traiter la matiere dont il s'agissoit en Cour de Rome; à quoy ledit Erard s'opposa fortement, & dit qu'il ne falloit pas aller ailleurs pour determiner des matieres de la Foy, & que c'estoit faire iniure au Roy & à l'Estat. *Mater Vniuersitas auditis motiuis ipsius Nationis per omnes Facultates dictam Ambassiatam tanquam minus Canonicè*

& debitè factam cassauit, annullauit, & irritauit, ordinans per
 expressum quod de cætero ad nullam Ambassiata electionem pro-
 cederetur sine speciali & per specialem articulum ad hoc conuo-
 catione. 2. Conclufit contributionem ob hoc nullatenus fieri, sed
 pro honore Regis & Regni esse expediens materiam hanc fidei in
 Regno hoc tractandam remanere. De quibus omnibus petij à
Scriba Vniuersitatis mihi nomine Nationis publicum confici in-
 strumentum.

M. Jacques Fournier aussi Procureur de la mesme Nation luy
 demande Acte en l'Assemblée du Jan. 1429. de la protestation
 qu'il fait de s'opposer à vne certaine Deputation que vouloient
 faire les Facultez superieures. *Ego pro & nomine Nationis me opposui
 & protestatus fui de appellando.* Et de hoc petij Instrumentum à *Scriba
 Vniuersitatis.*

Ce Greffier a exercé long-temps cette Charge, nous le voyons
 signé dans vne Lettre en forme d'Acte public que l'Université en-
 uoya sur la prise & le procès de la Pucelle d'Orleans. In nomine
 Domini Amen. Huius præsentis publici Instrumenti cunctis pa-
 teat euidencia & sit notum, quod anno eiusdem Domini 1431. 9.
 Indictione 9. mensis verò Aprilis diè 29. *Et à la fin.* Et Ego Ioan-
 nes Bourilleti dictus Francisci Presbyter Magister in Artibus &
 Licentiatus in Decretis ac Baccalaureus in Theologia publicusque
 Apostolica & Imperiali autoritate Notarius... vna cum venera-
 bili viro M. Michaële Heberti Clerico Rotomagensis Diocesis
 Magistro in Artibus publico Apostolicâ & Imperiali autoritate
 ac Almæ Vniuersitatis Paris. prædictæ Notario & Scriba..... Et
 me Michaële Heberti Clerico Rotomag. Magistro in Artibus
 Apostolica & Imperiali autoritatibus ac *Almæ Vniuersitatis Studij
 Paris. publico Notario & Scriba....* Sig. Hebert.

Le 7. Octobre 1432. il se tint aux Mathurins vne Assemblée
 fort celebre pour aduifer aux moyens de trouuer de l'argent afin
 d'enuoyer des Deputez au Duc de Bourgongne sur le Traitté de
 Paix, les trois Nations de France, Picardie, & Normandie offri-
 rent d'auancer 100. salusses d'or, moyennant que l'Université en
 Corps s'obligeast vers elles, & que chaque Compagnie promist
 d'en payer sa quoté. L'Université accepta cette offre & les Doyens
 s'obligerent pardeuant M. Michel Hebert Notaire public & Gref-
 fier de l'Université. Voicy ce qu'en escrit M. Philippes de Lon-
 geuël Procureur de la Nation de France pour la seconde fois.

Illico se obligauerunt omnes Facultates & Nationes in manu

» M. Michaëlis Hebert Scribæ & Notarij Vniuersitatis. Pro Facul-
 » tate Theologiæ Reuerendus Dominus M. Ioannes de Trevis ge-
 » rens & exercens Officium, Decani suæ Facultatis. M. Gueroul-
 » dus Bouësselli Decanus Facultatis Decretorum se obligauit pro
 » ipsa Facultate in quantum poterat. Pro Facultate Medicinæ M.
 » Henricus Thiboust similiter gerens & exercens Officium Decani
 » suæ Facultatis. Pro Natione Franciæ Ego Philippus de Longolio
 » obligauit Nationem Franciæ matrem meam pro quota quæ ipsam
 » potest contingere. Pro Natione Picardiæ M. Ioannes Danchy
 » similiter. Pro Natione Normaniæ M. Laurentius la Mougue si-
 » militer. Pro Natione Almanïæ M. Albertus Worden omnes Pro-
 » curatores suarum Nationum. Et de ista Conclusionè petij Instru-
 » mentum à præfato Notario pro Natione Franciæ matre mea.

Le 11. Decembre 1442. il passe vn Acte du restablissement des Mendians qui auoient esté chassez de l'Université, comme nous lifons dans l'ancien Liure des Procureurs de la Nation de France. *Et de omnibus antedictis habetur instrumentum à M. Michaële Hebert SCRIBA VNIVERSITATIS, quod est in Archa Vniuersitatis.*

Le 2. Octobre 1445. il dressa vn accord fait entre la Nation de France & M. André Lorin: & M. Pierre Cares Procureur en escrit ce qui suit en l'Acte du 11. Avril 1445. *De hoc petiui instrumentum à M. Michaële SCRIBA VNIVERSITATIS, & simul cum signeto suo & sigillo venerandæ Nationis ista littera accordi tradita fuit per manus Procuratoris Regis & per magnam Cameram Parlamenti.* Et pour auoir dressé la minute & fait la grosse dudit accord, ledit Cares escrit luy auoir baillé 8. sols, & encore pour auoir signé vn Statut de l'antepenultiesme Avril.

On lit aussi en l'Acte d'Assemblée de la Faculté des Arts du 25. Aoust 1446. ce qui suit. *Anno 1446. 25. Aug. hora 8. in S. Iuliano præcepit D. Rector M. Michaëli Scribæ Vniuersitatis, qui dum hæc omnia & singula fierent, sic ut præmittitur, interfuerat, quod mihi faceret instrumentum vel Instrumenta, vnum vel plura: quod præmisit idem Scriba se facturum, & dati sunt ei duo solidi pro arabis.* Cet Acte qu'escrit M. Iean le Normand qui fut receu en cette Assemblée-là Examineur de sainte Geneuiefue par le Chancelier au lieu de M. Guillaume Pommier, nous apprend que M. Michel Hebert estoit coniointement Greffier de la Faculté des Arts & de l'Université, puis que le Recteur luy enioint de dresser l'Acte de cette Assemblée.

Au reste, nous voyons en tous ces Actes vn stile bien different de celuy qui se voit dans ceux du siecle passé. 1. Tous les autres

Notaires escriuent qu'ils ont esté requis & priez de se trouver à l'Assemblée; & ceux-cy sont obligez de s'y trouver & de dresser les Actes qu'on leur demande. 2. Les autres prennent seulement la qualité de Notaires publics, & ceux-cy disent qu'ils sont Notaires & Scribes de l'Université. 3. Il est encore à remarquer que quoy que l'Université eust vn Notaire public pour Greffier, nulle Nation neantmoins ny aucune Faculté n'estoit obligée de s'en seruir pour instrumenter si elle ne vouloit. Car depuis l'an 1400. nous voyons plusieurs Notaires qui estoient Supposés de l'Université, employez à faire & dresser des Actes, à escrire des lettres de consequence & autres choses semblables. M. Jean Probi Procureur de la Nation de France ayant exposé à sa Compagnie le 8. Janvier 1415. comme sa robe de Procureur luy auoit esté volée & prié de ne le point obliger à la payer, ce qu'elle luy accorda, il en demanda Acte à MM. Pierre Sansonet & Richard Celin Notaires Apostoliques qui estoient de la mesme Nation. Le 13. Janvier 1429. M. Jacques Fournier demanda aussi Acte à M. Gilles Textor Notaire Apostolique, de ce que sa Nation approuuoit vne opposition qu'il auoit faite en son nom en l'Assemblée de l'Université. Et dans le mesme temps ledit Textor, Raoul Barnesse & Jean François, autrement Bourilleti, estoient Notaires & tous trois Supposés de la Nation de France, & qui la seruoient le plus souuent à dresser ses Actes. M. Philippes de Longüeil estant Procureur lors que M. Thomas de Courcelles Recteur proposa en l'Assemblée du 21. Octobre 1430. de receuoir vn Procureur en Parlement, sa Nation ayant fait vne Conclusion. *Et de ista Conclusion, dit-il, instrumentum petij à venerabilibus Magistris M. Ioanne Francisci Thesaurario Senonensi & Egidio Textoris Notarijs publicis, Magistris in Artibus, suppositis dictæ Nationis ad hoc presentibus.*

Mais pour acheuer l'Histoire de M. Michel Hebert, ce bonhomme deuint fort caduc & incapable d'agir; si bien qu'en l'Assemblée du 5. Mars 1448. on voulut l'obliger à resigner son Office à M. Richard Viart, à condition neantmoins qu'il luy en feroit rente pendant sa vie, commel'escrit M. Jean Videgrain Procureur de la Nation de France. *Die 5. Martij fuit Congregatio Vniuersitatis in S. Mathurino super 3. art. 1. fuit super Rotulo Nominandorum. Secundus fuit super Prouisione Scribæ Vniuersitatis.... Quantum ad 2. supplicauit M. noster M. Guill. Bouylle vt Scriba Vniuersitatis resignaret Officium suum M. Richardo Viart ad utilitatem suam, prouidendo scilicet sibi de vita. Sed super hoc non est habita concordia.*

Dans vne autre Assemblée tenuë aussi aux Mathurins le 13. du mesme mois & an, les mesmes affaires ayant esté proposées, l'Université trouua bon de faire exercer ladite Charge de Greffier par M. Guillaume Nicolay, moyennant qu'il en rendist vne certaine somme au bon-homme Hebert. *Die 13. Martij fuit Congregatio Vniuersitatis in S. Mathurino super 3. art. 1. fuit super Rotulo Nominandorum. Secundus super Prouisione Scribæ pro Vniuersitate.... Quantum ad 2. dedit Vniuersitas Officium M. Guillelmo Nicolay, sic tamen quod habeat prouidere alteri Scribæ impotenti secundum taxam, secundum quam determinabunt ad hoc Deputati.* Cela nous apprend que cet Office estoit à vie, & que celuy qui l'auoit, le pouuoit resigner sous le bon plaisir de l'Université.

Enfin ledit Hebert estant mort au mois d'Aoult 1449. on tint Assemblée le 6. dudit mois où ledit Nicolay fut totalement pourueu de l'Office qu'il n'auoit exercé que par commission. Voicy ce qu'en escrit M. Guill. Riueti Procureur de la Nation de France. *Die Mercurij 6. mensis Aug. 1449. conuocata fuit Vniuersitas in S. Mathurino super 3. art.... 2. ad conferendum Officium Scribæ vacans per mortem M. Michaëlis Hebert..... Quoad 2. art. placuit Nationi conferre Officium Scribæ venerabili viro M. Guillelmo Nicolay purè & simpliciter vacans per obitum præfati M. Michaëlis.*

VIII.

Ce M. Guillaume Nicolay est donc le 8. Greffier de l'Université. Il estoit de la Tribu de Paris dans la Nation de France. Il fit son Acte de Determinance en 1415. les bourses furent taxées à 6. s. Et celles de Maistrise & des Escholes à 28. sols, 4. deniers. Il fut Receueur de sa Nation. Il en fut aussi fait Procureur diuerses fois Et M. Iean Milon son Predecesseur en cette charge parlant de son Election, l'appelle *honorandam & discretum virum, varijs litterarum scientijs & morum honestate permaximè insignitum, virum Vniuersitatis Præclara Parisiensis Scribam.* C'est en l'Acte du 21. Octob. 1450.

Outre le Greffe de l'Université il auoit aussi celuy de la Conservation; ou du moins, il estoit encore Notaire, comme nous apprenons d'un Acte d'Assemblée du 5. Mars 1450. où le Recteur n'ayant pas voulu conclure, M. Pierre Ruel Procureur de la Nation de France fit quelques protestations en presence de deux Notaires, Nicolay & Boudiere. *Præuà protestatione meà & promissione factà à prædictis Nationibus in presentia Notariorum duorum, scilicet M. Guillelmi Nicolay SCRIBÆ VNIVERSITATIS & M. Petri Boudiere.*

Le 23. May 1464. il fut fait Recteur de l'Université, & fut referé

feré par M. Guillaume Fichet qui estoit Intrant pour la Nation de France. Le 22. Iuin ensuiuant M. Geofroy le Normant luy succeda au Rectorat. En l'Assemblée du 17. Nouembre 1466. il fut député vers le Roy avec M. Iean Luillier Docteur en Theologie. Dont fait mention ledit Fichet lors Procureur de la Nation de France. *Adiunxit Natio, quoniam D. Rector hoc exposuerat, ut M. Guillelmus Nicolay SCRIBA VNIVERSITATIS secum ad sollicitandam Suppositorum Prouisionem mitteretur.*

Cet homme estoit en si haute estime en l'Université qu'on le chargeoit de tout. Les Offices de Promoteur de la Cour du Conservateur & de Procureur Fiscal de l'Université estant venuës à vacquer, qui estoient lors iointes ensemble, il supplia le 10. Septembre 1468. pour celle de Promoteur, faisant dès auparauant celle de Procureur General par commission, à cause de l'extrême vieillesse de Barneffe qui l'estoit en titre.

Or ne pouuant pas exercer celle de Greffier & de Procureur Fiscal, il retint tousiours le titre de l'une & de l'autre, mais il fit exercer celle de Scribe par M. Antoine du Bois, de Bosco ou de Busco, qui prend en l'Assemblée du 28. May 1468. la qualité de *Scriba Vniuersitatis*, quoy qu'il ne le fust que par Commission. Laquelle il fut obligé de quitter peu de temps après, par ce qu'il estoit Bourguignon, & que Louis XI. fit chasser de Paris tous les Sujets du Duc de Bourgogne avec qui il auoit guerre. En sorte que M. Robert Masengarbe, qui estoit Greffier de la Cour du Conservateur, fut prié d'exercer aussi la charge de Greffier de l'Université. Ce qu'il n'accepta que sous condition que l'on en escriroit au Roy pour auoir son agrément. Voicy ce qu'en escrit M. Guillaume Roger Procureur de la Nation de France dans l'Acte de l'Assemblée du 10. Mars 1470.

Die Dominica 10. mensis prædicti fuit congregata Alma Parisiensis Vniuersitas super 2. art. 1. fuit ad audiendum Lecturam litterarum Regiarum & aliarum quarundam Illustrissimi Principis D. Borbonij transmissarum iam dictæ Vniuersitati. Secundus fuit super supplicationibus & iniurijs. Quantum ad 1. art. audite sunt litteræ Regiæ, in quibus in summa continebatur, quod supremus D. noster Rex non volebat quod M. Antonius de Busco qui erat in partibus Burgundiæ, nec per se, nec per alium exerceret Officium SCRIBÆ VNIVERSITATIS, quod Officium nuper possederat. Per litteras verò D. Borbonij, quod ad iam dictum Officium & Iuramenta Scribæ Vniuersitatis vellet admittere suum Medicum, licet Astrologum, videlicet M. Corardum. Super quarum

H

» continentalium litterarum fuit deliberatum per venerandam Nationem
 » Franciæ Matrem meam in modum qui consequitur. 1. Egit
 » gratias supremo D. nostro Regi & D. Borbonij de communica-
 » tione suarum litterarum. 2. Dicit quod sicut non placebat Regi,
 » quod iam dictus M. Antonius de Busco exerceret Officiū Scribæ, sic
 » etiam Vniuersitati. Quinimo alium virum notabilē & scientificum
 » ad dictum Officiū exercendū admiserat, videlicet M. Robertum
 » de Masengarbe, quod sibi concesserat D. Conseruator, videlicet D.
 » Meldensis. Quantum ad secundum art. & primam expeditionem,
 » supplicuit dictus M. Robertus Masengarbe, quod ex parte Vniuersi-
 » tatis mitterentur litteræ ad informandum Regem & D. Borbonij
 » de rei veritate in hoc facto. Et quod ad requestam iam dicti supremi
 » D. nostri dictum Officiū sibi fuerat collatum. Quod sibi conces-
 » sum, & ita per me conclusum & finaliter per totam Vniuersitatem.

L'Euesque de Meaux lors Conseruateur estant decedé enuiron
 deux ou trois ans après, M. Robert fut en hazard de perdre sa
 charge de Greffier en cette Cour, parce que l'Euesque de Beauuais,
 qui auoit esté élu Conseruateur, estoit sollicité par d'autres. Et
 mesme dans l'Assemblée du 12. Iuin 1473. M. Iean de la Riuiere
 supplia pour cette Charge. La Nation de France conclût à cela,
quod Officiū Scribæ non conferretur nec daretur M. Ioanni de la Riuiere,
& quod M. Robertus de Masengarbe remaneret in Officio Scribæ
vsque ad voluntatem & beneplacitum Reuerendi D. nostri D. Episcopi Bel-
uacensis tunc Conseruatoris priuilegiorum nostrorum.

Cependant M. Guillaume Nicolay ne laissoit pas de prendre
 la qualité de Greffier de l'Vniuersité avec celle de Promoteur,
 comme l'on voit dans l'Acte du 11. Decembre 1471. où M. Iean de
 S. Denys Procureur de la Nation de France, dit que le nommé
 Pierre le Coustelier auoit esté receu Messager *pro Diocesi Electensi*
ad requestam M. Guillelmi Nicolay Scribæ Vniuersitatis.

Il y a apparence que Masengarbe luy remit la commission en-
 tre les mains, car il est certain que M. Guillaume mourut le 10.
 May 1475. titulaire des deux Charges. Pour ausquelles pouruoir le
 Recteur ayant indit l'Assemblée generale pour le 12. dudit mois &
 an, aux Mathurins, & exposé comme les deux Offices vacquoient
 par le deceds dudit Nicolay, trois personnes supplierent pour ce-
 luy de Greffier, MM. Iean Cordier & Iean Simon de la Nation de
 France, & Pierre Alard de celle de Picardie. La contestation fut
 grande à cause de la brigue, en sorte que quelques-vns furent d'a-
 uis pour appaiser ce tumulte, de ne prendre aucun des Supplians,

mais quelque Notaire non Gradué ny du Corps de l'Université. A quoy la Nation de France s'opposa en vertu d'un ancien Statut qui defendoit de prendre vn Greffier qui ne fust Gradué en l'Université. M. Iean Pontays qui en estoit lors Procureur, escrit ce qui suit.

Die Veneris 12. mensis Maij, anno quo supra (1475.) fuit congregata Mater Vniuersitas per D. Rectorem apud S. Mathurinum super 2. art. 1. fuit super electione noui Scribæ. Secundus fuit super supplicationibus & iniurijs. Quantum ad 1. art. exposuit D. Rector, quomodo Officium Scribæ Vniuersitatis vacabat per mortem bonæ memoriæ D. Guillelmi Nicolay, cuius anima in pace requiescat. Et quantum ad hoc supplicauerunt venerabiles Magistri M. Ioannes Cordier, M. Ioannes Simonis & M. Petrus Alard pro prædicto Officio. Super quo Mater Natio ad partem retracta prædictum Officium Scribæ contulit venerabili viro M. Ioanni Cordier, & se opposuit formaliter quod aliquis non Graduatus eligeretur propter statutum Vniuersitatis, quod erat ad verbum. Et vltimè si D. Rector vellet concludere pro non Graduato, appellabat ad illum vel ad illos, ad quem vel quos poterat, & ita conclusit.

Il n'y eut rien de conclu en cette Assemblée-là, soit à cause du susdit Statut & de l'opposition de la Nation de France, ou parce qu'on ne pût s'accorder. L'on en tint vne autre le 18. du mesme mois & an, où ladite Nation ayant changé d'avis abandonna Cordier pour donner sa voix à M. Iean Simon qui estoit aussi vn des Supposts; ioint que l'on ne voit pas que Cordier continuast à demander ladite charge. Et neantmoins il n'y eut encore rien conclud, à cause qu'on ne pût s'accorder ce iour-là.

Die Iouis 18. eiusdem mensis Maij, anno quo supra, fuit conuocata Mater Vniuersitas per honorandum D. meum D. Rectorem apud S. Bernardum super 2. art. 1. fuit ad eligendum Scribam Vniuersitatis. Secundus fuit super supplicationibus & iniurijs. Quantum ad primum art. D. Rector exposuit, quomodo OFFICIUM SCRIBÆ vacabat per mortem bonæ memoriæ M. Guill. Nicolay, cuius anima in pace quiescat. Et quantum ad hoc supplicuit venerabilis M. Ioannes Simonis, cui Natio ad partem retracta contulit prædictum Officium Scribæ, quamuis prima vice contulisset M. Ioanni Cordier. Quia tamen non fuit concordia, ideo Rector tunc nihil conclusit. Quantum ad secundum art. supplicuit M. Ioannes Generi, vt Mater Vniuersitas vellet eum admittere ad Officium Promotoris per præsentationem Reuerendi in Christo Patris & D. D. Episcopi

» Bellouacensis. Cuius supplicationi Mater Natio annuit, Iuramen-
» tis tamen in talibus fieri consuetis, præstitis.

Tous ces supplians-là à la reserue de M. Pierre Alard, auoient esté Procureurs de la Nation de France. M. Iean Cordier natif de la ville de Paris, qui fit son Acte de Determinance en 1415. sous M. Mathieu Mesnage, fut fait Procureur le 16. Decembre 1472. & succeda à M. Iean Raulin, qui a esté depuis Grand-Maistre du College de Nauarre. M. Iean le Gendre fut Procureur dès le 8. Avril 1464. Et M. Iean Simon le fut en l'Assemblée du 10. Février 1474. & eut pour successeur M. Iean Pontays de la Tribu de Tours & du Diocese de S. Malo. Quant à Simon il estoit de la Tribu de Paris; & son Predecesseur en ladite charge de Procureur l'appelle *Prudentem & elegantissimum virum.*

IX. Enfin ledit Simon fut dans vne autre Assemblée vnanimement élu; dont nous auons encore le Registre, dans lequel il escrit qu'il fut present à la reddition d'un compte que fit M. Iean de Montigny lors Recteur le 15. Decembre 1478. ou à chaque Doyen & à chaque Procureur fut distribué 2. s. 3. deniers tournois, & à luy autant. Et de plus qu'il fut baillé cent sols à chacun des Deputez que l'Vniuersité enuoyoit à Orleans, sur la somme de 45. l. 9. deniers qui estoient entre les mains dudit Recteur. De qua summa memoratus D. Rector in præsentia dictorum DD. Deputatorum & mei Ioannis Simonis *Scribæ* prædictæ Vniuersitatis dedit & numerauit realiter DD. & MM. Stephano de Vetere Villa, Ioanni Rosée, Ioanni l'Estournel, Roberto de Mesengarbe, Arnulpho Allouf & Ioanni Scriptoris Ambassiatoribus pro dicta Vniuersitate Aureliam transmissis, nec non D. Antiquo Rectori, videlicet M. Petro Donjan hodie per dictam Vniuersitatem cum dictis Ambassiatoribus pro solutione sibi facienda de sibi debitis associato, cuilibet summam centum solidorum Paris.

X. M. Pierre Mesnart qui estoit aussi Maistre és Arts de la Nation de France & de la Tribu de Paris a succédé à M. Iean Simon qui mourut le 8. Decembre 1484. & M. Pierre Douille lors Recteur ayant indit l'Assemblée au 10. du mesme mois & an, ledit Mesnart se trouua seul à supplier; & ainsi fut élu sans contestation, comme il se lit dans le Registre de la Nation d'Allemagne. *Anno Domini (1484.) die 10. Decemb. congregata fuit apud S. Mathurinum Alma Parisiensis Vniuersitas super 2. art. 1. fuit de electione noui Scribæ. Secundus, &c. quoad primum fuit concorditer electus venerabilis atque doctus M. Petrus Mesnart; & hoc nullâ Facultate contradicente. Ipseque solus supplicuit illius Officij ratione.*

Les Registres de la Nation de Picardie en font aussi mention en ces termes. Anno Domini 1484. Decembris die 10. fuit Alma Pa-
 risiens. Vniuersitas apud S. Mathurinum per D. Rectorem congre-
 gata super noui Scribæ Vniuersitatis electione vacantis per mor-
 tem M. Ioannis Simonis, cuius Deus misereatur. Placuit Nationi
 acquiescere supplicationi M. Petri Mesnart, eum in Scribam Vni-
 uersitatis eligendo & nominando. Acta fuerunt hæc anno, mense
 & die prædictis, præsentibus M. Petro de Gouy, M. Eligio de
 Vaugerme & pluribus alijs. Signatum ita est E. Audacis, avec
 paraphe.

Ledit Mesnart prenant des Nominations l'an 1492. se qualifie dans le Roolle qu'il en fit du 1. Mars audit an, M. Michel Pauys du Diocese d'Amiens estant Recteur, Maistre és Arts & Bachelier en Decret. Voicy ce qu'il en escrit. *M. Petrus Mesnart in Artibus Magister & in Decretis Baccalarius se nominat ad Collationem &c. Archiepiscopi, Decani & Capituli Ecclesiæ Bituricensis, & ad Collationem &c. Prioris & Capituli Ecclesiæ Secularis & Collegiæ S. Ursini Bituricensis.* Le mesme fut encore Notaire de la Conseruation, de l'Officialité, & Notaire Apostolique.

Nous voyons vn Acte dressé par luy, d'vn appel que l'Vniuersité interjetta de l'Ordonnance du Pape Innocent VIII. pour la leuée de certaines Decimes, en date du 13. Septembre 1491. à la fin duquel il met toutes ses qualitez. *Et Ego Petrus Mesnart Clericus Paris. in Artibus Magister & in Decretis Baccalarius, publicus autoritatibus Apostolica & Imperiali venerabiliumque Curiarum Conseruationis Priuilegiarum Apostolicorum Vniuersitatis & Episcopatus Paris.* Notarius Inratus, ac eiusdem Vniuersitatis Scriba. Il auoit deux freres, l'vn nommé Iacques & l'autre Martin, auquel il resigna sa charge de Notaire de la Conseruation. Nous voyons vn Iean Mesnart, qui fut fait Receueur de la Nation de France le 8. Ianuier 1476.

Ledit M. Pierre Mesnart se voyant en hazard de mort, resigna XI.
 ses deux Offices au mois de Iuin 1502. sçauoir celuy de la Conseruation à M. Martin son frere, qu'il fit admettre par Mons. l'Euesque de Beauuais lors Conseruateur: & celuy de Greffier à M. Simon le Roux de la Nation de Picardie, duquel il y a apparence qu'il se seruoit comme d'vn Substitut, parce que dès le 5. Octobre 1486. l'on void dans le Liure du Recteur vn Statut de la Faculté des Arts de *Pædagogis* fait à S. Iulien & signé le Roux. Si ce n'est que l'on ne dise que pour lors le Greffe de la Faculté des Arts estoit exercé par le Roux, & celuy de l'Vniuersité par Mesnard,

lesquels furent enfin réunis l'an 1502. dans la personne de le Roux.

Nous ne voyons pas neantmoins que dans les Roolles de Nominations qui furent faits és années 1492. 1493. & 1494. il prenne autre qualité que celle de Clerc du Diocèse de Beauuais & de Maistre és Arts. Dans le Roolle du 4. Mars 1494. qui fut dressé par le susdit Mesnart sous le Rectorat de M. Robert Corbelin, il y a, *Simon le Roux in Artibus Magister Clericus Diœcesis Beluacensis se nominat ad collationem &c. Prioris & Conuentus S. Martini de Campis Paris. Ordin. Cluniacen. nec non ad Collationem &c. Episcopi, Decani & Capituli Lemouicen.*

Nous auons l'Acte de la reception dudit le Roux és Registres de la Nation de Picardie au 13. Iuin 1502. *Anno Dom. 1502. Idibus Junij alma Vniuersitas Parisiensis hora 7. mane apud S. Mathurinum super 2. artic. conuocata est. Primus erat ad recipiendam resignationem Scribæ Vniuersitatis per Procuratorem legitime constitutum per M. Petrum Mesnard eiusdem Officij pacificum possessorem ad utilitatem Simonis le Roux in Artibus Magistri Diœcesis Beluacensis & non aliàs. M. Robertus de Vallibus bene fundatus Procuratorio M. Petri Mesnart vt omnibus id notum est, ob eam causam in manibus Matris Vniuersitatis Officium hoc reliquit & resignauit ad utilitatem dicti Simonis le Roux. Passatum est cum Procuratorio per M. Simonem de Macq. in quo nec fraus aut aliquis dolus inuentus est. Supplicauit dictus M. Simon le Roux, vt ad dictam resignationem eum admitterent, ac sibi conferrent ac concederent id Officium Scribæ. M. Ioannes Germain supplicauit ac dictum Officium Scribæ vacans per mortem seu obitum dicti M. Petri Mesnart sibi conferri petiit, affirmans in veritate quod iam mortuus erat. Ad cuius dicta missi sunt duo de Magistris nostris, alter Theologus, alter Medicus cum Bidello Almania, qui fide positâ dixerunt esse superstitem. Supplicauit M. Martinus Mesnart ad iuramenta Officij Notariatus Conseruationis Priuilegiorum Apostolicorum per resignationem factam coram D. Episcopo Beluacensi Conseruatore per eundem admissam per Procuratorem dicti M. Petri Mesnard eius Fratris ad utilitatem eius admitti. Natio generosa suis suffragiis adposita in medium resignatione dicti Officij Scribæ Vniuersitatis ad utilitatem disertissimi & litteratissimi Simonis le Roux Beluacensis Diœcesis admittit, concedit, & quouis modo vacet, confert agens gratias ipsi resignanti & omnibus Nationibus & Facultatibus concedentibus huic nostro alumno in futurum pro his Deo rediturus gratias. Placuit insuper eundem virum scientiâ, litteris & moribus ornatum M. Martinum Mesnart ad Iuramenta in Vniuer-*

itate cunctis petentibus admittere probatis & solutis soluendis ac probandis. Acta fuerunt hæc in loco prænominate anno & die prædictis.

Il y auoit en ce mesme temps-là deux autres Notaires Apostoliques de la Nation de France, & qui l'estoient aussi des Cours de l'Officialité de Paris & de la Conseruation, MM. Ieau Boette & Iean Baillart. Ils attestent vn appel du Chapitre de Nostre-Dame, contre vne certaine Decime qu'auoit imposé Alexandre VI. l'Acte commence en ces termes. *In nomine Domini Amen. Per hoc præsens publicum Instrumentum cunctis pateat euidenter & sit notum.* qui est le mesme style qui se void és anciens Actes. Et à la fin. *Et ego Ioan. Boette Clericus Carnotensis Diœcesis Artium Magister publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus Curiarumque Episcopalis & Conseruationis Priuilegiorum Apostolicorum Vniuersitatis Paris. Notarius Iuratus. Et ego Ioan. Baillart Clericus Paris. in Artibus Magister publicus Apostolica & Imp. autoritatibus &c.*

M. Simon le Roux ayant donc esté receu le 13. Iuin 1502. il fut élu Recteur le 16. Decemb. ensuiuant, comme nous lisons dans les Registres de la Nation de Picardie, *M. Simonem Rufi Natione Picardum Scribam Vniuersitatis fidelissimum, virum diuersis scientiarum generibus decoratum in Rectorem huius florentissimæ Paris. Academiæ elegerunt.*

Quant à la charge de Greffier, il pria l'Université assemblée le 22. Decembre de luy donner vn Substitut pour la faire pendant qu'il seroit Recteur. *Quoad 2. art. præstantissimus D. Rector pro duobus ipsam Vniuersitatem orauit. Imprimis quod cum ante susceptionem Dignitatis Rectoriæ, Officio Scribæ Vniuersitatis fungeretur, & illud minime posset durante sua Rectoria exercere, supplicauit quatenus Vniuersitas veller aliquem virum peritum in hoc Officio exercendo instituire, qui præstitis Iuramentis Acta Vniuersitatis fideliter scriptis redigeret. Idem supplicauit pro consilio, auxilio & fauore habendis in agendis Vniuersitatis. Quibus Natio rectè attendens, quoad primum ita censuit aliquem institui debere loco D. Rectoris in prædicto Officio qui vices eiusdem suppleat, donec Rectoralis ipsius Dignitas sine claudatur, & nominauit M. Martinum Mesnart, & M. Ioannem Hery vnum illorum quem voluisset D. Rector.*

C'estoit vne ciuilité que faisoit le Recteur à laquelle il n'estoit pas obligé. Car vn Greffier peut de luy-mesme substituer vn autre Maistre és Arts, en le faisant prester serment entre les mains du

Recteur ; comme il est contenu au 4. article du serment de son Institution. Item quodin Congregationibus tam præfatæ Facultatis quàm Deputatorum ab eadem intereris personaliter, nisi legitimè excuset impedimentum. Quod si contingat te impediri legitimè, aliquem mittes qui prius in manibus Rectoris de fidelitate iuramentum præstiterit.

Le mesme estoit aussi Greffier de la Faculté des Arts, aussi ne voyons-nous pas iusques icy que ces deux charges ayent esté séparées : mais bien qu'elles ont pu l'estre. Il signe en qualité de Notaire & de Greffier de l'Université & de la Faculté des Arts, les Lettres de reception de M. Jacques Aimery Chancelier de sainte Geneuiefue, & voicy ce qu'il met à la fin. *Datum & Actum sub sigillo Recloræ Universitatis præfatæ & signo manuali mei Notarij & Scribæ Universitatis, ac etiam dicte Facultatis Artium subsignati anno & die prædictis.*

Cet homme fit tout ce qu'il put pour retirer les Registres & Priuileges, titres & enseignemens de l'Université que quelques particuliers retenoient : le Recteur en parla à l'Assemblée du 17. Decembre 1520. & menaça ceux qui les retenoient de les contraindre à les rendre par la voye des Censures. Et en l'Assemblée du 19. Fevrier audit an. M. Louys Picot Procureur de la Nation de France escriit que l'Université *statuit quod Detentores Priuilegiorum & Registorum Universitatis intra triduum eadem reponerent in archa publica, sin minus contra eos per Censuras, & viâ iuris procederetur.* La mesme chose fut encore ordonnée en l'Assemblée du 22. Mars ensuiuant ; & en celle du 16. Avril 1525. M. Vulcain Thyuet Receueur de ladite Université, supplia qu'il fust enjoint & au Greffier & à tous autres qui auoient des Registres, de les rapporter dans les Archiues pour en faire vn Inuentaie.

XII. Au reste, ce M. Simon quoy que d'ailleurs honneste homme & de merite, fut chargé apres sa mort d'auoir fait faire vn faux sceau, comme nous dirons cy-apres. Il mourut au mois de Iuin 1531. sans resigner. Et dans l'Assemblée qui fut tenuë le 6. dudit mois pour pouruoir à cet Office vacant, deux personages de merite se presenterent & le demanderent. M. Arnoul Monart qui estoit Procureur Fiscal de l'Université, & M. Antoine Guibert, qui auoit aussi vn Office d'Escruiain. Monart fut conseillé de remettre sa charge de Procureur Fiscal entre les mains de l'Université pour paruenir à l'autre, & eut deux Facultez pour luy, celle de Theologie & celle de Medecine ; mais il ne l'emporta pas, parce que celles des Arts

&

& de Decret avec lesquelles le Recteur conclut, furent pour Guibert. Voicy comme M. Tagault Doyen de la Faculté de Medecine l'a escrit en son Registre.

6. Die Iunij congregata fuit Vniuersitas apud Mathurinos super prouisione Officij Scribæ Vniuersitatis vacantis tunc per obitum M. Simonis le Roux, qui annos plurimos prædictum Officium exercuerat. Itaque Facultas Theologiæ & Medicinæ elegerunt Scribam M. Arnulphum Monart, qui tunc erat Procurator Vniuersitatis: sed eadem horâ quâ supplicuit pro dicto Officio Scribæ, resignauit Officium Procuratorium quo tunc fungebatur. Aliæ verò duæ Facultates, nempe Facultas Decretorum & Facultas Artium elegerunt in Scribam M. Antonium Guibert virum probum & honestum vxoratum. Vota fuerunt æqualia in Facultate Medicinæ numerando votum D. Braillon. Ego conclusi pro Monart.

M. Iean Chollet Principal du College de la Marche estoit lors Recteur, & auoit esté élu le 23. Mars 1536. auant Pasques, il receut ledit Guibert à serment. *Antonius Guibert Iuratus Scriba Facultatis Artium non soluit Barsas.* Et sous le Rectorat de M. Nicolas de Bris Bachelier en Theologie, qui fut élu le 23. Iuin 1537. on lit, *Sequuntur nomina Officiariorum. M. Antonius Guibert Diœc. Beluacensis Parisiis commorans Iuratus Scriba tam alma Vniuersitatis quàm Facultatis Artium.*

Quant à son Office d'Escruiain, il le resigna à M. Estienne le Gresse, qui fut aussi receu, & presta serment sous le mesme Recteur. *M. Stephanus le Gresse Diœcesis Aurelian. Parisius commorans receptus Scriptor Vniuersitatis.*

Ledit Guibert eut beaucoup de peine à retirer les Registres de l'Université d'entre les mains des Heritiers de M. Simon le Roux, & s'en plaignit en diuerses Assemblées. C'a esté vn homme fort soigneux de marquer tout ce qui s'est passé de son temps, & qui escriuoit fort bien & fort nettement. Entr'autres choses, il remarque que son Predecesseur fut accusé d'auoir fait faire vn faux sceau: ce qui fit grand tort à sa memoire, parce qu'il auoit tousiours vescu en estime d'homme d'honneur.

L'Université fut mesme obligée de se pouruoir au Parlement contre les Heritiers du defunt, pour r'auoir ses Registres & les faire deliurer au susdit Guibert. A quoy s'opposa M. Pierre Mereffe grand Bedeau de la Nation de France, pretendant que comme tous les autres grands Bedeaux des 3. Facultez superieures deliuroient les lettres de Degré à ceux qui estudioient esdites Facul-

tez, aussi deuoit-il deliurer celles de la Faculté des Arts, estant le premier des Bedeaux. Les Registres font mention du commencement de la contestation, sur le rapport qu'en fit le Recteur à l'Assemblée des Deputez qui se trouuerent en sa chambre à vne heure apres midy le 25. Nouembre 1537.

» D. Rector exposuit causam dictæ conuocationis, videlicet quod
 » olim præsentata fuerat ex parte Vniuersitatis supremo Senatui Pa-
 » ris. certa requesta, cuius tenore requirebat Executores Testa-
 » menti & hæredes M. Simonis le Roux cogi & compelli ad depo-
 » nendum in manibus moderni Scribæ dictæ Vniuersitatis omnia Of-
 » ficia & munimenta Officium Scribæ huiusmodi concernentia, &
 » per eius decessum relicta & inuentoriata insequendo Conclusio-
 » nem huius almæ Vniuersitatis super hoc editam: quodque à tem-
 » pore huiusmodi Petrus Meresse Nationis Franciæ Bedellus aliam
 » requestam aduersus eandem Vniuersitatem huiusmodi supremo
 » Senatui præsentauerat, per quam dixerat & manutenuerat, quod
 » ex debito sui Officij ad eum spectabat & pertinebat expedire litte-
 » ras Gradus Magisterij ac temporis Studij, & ob hoc impediatur,
 » ne huiusmodi munimenta dicto moderno Scribæ donec fuisset,
 » expedirentur. De qua requesta saltem copiâ illius in promptu edo-
 » cuit. Propterea petijt per DD. Deputatos super præmissis delibera-
 » ri. Qui quidem DD. Deputati deliberauerunt prosecutionem tam in-
 » choatam aduersus dictos Executores & heredes defuncti Scribæ
 » perficere debere: & ad requestam per dictum Meresse porrectam
 » respondere conformiter ad memoralia præsentialiter exhibita. Et
 » ad hos fines obtulerunt eundem D. Rectorem concomitari ad do-
 » mum D. primi Præsidis gratiâ audientiam super præmissis in Sena-
 » tu consequendi. Et ita D. Rector conclusit.

*La Requeste dudit Meresse tendoit donc à ce que inhibitions & de-
 fenses fussent faites au Scribe de l'Université & tous autres qu'il appar-
 tiendroit, de ne bailler ne deliurer les lettres de Degré de la Faculté des Arts,
 ne aussi de temps d'Estude. Sa Requeste estoit appuyée des Exemples
 de ceux de Theologie, de Decret & de Medecine; & d'un Arrest
 de la Cour donné le 24. Mars 1521. qui maintint M. Louys Deben-
 court grand Bedeau de la Faculté de Decret in possessione & saisina
 litteras Licentiarum ac Baccaliorum dictæ Decretorum Facultatis
 expediendi, eosdem Licentiatos & Baccalarios registrandi & inrotulandi,
 litteras de tempore studij eorundem Licentiarum, Baccaliorum & Schô-
 larium eiusdem Facultatis signandi & expediendi, quales per Doctores
 Regentes dictæ Facultatis ordinatæ essent, rationeque prædictarum ratio-
 nabile & consuetum salarium accipiendi.*

L'affaire fut plaidée à l'Audiance de la Grand'Chambre. Les Aduocats des Parties furent ouys. Celuy de Meresse fit force sur les deux fondemens cy-dessus alleguez. Celuy de l'Vniuersité dit que Meresse vouloit introduire vne nouueauté qui estoit sans exemple. Que s'il pouuoit estre Scribe, il ne le deuoit estre que de la Nation de France, & non pas de la Faculté des Arts, parce que celuy de ladite Faculté l'est aussi tousiours de l'Vniuersité. Que l'exemple qu'il prenoit des Bedeaux des autres Facultez n'estoit pas bon, parce que chaque Nation ayant autant de droit que chaque Faculté, il eust conuenu à chaque Nation d'auoir son Greffier; & ainsi Meresse ne l'auroit pû estre que de la sienne.

Les Plaidoyez des Aduocats sont inferez en l'Arrest, & M. Pierre Segulier pour les Recteur & Vniuersité dit, que le Demandeur auoit voulu faire vne nouuelleté qui iamais ne fut veuë, dont aujourd'huy il y auoit trouble en ladite Vniuersité: que pour cette nouuelleté on a delaisié en icelle Vniuersité bailler les lettres de temps d'Estude, ainsi que l'on auoit accoustumé, & ne sçauoient les Escholiers où ils en estoient. Dit que l'Vniuersité de Paris est composée de 4. Facultez, à sçauoir la Faculté des Arts, la Faculté de Decret, la Faculté de Medecine & la Faculté de Theologie. La Faculté d'Arts, *quæ est mare immensum*, est composée de 4. Nations, à sçauoir France, Picardie, Normandie & Allemagne. Qu'il estoit verité que les Facultez de Decret, Medecine & Theologie auoient accoustumé, si bon leur sembloit, & sic non obligantur, faire leur Bedeau Greffier de leur Faculté. Et la raison en estoit, parce que és Actes qui se font esdites Facultez, *Decanus & Facultas* parlent; Mais en la Faculté d'Arts n'a iamais esté tolerée la distraction du Greffe d'icelle Faculté d'avec l'Office de Scribe de l'Vniuersité. Car il eust conuenu à toutes les Nations, & à chacune d'icelles auoir son Greffier. Et dauantage *peccatum fuisset in qualitate*. Car és Actes qui se font en ladite Faculté d'Arts, le Recteur & *Facultas Artium* parlent, & partant le Scribe de l'Vniuersité, qui est le Scribe du Recteur doit expedier, comme aussi a accoustumé d'expedier tous les Actes, tant de la Faculté d'Arts que de l'Vniuersité. Et par ce moyen le Scribe de l'Vniuersité deliure les lettres de Degré, où parlent le Recteur & l'Vniuersité: & aussi toutes les lettres de temps d'Estude esquelles parlent le Recteur & la Faculté d'Arts. A cette cause d'auoir par partie aduerse, qui se dit Bedeau, requis souffigner les lettres de Degré, il a tort euident. Car c'est l'Vniuersité qui parle. Et quant aux lettres de temps

» d'Estude, parlent le Recteur, & *praclara Artium Facultas*, dont le
 » Scribe del'Vniuersité à *tempore immemoriali* est Scribe. Ainsi *eo prae-*
 » *textu* qu'il est Scribe de l'Vniuersité, il doit signer les lettres tant
 » de temps d'Estude que de Degré.

Meresse n'ayant rien eu a repliquer ny rien produit, la Cour
 » par son Arrest du 1. Fevrier 1538. Veut le Plaidoyé d'entre les Parties
 » du 13. iour d'Aoust, & tout ce qui a esté mis & produit par le Re-
 » ctteur & Vniuersité, declare les defauts auoir esté bien & deuë-
 » ment obtenus, & au moyen & par vertu d'iceux adiuge aux De-
 » mandeurstel profit, c'est à sçauoir qu'elle a debouté le Defaillant
 » de ses fins declinatoires, dilatoires & perempiroires, & ordonne
 » que selon la forme & teneur dudit Arrest, les lettres de Degré
 » & certifications de temps d'Estude, esquelles le Recteur & l'V-
 » niuersité seront parlans, ou ledit Recteur & la Faculté des Arts,
 » seront expediez & signez par le Scribe de ladite Vniuersité.

Cet Arrest est fort considerable pour plusieurs circonstances.
 1. Parce qu'il maintient l'ancien ordre de l'Vniuersité, en debou-
 tant Meresse de sa demande, & ordonnant que Guibert signera
 toutes les lettres & Actes tant de l'Vniuersité que de la Faculté des
 Arts, comme ont fait tous ses predecesseurs Greffiers. Comme en
 effet, l'on ne void en aucun Registre que les Greffes & Registres
 de l'Vniuersité & de la Faculté des Arts, ayent esté separez & te-
 nus par deux Officiers differents. Il est bien vray que par le Statut
 de 1316. & par les formules des sermens que deuoient prester les
 Greffiers, que nous auons rapportez cy-dessus, il semble qu'on a
 eu dessein de les separer. Et l'on ne void pas qu'il y ait lieu de con-
 tester, que si la Faculté des Arts en vouloit auoir vn separément,
 elle ne le peust; mais elle en a tousiours si bien vsé avec les au-
 tres & les autres avec elle, qu'elle s'est contentée de donner des
 Officiers de son Corps, pour seruir tant le General de l'Vniuersité,
 que pour agir & expedier les Actes qui la concernent.

Aussi ceux qui ont escrit de cette matiere, attribuent au mes-
 me Greffier l'expedition de toutes les Lettres & Actes qui emanent
 tant de l'Vniuersité que de la Faculté des Arts. M. Robert Gou-
 let Docteur en Theologie parlant des Officiers de l'Vniuersité,
 dit cecy du Greffier. *Scriba Vniuersitatis, cuius Officium in omnibus*
Congregationibus Vniuersitatis assistere, litterasque, si quae ad Vniuersita-
tem transmissae sunt, legere, Conclusiones & Acta ipsius Vniuersitatis in
scriptis redigere, Nominationes, litteras testimoniales pro tempore Studij,
maximè pro his qui in Facultate Artium proficiunt, scribere, aut describi

facere, & suo signeto manuali munire, Registraque omnium precedentium custodire.

2. Quoy que ledit Greffier dresse les Actes & expedie les Lettres de la Faculté des Arts, il est neantmoins qualifié par la plus noble partie, ou pour mieux dire par le tout, *Greffier de l'Université*: qualité qu'il portoit auant l'Association des Facultez, puis que l'Université portoit le mesme nom d'Université, quoy qu'elle ne fust lors composée que des 4. Nations. Et ainsi ces Nations que l'on appelle auiourdhuy la *Faculté des Arts*, ont cet auantage que d'auoir donné vn Greffier, comme tous les autres Officiers communs à l'Université.

3. L'on voit que le Greffier est le veritable Officier du Recteur, & consequemment il l'accompagne en toutes les Assemblées où il preside, & dans les Compagnies dont il est le Chef. Or il est le Chef de la Faculté des Arts & de l'Université, comme il paroist par ces formules des Actes & des Lettres, *Rector & Facultas Artium. Rector & Universitas*, & preside aux Assemblées de l'une & de l'autre. Et partant le mesme Greffier doit dresser les Actes & expedier les Lettres de l'une & de l'autre Assemblée. Et c'est la raison qu'apporte l'Aduocat de l'Université contre Meresse, car les Bedeaux ne sont point Officiers ny Seruiteurs du Recteur, qu'en tant qu'il est le Chef commun de toutes les Compagnies, mais ils sont proprement Officiers & Seruiteurs de leurs Doyens ou Procureurs, & des Facultez ou des Nations. En sorte que Meresse comme Grand Bedeau de la Nation de France, pouuoit bien estre Greffier particulier de sa Nation, comme chaque Grand Bedeau des Facultez l'estoit de sa Compagnie, mais il ne le pouuoit pas estre de la Faculté des Arts, par ce que le Grand Bedeau de la Nation de France, n'est pas plus Officier de ladite Faculté que le sont ceux des autres Nations.

Et comme le Greffier de l'Université ne peut pretendre dans la rigueur d'estre Greffier de chaque Nation, par ce qu'il n'est point leur Officier, aussi l'Officier d'une Nation ne doit pas pretendre de l'estre de la Faculté des Arts ou de l'Université, que par souffrance.

Après la mort de M. Guill. Nicolay Greffier de l'Université, M. Jean Pontays Procureur de la Nation de France ayant remarqué que ledit Nicolay se trouuoit aussi parfois aux Assemblées de ladite Nation dont il estoit vn des Supposts, & qu'il en dresseoit mesmes quelques Actes, representa qu'il seroit bon qu'elle choisist

vn de ses Supposts pour cette Charge, & que le Greffier de l'Vniuersité ne deuoit pas s'ingerer d'en dresser les Lettres, à moins qu'il n'y fust appelé ou qu'on ne le luy permist. Neantmoins quoy que la Nation iugeast bien que le Greffe de l'Vniuersité & le sien pouuoient estre deux Offices differents, elle ne voulut pas proceder à la nomination d'aucun Greffier particulier, par ce que le Procureur tenoit le Registre, & que pour les Actes publics elle estoit tousiours en liberté de prendre ou le Greffier de l'Vniuersité, ou vn Notaire. Voicy l'Acte du 29. May 1475.

Præterea exposui quod Mater Natio non habebat proprium Scribam, & quod Scriba Vniuersitatis non debebat signare Acta Nationis nostræ, nisi ex permissione & tolerantia, & quod bonum esset, quod Natio vnum notabilem virum eligeret qui haberet interesse aliquando Actibus Nationis & redigere in scriptis conclusiones difficiles & arduas. Quoad secundam partem bene dixit Mater Natio, quod Scriba Vniuersitatis non debebat signare Acta Nationis nisi ex permissione & tolerantia; & quod erant duo Officia distincta: tamen tunc nemini contulit illud Officium. Mais retournons à nostre Liste.

Enfin M. Antoine Guibert estant deuenu caduc & malade resigna sa Charge de Greffier de l'Vniuersité simplement à M. Guillaume Laffilé Prestre, M. és Arts de la Nation de France & de la Tribu de Paris, lequel se fit receuoir le 17. Septembre 1551. comme a remarqué M. Nicolas Pugnantius Procureur de la Nation d'Allemagne. *15. Kal. Octob. (1551.) Vniuersitas M. Guillelmum Laffilé creauit Scribam suum per resignationem honesti viri & de Academia bene meriti M. Antonij Guibert.* Cinq iours après, sçauoir le 22. du mesme mois & an, il se fit aussi receuoir Greffier de la Faculté des Arts. *10. Kal. Octob. Facultas Artium apud S. Iulianum Pauperem congregatam suum Scribam fecit M. Guill. Laffilé in locum Defuncti M. Antonij Guibert.*

Pourquoy se fait-il receuoir Greffier de la Faculté des Arts, cinq iours après auoir esté receu Greffier de l'Vniuersité? C'est que Guibert mourut en ces entrefaites, lequel n'ayant parlé dans sa resignation que du Greffe de l'Vniuersité laissa vne difficulté à resoudre, qui estoit de sçauoir s'il ne falloit pas aussi y comprendre celuy de la Faculté des Arts. Mais ledit Laffilé ayant reconnu qu'il estoit obligé de luy demander son Office, il pria M. Guillaume Ruzé lors Recteur, de faire assembler ladite Faculté. Voicy ce qu'en escrit ledit Ruzé au Registre des Recteurs. *In hac Rectura M. Guill. Ruzé, D. Antonius Guibert Scriba Vniuersitatis & Facul-*

tatis Artium resignauit solum Officium Scribæ Vniuersitatis M. «
 Guillelmo *Laffilé* qui receptus est & admissus ab Vniuersitate apud «
 Mathurinos. Sed quoniam Facultas Artium debet habere suum «
 & proprium Scribam, sicut Vniuersitas, idem M. Guill. *Laffilé* «
defuncto D. Guibert Comitij publicis postea apud D. Iulianum Pau- «
 perem habitis coactus est rogare DD. Rectorem, Procuratores «
 & Magistros Facultatis Artium, vt Officium Scribæ Facultatis «
 eiusdem sibi conferretur. Cuius supplicationi Facultas annuit, «
 propterea quod idem factum fuisset annis superioribus D. & M. «
 Ludouico *Lasseré* Rectore, nuper Prouisore Gymnasij Nauarræo- «
 rum. Hæc voluit ascribi suo Catalogo D. & M. Guill. *Ruzé*, vt «
 in posterum DD. Rectores commoneantur, ne quid iniuriæ, aut «
 derrimenti fieri Faculrati Artium patiantur. «

Et dans vn autre endroit dudit Registre l'on voit deux rece-
 ptions marquées & deux sortes de Bourses payées, par ledit *Laf-
 filé*, sous les deux qualitez de Greffier de l'Université & de la Fa-
 culté des Arts. C'est au fol. 163. verso. *D. Guillelmus Laffilé Scriba
 Vniuersitatis iurauit & soluit bursas... D. Guill. Laffilé Scriba Facul-
 tatis Artium iurauit & soluit bursas.* Ces particularitez font voir
 combien a de droit la Faculté des Arts en l'élection de cet Of-
 ficier.

Le mesme se fit encore receuoir Notaire de la Conseruation
 le 22 Ianuier ensuiuant, comme il escrit dans le Reg. *M. Guill.
 Laffilé, Scriba Vniuersitatis supplicuit admitti ad Iuramenta per No-
 tarios Curie Conseruationis priuilegiorum Apostolicorum Alme Vniuersi-
 tatis Paris. præstari solita, iuxta suas litteras collationis à D. Meldensi
 Episcopo habitas.*

Pour auoir ces charges-là, il resigna celles qu'il auoit de Pro-
 cureur Fiscal de l'Université & de la Faculté des Arts, qu'il separa;
 car il bailla la premiere à M. Pierre Oudin; & l'autre à son frere
 Jean Laffilé, comme l'on voit dans les susdits Reg. de la Nation
 d'Allemagne & des Recteurs.

Dans vn Roolle de Nominations qu'il fit sous le Rectorat de
 M. Jean le Grand, en date du 12. Mars 1551. il se dit Curé de S.
 Pierre de Conflans & Prieur Commendataire de Rontres. Voicy
 comme il parle. *M. Guill. Laffilé Presbyter Paris. in Artibus Ma-
 gister Scriba Vniuersitatis Paris. actu Parisijs studens Rector seu Curatus
 Ecclesiæ Parochialis S. Petri de Conflantio prope Charentonem Diæces.
 Paris. valoris annui 100. Librarum Turon. aut eo circa; necnon perpetuus
 Commendatarius Prioratus Curati de Rontres Ord. S. August. Diæces.*

Bituric. cuius valor annuus ascendit ad 40. libras Turon. vel circiter, se nominat, &c.

Ledit Guillaume s'estant trouué en hazard de mort, resigna à son frere M. Simon Laffilé; mais la resignation n'eut point de lieu par ce que le iour mesme & à l'heure que l'Vniuersité estoit assemblée pour la receuoir qui estoit le 30. Octobre 1556. l'on vint apporter les nouuelles de la mort du Resignant; si bien que l'Assemblée fut remise au Mercredy 4. Nouembre ensuiuant, où deux Supplians se presenterent, le susdit Simon & le nommé Denys Cordonnier Notaire Apostolique. L'Vniuersité fut partagée. Les Facultez de Theologie & de Decret furent pour Cordonnier; celle de Medecine & des Arts pour M. Simon, avec lesquelles conclud le Recteur qui estoit lors M. Nicolas Audouart.

M. Iacques Langeus Procureur d'Allemagne parle seulement de la reception de Simon sans remarquer aucune circonstance.

4. Nouemb. eiusdem anni (1556.) ad aedes Mathurinorum conuenit Vniuersitas super eligendo Scriba & Actuario publico. Vbi electus fuit M. Simon Laffilé Scriba eiusdem Vniuersitatis, frater Scribae defuncti. Mais le Registre de la Faculté de Medecine circonstancie plus particulièrement cette Election en ces termes. Quod autem pertinebat ad Prouisionem Officij Scribae vacantis per mortem defuncti M. Guillielmi Laffilé, duo illius Officij fuerunt Competitores, M. Simon Laffilé defuncti frater & Quidam Notarius Apostolicus cognomine Cordonnier. Nostra Facultas unanimi omnium Magistrorum consensu & nemine prorsus reclamante elegit in Scribam Vniuersitatis dictum M. Simon Laffilé defuncti fratrem tanquam idoneum & sufficientem ad id munus exercendum. Eundem ipsum Laffilé præclara Artium Facultas elegerat. Pro quibus duabus Facultatibus D. Rector conclusit, atque ipse M. Simoni Laffilé Scribae Vniuersitatis Paris. Munus & Officium contulit ad honores & præminentias & emolumenta quibus hætenus vsi sunt præcedentes scribae almae Vniuersitatis Parisiensis.

Cordonnier supporté par les deux Facultez de Theologie & de Decret appella de cete Election au Parlement; & quand le susdit M. Nicolas Audouart Recteur demanda à l'Assemblée du 13. Decembre ensuiuant des Lettres Commendatices selon la coutume, lesdites Facultez reseruerent ce qui s'estoit passé dans l'election du Greffier, *demptis ijs quæ de Actuarijs Vniuersitatis acta sunt.* Et les autres Compagnies ayant tout approuué, voicy comme il conclud, *Vnanimi consensu Sapientissimi Proceres probatis & confirmatis quæ gessi in meo Magistratu, exceptis Theologis & Decretistis qui non probauerunt*

Ualerunt que ego gessi de controuersia nostrorum Actuariorum, quod mirum est, cum id à supremo Senatu Parisiensi sit approbatum.

Il y a apparence que la Cour donna la Prouision à Laffilé, nonobstant quoy Cordonnier ne laissa pas de poursuiure vn Arrest definitif, lequel ayant enfin esté donné en faueur dudit Laffilé, il en demanda la confirmation à l'Vniuersité estant assemblée le 15. Ianvier 1557. Et toutes les Compagnies l'approuerent vnanimement. M. Didier Robert Procureur de la Nation d'Allemagne tranche l'affaire en deux mots, en escriuant ce qui fut fait en cette Assemblée. *Postea iuxta supremi Senatus Decretum Scribæ Vniuersitatis nostræ electionem anno superiore factam omnes confirmarunt.* Mais ledit M. Simon escrit plus au long ce qu'il exposa à l'Assemblée. Voicy ses termes dans les Registres de l'Vniuersité.

*Vltimò Ego Simon Laffilé Scriba eiusdem Vniuersitatis exposui neminem ignorare quemadmodum superiori anno ab eadem Vniuersitate Scriba fuerim designatus, & Conclusioni D. Rectoris interuenerit M. Dionysius Cordonnier, cum quo mihi res in supremo Senatu fuit: sed tandem sic inter nos actum esse, vt non solum Scriba Iuratus, verum etiam illo cedente & acquiescente ex Senatusconsulto fuerim confirmatus. Eam ob rem supplex petij me iam pridem Scribam electum singulari humanitate vna cum Senatu approbari & confirmari. In quo munere obeundo omnem meam diligentiam omnibus publicè priuatimque pollicitus fui. Surquoy toutes les Compagnies ayant deliberé & toutes ayant confirmé ce que le Parlement auoit fait, M. Claude Charlet Recteur conclut en ces termes, *approbatis & confirmatis electionem Scribæ quæ à Senatu est confirmata. Et ita vobiscum concludo.**

Cette famille des Laffilé a donné quantité de Grands hommes à l'Vniuersité. M. Nicolas Laffilé fut élu Doyen de la Faculté de Medecine le 6. Nouembre 1518. Guillaume Laffilé fut pourueu del'Office de Procureur Syndic de l'Vniuersité & en suite du Greffe, & mourut en 1556. Pierre Laffilé fut fait Docteur en Medecine le 7. Iuin 1557. Iean Laffilé frere de Guillaume fut fait Procureur Fiscal de la Faaulté des Arts en 1551. Simon Laffilé a esté Greffier de l'Vniuersité depuis le 4. Nouembre 1556. iusques au 1588. qu'il resigna à M. Guill. du Val. Estienne Laffilé fut Procureur de la Nation de France au mois de Iuin 1557. lequel à mon aduis se fit Docteur en Theologie. Nous en trouuons vn autre qui estoit Grand Maistre du College du Cardinal le Moine en 1594. si ce n'est le mesme Estienne.

Quant à Simon, il y a vne infinité d'Actes de son temps. Mais il semble que l'Université fut mescontente de luy à la fin. Dans l'Assemblée du 10. Avril. 1584. l'on se plaignit de ce qu'il ne venoit presque plus aux Assemblées, & mesme delibera t'on de luy oster la Charge, s'il ne la faisoit plus exactement: ainsi qu'escrit M. Simon Simpfon Procureur de la Nation d'Allemagne. *Ad extremum in Vniuersitatis Scribam hæc lata est sententia, vt nisi frequentius Comitij adfit & diligentius sui muneris curam subeat, sese planè hoc munere abdicet. Atque ita conclusum est.*

Et dans l'Assemblée du 12. Nouembre 1588. en consequence d'vne Requête qu'on auoit presentée au Parlement, par ce que l'on s'estoit plaint de ce qu'il prenoit trop pour ses expeditions, on luy fit vne taxe, comme escrit M. Charles Pison Procureur de la Nation d'Allemagne. *12. mensis Nouemb. deliberatum est apud D. Rectorem de taxa expeditionum D. Scribæ Vniuersitatis, vbi Ego cum D. Decano nostræ Nationis M. Simone Simsonio nolimus discedere à Sententiâ DD. Decanorum superiorum Facultatum, vt patebit ex tabulis quæ pangentur in Ædibus D. Mathurini.*

M. Leonor de S. Leu estoit lors Recteur, dans le Registre duquel nous voyons que l'Université presenta Requête au Parlement en Vacations pour obliger ledit Laffilé de souffrir la taxe qu'elle vouloit faire, surquoy interuint Arrest, qui fut leu en la susdite Assemblée du 12. Nouembre 1588. le billet du mandement du Recteur est tel pour certifier de l'Arrest interuenu.

- » Vniuersis præsentis litteras inspecturis LEONORIS DE S. LEV
 » RECTOR VNIVERSITATIS PARIENSIS MAGISTRORVM,
 » DOCTORVM, SCHOLARIVM PARIS. Studentium Sal. in Domino.
 » Notum facimus quod hoc anno 1588. die verò 12. mensis Nouemb.
 » congregati fuerunt DOCTORES FACULTATVM ET PROCVRA-
 » TORES 4. NATIONVM cum quibusdam Adiunctis dictæ Vniuer-
 » sitatis subsignati, in parua aula Collegij Sorbonæ super executione
 » Arresti Curix Parlamenti. Cuius tenor & forma sequitur.

Extrait des Registres du Parlement.

FNtre les Recteur, Docteurs, Regens & Supposts de l'Université de Paris, Demandeurs à l'enterinement d'vne Requête par eux presentée à la Cour le 17. Octobre dernier, d'vne part, & M. Simon Laffilé Scribe de ladite Université deffendeur d'autre.

Après que Courtin Procureur des Demandeurs a demandé de-
 faut à l'encontre dudit Deffendeur attendu les injonctions d'en-
 venir, signifiées à son Procureur les 12. & 17. iours de ce mois, &
 que Veillard Huissier a rapporté auoir appelé à la barre ledit
 Deffendeur & M. Jacques Wouillard son Procureur: LA CHAMBRE
 ordonnée en Vacations à faute d'estre comparu par lesdits Def-
 fendeurs, Scribe de l'Vniuersité & son Procureur après les injon-
 ctions à luy faites, a ordonné & enioint aux Doyens des Facultez
 & Procureurs des Nations s'assembler & faire taxe audit Scribe de
 l'Vniuersité pour ses expéditions; & ce qui sera sur ce par eux or-
 donné, sera executé par prouision, nonobstant opposition ou ap-
 pellation quelconque & sans preiudice d'icelles. Et neantmoins
 enioint audit Scribe de coter au bout de chaque expedition ce qu'il
 receura. Fait en la Chambre des Vacations le 23. iour d'Octo-
 bre 1588.

Qui quidem Deputati insequendo hoc Arrestum & Senatuf-
 consultum maturis prius deliberationibus præhabitis hoc quod se-
 quitur, irreuocabiliter omnes vno consensu statuerunt & conclu-
 ferunt, vt deinceps Scriba dictæ Vniuersitatis pro litteris Magi-
 strorum temporis studij & Nominationum, vt vocant, accipiat
 pro singulis dictis litteris 10. asses & pro Clerici sui labore, assem &
 non plus. Et pro litteris Magnorum Nunciorum, Beneficiarium
 & aliorum quorumuis Officiarium dictæ Vniuersitatis recipiat
 60. asses, & pro dicti Clerici labore 2. asses. Et pro litteris paruo-
 rum Nunciorum idem recipiat tantum 30. asses, & pro eodem suo
 Clerico assem. Vt denique pro Conclusionibus eiusdem Vniuer-
 sitatis in scripto recipiat à petentibus priuatis pro suis negotijs 5.
 asses. Quod si contra hanc præsentem Conclusionem & Senatuf-
 consultum hic idem Scriba aliquid attentare, vel extorquere præ-
 sumperit, vel etiam ad latus cuiusque litteræ taxam apponere ne-
 glexerit. Si præterea legitimè interpellatus dictas litteras & Con-
 clusiones propositâ debitâ taxâ intra 4. dies reddere noluerit. Si
 denique sufficienter vocatus congregationibus Vniuersitatis & De-
 putatorum comparere noluerit, voluerunt ijdem DD. Deputati
 secundum statuta Vniuersitatis scripta in libris Rectorum, non
 obstante appellatione quacunque, ipsum Scribam suo Officio Scri-
 batus in eo casu priuandum esse & alium nominandum, ac in lo-
 cum illius sufficiendum; qui dictas litteras & Conclusiones con-
 sentiente dictâ Vniuersitate pro omnibus expedire valeat. Hæc
 autem in perpetuam rei memoriam ijdem selecti viri publicè legi

» Comitij Mathurinensibus & in alijs locis publicis, necnon in Of-
 » ficina dicti Scribæ palam affigi voluerunt. Hoc arrestum obtinuit
 » & impetrauit Vniuersitas procurante D. & M. Petro Preuost Ca-
 » pellano Domus Sorbonæ. Et hæc per prouisionem donec aliud
 » visum fuerit. LEONORIVS DE S. LEU RECTOR.

Cet affront luy fut si sensible, qu'il resolut de se défaire de sa Charge: aussi ne voyon-nous pas qu'il ait rien escrit dans le Reg. depuis le 22. Octobre au susdit an. Mais nous voyons au Liure des Recteurs f. 57. *recto*, que M. Guillaume du Val Notaire Apostolique fut receu par l'Université, en vertu de la resignation à luy faite par ledit Simon, & qu'il presta serment sous le susdit Recteur M. Leonor de S. Leu. *Guillelmus du Val Notarius Apostolicus receptus est in Officium Scribæ Vniuersitatis & Facultatis Artium per eiurationem Simonis Laffilé ultimi possessoris.* Le iour n'y est pas marqué, mais il faut que cela soit arriué auant le 13. Decembre 1588. par ce que ledit Duval commença ce iour-là à escrire les Actes de l'Université.

Ce M. Guillaume a exercé cette Charge, iusques au 8. Ianvier 1622. qu'estant prest de mourir il la resigna à Pierre Duval son fils, lequel pour faire admettre sa resignation promit quelque recompense aux Doyens des trois Facultez. Il se tint vne Assemblée pour cet effet le 9. Ianvier audit an 1622. Pierre Duval presenta sa resignation, mais elle n'estoit pas signée de son Pere, ce qui donna suspicion qu'il estoit mort. C'est pourquoy M. Iean Tarin Professeur de Rhétorique au College de Harcour, lors Procureur de la Nation de France s'opposa au nom de ses Collegues à ce qu'on delibérast sur ladite resignation, iusques à ce que l'on eust appris la verité de la maladie ou de la mort dudit M. Guillaume; & à cet effet l'on nomma M. Iacques Vadurel Procureur de la Nation de Picardie pour se transporter en sa maison, & ensuite faire le rapport.

Cependant les Doyens des Facultez sans autre enqueste opinerent d'admettre la resignation. Les Procureurs & le Recteur s'y opposerent & remirent l'affaire à vne autre Assemblée pour deux raisons. La 1. par ce que ledit Vadurel rapporta à la Compagnie auant qu'elle se separast que M. Guillaume estoit mort. La 2. afin que chaque Procureur eust le temps de faire assembler sa Nation & luy demander si elle vouloit consentir, que l'on fist part aux Doyens de ce qui prouieroit de la vente de l'Office.

Le 15. Ianvier les 4. Nations furent assemblées, M. Iean Potier

Prieur de Sorbone qui lors estoit Recteur exposa l'affaire, sur laquelle les Nations ayant deliberé separément elles firent rapporter leurs aduis, qui tous tendoient à cecy. *Nihil esse innouandum, nihilque detrahendum de iure tum D. Rectoris, tum DD. Procuratorum.* Et M. Philbert Patenas qui estoit lors Procureur de la Nation d'Allemagne escrivit au fol. 114. verso de son Reg. *Conuocati Proceres de eodem Scribæ Officio & rogati responderunt nolle se illud ex quadrante cõmerere in usus publicos & communes omnium: nolle item cõmi ex asse & solido à Natione Gallicana ne quid haberet ipsa prerogatiua in Nationem Constantissimam; imo velle constanter Institutis insisti Maiorum, istis nempe, vt Tabellionatus eiusmodi, fructu si quis esset, in Amplissimum Rectorem & 4. Procuratores cessuro conferretur.*

Suiuuant cette resolution ledit Recteur fit assembler les Deputez ordinaires le 21. Ianvier aux Mathurins à sept heures du matin, où leur ayant exposé ce dont il s'agissoit, le susdit Pierre du Val demanda à estre receu Greffier. M. Nicolas Quintaine lors Procureur de la Nation de Normandie supplia aussi pour ladite Charge. Les Doyens persisterent dans leurs premiers sentimens & nommerent du Val. Les trois autres Procureurs avec lesquels conclût le Recteur, furent pour Quintaine. Cette conclusion fit grand bruit, & y eut deux oppositions, l'vne de la part de Pierre du Val auquel se ioignirent les Doyens: l'autre de la part de M. Iean Grangier & de quelques autres de la Faculté des Arts qui voulsans faire donner ladite Charge à M. Gabriel le Gentil Procureur du College de Beauuais, trouuerent à redire en l'élection dudit M. Quintaine, parce (disoient-ils) qu'estant Prestre, s'il venoit à delinquer dans les fonctions de sa Charge, l'on ne le pourroit pas chastier. L'Acte de ce qui se passa en cette Assemblée se voit dans les Registres de l'Vniuersité en ces termes.

Anno Domini 1622. die 21. mensis Ian. apud S. Math. solenni-
 ter, vt moris est, hora 7. matutina congregata extitit alma Vniuer-
 sitas Paris. de mandato D. Ioannis Poirer Rectoris super nomina-
 tione & collatione Officij Scribæ & Grapharij Vniuersitatis &
 præclaræ Artium Facultatis vacantis per obitum M. Guill. du Val,
 dum viueret, dicti Officij legitimi ac vltimi possessoris pacifici.
 Exposita per præfatum D. Rectorem Congregationis causâ dixit
 ipse D. Rector inter alia ad se & ad dictam Artium Facultatem
 ipsum illud ius & Officium Scribæ, seu Grapharij omnibus modis
 pertinere secundum Statuta prædictæ Vniuersitatis & Facultatis
 Artium. Et idcirco hortatus est Ornatissimos Procuratores Na-
 «

» tionum publicè palamque vti nominent quem ad dictum Officium
 » ac munus dicti Scribæ & Grapharij habilem atque idoneum cum
 » moribus & doctrinis, tum fide & integritate iudicent. Porrò vti
 » fides præfenti instrumento habeatur, D. Rector petijt, vti M. Sa-
 » muel Dacole Quæstor Generalis dictæ Vniuersitatis vice fungatur
 » Scribæ qui præfens actum conficiat. Prædicti DD. Procuratores
 » gratam & ratam habuerunt illam requisitionem & nominationem
 » dicti M. Samuelis Dacole. Qua ratione Ego subfignatus præfens
 » Actum præfentibus & consentientibus Facultatum superiorum
 » Decanis & dictis 4. Nationum Procuratoribus fufcepi scribendum
 » & conficiendum. Cumque de dicto Officio ac munere Scribæ
 » Facultatis Artium & Vniuersitatis ageretur, rogatu accerfituque
 » M. Petri du Val in Decretis Baccalaurei, præmortui Scribæ filij
 » accesserunt Notarij qui nomine ipsius du Val perierunt & inter-
 » pellarunt denuo, vt dicebant, dictos D. Rectorem, Decanos &
 » Procuratores quod vellent & dignarentur admittere & confirmare
 » resignationem dicti Scribatus Officij per dictum defunctum M.
 » du Val factam in gratiam & fauorem præfati du Val ad ea quæ
 » tunc temporis agebantur in dictis Comitijs, adstantis & præ-
 » sentis.

» Eodem etiam tempore supplicauit M. Nicolaus Quintaine
 » Sacerdos & Baccalaureus in Theologia, necnon venerandæ Na-
 » tionis Normaniæ Procurator pro eodem Scribatus Officio.

» Supplicationibus igitur vtrinque sic factis, supplicationis illius M.
 » Petri du Val reiectio facta est cum ab Ampl. D. Rectore, tum à
 » DD. Procuratoribus. Vnde non obstante postulatione ipsâ ac in-
 » tercessione dicti M. Petri du Val : Tum etiam superiorum Faculta-
 » tum Decanorum, necnon M. Ioannis Grangier qui dixit & profes-
 » sus est se nullo modo in dubium renocare velle ius & potestatem dicti Ampl.
 » D. Rectoris ac Ornatissimorum Procuratorum ad Officium Scribatus hu-
 » iusmodi nominandi idque conferendi : Sed se impedire dixit,
 » quominus iste M. Nicolaus Quintaine admittatur ad dictum Scribæ
 » Officium propter rationes quas proposuit. Nimirum quod res ea
 » de qua agebatur, spectabat ad omnes Nationes, proinde ab om-
 » nibus comprobari debebat; eamque ob rem habenda esse Comi-
 » tia Centuriata. Tum quod illud ipsum Officium Scribæ, seu Gra-
 » pharij non possit exerceri per personam dicti Quintaine : non quod
 » non sit vir omni laudum genere cumulatissimus & egregiè de vni-
 » uersa Repub. litterarum meritis : imò quia longè aliud sublimius
 » ipse meretur, sed quia Sacerdos, Plebanus & Theologus idem est,

quæ cum ita sint, si quid M. Nicolaus Quintaine delinqueret aut peccaret (quod prædictus M. Ioan. Grangier professus est se omnino non metuere) cumque Rectoris ipsius amplitudinis quam plerumque persona Laïca obtinet, sit Scribam ipsum atque alios Vniuersitatis Officiarios coërcere, quomodo posset Laïcus fortasse Rector delinquentem Sacerdotem comprimere?

Quibus ita dictis iidem DD. Decani censuerunt vnâ voce istud negotium de quo agebatur, tractandum esse maioribus Comitijs. Res nihilominus acta est & vterius progressio facta. Itaque prædicti DD. Procuratores Nationum ornatissimi elegerunt & nominarunt cum multis præclaris elogijs vnâ voce præfatum M. Nicolaum Quintaine in Scribam seu Grapharium Vniuersitatis præclaræque Facultatis Artium.

Verum præfati DD. Decani dixerunt ad hoc se ius suffragij habere, atque ob eam causam ab antedicto D. Rectore Ampl. petierunt suas voces ad suffragia pariter admitti. Ad hæc dixit idem Ampl. Rector & respondit DD. Decanis se eos vocasse vti adessent, & vt nihil illis inscijs ageretur in rebus Academicis; quod verò spectaret ad ius quod postulabant, dixit postea se acturum cum illis. Nullâ autem habitâ ratione antedictarum intercessionum res perfecta est & per Ampl. D. Rectorem quemadmodum prædicti Procuratores ornatissimi dixerant, conclusum fuit. Itaque M. ipse Nicolaus Quintaine secundum morem Ciuilemque consuetudinem dictæ almæ Vniuersitatis iuramentum solenne præstitit palam præsentibus dictis DD. Decanis & dictis 4. Nationum Procuratoribus & alijs permultis in manibus præfati Ampliff. D. Rectoris super antiquo volumine seu libro Vniuersitatis qui penes Ampl. D. Rectorem remanet.

Quâ conclusione factâ prædictus M. Ioannes Grangier, cui aderant MM. Ioannes *des Places* tam pro se quàm pro Decanis hon. Nationis Gallix à quibus se mandatum habere dicebat, Nicolaus Moïfnet Doctor in Artibus, Gabriel Gentil, Ioan. Perceau Doctor in Artibus, Edoïardus *le Roy*, Ioan. Pichet, Franciscus Clausse Magistri in Artibus: Præfatus, inquam, M. Ioan. Grangier professus est & protestatus se ijs omnibus intercedere quæ fiebant, quæque ita facta erant & conclusa; proindeque ad supremum Senatam prouocare atque adeo appellare, & reipsa seu de facto prouocare atque adeo appellare, vt reipsa seu de facto prouocauit & appellauit; idque præsentibus & adstantibus MM. Ioan. Yon Artium in Collegio Nauarræo Primario, Rectore nouissimo,

» præclaræ Facultatis Artium Censore integerrimo & dictæ Nationis Gall. Decano meritissimo, M. Carolo Cagnyè dicti Collegij Primario, eiusdem Nationis cum multis alijs nihilominus non intercedentibus.

» Du Valayant fait venir des Notaires, leur demanda Aste de tout ce qui s'estoit passé, qu'il ne sera pas hors de propos d'inserer icy, afin que la posterité soit informée de la verité de cette Histoire.

» Auiourd'hui date des presentes M. Pierre du Val Bachelier en Droict Canon Resignataire de l'Office de Scribe ou Greffier de l'Vniuersité de Paris & de la Faculté des Arts de ladite Vniuersité, par la resignation à luy faite par M. Guillaume du Val son pere le 9. des present mois & an, pardeuant Charlet & Saunier Notaires estant accompagné des Notaires, Gardenotes du Roy nostre Sire, en son Chastelet de Paris soubs-signez, s'est transporté au Chapitre du Conuent des Mathurins de Paris, où estoient assemblez Messieurs les Recteur, Doyens, Procureurs & Supposts de ladite Vniuersité, auquel lieu estant, parlant à M. Iean Potier Recteur, Nicolas Roguenant Docteur, Doyen de la Faculté de Theologie, Hugues Guijon Docteur de la Faculté de Droict, Philippes de S. Iacques Docteur, Doyen de la Faculté de Medecine, Iean Tarin Procureur de la Nation de France, Nicolas Quintaine Procureur de la Nation de Normandie, Iacques Vadurel Procureur de la Nation de Picardie, Philippes Patenas Procureur de la Nation d'Allemagne, Iean Grangier Principal du College de Beauuais, Antoine des Places nagueres Recteur de ladite Vniuersité & premier Regent de la Marche, Louis Rolland Principal du College de Justice, ledit du Val comparant en continuant son humble supplication, priere & requeste auroit derechef requis ausdits Sieurs Recteur, Doyens, Procureurs & Supposts de ladite Vniuersité de present assemblez en Corps, de luy vouloir confirmer la reception esdites Offices de Scribe, tant de ladite Vniuersité que de la Faculté des Arts, au lieu dudit defunct M. Guillaume du Val son pere, attendu que la Procuracion *ad resignandum* dudit Office à luy faite par ledit defunct son Pere, auroit esté cy-deuant admise par lesdits Sieurs Doyens des superieures Facultez en faueur dudit Pierre du Val comparant, comme appert par l'Aste fait & passé pardeuant de S. Vaast le jeune & de Montroussel l'un des Notaires soubs-signez, le 10. des present mois & an, au Conuent & Chapitre des Mathurins de cette ville de Paris, où pour lors à cet effet fut faite Assemblée desdits Sieurs Recteur,

Doyens

Doyens & Supposts de ladite Vniuersité, & partant ordonner qu'il sera presentement receu à faire le serment en tel cas requis & accoustumé, pour ce fait luy en estre expedies Lettres de provision en bonne forme, en contemplation & consideration des ser- uices que feu sondit pere a rendus à ladite Vniuersité durant le temps & espace de 34. ans & plus, qu'il a continuellement exercé cefdits Offices, offrant ledit du Val, en ce faisant, satisfaire aux Droits & honoraires raisonnables; leur declarant que à faute de ce faire, il s'opposera à tout ce qui sera par eux fait à son preiudice & de la presente opposition, & qu'il appelle comme d'abus de toutes leurs procedures. Auquel present Acte a esté respondu, sçauoir par M. Iean Tarin Procureur de la Nation de France, du consentement dudit sieur Recteur, que la signification de la demission pretenduë est nulle & non valable, comme estant d'un mort & le faisant parler, & non d'un viuant. *Et comme estant faite aux Doyens des Facultez superieures, à qui le Droit de nommer & faire le Scribe de la Faculté des Arts ne peut nullement appartenir, ains à M. le Recteur & aux 4. Procureurs des 4. Nations faisant & constituant le Corps de ladite Faculté des Arts.* Or en cecy n'entend ledit Tarin s'inscrire en faux contre l'Acte de demission dudit defunct du Val Scribe de ladite Vniuersité, mais soustient que quand ladite demission a esté leuë en l'Assemblée susdite, il estoit decedé, & que on l'auoit leuë comme d'un viuant, qui est vne subreption & surprise manifeste. A dit ledit Tarin auoir fait autre response avec les autres Procureurs ses Collegues pardeuant nous, qu'il signera & soustendra si besoin est. Maintient de plus, qu'en quelque demission que ce soit, de semblables Charges & Offices és mains de M. le Recteur & de ladite Faculté des Arts, ladite Faculté demeure libre & en son plein droit de l'admettre ou non, & de conferer la Charge dont il est question, à qui bon luy semblera. Et ont lesdits Tarin & du Val signé la minute.

Par lesdits Sieurs Doyens a esté dit qu'ils confirmoient l'Ad- mission par eux faite de la demission dudit defunct du Val au profit de son fils. Soustiennent qu'en cas que la demission fust nulle comme d'un mort, qu'ils doiuent derechef estre assemblez pour donner leur voix & suffrages pour l'establissement d'un Scribe & Greffier de l'Vniuersité, *Et demandent Acte de ce que M. le Recteur doit prononcer selon la pluralité des voix des Doyens, & qu'il ne peut conclure pour la Faculté des Arts estant seule, non assistée des autres Facultez superieures.* Veu mesmement que la Faculté des Arts est diuisée,

L

» & que le sieur Grangier de ladite Faculté des Arts s'est opposé à
 » la prétendue élection de M. Nicolas Quintaine Prestre Curé &
 » Procureur de la Nation de Normandie, qui sont toutes choses
 » contraires à la qualité d'un Scribe de l'Vniuersité. Soustiennent
 » en outre lesdits sieurs Doyens qu'ils doiuent auoir voix & suffra-
 » ges en cette élection, comme en toute autre des Officiers de l'V-
 » niuersité en general, attendu qu'il est Scribe de toute l'Vniuer-
 » sité & non de la seule Faculté des Arts, & que ledit Tarin n'est
 » plus Procureur de la Nation de France pour laquelle il a parlé
 » & partant que sa prétendue élection & voix est nulle.

» Par lesdits sieurs Grangier, des Places & Rolland a esté dit,
 » qu'ils se sont opposez & opposent à toute élection que ledit sieur
 » Recteur pourroit faire d'autre Scribe que ledit du Val. Par lequel
 » du Val a esté persisté en ses remonstrances, requestes, declarations
 » & protestations susdites. Dont de ce que dessus lesdites parties com-
 » parantes ont requis & demandé Acte aux Notaires. Et à elles
 » octroyées ces presentes pour leur seruir & valoir en temps & lieu
 » ce que de raison. Ce fut fait, déclaré, protesté, répondu, requis
 » & octroyé audit Chapitre des Mathurins le 21. Ianvier auant
 » midy, l'an 1622. Ledit sieur Recteur n'a voulu signer, & lesdits
 » Roguenant Guijon, & de S. Jacques, Grangier, Rolland, des
 » Places & du Val, ont signé la minute des presentes demeurée au-
 » dit de Mont-roussel. Celuy pour ledit Quintaine, signé de S. Vaast
 » & de Mont-roussel, avec paraphes.

Le 27. Ianvier ensuiuant les Doyens s'assemblerent aux Ma-
 thurins & confirmerent l'élection qu'ils auoient faite de la person-
 ne dudit du Val, dont ils firent dresser procès verbal par les susdits
 Notaires.

» Auiourd'hui date des presentes en presence des Notaires, Gar-
 » denores du Roy nostre Sire en son Chastelet de Paris sous-signez,
 » venerable & discrete personne M. Nicolas Roguenant Doyen de
 » la Faculté de Theologie en l'Vniuersité de Paris, Noble homme
 » M. Hugues Guijon Lecteur du Roy & Doyen de la Faculté de
 » Droit, & Noble homme M. Gabriel Harduin de Saint Jacques
 » Doyen de la Faculté de Medecine en l'Vniuersité de Paris, les-
 » quels ont dit & déclaré qu'aujourd'hui heure de dix-heures auant
 » midy, en l'Assemblée faite au Chapitre des Mathurins de Paris,
 » par la conuocation & suiuant le mandement à eux enuoyé par
 » ledit sieur Doyen de Theologie, auroient esté tous d'aduis & d'un
 » commun consentement qu'à faute d'auoir esté appelez par M. le

Recteur de ladite Vniuersité suiuant ce qui auoit esté resolu & arresté par eux en la dernière precedente Assemblée, pour proceder à l'élection & reception d'un Scribe en ladite Vniuersité de Paris, au lieu & place de feu M. Guillaume du Val naguères cédé. Et en cas que la resignation par luy faite & admise en faueur de M. Pierre du Val son fils ne fust trouuée valable, comme ayant esté présentée & admise trop tard & après la mort dudit defunct, font tous lesdits sieurs Doyens, Docteurs & Supposts desdites Supérieures Facultez de Theologie, Decret & Medecine demeurez d'accord de bailler & conferer ledit Office audit fils dudit defunct du Val. Lequel fils, entant que besoin seroit, ils nomment, élisent & establisent & le presentent Scribe & Greffier de ladite Vniuersité, pour faire tous Actes qui sont à faire & à passer en icelle Vniuersité, pour iouir par luy pleinement de tous les droits, profits, priuileges, prerogatiues, immunitez & préeminences qui ont acoustumé d'estre attribuées audit Office. Dont de ce que dessus ledit M. Pierre du Val à ce present, a requis Acte ausdits Notaires, qui luy ont octroyé ces presentes, pour luy seruir & valoir en temps & lieu ce que de raison. Ce fut fait, dit, déclaré, requis & octroyé és Estudes des Notaires sous-signez, le 27. Ianvier après midy l'an 1622. & ont signé, Roguenant, Guijon, de S. Iacques, du Val, Mont-rouffel & de S. Vaast.

Le Recteur ayant esté informé de ce qui s'estoit passé le 27. Ianvier, enuoya ses Billets & Mandemens aux Doyens & Procureurs pour se trouuer aux Mathurins le 5. Fevrier ensuiuant; où après auoir attendu long-temps & les Doyens ne s'y estant point voulu trouuer, lesdits Recteur & Procureurs confirmerent l'élection qu'ils auoient faite de la personne dudit Quintaine & en dresferent l'Acte suiuant.

Die 5. Febr. apud S. Mathurinum 8. matutina D. Rector adfuit cum omnibus DD. Procuratoribus & dixit se conuocasse DD. Decanos superiorum Facultatum, ut presentes viderent de negotio Scribæ Vniuersitatis. Cum verò hora abisset & non accessissent neque comparuissent, petijt idem D. Rector ornatissimis DD. Procuratoribus presentibus, hoc esset monumentum quo constaret ipsum accessisse cum dictis DD. Procuratoribus qui ut iam antea voluere & nunc volunt M. Nicolaum Quintaine esse SCRIBAM VNIVERSITATIS ET FACULTATIS ARTIVM. Et ita per D. Rectorem conclusum fuit.

Le mesme iour ledit du Val ayant présenté Requeste à la Cour, sur laquelle il auoit fait mettre soit la Partie appellée, la fit signifier

à M. Iean Potier lors Recteur. Voicy ce qu'elle porte.

A Noffeigneurs de la Cour de Parlement.

Supplie humblement Pierre du Val, nommé par les trois Superieures Facultez de l'Vniuersité de Paris, Scribe de ladite Vniuersité, disant que feu Guillaume du Val son pere, lequel est decedé depuis trois semaines, ayant exercé cet Office trente & quatre ans, & se voyant grandement malade, resigna iceluy Office en faueur du Suppliant, le Dimanche auant son deceds, laquelle resignation le Suppliant ayant à l'instant portée au College de Sorbone, pour supplier le Recteur de faire assembler l'Vniuersité pour la faire admettre, mais ledit sieur le Recteur s'estoit exprés absenté de ladite Vniuersité, de sorte que l'Assemblée ne fut que le Lundy ensuiuant, en laquelle Assemblée les trois Superieures Facultez auroient admis la resignation & n'y auroit eu que la Faculté des Arts, qui auroit fait refus de l'admettre, disant que ledit resignant pouuoit estre decedé, au moyen de quoy lesdits Doyens, Docteurs & Supposts de ladite Vniuersité, auroient esté d'aduis de faire plus ample Assemblée de l'Vniuersité, pour estre procedé à l'election & establissement d'un autre Scribe, dont ils prirent Acte pardeuant les Notaires & de ce qu'aucuns mesme des principaux & mieux sensez de la Faculté des Arts, approuuerent la nomination faite du Suppliant, mais ledit sieur le Recteur voyant que lesdites Superieures Facultez estoient d'aduis que ledit Office fust reserué au Suppliant, a suscité M. Iean Tarin, soy disant Procureur de la Nation de France, d'introduire & presenter audit Office vn Bachelier en Theologie, Prestre & Curé, occasion pourquoy lesdits sieurs Doyens, Docteurs & Supposts des trois Facultez Superieures ayant, suiuant les Statuts de ladite Vniuersité, esté assemblez au Chapitre des Mathurins, pour le refus dudit sieur Recteur, par le moyen du sieur Doyen de la Faculté de Theologie, auroient nommé le Suppliant pour estre pourueu dudit Office, comme vaquant par le deceds de son pere, par Acte passé pardeuant S. Vaast & Mont-roussel Notaires au Chastelet de Paris, en datte du 27. du mois de Ianvier dernier passé, ce consideré, Noffeigneurs, & attendu que selon l'Ordonnance, la connoissance de toutes les Causes de l'Vniuersité & des Supposts d'icelle appartient au Parlement, & qu'il est necessaire de pouuoir promptement à l'exercice de ladite Charge, il vous

plaise ordonner que ledit sieur Recteur sera assigné en la Cour au premier iour, pour voir ordonner que le Suppliant sera receu audit Office de Scribe, tant de la Faculté des Arts que de l'Vniuersité de Paris, suiuant la nomination des trois Superieures Facultez, sur laquelle ledit sieur Recteur luy fera expedier Lettres & Prouisions en bonne forme, & vous ferez Iustice. Soit la partie appelée: Fait en Parlement le 4. Fevrier 1622. pour copie signée Chauvin avec paraphe.

Le 5. iour de Fevrier 1622. en vertu de la Requête, dont Copie est cy-dessus transcrite, & à la requeste du Suppliant. l'ay Huissier en Parlement soubs-signé, donné assignation à M. Iean Potier Recteur de l'Vniuersité en son domicile, parlant à sa personne à estre & comparoir au premier iour à ladite Cour, pour proceder aux fins de ladite Requête, & en outre comme de raison. Par moy Huissier, en parlant, soubs-signé Bago, avec Paraphe.

A Nosseigneurs de Parlement.

Supplie humblement Iean Potier Recteur de l'Vniuersité de Paris, disant que pour raison de l'Office de Scribe de ladite Vniuersité, respectiuelement pretendu par Nicolas Quintaine Bachelier en Theologie, & Pierre du Val fils de feu Guillaume du Val qui en estoit pourueu, il a esté assigné en ladite Cour à la Requête dudit du Val. Ce considéré, Nosseigneurs, & attendu que l'affaire est prompt & requiert celerité, il vous plaise ordonner que toutes les parties viendront au premier iour, & vous ferez bien. Signé Tranchot avec Paraphe, viennent les Parties en la Chambre sans retardation. Fait en Parlement le 10. Fevrier 1622.

L'an 1622. le 10. Fevrier fut la presente signifiée & baillée Copie à M. Chauvin Procureur des Parties aduerses, parlant à sa personne en son domicile. Signé Bahereau, avec Paraphe.

A Nosseigneurs de Parlement.

Supplient humblement Iean Tarin Procureur de la Nation de France en l'Vniuersité de Paris, Iacques Vadurel Procureur de la Nation de Picardie, & Philippe Patena Procureur de la Nation d'Allemagne, en ladite Vniuersité de Paris, disants qu'ils ont esté aduisez qu'il y a Procés pendant en ladite Cour, entre M. Pierre du Val, & M. Nicolas Quintaine Bachelier en Theologie, pour

raison de l'Office de Scribe en ladite Vniuersité, auquel les Supplians ont interest. Ce considéré, Nossseigneurs, il vous plaise les y receuoir Parties interuenantes, & vous ferez bien, Signé I. TARIN, Procureur de la Nation de France, I. VADVREL, Procureur de la Nation de Picardie, PATENA, Procureur de la Nation d'Allemagne. Receus Parties interuenantes sans retardation: Fait le 10. Février 1622.

L'An 1622. le 10. Février fut la presente signifiée, & baillée copie à M. Chauuin Procureur des Parties aduerses, parlant à sa personne en son domicile, Signé BOCHEREAU, avec paraphe.

A Nossseigneurs de Parlement.

SVpplient humblement les Doyens, Docteurs, Licentiez, & Bacheliers des trois Superieures Facultez de Theologie, Droit Canon & Medecine, fondées en l'Vniuersité de Paris, disans que le deceds de M. Guillaume Duual uiuant Scribe de l'Vniuersité estant arriué, le Recteur de ladite Vniuersité auoit fait assembler les quatre Facultez en icelle Vniuersité, pour auiser sur cette resignation qu'auoit fait le deffunt en faueur de son fils aisné, toutefois sur la diuersité des rapports, sur ce qu'aucuns disoient, que le resignant n'estoit pas encore mort, les autres soutenoient le contraire, les trois Superieures Facultez furent d'aduis d'admettre la resignation au cas que le resignant fust uiuant, ce que requerants, neantmoins le Recteur fist au prochain iour Assemblée, pour proceder si besoin estoit à l'election d'un Scribe, s'il se trouuoit que le resignant fust decédé: s'escoulerent depuis près de huit iours, sans que ledit Recteur voulust faire assemblée, disant que la Faculté des Arts auoit élu vn Scribe qui pourroit seruir à tous les deux Offices de Scribe des Arts, & de Scribe de ladite Vniuersité, partant qu'il n'estoit besoin de faire autre Assemblée; ce que voyant ceux des trois Superieures s'assemblerent par la conuocation du Doyen de Theologie, suiuant les Staturs de ladite Vniuersité, & en cette Assemblée auroient créé, élu, & estably en l'Office de Scribe de ladite Vniuersité M. Pierre du Val fils aisné dudit deffunt, lequel ceux de la Faculté des Arts ne veulent reconnoistre. Ce considéré, Nossseigneurs, & que pendant la contention entre les trois Superieures Facultez & la Faculté des Arts, les affaires de ladite Vniuersité ne peuent estre expediées, Il vous plaise ordon-

ner par prouision que ledit Pierre du Val exercera ladite charge : & vous ferez bien, pour Coppie, signé T A R G A S, avec paraphe.

En plaidant, fassent leudit Supplians leur Requeste en iugement, fait le 16. Février 1622. signifiée ledit iour & an, signé A M O N I N, avec paraphe.

Enfin les Parties ayant esté ouyes par leurs Aduocats, interuint Arrest le 9. Mars 1622. dont voicy la teneur.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre M. Pierre du Val soy pretendant nommé par les trois Superieures Facultez de l'Vniuersité de Paris, Scribe de ladite Vniuersité, demandeur en Requeste par luy présentée à la Cour le 4. Février dernier, d'une part. Et M. Iean Potier Recteur de ladite Vniuersité, & M. Nicolas Quintaine Prestre, Bachelier en Theologie, Scribe de ladite Vniuersité de Paris, & Faculté des Arts d'icelle, Defendeurs d'autre. Et entre les Procureurs des Nations de France, Picardie & Allemagne en ladite Vniuersité interuenans, & ledit du Val deffendeur : & encore entre les Doyens & Docteurs, Licentiez & Bacheliers des trois Facultez de Theologie, Droict Canon & Medecine, fondées en ladite Vniuersité, demandeurs en Requeste présentée à ladite Cour le 16. dudit mois de Fevrier. Et lesdits Potier & Quintaine deffendeurs. Et encore entre M. Iean Grangier Principal des Colleges de Beauuais & de Presle, Sous-Doyen de la Prouince de Reims en ladite Vniuersité, appellans de la nomination & election dudit Quintaine audit Office de Scribe, d'une part : & lesdits Potier & Quintaine intimez, d'autre, sans que les qualitez puissent preiudicier. Apres que Cornoaille pour du Val a dit que feu M. Guillaume du Val son pere, qui auoit esté pourueu de l'Office de Scribe & Greffier de l'Vniuersité, apres l'auoir exercé l'espace de 34. ans, luy auroit passé procuration *ad resignandum* pour succeder en sa charge ; en suite dequoy y ayant eu Assemblée faite aux Mathurins pour admettre ladite resignation *sur les contestations des 3. Doyens des Superieures Facultez, & empeschemens formez par les Procureurs des 4. Nations*, le Recteur auroit fait difficulté de conclure. C'est pourquoy ledit du Val a présenté sa Requeste à la Cour, à laquelle il conclud, à ce qu'attendu les longs seruices rendus par feu son pere, le Recteur soit condamné luy bailler prouision desdits Offices de Scribe & Greffier, *comme*

appartenant & estant en la nomination de ladite Vniuersité. Gautier pour les Doyens des trois Facultez & Supposts de l'Vniuersité, aussi conclut en sa Requête à ce qu'il plaise à la Cour ordonner que ledit du Val qui exerce, demeurera purement & simplement, en tout cas par prouision. De la Martiliere le ieune pour les Recteur de l'Vniuersité & Procureurs des Nations interuenans, dit qu'au Recteur appartient de donner la prouision des Offices de l'Vniuersité, & qu'il a pourueu de celuy dont il s'agit M. Nicolas Quintaine Prestre, Bachelier en Theologie, qui a rendu de grands seruices à ladite Vniuersité, homme capable de tenir ledit Office, Soustient lesdits Doyens & Supposts non receuables; & que la nomination faite par le Recteur, doit demeurer. Tillier pour ledit Quintaine conclut à mesme fin, & demande congé contre Grangier appelé & rapporté par Hegrion Huissier. Le Recteur & Guijon Doyen de la Faculté en Droit Canon aussi ouïs, ensemble Talon pour le Procureur General du Roy, qui a supplié la Cour maintenir le Recteur Supposts & Procureurs des 4. Nations, à ce qu'aucun preiudice ne leur soit fait, & qu'ils pourront pouruoir & nommer à tous les Offices qui sont à pouruoir en l'Vniuersité. La C O V R a donné congé ausdits Recteur & Quintaine contre ledit Grangier, & sur son appela appointé les Parties au Conseil, & ioint à autre appointé au Conseil pendant en icelle. Et sur les Requestes respectiuellement presentées appointe les Parties en droit à escrire & produire ce que bon leur semblera dans huitaine, & ioint aussi audit appointé au Conseil & en Droit, pour l'Office de Receueur de ladite Vniuersité, en date du 9. iour d'Aoult 1614. pour estre fait droit coniointement sur ledit appel, & Requestes ainsi que de raison. Et cependant sans preiudice de leurs droicts: Ordonne que ledit Quintaine nommé par le Recteur, exercera la charge de Scribe, iusques à ce qu'autrement par la Cour en ait esté ordonné. Fait en Parlement le 9. iour de Mars 1622. Signé G A L L A R D.

M. Philbert Patena Procureur de la Nation d'Allemagne, marque particulièrement les pretentions des Doyens, en parlant de l'Arrest susdit, Die 9. Martij 1622. dit-il, Senatusconsultum factum est secundum præclaram Facultatem Artium aduersus Decanos Superiorum Facultatum, temere sibi ius arrogantes nominandi & constituendi Scribæ Vniuersitatis, ex æquo paribusque suffragiis cum Ampliff. D. Rectore, & DD. Procuratoribus, quos quatuor in vnâ volebant cogere sententiam, seque adeo tres numero potiores esse, atque secundum plures debuissent censere & concludere Rectorem Ampliff. quod contra factum est. Nam Senatusconsulto

fulto probatus D. Quintaine nominatus atque creatus in Scribam à DD. Procuratoribus Nationum & Ampl. D. Rectore. Licere autem ijsdem Decanis, Petro du Val ab ijsdem nominato in Scribam, & D. Grangerio Intercessoribus ampliacionum litem persequi interim.

Enfin suiuant cet Arrest, ledit Quintaine a exercé paisiblement & sans trouble ladite charge, iusques au Samedy 17. Decembre 1661. qu'il est mort en sa chambre au College de Harcour; dont M. Cesar Egasse du Boulay lors Recteur ayant appris la nouvelle, enuoya ses billets aux Doyens & Procureurs, pour se trouuer aux Mathurins le Lundy matin à 7. heures, & deliberer sur le choix d'un autre Greffier. Et ledit iour les 3. Doyens assistez chacun d'un ou plusieurs Adjoints demanderent à remettre la deliberation à quinzaine, & cependant nommerent M. Maugin Tassin pour exercer ladite Charge. Les 4. Procureurs prierent ledit sieur Recteur d'accepter ladite Charge & de nommer quelque personne capable pour en faire l'exercice iusques à la fin de son Rectorat. Et ledit Recteur l'ayant acceptée, nomma M. Nicolas Souchet pour luy seruir de Substitut. Les Doyens firent grand bruit. M. Eustache Darticle Censeur de la Nation de France, Bachelier en Theologie de la Maison & Societé de Nauarre, suscitè par eux dit qu'il s'opposoit à cette élection en vertu d'une Procuration, qu'il disoit auoir de sa Nation; laquelle ayant esté sommè d'exhiber, il respondit qu'il la feroit voir en temps & lieu.

L'Acte de l'Electiõ dudit du Boulay, dressé par M. Pierre de Lenglet Procureur Fiscal de ladite Vniuersité contient toutes les susdites particularitez. En voicy la teneur.

Die Lunæ 19. Decemb. an. 1661. conuenerunt in Mathurinen-
 si conuocatiõ Ampliff. D. Rectore Decani Facultatum Theolo-
 giæ, Iuris Canonici & Medicinæ cum Procuratoribus 4. Natio-
 num Franciæ, Picardiæ, Normaniæ & Germaniæ; item & Offi-
 cialijs Vniuersitatis. Ibi cum exposuisset D. Rector vacare Scribæ
 munus in Academia ex obitu M. Nicolai Quintaine rogassetque
 sententias de successore in eius locum sufficiendo, verba fecit M.
 Petrus de Lenglet Procurator Fisci, ac intercessit primùm, quo-
 minus plures in ijsdem Comitijs sederent quàm qui erant à D. Re-
 ctore conuocati, nempe DD. Decani Facultatum & DD. Procu-
 ratores Nationum, prout erat antiquæ consuetudinis: contra
 quam venientes DD. Decani plurimos sibi de suis Facultatibus
 adiunxerant & in Comitria secum adduxerant. Secundùm inter-
 cessit ne D. Doujat locum sumeret (quod fecerat) inter Officiarios

M

» Vniuersitatis, quem nullo iure ac nomine occupare posset, huius-
 » que suæ intercessionis postulauit sibi tradi publicum Instrumen-
 » tum ab assistente Notario. Idem deinde legit Instrumentum, quo
 » appositâ syngraphâ M. Petrus Padet Domus Harcurianæ Prouisor
 » & M. Thomas Fortin eiusdem Collegij Harcuriani Moderator te-
 » stabantur obijisse diem supremum in eodem Collegio M. Nicolaum
 » Quintaine die Sabbati lapsò proximè 17. Decemb. mensis horâ
 » circiter meridianâ. Post Decani Facultatum rogarunt vt recita-
 » retur Statutum vetus de instituendo Scriba Vniuersitatis, etiam
 » sacramentum, quod præstare Academiae idem Scriba teneretur,
 » simul & Senatusconsultum editum die 27. Iulij mensis an. 1657.
 » quæ vbi sunt perlecta, commonuit D. Rector nihil superesse præ-
 » terea, nisi vt iretur in suffragia de sufficiendo Scriba in locum dicti
 » D. Nicolai Quintaine. Tres Decani vno consensu & alternis voci-
 » bus postulauerunt, vt ad 15. dies negotium, quod dicerent esse gra-
 » uissimi ponderis, remitteretur, vt eam in rem suas Facultates con-
 » sulerent, nominaruntque interim gerendo Scribæ Officio M. Mem-
 » mium Tassin Minorem Bidellum eiusdem Facultatis Theologicæ.
 » Postea Procurator Nationis Gall. sententiam dixit, ac primùm
 » reclamauit nouitati quàm introducebant Decani, quod secum de
 » suis adduxissent plurimos in ea Comititia, postulauitque sibi suffici
 » publicum suæ intercessionis testimonium. *Deinde M. Nicolao Quin-*
 » *taine successorem nominauit M. Casarem Egasse du Boulay nunc Recto-*
 » *rem, vt maximè idoneum eiusmodi muneri exercendo in commodum Aca-*
 » *demia; quippe qui eius in rebus plures iam annos versaretur, rogauitque*
 » *id muneris vt suscipere vellet.* Afferuitque præterea hoc sui iuris esse,
 » item & reliquorum trium Procuratorum vt Scribam æquè ac
 » cæteros Vniuersitatis Officiarios cum Ampliff. D. Rectore nomi-
 » narent: quemadmodum cautum esset Senatusconsultis datis 9.
 » Aug. 1614. & 9. Martij, an. 1662. Reliqui tres Procuratores Deca-
 » nis licet multum ac diu reclamantibus atque obnitentibus singuli
 » alternis suffragijs elegerunt ac nominarunt eundem D. du Boulay
 » Rectorem, omnesque vno ore rogauerunt, vt interim dum Recto-
 » ratum gereret, nominaret ipse aliquem virum peritum qui obiret
 » Scribæ munus. Tum D. Rector gratias egit Ornatissimis Procuro-
 » ratoribus, cum iisdem conclusit & se Scribæ munus fideliter exer-
 » citurum promisit, atque à me Procuratore Generali eiusdem Vni-
 » uersitatis Conclusionis huius exemplar sibi tradi, à Notarijs verò
 » præsentibus Instrumentum rerum in hisce Comitijs gestarum con-
 » fici postulauit. Postquam tamen auditus esset M. Eustachius Dar-

ticle Censor, vt aiebat esset Nationis Gall. qui se missam dicebat à « prædicta sua Natione vt Procuratori suo M. Stephano Leger obnunciaret, « ipstusque suffragio vim derogaret. Sed quòd nullo Instrumento pu- « blico Legationem & intercessionem suam assereret ac probaret, « essetque Extrajudiciaria, vt vocant, eiusmodi Obnunciatio, eius « non est habita ratio. Et sic discessum. «

Le mesme iour ledit du Boulay Recteur donna à M. Nicolas Souchet Bachelier en Theologie, la commission dudit Greffe pendant qu'il seroit Recteur : & le lendemain 21. dudit mois & an, fit signifier ledit Aëte aux trois Doyens des Facultez susdites à ce qu'ils n'en pretendissent cause d'ignorance. Et ledit Souchet ayant fait les fonctions de ladite Charge iusques au mois de Mars 1662. que ledit du Boulay sortant du Rectorat a commencé d'entrer en exercice d'icelle, lesdits Doyens s'aduiferent de presenter Requête à la Cour, à ce qu'il fust procedé à nouvelle Election d'un Greffier. Ce qui a donné lieu à vne Instance qui est encore pendante en la Cour.

CHAPITRE III.

Du Receueur de l'Vniuersité.

LE 3. Officier general de l'Vniuersité est celuy qu'on appelle *Receueur*, dont le nom fait assez connoistre quelle est sa charge & sa fonction, qui est de receuoir tout ce qui appartient en commun à l'Vniuersité. M. Robert Goulet en parle de la sorte.

Receptor Vniuersitatis, cuius Officium est bursas incorporandorum seu Iuratorum & alia quæ ad ipsam Vniuersitatem spectant, recipere, Registrumque de Receptis facere, & quasdam Bulletas suo signo pro certificatione Receptæ ab Incorporando Bursæ per eundem Incorporandum D. Rectori mittere: quas quilibet Rector seruare tenetur, & ad Computum Receptorum, quem semel ad minus in anno tenentur afferre, vt fidelis Iuratorum in Registro Rectorum & ipsius Receptoris inuentorum fieri possit collatio.

Quoy que donc quelques Historiens & entr'autres Carion, disent que Charlemagne dota l'Vniuersité d'un fond fort considerable, ils n'en parlent neantmoins qu'en l'air; & ne scauroit-on dire ce qu'il luy a laissé en propriété ou en fond permanent. Car la donation du Pré aux Clercs que nous luy attribuons, n'estoit pas pour apporter du profit & un reuenu à l'Vniuersité comme il fait

aujourd'hui, mais seulement pour seruir de promenade & de lieu de diuertissement tant pour les Maistres que pour les Escholiers; comme autrefois le Champ de Mars à la Bourgeoisie Romaine.

Le seul fond qu'a eu l'Vniuersité pendant plusieurs siècles n'a esté autre qu'un certain droit d'incorporation & de bourse, que chacun estoit obligé de payer en se faisant immatriculer ou recevoir au nombre des Escholiers, Maistres & Officiers de l'Vniuersité. Et c'estoit proprement ce que l'on appelloit *la bourse commune*, qui se prenoit sur les nouveaux venus, appelez Bejaunes, sur les Actes de Determinance, de Licence & de Principe, dont anciennement les Procureurs & Receueurs de chaque Nation faisoient recepte, & rendoient compte au Recteur; & le Recteur à l'Vniuersité, ou à la Faculté des Arts en particulier, si c'estoit vne bourse qui la regardast priuatiuement.

Les Compagnies qui composent l'Vniuersité, les Officiers & Seruiteurs n'ont long-temps subsisté que par ce genre de bourses. C'est pourquoy nos Ancêtres en establirent de cinq ou six sortes. La 1. estoit affectée au Recteur. La 2. au Luminaire de chaque Nation. La 3. au Service de la Vierge, qui se faisoit tous les Vendredy & Samedy. La 4. aux Bedeaux. La 5. au payement & réparation des Escholes. Et la 6. à l'Vniuersité pour les affaires communes. Et toutes ces bourses se leuoient sur les Actes susdits, comme nous remarquons dans les Registres anciens, & particulièrement dans cet Acte de la Nation d'Allemagne redigé par M. Iean de Louvain son Procureur qui est du 14. Nouembre 1349.

14. Die mensis Nouemb. (an. 1349.) facta Congregatione Procuratorum & Receptorum Facultatis Artium, per D. Rectorem super computatione Sextarum Bursarum à tempore quo ultimò ante fuerat facta computatio, super eodem computauit M. Theodoricus de Alcmaria tunc temporis Nationis prædictæ Receptor. 1. pro Bursis Determinantium, in summa 44. solid. 6. den. Item Licentiatorum, in summa 55. solid. Item Incipientium, in summa 17. solid. Summa totalis 5. libr. 17. solidos 6. den.

Cet autre n'est pas moins considerable, qui se lit dans le mesme Reg. *Die Sabbati in festo Apostolorum Philippi & Iacobi (an. 1350.) Congregatio Nationis facta apud S. Mathurinum immediatè post Sermonem, M. Theodoricus de Alcmaria Receptor Nationis reddidit computum suum de omnibus Receptis suis, qui allocatis omnibus allocandis & defalcatis defalcandis, tam pro BURSIS RECTORIS, LUMINARIS, B. VIRGINIS, PRO BIBELLIS, ET SCHOLIS idem M. Theodoricus tenebatur Nationi in 56. solidis & 8. denarijs.*

Contribution Extraordinaire.

MAis pour bien entendre cette Matiere, il faut sçauoir qu'il y auoit deux sortes de Bourse Commune, l'une Ordinaire, l'autre Extraordinaire. Nous parlerons de l'Ordinaire cy-aprés. Quand il arriuoit quelque affaire extraordinaire, à la poursuite & expedition de laquelle il estoit besoin de leuer quelque somme outre l'Ordinaire, il se tenoit vne Assemblée où l'on deliberoit de la taxe que l'on deuoit imposer sur chaque Maistre & Escholier; & pour la leuer, il falloit de necessité commettre vn Receueur.

Comme quand l'Vniuersité enuoya au Concile de Tours où presida Alexandre III. en l'an 1163. pour defendre ses droits du Pré aux Clercs, contre les Moines de S. Germain; & quand elle enuoya à Rome vers Celestin III. l'an 1192. pour se plaindre du meurtre de quelques vns de ses Escholiers, l'on voit bien que cet enuoy & cette Deputation ne se faisoit pas aux frais des Particuliers qu'on deutoit, mais à frais communs, & que chaque Nation auoit soin de faire contribuer tous ses Supposts.

Nous auons vn Exemple formel de cette contribution extraordinaire en l'an 1218. dont est fait mention dans vne Bulle d'Honoré III. vers lequel l'Vniuersité deputa pour se plaindre du mauuais traitement qu'elle auoit receu des Grands-Vicaires de l'Euesque de Paris, & notamment du Chancelier de Nostre Dame. Voicy les termes. *Porro cum ad prosecutionem appellationis prædictæ foret Nuncius ad Sedem Apostolicam destinandus, & sine Collecta Vniuersitas non haberet expensas, Magistri Liberalium Artium fide interpositâ se ac suos Discipulos adstrinxerunt ad seruandum quod super hoc à suis Procuratoribus contingeret ordinari. Cumque Procuratores iniunxissent ijsdem, vt ad expensas Nuncij destinandi contingentem tribuerent portionem; & ipsis quod iniunctum fuerat, adimplentibus, Nuncius ipse iter ad Nos veniendi iam dudum esset aggressus.*

En cette grande affaire qu'eut l'Vniuersité contre les Mendians depuis 1245. iusques à 1260. elle fut obligée de deputer par deux fois à Rome. La premiere en l'an 1253. vers Innocent IV. & l'autre vers Alexandre IV. en l'an 1256. Mathieu Paris Historien d'Angleterre qui escriuoit en ces temps-là, nous est garend de l'une & de l'autre deputation, & comme à chaque fois il fallut contribuer & faire vne Collecte pour fournir à la depense des Deputez. Voicy comme il parle de la premiere. *Diebus sub eisdem orta est discordia*

M iij

inter Vniuersitatem Parisiensem Scholarium & FF. Prædicatores, qui in tantum iam multiplicati sunt & exultati, Regum facti Confessores & Consiliatores, ut veteribus & approbatis consuetudinibus & iuribus Scholarium renuissent subiacere. Congregati igitur Scholares Collectam fecerunt & contribuerunt. Scilicet quilibet secundum posse suum. Et cuiuslibet COMMVNIA HEBDOMADIS abbreviata est, ut inde Romanæ Curie pro parte Cleri satisfaceret. Vnde cornua sumpserunt fratres memorati. Ces termes s'entendent assez. Le Glossaire sur ces mots, Collectam fecerunt, id. dit-il, Collectiones pecuniarias, & sur le mot Communia, il dit, diæta assignata, inde venit Excommunicari in veteribus statutis Religiosorum & Collegiorum, id. Communia priuari. C'estoit vne bourse commune qu'auoient les Escholiers pour la depense de chaque semaine, de laquelle il leur fallut retrancher quelque chose pour aider à fournir aux frais de la deputation.

Nous voyons encore que le Pape Innocent IV. escriuant à M. Guillaume de saint Amour, qui estoit lors Procureur Syndic de l'Vniuersité, luy permet d'emprunter pour les affaires communes iusques à la somme de 300. liu. qui estoit vne grande somme en ces temps-là. *Super bonis & facultatibus Vniuersitatis.* Ce Pape suppose que l'Vniuersité auoit quelque reuenue; mais nous ne voyons pas qu'elle eust autre chose en commun, que ce que les Nations rendoient pour le droit de bourse; si ce n'est qu'elle ne reseruaft quelque chose de cet argent-là.

Quant à l'autre deputation qu'elle fut obligée d'enuoyer vers Alexandre IV. en 1256. elle fut bien plus grande & plus honorable pour la qualité des personnes qui y furent employées, dont le mesme Historien fait le denombrement. Et pour fournir aux frais, il adiouste que *Collecta sunt eis ex Vniuersitate viatica*; c'est à dire que tout le monde contribua.

Thomas Cantipratanus Auteur Iacobin qui viuoit aussi en ces temps-là, faisant passer cette deputation là comme vne coniuration contre ses Confreres, dit que l'Vniuersité n'ayant pas dequoy fournir aux frais d'elle-mesme, abusa de l'innocence & de la facilité des enfans, pour les faire contribuer & pour opprimer les Mendians à force d'argent. C'est au liu. 2. de Apibus cap. 10. num. 31. *Nequitie primordialis Astores simplices Vniuersitatis Scholares sibi velut vnum Corpus miris astutijs adunarunt, ut in multis librarum millibus eos roderent placitantes, ut sic in dictos Ordines crudelius descenderent; & id quod per se non paterant non sufficiente pecuniâ, in euacuatione Bursarum innocentie puerilis multorum copiis obtinerent.*

Il seroit inutile de prouuer que pour leuer ces deniers-là, l'on estoit obligé de commettre quelque Maistre ou Suppost qui en prist le soin. C'est vne chose trop constante pour en douter. Quoy que cene fust pas vn employ sans peine & sans beaucoup de difficulté ; car ces sortes de leuées-là estant à charge & par fois trop frequentes, les particuliers ne payoient qu'aucc peine, & plusieurs s'imaginoient que les Receueurs s'en enrichissoient. C'est pourquoy nous voyons que l'Vniuersité fut obligée d'auoir recours à l'autorité des Papes, pour obliger tout le monde à contribuer pour les affaires communes. Martin I V. auparauant appelé Simon de Brie, Cardinal de sainte Cecile, qui scauoit parfaitement l'estat de ladite Vniuersité pour y auoir fait les Estudes, & pour l'auoir reformée trois ou quatre fois, y obligea tout le monde sous peine d'excommunication. Et pour oster le soupçon qu'on eust pû auoir des Receueurs particuliers, il ordonna que l'Abbé & le Chancelier de sainte Geneuiefue feroient la recepte, & que puis apres ils en rendroient compte, & mettroient ce qu'ils receuroient entre les mains du Recteur, des Doyens, & des Procureurs. Sa Bulle est du 5. Mars 1283. dont la teneur est telle.

Martinus Episcopus S. S. D. Dilectis filijs Magistris Vniuersis & Scholaribus Paris. Sal. & Apost Bened. Ad statum Vniuersitatis vestræ pacificum conseruandum opem debetis & operam vigilantibus studiis impertiri. Tunc enim laudabiliter studendo proficitis & proficiendo studetis, cum inter vos inuicem voluntatum viget identitas, regnat pax stabilis, perfecta charitas perseuerat. *Sanè didicimus quod in expensis necessarijs quas pro Vniuersitatis vestræ commodis ex iusta & rationabili causa fieri contingit interdum, nonnulli ex vobis contribuere pro sua voluntate recusant: Propter quod inter vos materia diffensionis & scandali crebrius suscitatur. Quia igitur in expensis huiusmodi singuli vestrum contribuere iustitiâ exigente tenentur, & ad vestram spectare dignoscitur honestatem, vt super hoc non ingeratur à vobis aliqua difficultas, Vniuersitatem vestram rogamus, & hortamur attentè per Apostolica vobis scripta mandantes, quatinus singuli vestrum, qui duos solidos Parisienses in communi bursa cum socijs in hebdomada ponitis, super contributione huiusmodi faciendâ sic promptè ac liberaliter vos geratis, vt diffensionis prædictæ materia, quæ posset non leuia generare pericula, tollatur omnino, vosque proinde possitis non immeritò commendari. Nos autem qui paternæ sollicitudinis studio ad ipsius Vniuersitatis statum pacificum intendimus & tranquillum, volentes huiusmodi dispendiis*

» obuiare, Dilectis Filiis Abbati & Cancellario Monasterij sanctæ
 » Genouefæ Parisiens. ad Romanam Ecclesiam nullo medio per-
 » tinentis Ordinis sancti Augustini per alias nostras iniungimus lit-
 » teras, vt omnes tales ex vobis ad id monitione præmissâ autoritate
 » nostrâ per Censuram Ecclesiasticam appellatione remotâ compel-
 » lant. Non obstante si aliquibus à Sede Apostolica sit indultum,
 » quod interdicti, suspendi, nec excommunicari non possint per lit-
 » teras dictæ Sedis non facientes plenam & expressam de indulto hu-
 » iusmodi mentionem. *Cæterum illud quod ex huiusmodi contributione*
 » *prouenit, per Abbatem & Cancellarium supradictos colligi volumus, &*
 » *collectum Rectori Vniuersitatis, Decanis Facultatum & Procuratoribus*
 » *4. Nationum integrè restitui per eosdem, in Vniuersitatis arca per Recto-*
 » *rem, Decanos & Procuratores prædictos fideliter deponendum & conuer-*
 » *tendum per ipsos in solutionem huiusmodi expensarum. Datum apud*
 » *Vrbem Veterem Nonis Martij Pontificatus nostri an. 3.*

Le Pape Iean XXII. seant en Auignon ordonne la mesme chose ; & sa Bulle est conceuë en mesmes termes. Il n'y a que le commencement & la fin qui soient vn peu differents. Le commencement est tel. *Ioannes SS. D. Dilectis Filijs Vniuersitatis Magistrorum & Scholarium Paris Salutem & Apostolicam benedictionem, ad statum Vniuersitatis &c.* Et la fin telle. *Datum Auenioni Kal. Iulij Pontif. nostri an. 2.* qui est l'année 1331.

Or cette contribution extraordinaire se leuoit, ou par les Receueurs ordinaires des Compagnies qui en rendoient compte au Recteur, & le Recteur à l'Vniuersité ou à son Successeur ; ou par vn Receueur extraordinaire. Que les Receueurs ordinaires la leuaissent par fois, il paroist par les Actes que nous auons rapportez cy-deuant des années 1349. & 1350. En voicy encore vn du Reg. de la Nation d'Allemagne, qui est d'vne Assemblée tenuë à S. Julien le Pauvre, le Ieudy de deuant la saint Pierre 1350. où Dithard de Mindan supplia ladite Nation de luy vouloir donner du terme iusques à la S. Martin pour payer ses bourses. Et la Nation respondit qu'elle le luy accordoit à l'égard de quatre en baillant des gages, & non pas à l'égard de celles qui regardoient le Recteur & la 6. bourse qu'on auoit esté obligé de leuer, pour fournir à la despense des Deputés qu'on auoit enuoyé en Cour de Rome contre les Theologiens. Et l'Acte porte, *de duabus Bursis residuis scilicet de Bursa Rectoris, & sexta Bursa ad Curiam mittenda idem D. satisfecit Receptori.*

Vn autre Acte du 9. Avril 1355. porte. *Fuit deliberatum Nationem*
de

de Bursis Bedellorum, nec de dimidia Bursa B. Virginis, nec de integra Bursa quæ reponi solet ad arcam, ad muniendum se de altercationibus Artistarum cum Theologis, nullo modo posse dispensare.

Les Receueurs particuliers mettoient entre les mains du Recteur ce qu'ils auoient receu chacun de leurs contribuables, & le Recteur ou à son Successeur, ou à l'Vniuersité, ou à la Faculté des Arts, si la contribution la regardoit seulement. Vn Acte suffira pour le faire voir. C'est du 1. Février 1357. *Die Martis proxima ante festum Purificationis computauit Rector antiquus Rectori nouo, et fuit computus eius approbatus, dummodo satisfaceret de 3. scutis quæ recepit à Facultate tempore Rectorie suæ.*

Que l'on commist aussi par fois à cette leuée de deniers des Receueurs extraordinaires, il paroist par plusieurs Actes tirez des Registres des Nations d'Angleterre & de France. M. Vter Spijc de Hollande Procureur de la Nation d'Angleterre, parlant de la contribution qui se leuoit en la Faculté des Arts, pour poursuiure le procez qu'elle auoit avec les Theologiens, dit que le 23. Septembre 1359. l'on resolut de nommer vn Receueur particulier pour cet effet. Et le 26. du mesme mois M. Iean Ance qui auoit esté Recteur, & qui estoit lors Receueur de la Nation de France, fut constitué Receueur de la sixiesme Bourse. Voicy comme en parle M. Theodoric d'Yscel Procureur de ladite Nation. *Item 26. die eiusdem mensis electus fuit M. Ioannes Ance pro tunc Receptor Nationis Gallicanae ad recipiendum sextam Bursam, de qua in prædicta Procuracione scriptum est, & obligauit se Natio Gallicana ad standum & satisfaciendum pro dicto M. Ioanne, si opus fuerit, in reddendo Computum & rationem de receptis.*

Le 3. Octobre 1360. les Nations s'assemblerent aux Mathurins, pour entendre les comptes dudit Receueur, & pour en élire vn autre ou le continuer, *ad eligendum vel continuandum Receptorem communem Facultatis prædictæ & ad audiendum Computum de expositis & receptis. Continuatus erat M. Ioannes Ance Nationis Gall. in Communem Receptorem, qui talem fecit computum, quod omnibus expositis in negotiis Facultatis eiusdem & defalcatis dictæ deberet Facultati 29. Regales cum duobus grossis.*

Vn autre Acte du 4. Octobre 1361. où il est encore fait mention d'une autre reddition de compte, porte, *facta congregatione Deputatorum apud S. Iulianum pauperem ad audiendum computum Receptoris communis, de expositis & Receptis computauit M. Ioannes Ance Receptor communis qui omnibus defalcatis remansit in 27. & semi. Regalibus obligatus Facultati.*

N

Enfin l'on resolut dans l'Assemblée du 23. Octobre 1363. que l'on ne receuroit plus la contribution susdite. *Statutum quod sexta Bursa quæ capi solebat in Facultate, amplius nec in Facultate, nec in Natione caperetur.*

Or ce Receueur-là qui s'appelloit comme nous voyons, *Receptor communis* ou *Contributor*, bailloit des quittances de ce qu'il receuoit & les scelloit du Sceau de la contribution *Sigillo Contributionis*, qui luy estoit particulier. Et cette charge s'appelloit *Officium Contributionis*. Que si la contribution regardoit toute l'Vniuersité, il estoit nommé par les Recteur, Doyens & Procureurs, ou par toutes les Compagnies, mais il estoit touïours pris de quelqu'une des Nations. Et si la contribution ne regardoit que la Faculté des Arts, c'estoit aux seules Nations à l'élire, comme il paroist par l'exemple susdit de M. Iean Ance.

Que si les affaires pressoient tellement, qu'on n'eust pas le loisir de leuer la bourse ou taxe, & que quelqu'une des Facultez ou des Nations voulust auancer l'argent, elle seule pouuoit nommer vn Receueur, qui apres auoir fait sa recepte des particuliers, en rendoit compte à toute l'Vniuersité. Vn seul exemple nous apprend toutes ces circonstances, que nous lisons dans le Registre de la Nation de France, où M. Iean des Temples lors Procureur, escrit ce qui suit de l'Assemblée du 28. Iuin 1414.

» Quantum ad 5. art. supplicauit M. Petrus Parui Licentiatus in
 » Theologia, quatinus Natio conuocaretur specialiter ad conferendū
 » *Officium Contributionis*, quod pro vice ista spectabat ad Nationem
 » Franciæ, & ipse daret *sigillum Contributionis*, sibi per præcedentem
 » *Contributorem* in deposito seu custodia datum, illi qui tunc per Na-
 » tionem ad illud *Officium* exercendum eligeretur; & non M. Ioanni
 » Fabri, qui non fuit ritè ad illud *Officium* electus, cum iuxta statu-
 » ta, vt dicebat, non esset Natio ad hoc specialiter conuocata. Ad
 » oppositum verò supplicatum fuit pro parte M. Ioannis Fabri ad
 » hoc in die electionis *RECTORIS* electi per Nationem *propter necessita-*
 » *tem Officij*, de quo disponendum est pariter cum *Rectore*, super quo deli-
 » berauit Natio pro parte dicti M. Ioannis Fabri Magistri in Artibus,
 » & Baccalarij in Theologia de venerabili Collegio Nauarræ, ra-
 » tam habens Electionem ipsius iam factam. *Attento quod illud Offi-*
 » *cium non est propriè Officium Nationis, sed magis Vniuersitatis, commif-*
 » *sum pro hac vice Nationi. Et ideo non tenet naturam aliorum Officiorum*
 » (Nationis.) Considerans insuper Natio necessitatem prouidendi
 » tunc ipsi *Officio*, & certis alijs de causis in ipsa Congregatione fa-

ais voluit quod dictus M. Petrus redderet dicto M. Ioanni SIGILLVM CONTRIBUTIONIS præfatæ, & pacificè gauderet amodò dicto Officio; quod & fecit.

Au mois de May 1425. M. Guillaume Erard estant Procureur de la susdite Nation & parlant d'une certaine appellation interietée par l'Inquisiteur de la Foy, d'une Sentence qu'auoit rendu l'Euesque de Paris, à laquelle il auoit par intrigues fait ioindre l'Vniuersité, escrit que dans vne Assemblée non indite à cet effet, l'on auoit nommé des Deputez pour aller en Cour de Rome pour suivre cet appel; & que l'on auoit ordonné de leuer vne taxe pour fournir aux frais. A quoy ledit Erard s'opposa formellement au nom de la Nation, disant que *super talibus electionibus & contributionibus non est faciliter & absque maturo consilio prouidendum.*

Et M. Guillaume Riuet aussi Procureur de la mesme Nation, escriuant ce qui se passa en l'Assemblée du 6. Aoust 1449. où entr'autres choses il fut proposé d'enuoyer vne Deputation au Roy & de nommer vn Receueur & vn Controolleur de la Bourse commune, qu'on estoit obligé de leuer à cet effet, dit que M. Pierre de Vaucelle fut élu Receueur, & M. Geoffroy le Normand, Controolleur. *Die Mercurij 6. mensis Aug. 1449. conuocata fuit Vniuersitas in S. Mathurino super 3. art. 1. ad audiendum lecturam Articulorum confectorum pro Ambassata mittenda ad Regem, & super Electione RECEPTORIS Bursæ imponendæ pro dicta Ambassata.... Quantum ad I. art. placuit Nationi lectura Articulorum confectorum. Et voluit Natio quod illi multiplicarentur & quod haberent duplum expensis proprijs. Placuit etiam eidem Nationi, quod M. Petrus de Vaucello sit Receptor Bursæ imponendæ, cum salario vigesimi denarij; & quod M. Gaufridus Normani sit Contra-Rotulator cum salario trigesimi denarij.*

Ce Receueur & ce Controolleur estoient tous deux de la Nation de France, & tous deux en auoient esté Procureurs. Or l'on voit assez que ces deux Officiers n'estoient pas Ordinaires, puis qu'ils n'estoient nommez qu'à l'occasion susdite. Nous apprenons encore de ce passage, qu'il y auoit vn droit pecuniaire attribué à ces Offices-là, puis que le Receueur a le 20. denier de sa Recepte, & le Controolleur le 30.

Il se trouue encore quelques Exemples de ces Contributions extraordinaires, appellées dans les Registres, *Bursa*, *Semi-Bursa*, *Collecta*, *Contributio*, au delà de la susdite année 1449. Neantmoins l'on s'auisa par après d'un autre moyen de la leuer & de l'imposer;

car au lieu de nommer vn RECEVEUR GENERAL pour cet effet, il fut resolu que chaque Nation & chaque Faculté fourniroit également aux frais & à la dépense de ceux qu'elle deputeroit, & que chacune s'en feroit rembourser, comme elle iugeroit à propos. Et mesme dés auparauant l'on auoit resolu dans vne Assemblée generale, *Quod qualibet Facultas & qualibet Natio suo prouideret Ambassiatori.* Enfin à cet egard l'on s'est seruy des moyens qui ont esté iugez les plus commodes selon les temps. Dans l'ancien Liure du Recteur on lit au fol. 151.

” Anno Domini 1456. die verò 22. mensis Maij Mater Vniuersitas
 ” Paris. in S. Mathurino propter nonnulla sua agenda maturè &
 ” concorditer *ab omnibus Facultatibus & Nationibus Bursam, siue Con-*
 ” *tributionem Capitalem, seu Generalem esse leuandam ab omnibus Ma-*
 ” *gistris, tam Regentibus quàm non Regentibus & à Rectore & Scholaribus,*
 ” *tam Iuratis quàm non Iuratis ordinauit.*

Contribution ordinaire.

Quant à la Contribution ordinaire, elle se faisoit anciennement par toutes les Nations, aux despens de ceux qui faisoient leurs Actes de Determinance, de Licence & de Principe, dont nous voyons que les taxes bursales estoient differentes; & de ceux qui se faisoient incorporer entre les Maistres & Regens de l'Vniuersité; ou entre ses Officiers. Tellement que ce Droit est aussi ancien que l'Vniuersité mesme: & l'on peut dire qu'il est né avec elle. Chez les Anciens mesme il y auoit vn Droit de Reception, qu'on faisoit payer à tous les Nouveaux-venus, & aux Nouveaux-Maistres; que nos Ancestres ont appellé *Droit de Bejaune.* Ce qui se pratique & se voit encore en toute sorte de Compagnies où il y a Maistrise & Societé; & à la reception de toute sorte d'Officiers.

Aussi ne voyons-nous point qu'en aucune Reformation l'on ait iamais osté ou voulu oster ce droit; mais bien qu'on a quelquefois corrigé les abus & les excez qui s'y sont introduits par la relasche des Officiers ou autrement. Dans la Reformation de 1215. faite par le Cardinal Robert, il est bien defendu de faire des festins aux Actes & aux Receptions susdites, ou de faire des presens d'habits ou d'autres choses, qui alloient à l'oppression des pauvres Escholiers, mais on ne touche point au droit legitime que l'on receuoit pour chaque Acte, & que l'on employoit pour les affaires communes.

In Principijs & Conuentibus Magistrorum; & in Responſionibus, vel Oppositionibus puerorum, vel Iuuenum nulla ſiant conuiuia. Donaria autem, vel veſtiam, vel aliorum, ſicut ſolebant fieri aliàs, amplius fieri monemus, & præcipuè pauperibus.

Au mois de Ianvier 1258. s'estant fait vne Assemblée des 4. Nations, l'on trouua à propos de corriger vne coustume qui s'estoit introduite à la reception des Artiens, qui estoit de prendre des gages au lieu d'argent, de tous ceux qui faisoient des Actes, quand ils n'auoient pas le moyen de payer leurs Bourses sur le champ. Et il fut ordonné qu'on exigeroit de l'argent comptant, qui seroit mis entre les mains du Recteur à son premier mandement, sans toutefois qu'il en peust disposer, ny qu'il le peust employer que pour les affaires communes. Le titre du Statut est tel.

STATVTVM FACVLTATIS QVOD A DETERMINATORIBVS ET BACHELARIIS INCEPTVRIS NON CAPIANTVR VADIA, SED PECVNIA NVMERATA. Et quæ refundenda est RECTORI, ad eius primam citationem refundatur. *Insuper quod Rector Communem pecuniam non alienet, nisi ad expeditionem Negotiorum Communium sub debito Iuramenti.*

Pour l'intelligence de ce titre & du Statut suiuant, il est à remarquer qu'anciennement les Procureurs des Nations & les Examineurs des Determinans auoient le soin de leur faire payer la taxe de leurs bourses, dont partie estoit appliquée à l'entretien des Messes, gages des Officiers & payement des Bedeaux de chaque Nation; & partie au profit du Public & aux gages du Recteur. Dont les Examineurs rendoient compte aux Procureurs, & les Procureurs au Recteur, de ce qui regardoit le public & le commun; & le Recteur par après à l'Vniuersité. Or quand, eu égard à la pauureté des Escholiers, l'on prenoit des gages, par exemple, des liures ou autre chose, à la charge de les retirer dans certain temps, à faute dequoy on leur signifioit qu'on les vendroit, cela embarassoit & les Nations & le Public; parce qu'on n'auoit pas de l'argent quand on vouloit, & qu'il estoit assez fascheux de vendre les Liures des pauvres Escholiers, faute de payement de leurs bourses; c'est pourquoy l'on iugea qu'il valoit mieux faire vne Ordonnance de ne prendre plus de gages, afin que ceux qui n'auoient pas le moyen de payer, se missent en peine de le trouver ou en demeurassent là. Voicy donc le Statut.

» Nos Magistri Artium de consensu communi Magistrorum nostræ
 » Facultatis nullo ex nobis contradicente super status nostri lapsi
 » reparatione, ac eiusdem immutatione, quoad quosdam articulos
 » immutandos, considerantes nostram Facultatem propter defe-
 » ctum pecuniæ frequenter subiacere periculis, quam penuriam fre-
 » quenter passi sumus propter inordinatam, ac minus expeditam
 » Procuratorum nostrorum, ac Examinatorum Determinatorum
 » refusionem, nec non propter superfluum pecuniæ repositæ im-
 » pensionem, ac distributionem factam tam Bedellis nostris quàm
 » alijs superuenientibus, statuimus vt tam Procuratores nostri quàm
 » Examinatores Determinatorum cum ad dicta Officia eligentur,
 » *specialiter iurent coram tota Facultate, quod nullum vadium pro Bursis*
 » *Baccaliorum volentium incipere seu determinare, recipient, sed bursas*
 » *in quibus tenentur, ab eis recipient in pecunia numerata, PROCURATORES*
 » *Baccaliorum volentium incipere, antequam eos ad ducendum per Scho-*
 » *las admittant, Examinatores Determinantium, priusquam eis licentiam*
 » *conferant, nisi quis eorum pro Baccalario, seu Determinatore ad*
 » *primam citationem RECTORIS veniat in pecunia numerata, ne per*
 » *aliquod prædictorum valeat refusio impediri vel differri.*
 » Iurabunt etiam quod ad primam citationem Rectoris horâ de-
 » terminatâ ad locum refundendi conuenient parati ad refusionem
 » faciendam, nisi legitimâ causâ eo tempore fuerint alijs occupati,
 » & quod nullis Bidellis nisi proprijs nostris pecuniam dabunt, nec
 » alijs quibuslibet ad locum refusionis confluentibus pecuniam da-
 » bunt ex tunc per familiam quam habent, vel per aliquem alium
 » ad refusionem pecuniam quam debent Vniuersitati, nisi per seipso
 » destinabunt: sed etiam fideliter referuabunt ante depositionem &
 » post pro suis viribus. Quo Iuramento Rectores cum ad Officium
 » assumentur, pariter adstringentur. *Videlicet quod pecuniam non*
 » *alienabunt, nec alienari permittent, nisi illa alienatio pecuniæ cedat ad*
 » *solutionem debitorum Communitatis, seu ad expeditionem negotiorum*
 » *Communitatis eiusdem.* Quod si quis prædictorum contra suum iura-
 » mentum infringere prædictorum aliquid præsumeret, Officio quo-
 » libet in nostra Communione perpetuò sit priuatus, & eo ipso se
 » esse priuatum ab omni Officio cognoscat. Datum anno Domini
 » 1258. mense Ianuarij.

Il est aisé de voir par là, que ce n'estoit pas vne chose nouvelle,
 que de taxer des bourses, ny que partie d'icelles allaist au profit du
 Commun & pour les affaires Communes. Ainsi les Nations où il
 y auoit plus de monde, contribuoiert dauantage que celles où il y

en auoit moins. D'où vient que quand le diuorce se mit entre les Nations ; parce que chacune se voulut attribuer le pouuoir de faire vn Recteur independemment de l'autre, la Nation de France qui estoit la plus nombreuse, s'auisa de ne vouloir pas contribuer davantage que chacune des autres, ny tenir compte de plus grand nombre de Bourses; mesmes pendant le grabuge, elle retint tout ce qu'elle auoit tiré de ses Escholiers. Ce qui donna sujet de plainte contre elle, comme nous voyons dans l'accordement, qui enfin en fut fait par le Cardinal Simon de sainteCecile en 1266. où le cinquiesme article des plaintes que les autres Nations faisoient contre elle, estoit, *Quod eadem Natio Gallicana pecuniam quæ sibi obuenerat, dum erat in consortio aliarum Nationum, refundere vel restituere, siue in Communi 4. Nationum ponere, sicut est hætenus consuetum, indebitè contradixit. Procuratoribus Nationis Gall, ipsam ad huiusmodi pecuniam refundendam dicentibus non teneri, & petentibus etiam per Nos ordinari, ne de cætero ad refundendam pecuniam quæ & sic obuenerit, & contribuendum etiam in solutione debitorum & expensarum Vniuersitatis plusquam vna ex alijs teneatur. Voicy ce que ledit Cardinal en ordonna.*

Super autem 5. art. de portionibus Bidellorum recipiendis in obuentionibus Nationum, illud volumus obseruari, videlicet quod refusa pecunia à quavis Natione quæ inter Bidellos fuerit diuidenda, ipsis Bedellis pro portionibus æqualiter assignetur: ita videlicet quod Bedellus quilibet, cuiuscunque Nationis fuerit, tantum percipiat, quantum vnus ex alijs in pecunia quæ à Natione cuius Bedellus extiterit, refundetur. . . DE REFVSIONE autem prædictæ pecuniæ arbitramur, & ordinamus quod tam ipsa Natio Gallicorum quàm aliæ singulæ pecuniam quæ ab ipsis Baccalariis incipientibus & Determinantibus obuenerit in futurum vnione durante ad requisitionem RECTORIS electi concorditer sine diminutione refundat. Illam autem quæ ipsis tempore præsentis discordiæ, vel etiam ante, cum vix de ipsa certa possit haberi notitia, & de iniustâ separatione Nationis Gallicanæ non constet ad plenum, nulloatenus refundere teneantur. Illam verò petitionem quam fecit eadem Natio Gallicana de non refundendo in posterum, nec contribuendo in solutionem debitorum & expensas Vniuersitatis plusquam aliqua aliarum, non duximus admittendam, ordinantes quod super hoc seruetur in posterum, quod hætenus extitit obseruatum,

Or comme nous auons déjà obserué, les Receueurs ordinaires de cet argent commun, estoient les Procureurs en chaque Nation, & les Examineurs des Reçipiendaires, lesquels estoient obligez de rendre compte de leur recepte au Recteur, & le Recteur à l'Vniuersité. Chaque Recteur tenoit Registre de ce qu'il receuoit, & en sortant de Charge, il le mettoit entre les mains de son Successeur. Et quand l'Vniuersité vouloit, celuy qui s'en trouuoit chargé rendoit ses comptes, comme l'on verra dans toute la suite des Actes que nous auons compilez & ramassez, & que nous rapporterons cy apres. Mais auant toutes choses, le Statut que fit la Faculté des Arts le 14. Ianuier 1288. fait extremement à ce sujet. Il porte pour titre.

Statutum Facultatis super Refusione Officialium. Et quod electiones Procuratorum Reçtori denuncientur. Et quod Reçtor nomina Procuratorum in suo Registro inscribat. Et quod Reçtor Recepta suo successori in exitu sui Officij integrè refundat.

» **A** Nno Dom. 1288. in crastino S. Firmini, Nos omnes & singu-
 » li Magistri Artium apud S. Marhurinum conuocati de con-
 » sensu nostro nullo contradicente pro communi omnium nostræ
 » Facultatis vtilitate ordinanda seu statuenda duximus quæ sequun-
 » tur. Imprimis statuimus, quod si aliquis Procurator seu Officialis
 » Communium sui Officij tempore expirato à Rectore vocatus fuerit
 » sufficienter, quod intelligimus tribus diebus per Seruientem Iura-
 » tum ad refundendum Recepta sui Officij tempore, refundere ne-
 » glexerit, seu recusauerit, ex tunc ab omni Actu Scholarium nostræ
 » Facultatis sit priuatus, quousque dictæ Facultati fecerit satisfa-
 » ctionem condignam, & de hoc maiori parti & saniori sit creden-
 » dum. Item statuimus quod dies electionis cuiuslibet Procuratoris
 » ac persona eiusdem Reçtori nominetur vel denuncietur, ante-
 » quam prædictus Procurator ad proferendum deliberationem suæ
 » Nationis in Facultate admittatur. Volumus insuper quod Reçtor
 » ad hoc adstringatur vt Procuratores singularum Nationum, aut
 » vices ipsorum gerentes, nec non diem electionis eorundem suo Re-
 » gistro inscribat, ne ex hoc defectus aliquis, vt aliàs visum est in
 » COMPOTO GENERALI RECTORIS oriatur. *al. eligatur. Item ordina-*
 » *mus, quod Reçtor Reçtorie tempore peracto cum vocatus fuerit modo dicto,*
 » *omnia*

omnia Recepta sua suo successori in præsentia Facultatis aut Deputatorum ab eadem integrè refundat sub pænâ superius annotatâ. Et vt hoc inuolabiliter obseruetur, præsentem Chartulam sigillis 4. Nationum duximus roborandam.

Dans le Reg. de la Nation d'Angleterre, l'on void que le Recteur continuë de receuoir la Bourse commune. *Anno 1352. 24. die Octob. facta Congregatione Nationis Anglicanæ apud S. Iulianum pauperem super electione Procuratoris. . . . In cuius Procuratoria facta sunt quæ sequuntur. 1. Computauit antiquus Rector Vniuersitatis, & fuit suus Compotus in Facultate approbatus. Et en l'Assemblée du 18. Ianuier 1352. M. Wyskinus nuper ante Rector vltimus eodem die 18. die reddidit compotum suum super omnibus, & singulis tempore Rectoriæ receptis & expensis : & satisfecit ex toto Facultati.*

M. Aubert de Saxe ancien Recteur rendit ses comptes le iour S^{te} Marguerite de l'an 1353. *& fuit compotus suus ab omnibus approbatus.*

Enfin, nous ne voyons point que dans la suite des temps il y ait eu d'autre Receueur commun que le Recteur, iusques vers l'an 1450. qu'on commença, ce semble, d'establir en titre d'Office vn Receueur commun autre que le Recteur. En sorte que quand nous lisons dans la reddition des Comptes, que fait à la Nation de France M. Pierre Hussion son Receueur, le 25. May 1379. *A Receptore Vniuersitatis per manus M. Guill. le Dos tunc Procuratoris 25. francos,* il faut necessairement entendre cela du Receueur d'une contribution extraordinaire, à qui les Nations prestoient par fois de l'argent, & qui le rendoit à leur Receueur.

Depuis l'an 1450. nous voyons bien qu'il est souuent fait mention d'un Receueur commun autre que le Recteur : mais il ne paroist pas qu'il fust encore Ordinaire & en titre d'Office, veu que les Recteurs ont encore long-temps depuis fait cette Charge là. Dans l'Assemblée generale du 13. Fevrier 1450. l'on demeura d'accord, que chaque Doyen & chaque Procureur receuroit en sa Compagnie la Bourse des Graduez ou à Graduer, & que le Receueur commun la receuroit de ceux qui suruiendroient, & qui ne voudroient pas prendre de Degré. Et qu'enfin le Recteur ne receuroit plus ladite Bourse. Voicy l'Acte comme l'escrit M. Pierre Ruel Procureur de la Nation de France.

Die Sabbati 13. Feb. anni prædicti fait iterum Vniuersitas congregata per D. Rectorem apud S. Mathurinum super materia præcedentis Congregationis & super oppositionibus & appellationibus trium Nationum, scilicet Franciæ, Picardiæ & Almarix.

» Quantum ad 1. art. placuit Nationi Franciæ Matri meæ quod expediretur Ambassata sub his conditionibus, scilicet 1. adiungendo vnum tertium scilicet M. Gaufridum Normani iuxta deliberationem aliarum Nationum, alijs duobus Ambassiatoribus scilicet M. Roberto Siboule in sacra Theologia Professori & M. Petro Mauerger Doctori in Decretis. Et quod primus articulus instructionum esset pro prouisione suppositorum Vniuersitatis, & etiam correctis corrigendis in prædictis instructionibus & obligatione & astrictis Baccalariis aliarum Facultatum Superiorum ad soluendam Bursam communem sicut Baccalarij in Artibus & vadant ad Rectorem pro iurando, & caperent Sigillum Rectoris antequam intrarent Scholas suas, & in hoc consenserunt aliæ Facultates superiores prædictæ. Nisi quod Facultas Decretorum dixit quod congregaretur amplius ad prouidendum bono modo super his. Deliberauerunt etiam omnes Facultates & Nationes, quod RECEPTORES singularum Nationum & Decani Superiorum Facultatum reciperent Bursam à suis Baccalarijs & Graduandis: & RECEPTOR communis reciperet ab alijs superuenientibus non Graduandis. Et quod prædicti Graduandi habeant solum soluere semel dictam Bursam & in altero Graduum. Et etiam quod D. Rector non reciperet amplius Bursam prædictam.

I. Le Receueur General d'alors estoit M. Iean Escombart, à qui
1450. le Recteur fit rendre compte & aux Receueurs des 4. Nations, comme nous apprenons d'un Acte de l'Assemblée tenuë aux Mathurins le 19. Iuin 1451. que M. Iean Fournier Procureur de la Nation de France a couché en ces termes. *Super 3. art. placuit sibi quod D. Rector operam dedit ad audiendam rationem Receptæ à principali Receptore Bursæ Communis, videlicet M. Ioanne Escombart, & à 4. Receptoribus Nationum.*

Enfin, la Nation de France s'auisa d'un autre moyen d'auoir de l'argent pour les affaires communes de l'Vniuersité, qui fut d'establi vn Thresor public par le moyen de la taxe qu'on imposeroit sur tous les Bejaunes & nouueaux venus, dont les Riches payeroient vn escu pour le droit de Reception, & les pauures demy, comme on fait ailleurs, & qu'au reste chaque Faculté & chaque Nation fourniroit à la depense de ses Deputez quand elle en enuoiroit. Cela fut proposé en l'Assemblée Generale tenuë aux Mathurins, le 29. Decembre 1451. ainsi que l'escrit M. Iean de Martigny Procureur de la Nation de France.

Quoad modum habendi pecunias pro agendis Vniuersitatis Natio

ex tunc aduifauit alium modum, quàm per impositionem Bursæ, «
videlicet quod quælibet Facultas & Natio suo prouideret Ambaf- «
fiatori; vel quod fieret Theſaurus Communis hoc modo. Videlicet, «
quod quilibet nouiter ueniens uolens iurare, uolens priuilegijs, im- «
munitatibus, atque libertatibus Vniuerſitatis gaudere, in ſua intro- «
nizatione ſolueret vnum ſcutum tam diues quàm pauper, aut qui- «
libet ſecundum qualitatem & exigentiam ſui ſtatus, Nobilis videli- «
cet, Abbas, Prælatuſ & quilibet in quacunque Dignitate confi- «
rutus, vnum nobile aureum, mediocres vnum ſcutum, inferior ſiue «
pauper medium ſcutum, & quod tales compellerentur iurare ante- «
quam reputarentur Pariſius pro promotione tempus acquirere. Si- «
cut fit in alijs Vniuerſitatibus Andeganenſi, Aurelianenſi, Colo- «
nienſi, Louanienſi. Et de hoc fieret Edictum Commune ſingulis «
menſibus per Vniuerſitatem tam in ſermonibus, lectionibus & alijs «
actibus quàm ſcripto vbilibet publicandum.

Dans l'Assemblée du 5. Ianuier ſuiuante, la meſme Nation ſui- «
uant la concluſion precedente, qui ſelon l'apparence fut lors receuë «
de toute l'Vniuerſité, arreſta d'vn commun conſentement que «
l'ancienne Bourſe des 4. ſols ne courroit plus, & qu'elle n'auroit «
plus de cours dans l'Vniuerſité. Et de plus, ordonna qu'il feroit en- «
uoyé en tous les Colleges & maiſons de la ruë au Foſſarre, vn billet «
contenant la caſſation de ladite Bourſe, ſcelle du ſceau du Procureur. Et ledit Billet eſt tel.

Nouerint Vniuerſi quod an. Dom. 1451. die 5. menſis Ian. ve- «
neranda Natio Franciæ apud S. Mathurinum ſuper nonnullis agen- «
da eiufdem Nationis concernentibus congregata ſinguliſque ipſius «
Nationis Prouincijs ad deliberandum more ſolito retractis ad par- «
tem, inter cætera per prædictam concordiam fuit omnium delibera- «
tione concluſum ad obuiandum graui pauperum Scholarium op- «
preſſioni. Et præterea ad euitandum iam dictæ Nationis & Iurato- «
rum eius diu continuatum tributum in ſolutione Bursæ 4. ſol. Pariſ. «
quod dicta 4. ſol. Par. Burſa ceſſaret & curſum de cætero non habe- «
ret: quinimo ex tunc dictam 4. ſol. Par. Burſam quaſſauit, reuocauit «
penitus & annullauit, prout quaſſat, reuocat & annullat. Voluit «
vultq; dicta Natio per alium modum iam aduifa tum, aut ſi opus eſt, «
aduifandum in Facultate & in Vniuerſitate loco & tempore con- «
gruis declarandum pro agendis & proſequendis dictarum Vniuerſi- «
tatis, Facultatis & Nationis de pecunijs prouidere. Quapropter «
Nos Ioannes de Martigniaco præfate venerandæ Nationis Fran- «
ciæ Procurator vobis omnibus, Magiſtris, Scholaribus & ſuppo- «

» sitis tam Iuratis quam non Iuratis Nationis præfatæ præcipimus &
 » districtè mandamus, quatenus huic Conclusioni pareatis & vestros
 » parere diligenter cum effectu faciatis sub poena perpetuæ priuatio-
 » nis cuiuslibet vestrum delinquentis. Datum Parisius apud S. Ma-
 » thurinum, sub sigillo Procuratoris Nationis præfatæ anno mense
 » & die quibus supra, Sig. I. de Martigniaco cum syngrapha.

L'on void que ladite Nation a eu cette Conclusion beaucoup à cœur, car dans toutes ses Assemblées elle l'a confirmée, & l'a fait iurer à tous ses Officiers en l'Assemblée du 8. Ianuier, mesme mois & an. Et dans celle du 18. comme escrit M. Simon Iolis, *Stetit Natio in alijs deliberatis, videlicet quod caderet Bursa Capitalis 4. solidorum Paris. & cum necesse esset mittere Ambassiatam, Natio parata erat dare summam sufficientem pro quota sua.*

Neantmoins il y a apparence que l'on ne discontinua pas si tost de leuer la Bourse de 4. sols: car le mesme Iolis Escriuant ce qui se passa en l'Assemblée de l'Vniuersité du 7. Fevrier suiuant, conclud qu'on entendroit les comptes de ceux qui auoient receu ladite Bourse. *Die Lunæ 7. Feb. congregauit D. Rector Vniuersitatem in S. Mathurino super 3. art. 1. fuit super statu Bursæ. 2. super Ambassiatâ transmittenda ad Dominum nostrum Regem. 3. Communis. Quantum ad 1. art. placuit Nationi ad partem retractæ quod audirentur Compota singulorum, qui dictam Bursam receperant, sicut auditus fuerat compotus M. Ioannis l'Escombart. Placuit etiam Nationi quod clauderetur Compotus dicti l'Escombart, in forma in qua remansit post visionem factam per Deputatos.*

Et mesme ladite Bourse eut cours encore toute l'année suiuant, comme nous apprenons de l'Acte d'une Assemblée du 16. Ianuier 1452. que M. Philippe le Royer Procureur de ladite Nation de France a escrit de cette sorte. *Die Martis 16. (Ian.) conuocauit D. Rector Vniuersitatem in S. Mathurino super 3. art. 1. est super facto Bursæ 4. solid. currentis. . . . Quantum ad 1. Natio deliberauit atque conclusit quod dicta Bursa amplius non curreret: & conclusit præterea quod Procurator cum alijs Deputatis quos vellet eligere de Natione audirent Compota M. Ioannis Lescombart.*

Il fut difficile de regler cette affaire & de conuenir d'un moyen d'establi vn fond pour les affaires communes, sans estre obligé d'auoir recours à la Bourse susdite qui estoit fort importune. L'on demeura bien d'accord dans l'Assemblée du 19. Iuin 1456. *quod fieret aerarium publicum*, selon la proposition qu'en auoit fait le Recteur, mais on en chercha encore les moyens en celle du 19. Iuillet,

1. art. fuit ad audiendum litterarum copiam transmittendarum. Domino nostro Regi & Vniuersitatibus & ad audiendum quaedam aduisata per Deputatos super arario Publico. Super quo deliberauit Natio quod placebat sibi copia litterarum & volebat quod quàm citius posset fieri, sigillarentur. Quoad illa aduisata super arario publico, remittebat iterum ad Deputatos.

Enfin il y a apparence que ces Deputez conuinrent, que le droit de Bourse se prendroit sur le Sceau du Recteur, sçauoir 2. sols pour chaque Escholier Iuré. Car dans l'Assemblée du 20. Octobre suiuant, comme il fut question d'enuoyer vers le Pape, le Recteur representa qu'il estoit necessaire d'auiser aux moyens d'auoir de l'argent, & qu'il falloit nommer vn Receueur. *D. Rector explicuit quomodo erat necesse disponere de modo habendi pecuniam & de eligendo Receptorem qui haberet recipere Bursam impositam 2. solid. super sigillum Rectorie, qui quidem Receptor haberet restituere summam concessam à qualibet Natione, vt prius ordinatum extiterat.* L'on trouua à propos de nommer en chaque Nation vn Receueur pour leuer cette Bourse, chacun de ses Supports.

Après M. Iean Lescombart fut élu Receueur general M. Iean Pluyette de la Nation de France, & qui en auoit esté Procureur: auquel fut ordonné par le resultat de l'Assemblée du 26. Septemb. 1460. de mettre ce qu'il auoit d'argent dans les Coffres de l'Vniuersité, ainsi qu'escrit M. Iacques Philomene Procureur de la Nation de France. *Quoad tertium supplicui, vt Procurator Nationis honorandæ Franciæ, vt pecuniæ receptæ per M. Ioannem Pluyette Receptorem Bursæ communis Vniuersitatis reponerentur in Coffris à quibus extractæ fuerant aliæ pro expeditione Ambassiatorum Vniuersitatis transmissorum apud Regem Bituris videlicet.*

Et en l'Assemblée du lendemain. *Conuocauit D. Receptorem Bursæ communis Vniuersitatis videlicet M. Ioannem Pluyette.*

Au reste quoy que l'on nommast des Receueurs Generaux, neantmoins les Recteurs s'en attribuoient la charge, & croyoient estre les Receueurs nez, à cause que le reuenu du Public ne consistoit qu'en ce que payoient ceux qu'il receuoit Escholiers Iurez. C'est pourquoy quand en l'Assemblée du 17. Nouembre 1462. quelqu'vn blasma le Recteur de ce qu'il faisoit le Receueur, la Nation de France le maintint & voulut qu'il receust l'argent du Public, comme auoient fait ses Predecesseurs. *Rector supplicuit contra quendam Magistrum volentem D. Rectorem increpare ex eo quod recipiebat ararium publicum. Voluitque Natio quod ipse D. Rector re-*

ciperet prout & fecerunt sui Prædecessores. Ainsi l'escriit M. Charles Gouaffdour son Procureur.

Et dans l'Assemblée du 12. Nouembre 1464. *Fuit conclusum quod D. Rector haberet cogere omnes suos Prædecessores ad computa reddenda de pecunia recepta per eos pro arario publico.*

Et dans l'Assemblée du 27. Nouembre 1466. vn certain dit qu'il auoit ordre d'vn ancien Recteur, de remettre quelque argent qu'il auoit retenu à cause de la diuision qui estoit entre les Facultez superieures & la Faculté des Arts, lequel argent fut remis entre les mains du Recteur. *Ipsa igitur mature audito ordinauerunt DD. Deputati, quod prædictus Magister, penes quem residue erant dicta pecunia de publico arario, daret Matri Vniuersitati decem scuta aurea, & ea reciperet D. Rector, eo quod ararium publicum recipere habet ex ordinatione Vniuersitatis.* Sig. Simon Caynet Procureur.

L'Acte de l'Assemblée du 9. Nouembre 1468. porte ce qui suit. *Connocati sunt solennes Deputati per honorandum D. Rectorem almæ Vniuersitatis Parisiensis, apud domum habitationis suæ, vel apud S. Mathurinum super redditione Compotorum D. Antiqui prædecessoris sui super arario publico & super receptis per eundem & missis factis per eundem, ita extitit defalcatum quod tradiderat pro DD. Ambassiatoribus, summa scilicet 20. scutorum & residuum deductum in co. pro alijs missis nihil mansit in arario tempore suæ Rectoriæ currenti, ut patet in Papyro Scribæ Vniuersitatis.*

Il n'est pas aisé de iuger, comme nous auons desia remarqué, si ce Receueur-là estoit lors ordinaire & en titre d'Office, ou extraordinaire & Commissionaire. La raison en est, par ce que dans la mesme année 1478. & aux suiuanes, nous ne voyons dans les Registres de l'Vniuersité de Receueur ordinaire que le Recteur. Nous le voyons rendre compte de sa recepte, nous luy voyons des gages attribuez pour les droits de Recepte, & dans l'estat des distributions qui se faisoient à ceux qui assistoient aux Comptes, l'on n'y comprend que celles que l'on faisoit aux Recteur, Doyens, Procureurs, Syndic ou Promoteur, Greffier & Bedeaux. Ce qui donne suiet de croire que s'il y eust eu vn Receueur en titre d'Office, l'on n'auroit pas manqué d'en faire mention. Quoy qu'il en soit, voicy ce que portent les Actes à l'égard du Recteur.

M. Martin Delf ancien Recteur rendant ses comptes le Mercredy 18. Octobre 1479. *de Bursa super incorporandis & semibursa super omnibus alijs per ipsam Vniuersitatem impositis & institutis, a pour les gages & droits de recepte 40. sols, qu'il prend sur la somme de*

31. liures 2. sols parisis, en quoy il demouroit reliquataires. *De qua summa habuit idem D. Antiquus pro stipendijs suæ Receptæ summam 40. solidorum Paris.*

Dans vn autre compte rendu le 23. Decembre audit an par M. Robert Doremeaux ancien Recteur, il y a. *Similiter fuit eidem D. Antiquo defalcata summa 30. solid. Paris. pro suis stipendijs.* Et dans celuy du 8. Avril 1480. où M. Iean Nolent successeur du susdit Doremeaux rend compte de sa Recepte, 3. *fuit defalcata summa 42. solidorum, quæ fuit tradita eidem D. Antiquo pro suis salarijs & stipendijs.*

Dans vn autre compte rendu le iour S. Luc audit an, *summa tradita pro stipendijs Receptoris ascendebat.* Et à la fin dudit compte. *Item pro iure Receptoris fuerunt dati 44. solid.*

Il paroist de plus par tous ces comptes-là, que c'estoit le Recteur qui bailloit l'argent au Procureur Fical pour faire les affaires communes : & ledit Procureur donnoit l'estat de sa despense & de l'employ. Neantmoins nous remarquons dans la suite, qu'outre le Recteur il y auoit vn Receueur general. M. Iean le Gendre qui auoit esté Procureur de la Nation de France dès le 8. Avril 1464. succeda vray-semblablement à M. Iean Pluyette decedé à la fin du mois de May 1480. Dans l'Acte du 6. Fevrier 1482. il porte le nom de Receueur de l'Vniuersité. Il requiert que le RECTEUR ne reçoie personne à serment, qu'il n'ait son seing, avec promesse de satisfaire pour les Bourses qu'il receura : & fait ordonner que le RECTEUR pourra receuoir lesdites Bourses, mais qu'il sera tenu d'en rendre compte à la fin de son Rectorat. *Deinde supplicuit D. Receptor Vniuersitatis quod Rector nullum deberet accipere ad iuramentum, quousque haberet Signetum suum de satisfaciendo bursas. Et quantum ad illam supplicationem, placuit Nationi quod Rectores deberent illas Bursas recipere, & in fine Rectoriæ reddere computum.* Cet Acte est du Reg. de la Nation d'Allemagne.

III:
1480.

Dans l'Assemblée generale du 2. Aoust 1483. il paroist encore visiblement que les Recteurs receuoient de ces droits-là, mais qu'outre eux, il y auoit vn Receueur general. *Quantum ad 1. placuit Nationi quod D. Receptor Vniuersitatis si haberet pecunias paratas deberet tradere; si autem non haberet, quod DD. Rectores præcedentes deberent facere suos Computos & tradere pecunias.*

Et dans vne autre Assemblée generale du 17. audit an. *Quantum ad 1. narravit D. Rector ipsum à Superioribus Facultatibus fuisse requisitum, vt Vniuersitatem informaret, de Debitoribus Vniuersitatis &*

signanter de Antiquis Rectoribus, qui adhuc non fecerunt sua Computa. Placuit Vniuersitati vt omni via & medijs possibilibus contra eosdem Antiquos Rectores procederetur, & ad hoc quomodocunque faciendum nominauit D. Receptorem Vniuersitatis qui contra ipsos in Curia Conseruationis procederet.

En l'Assemblée du 13. Decembre 1484. le Receueur general demanda à rendre ses comptes. *Quantum ad 2. supplicuit D. Receptor arariorum, vt compota sua redderet. Cuius supplicatio fuit in forma admissa. Et le 15. ensuiuant. D. Receptor ararij reddidit compota sua & omnibus computatis & deductis remansit D. Receptor debens 67. libras & 12. Turones, & hoc presentibus Deputatis.*

Et en celle du 6. Iuillet 1485. *Insuper supplicuit D. Receptor Vniuersitatis, vt dignaretur dare Deputatos ad audiendum eius Computum. 9. Iuin 1487. Supplicuit etiam D. Receptor Gener. vt audiretur suus compotus. 12. Septemb. 1489. Supplicuit etiam Receptor Vniuersitatis pro nepote suo, vt sibi concederetur Officium Notariatus in Curia Conseruationis. 30. Sept. 1491. Quantum ad 2. art. qui est de Supplicationibus, supplicuit Receptor Thesauri publici, vt eius Computa audirentur. Cuius supplicatio fuit concessa. Natio (Germ.) ei Deputatos dedit, vt M. Robertum Schallo una cum Procuratore.*

Quant à ces Deputez-là qui estoient nommez pour entendre les comptes, ils y auoient quelque distribution, les Doyens, Procureurs & Officiers également, & le Recteur le double, ou le tiers ordinairement. Vn seul Acte en fait foy, qui est du 5. Decembre 1478. où le Recteur rendit son compte. *In presentia DD. Deputatorum Vniuersitatis, videlicet DD. Decanorum superiorum Facultatum & 4. Nationum Facultatis Artium in dicta Vniuersitate de Bursa super incorporandis, & semibursa super omnibus alijs per ipsam Vniuersitatem impositis & institutis Computum reddidit & distribuit summas sequentes, videlicet cuilibet dictorum DD. Decanorum & cuilibet dictorum DD. Procuratorum duos asses, tres denarios & sibi ipsi tres asses & sex denarios, & ex ordinatione eorundem DD. Deputatorum mihi Scribæ duos asses & tres denarios. M. Iean Simon estoit lors Greffier, qui escriuoit cet Acte, car il dit. D. Rector in presentia DD. Deputatorum & mei Ioannis Simonis Scribæ prædictæ Vniuersitatis dedit & numerauit, &c.*

L'Vniuersité auoit donc vn fond commun, & vn coffre commun, où l'on mettoit ce qui restoit après toutes les debtes acquitées & payées, & quand il suruenoit quelque affaire commune, la depense se faisoit aussi en commun. Et mesme les Nations qui fournissoient beaucoup plus à ce fond par le moyen de leurs Escoliers

choliens que les Facultez, pretendoient que quand il leur suruenoit quelque dépense à faire extraordinairement, elles deuoient prendre de cet argent commun; comme il paroist par ce qui arriua à celle de Picardie en 1491. Quelques Messagers de cette Nation se plainquirent en l'Assemblée generale qui se tenoit le 21. Nouembre audit an aux Mathurins, d'auoir esté spoliez & mal traittez, comme ils alloient en la ville de Theroüane, & demanderent assistance de quelque argent, & en outre que pour auoir reparation, l'Vniuersité prist leur fait & cause. Surquoy le Procureur de la Nation d'Allemagne escrit en son Registre. *Placuit Nationi (& à toutes les autres aussi) vt communibus expensis ex arario Vniuersitatis profequeretur talis iniuria, & ad hoc faciendum placuit omnimodam dare assistentiam.*

Les Facultez s'y opposerent & dirent que c'estoit vne affaire particuliere de la Nation de Picardie & non de toute l'Vniuersité; & consequemment que la depense ne se deuoit pas faire en commun. Ainsi l'affaire fut remise à la prochaine Assemblée.

Le 23. le Recteur fit assembler à S. Julien la Faculté des Arts, & mit l'affaire susdite en deliberation. Voicy quelle fut la resolution de toutes les Nations. *Quantum ad 2. cum in vltima Congregatione habita ad S. Mathurinum placuit Nationi totique Facultati Artium, vt huic Nuncio daretur assistentia ex arario Vniuersitatis & alia tres Facultates secus deliberarunt, scilicet dando auxilium, sed non expensis Vniuersitatis, sed expensis Nationis Picardie vel Nuncij. Hac tamen deliberatione non obstante placuit Nationi alijsque Nationibus huic Nuncio dare assistentiam impensis ipsius Vniuersitatis. Insuper Alemanorum Natio voluit D. Rectorem esse rogatum, vt velit supplicare alijs Facultatibus, quod in eandem sententiam velint descendere. Et casu quo alia Facultates renuerint, paratissima foret Natio cum alijs Nationibus eligere & constituere vnum RECEPTOREM FACULTATIS ARTIVM, qui haberet colligere pecuniam communem, quâ posset prouidere suis Suppositis, Scholasticis, Nuncijs & Seruitoribus: cum Natio declarauit hanc pecuniam magis prouenire ex Facultate Artium.*

Ledit Registre ne marque point si les Facultez s'y accorderent ou non. Il y a pourtant apparence qu'elles condescendirent à prendre cet argent-là au Threfor commun, pour la raison que ladite Nation d'Allemagne allegue.

A M. Iean le Gendre qui mourut au mois de May 1504. a succédé M. Iean Riuele Sous-Maistre des Grammairiens du College de Nauarre, qui fut élu le 25. May audit an, car comme il est

IV.
1544.

P

remarqué dans le Reg. de la Faculté de Medecine, l'Vniuersité s'assembla ce iour-là, *Super prouisione Officij Receptoris ararij publici.* Il auoit esté Procureur de la Nation de France, pour la premiere fois le 26. Aoust 1474. & pour la seconde le 9. Mars 1475. Il rendit ses premiers comptes l'année suiuant 1505. où M. Iean des Champs assista en qualité d'Adjoint du Procureur de Picardie.

V. 1513. Le 12. Septembre 1513. sa resignation fut admise en faueur de M. Iean Nicolay, comme l'on voit au susdit Reg. que ce iour-là l'Vniuersité fut assemblée *super resignatione Officij de Rinole ad utilitatem M. Ioannis Nicolai.* Ce M. Iean Nicolay estoit Principal du College de Fortet. Il fut assez negligent à rendre ses comptes; c'est pourquoy M. Arnoul Monart Procureur Fiscal s'en plaignit en l'Assemblée du 8. Aoust 1523. & fit ordonner qu'il les rendroit dans le 15. pour tout delay. Le 15. Octobre audit an, il demanda qu'on luy fist quelque don gratuit comme on auoit fait à ses Predecesseurs, & dit qu'il n'auoit plus que deux comptes à rendre & qu'il les rendroit deuant la Toussainct ou peu après. M. Robert du Gast lors Doyen de la Faculté de Decret, repliqua qu'estant question de don gratuit, si on le luy accordoit, cela tireroit à consequence.

Estant mort vers le 20. Iuin 1524. M. Claude Frolo son heritier & Executeur Testamentaire rendit son dernier compte le 28. Nouembre audit an, où assistèrent au College du Pleffis M. Hugues de Fontaines lors Recteur, Capel & Beda pour la Theologie, du Gast pour le Decret, de Ortis & Hubert pour la Medecine, M. Pierre Bouglhier Procureur de la Nation de France & de Martigny son Adjoint, Antoine le Brun & de Campis pour la Picardie, Boëssel & Lorthon pour la Normandie, Cornil. Huguils & Mandeston pour la Nation d'Allemagne; lesquels continuerent encore le lendemain, comme il se voit dans les Reg. de l'Vniuersité.

VI. 1524. Le 22. Iuin 1524. l'Vniuersité s'estant assemblée pour pouruoir à l'Office vacant, M. Robert Raulin Bourcier du College de Iustice, supplia & fut admis par le consentement vnanime de toutes les Compagnies. Le Reg. de l'Vniuersité porte. *Vniuersitas ex relatione agrè fert obitum defuncti Receptoris & confert Officium vacans supplicanti M. Roberto Raulino seruatis solennitatibus requisitis & data cautione ut moris est.* Celuy de la Nation d'Allemagne. *Eligitur in Questorem M. Robertus Raulin commorans in Collegio Iustitiæ omnium consensu.* Et celuy de la Faculté de Medecine. *22. Iunij (1524.) facta est congregatio Vniuersitatis apud S. Math. ad prouidendum de Receptore*

erarij publicij, quod Vniuersitas scientissimo viro Roberto Raulin id potenti concessit. Vacabat enim per obitum viri prouidissimi Ioannis Nicolai Collegij Forteti Primarij.

Raulin n'exerca pas long temps cette Charge, car nous trouuons que le 21. Nouembre 1525. il se tint vne Assemblée aux Mathurins pour en pouruoir vn autre: Et que deux Supposts de la Nation de France furent Competiteurs, René des Champs & Wlcain Thyuet. VII. 1525.

Des Champs en auoit esté Procureur dés l'année 1515. le 15. Ian. & depuis Receueur. Thyuet en auoit aussi esté Procureur le 27. Aoust 1520. la contestation fut grande, parce qu'ils estoient tous deux fort considerables. Les Nations furent pour des Champs, & les Facultez pour Thyuet, avec lesquelles conclut M. Jean Bertoul qui lors estoit Recteur. Le Reg. de la Faculté de Medecine ne dit rien du bruit, mais seulement ce qui suit. *Electus est Generalis Receptor Vniuersitatis Wldequinus Thyuet vberioris sue doctrine commendatione.* Celuy de la Nation d'Allemagne. *electus est igitur post maturas omnium deliberationes, tametsi Artium Facultate refragante in Quaestorem publicum M. (Wlcanus Thyuet.)*

Vn autre Reg. *Artium humanarum Classis de Campis iam adhaeserat multo cum clamore & tumultu.* Celuy de l'Vniuersité porte que le 2. article de la deliberation fut *super electione noui Receptoris Vniuersitatis vacantis per obitum defuncti M. Roberti Raulin ultimi possessoris.* M. Rénatus de Campis supplicauit pro dicto Officio Receptoris & allegauit diligentias per eum factas pro Vniuersitate & obrulit facere quæ sunt facienda. M. Waldequinus Thyuet supplicauit pro dicto Officio Receptoris sibi conferri, & fecit supplicationem per quam obtulit quæ sunt facienda. *Præclara Artium Facultas confert Officium Receptoris M. Renato de Campis tanquam capaci & idoneo* Saluberrima Medicorum Facultas confert Wlcano Thyuet. Consultissima Decretorum Facultas confert Wldequino Thyuet. Sacra Theolog. Facultas confert à maiori & pro Thyuet conclusit. *Vniuersitas de Officio Receptoris à tribus Facultatibus conclusit. Confert M. Waldequino Thyuet præstitis iuramentis & cautione datâ cum alijs clausis requisitis in legibus alijs factis Receptoribus.*

Les Nations trouuerent mauuais que le Recteur les eust abandonnées. M. Maximin Blanchart Receueur de la Nation de Normandie s'opposa à la deliurance de cette conclusion, comme il est porté dans le Reg. susdit de l'Vniuersité. *Postmodum M. Maximinus*

Blanchart Receptor Nationis Normaniæ coram me Scriba dixit quod se opponebat dictæ Conclusioni de collatione facta dicto Thyuet pro causis per eum loco & tempore dicendis & declarandis.

Cette opposition empescha Thyuet de prester serment; mais enfin s'estant concilié les Nations, il y fut admis le 10. Decembre ensuiuant, à condition qu'il rendroit ses comptes tous les ans ou toutes les fois qu'il en seroit requis. M. Siluain le Mercier Notaire de la Conseruation demeurant dans la ruë des Noyers fut sa caution. Le susdit Blanchart reïtera son opposition, comme il se voit au susdit Reg. *Cui receptioni dicti Thyuet in Receptorem & ad Iuramenta se opposuit prout aliàs in Collatione sibi facta M. Maximinus Blanchart, se opposuerat pro causis.*

Thyuet fut si indigné du mauuais traitement qu'il crut auoir receu de sa Faculté des Arts, qu'il en garda le ressentiment pendant tout le temps qu'il exerça cette charge; comme il fit paroistre à l'égard des Recteurs, car il ne se contenta pas de leur faire faire defense de receuoir aucunes bourses appartenantes au public, mais mesme les voulut priuer d'vn ancien droit d'incorporation de certain nombre de Iurez, dont ils ne rendoient rien à l'Vniuersité. Le 15. Octobre 1525. dans vne Assemblée generale il fut resolu que les Recteurs ne receuroient plus la Bourle commune, & que ceux qui l'auroient receuë, seroient contraints d'en rendre compte au Receueur. M. Robert Waucoup Procureur de la Nation d'Allemagne en parle de la sorte. *Ordinatum est insuper, quod in futurum Rectores non haberent recipere Bursas Vniuersitatis à Iuratis & Incorporandis; & quod omnes Matriculandi haberent satisfacere Receptori Vniuersitatis priusquam à Rectore admitterentur ad iuramenta, salvo tamen iure solito Rectorum; & quod illud publicaretur per singula Collegia.*
 » Præceptum est insuper D. M. Ludouico Fabri quatenus redderet
 » Receptori Generali Bursas Matriculatorum Vniuersitatis ex quo
 » erat in possessione Rectoratus, & quod eorum nomina inscriberentur sub forma vacantis dignitatis Rectoriæ ob processum inter
 » præfatum M. Ludouicum Fabri & M. Ioannem Fauere.

Suiuant cette Conclusion Thyuet demanda à l'Assemblée du 16. Avril 1526. que les Recteurs fussent contraints par quelques peines à luy mettre l'argent du public entre les mains. Ce qui fut lors resolu du consentement de toutes les Compagnies, sous peine de 100. liures applicables au Thresor public. Tous les Registres en font foy. Celuy de la Nation d'Allemagne porte. *Quantum ad 2. art. supplicuit RECEPTOR Vniuersitatis contra M. Guillelmum*

Mandeston antiquum Rectorem & alios eius prædecessores, ut pecuniam Bursarum Vniuersitatis sibi restituerent & darent sub pœnis in Conclusionem Vniuersitatis contentis, ubi ordinauit Vniuersitas omnium Facultatum consensu & deliberationibus auditis iuxta Conclusionem aliàs datam ab Vniuersitate, ut nullus Rector attentaret recipere Bursas Vniuersitatis sub pœna priuationis ex tunc perpetuæ, vel 100. librarum applicandarum ærario publico Vniuersitatis & quod cogeretur præfatus Guillelmus cum aliis pecuniam huiusmodi Receptori restituere sub eisdem pœnis.

Dans l'Assemblée du 20. Avril audit an, il fit encore plainte contre M. Guillaume Mandeston, & fit ordonner qu'on nommeroit des Deputez pour entendre ses comptes, & qu'il seroit cité deuant le Conseruateur, & en outre que *nullus Rector haberet aliquam partem Vniuersitatis Bursarum pro suis familiaribus in posterum accipere.*

L'on creut d'abord que tout ce qu'il en faisoit, ne tendoit qu'au bien & au repos de l'Vniuersité; estant vne chose fort mal ordonnée, que puis qu'il y auoit vn Receueur general, les Recteurs le fussent aussi en partie. Mais il alla plus auant, il voulut les frustrer d'un ancien droit qu'ils auoient d'incorporer 20. Escholiers & de s'en appliquer les Bourses, sans en rien rendre à l'Vniuersité. Ce qu'ayant proposé en l'Assemblée du 22. Mars 1526. & demandé qu'ils rendissent six blancs pour chacun, toutes les Compagnies n'en furent pas d'accord. Le Reg. de la Nation d'Allemagne porte. *Postremò petijt Publicus Receptor, ut nullus Rectorum eâ immunitate gauderet ut 20. Scholasticos incorporandos inscribere posset, quin Vniuersitati sex albos de quolibet daret. Sed id quoniam variè deliberatum erat, sub dubio conclusum est, conclusit enim D. Rector unicuique tribuendum suum ius.*

Enfin la Faculté des Arts s'estant appereueë que cet homme là se mocquoit d'elle, s'assembla à saint Iulien, & apres auoir meurement delibéré sur les entreprises de Thyuet, resolut de maintenir les Recteurs dans leur droit, & de priuer Thyuet s'il reciduoit.

Haud ita multis post diebus anno supradicto conuocata fuit ad D. Iuliani inclyta Artium Facultas duobus super art. prior respiciebat priuilegium conseruandum quo Rectores solent incorporare 20. Scholasticos, nihil dando Vniuersitati, alter iniurijs & supplicationibus accomodus. Cum itaque satis spectauerat Facultas quo superiores Facultates tendebant, solent enim quoquo modo possint, semper Facultati Artium sua imminuere priuilegia, sanciuir Priuilegium illud semper esse conseruandum. *Itsi Superiores Facul-*

» tates aliquid in præjudicium Facultatis tentarent, ab earum placitis pro-
 » uocandum. Parum enim abfuit quin Receptorem publicum à se priuaret.
 » Fuerunt enim qui illud Suppositum nec ratum nec gratum habe-
 » bant, quod talia in medium adduxerat. Iniunctum præterea fuit
 » D. Mandestonio viro Rectorio, contra quem videbatur Receptor
 » ille peculiariter agere, ne quicquam eius pecuniæ daret, quam
 » Receptor illum debere dicebat. Et ita conclusum fuit.

Thyuet se mocqua de certe Conclusion-là, & ne laissa pas d'in-
 sifter tousiours à faire rendre compte aux Recteurs. En l'Assem-
 blée du dernier Octobre 1527. il y fit condamner M. Gibouyn sor-
 ty depuis peu du Rectorat. Et en l'Assemblée generale du 19. Fe-
 vrier ensuiuant, il s'efforça de faire abroger le susdit Droit des Re-
 ctors, mais M. Martin Dolet Syndic de la Faculté des Arts, s'y
 opposa vigoureuement. Voicy comme en parle M. Edmond Bou-
 chet Procureur de la Nation de France. 2. Supplicuit prædictus
 » Thyuet, vt Rectores nullorum Iuratorum pecuniam reciperent
 » contra antiquum morem. Quæ quidem supplicatio non est audita
 » in Natione Gallicana: sed censuit Natio Gall. inhibendum prædi-
 » cto Thyuet, ne amplius rogaret hanc materiam agitandam sub
 » poenâ priuationis. Cum tamen Superiores Facultates illi assensissent
 » dixissentque supplicare debere Rectores pro Iuratis in Vniuersitate,
 » illorum sententiis se opposuit M. Martinus Dolet Procurator Fa-
 » cultatis Artium.

Le Reg. de la Nation d'Allemagne dit que Thyuet se plaignit
 » inoleuisse modo consuetudinem quâ DD. Rectores solerent ab ali-
 » quot Iuratis eam pecuniam accipere quæ ærario communidebeatur,
 » testificante diplomate quodam peruerusto in quod casu hisce die-
 » bus inciderat, fierique circa eam rem abusus multos. Supplica-
 » tionem hanc censuit Natio contra consuetudinem tanquam Le-
 » gem receptam in Artium Facultate, esse iniquam atque indignam.
 » Quare gratias egit eiusdem Facultatis Artium Procuratori, qui in
 » contrarium supplicauerat.

Il s'auisa d'une autre inuention bien plus hardie; car s'estant
 emparé du Liure de l'Vniuersité, il en raya les noms de ceux qui
 auoient esté incorporez par les Recteurs sans rien payer, dont la
 Faculté des Arts ayant eu auis, elle s'assembla le 17. Septembre
 1527. & ordonna qu'il les remettroit & rescriroit, sinon, qu'il se-
 roit priué. *Deliberauit Natio Germanorum & aliæ etiam tres cum illa,*
quod præfatus Receptor suis expensis librum illum in integrum restitueret
interea temporis dum D. Olinericus Muscosus fungeretur munere Rectorio;

quod nisi fateret, priuandum suo Officio censuere.

Trois iours apres, l'Vniuersité estant assemblée, il insista encore à ce que les Recteurs fussent condamnez, & ne pût s'empescher de declamer contre plusieurs personnes considerables de la Faculté des Arts, *multos inter loquendum viros probitate conspicuos in Artium Facultate dilacerare verbis conatus est, id quod eum propter condemnationem illam eiusdem Facultatis in eum apud D. Iuliani ædes factam fecisse multi non temerè suspicabantur.* Les Nations demeurèrent fermes dans leur resolution, & *ab omnibus qui essent in Artium Facultate exploratus est & condemnatus, nisi restitueret librum Vniuersitatis in integrum intra tempus ipsi ante præscriptum à Facultate apud S. Iulianum. Aliæ tamen Facultates alio tempore hac de re seorsim deliberandum censuerunt.*

Voyant qu'il ne pouuoit rien gagner en l'Vniuersité, & apprehendant d'estre forcé à rescrire les noms qu'il auoit rayez, ou d'estre degradé, il s'auifa d'intenter procez aux Recteurs qui auoient incorporé les 20. Escholiers que chacun auoit droit d'incorporer, sans rien payer à l'Vniuersité, & porta l'affaire au Parlement. La Faculté des Arts resolut de prendre leur fait & cause, & de poursuiure ledit Thyuet. Le Reg. de la Nation d'Allemagne fait mention de quantité de circonstances tres-remarquables.

Die Septemb. 5. Florentissima Artium Facultas apud S. Iulianum pauperem duobus super artic. conuocatur. Prior concernebat quendam processum, quem ingratus Quæstor Vniuersitatis mouebat contra DD. Nicolaum Gombaud, M. Oliuerium de Moscoso & varios alios, qui tempestate eâ quâ Rectorali functi sunt munere pecuniam solitam à 20. Iuratis leuarunt, pro applicatione eiusdem ad Bursam Vniuersitatis. 2. fuit tritus & communis. Quantum fuit prioris art. omnes Nationes in hoc conuenerunt, quod ingratus Quæstor obstringeretur ad reintegrationem nominum Iuratorum quæ deleuit de Rotulo siue Registro librorum Rectoralium conformiter ad Conclusionem Vniuersitatis super hoc datam. Voluitque Facultas processum suo nomine agitandum, electusque est ad onus illud D. Dolet Procurator Fiscalis (Facult. Art) cui iniunctum est ut eundem Quæstorem de crimine falsi prosequeretur, qui etiam habet referuare pecunias, quas obtulerunt DD. Nicolaus Gombault & Oliuerius de Moscoso & aliorum similiter ad finem litis. *Demum voluit Facultas ut singuli Rectores seruarent totam pecuniam quam habent à Iuratis ad calcem suorum Magistratum, qui post terminum haberent illam reddere D. Dolet Procuratori Fiscalis. Et ita per D. Rectorem conclusum fuit.*

Thyuet se voyant ainsi hay de sa Faculté, & ne pouuant venir à bout de ses pretentions, ny au Parlement ny à l'Vniuersité, resolut de se defaire de sa Charge; & en effet, la resigna à M. Yues Godescar Principal du Colleege des Thresoriers, lequel fut receu en l'Assemblée du 1. Septembre 1529. & voicy ce qu'en dit le Reg. de la Faculté de Medecine. *Die Mercurij 1. Septemb. ibidem conuocata Vniuersitate super resignatione Officij Receptoris Vniuersitatis M. Waldequini in fauorem M. Yuonis Primarij Venerabilis Collegij Thesaurariorum. Admissa est resignatio in fauorem prædicti Godescar.* Le Reg. de la Nation d'Allemagne adjouste que la resignation fut admise, à condition que Thyuet rendroit ses comptes dans le mois, & que le Resignataire rendroit les siens tous les ans.

Godescar ne fut pas trois mois en cette Charge qu'il s'en voulut demettre, & la resigna à son Resignant sous le bon plaisir de l'Vniuersité. Et à cet effet, fut tenu vne Assemblée aux Mathurins, le 27. Nouembre ensuiuant, où ladite resignation fut admise en faueur du precedent Receueur, duquel on esperoit plus de moderation que par le passé. Le Reg. de Medecine porte que le 2. article de la deliberation, fut *super dispositione Officij Quæstoris Vniuersitatis vacantis per resignationem M. Yuonis Godescar venerabilis Collegij Thesaurariorum Primarij.* Et puis apres il dit que l'Vniuersité *admisit resignationem præfati Officij Quæstoris in fauorem M. Waldequini, modo redderet rationes omnium suorum Computorum infra Quindenam, nec non daret fideiussores urbanos & sufficientes.*

Cet homme se voyant restably & pressé de rendre ses comptes apres plusieurs remises, dit enfin qu'il estoit tout prest, mais qu'il demandoit vne indemnité à l'Vniuersité, & pour luy & pour ses heritiers, de l'argent que deuoient les anciens Recteurs. Ce fut en l'Assemblée du 18. Septembre 1530. où il fut resolu qu'attendu la qualité des personnes qu'il attaquoit, qui estoient tous gens de merite, il falloit traiter cette affaire là par Deputcz, & leur faire rendre compte amiablement, en tout cas, donner l'indemnité au Receueur qu'il demandoit, pourueu qu'il fist apparoir de ses diligences. Le Reg. de la Nation d'Allemagne en fait foy, dont ie ne rapporte point les termes

Non content de cela, il attaqua M. Hilaire Courtois ancien Recteur, lequel dans l'Assemblée du 2. Decembre 1531. demanda permission à l'Vniuersité de porter le differend au Parlement. Mais le plus grand nombre opina à le renuoyer pardeuant les Deputez. Ce qui fut encore confirmé dans l'Assemblée du 9. dudit mois &

an

apres auoir entendu les Parties *non citra conuitia cominus & eminus iactata*. Et dans l'Assemblée du 23. voicy ce qui s'y passa, comme il est porté par le mesme Reg.

Quæstor Vniuersitatis suo more in Hilarium Cortesium debachatus est & plerosque defunctos Rectoriâ Dignitate viros, certè inculpatissimos : in quibus est M. Guill. Mandelton Æsculapius artis, Doctor celeberrimus, & Bernardinus Georgius Peripatericis Disciplinis vir exercitatissimus) detentarum Vniuersitatis pecuniarum, Commentariorum, item nomenclaturam Iuratorum & res gestas complectentium non exhibitorum immeritò accusauit. L'affaire fut encore renuoyée aux Deputez.

Enfin, pendant que ledit Thyuet a esté en la charge de Rece- VIII. ueur, il a tousiours esté inquiet, & a tousiours inquieté les Re- 1544. cteurs, iusques à ce qu'enfin il l'a resigna à M. Simon Doutreleau. Cela ne se fit pourtant pas sans contestation. L'Vniuersité estant assemblée par ses Deputez le 5. Mars 1544. ledit Thyuet supplia pour faire admettre sa resignation en faueur dudit Doutreleau. Les 4. Procureurs avec lesquels conclut le Recteur la reietterent, nonobstant que les trois Doyens l'eussent admise: ainsi que nous lisons dans le Reg. de la Faculté de Medecine. Die Iouis 5. mensis Martij (1544.) congregata fuit Vniuersitas apud Mathurin. super 2. artic. priore super clausione Rotuli Nominationum: altero de supplic. & iniurijs. . . . Ad 2. supplicauit M. Vulcanus Thyuet Quæstor Vniuersitatis, vt admitteretur resignatio Officij sui in fauorem M. Simonis Doutreleau. Ad quem art. Facultas nostra cum duabus alijs superioribus censuit agendum esse pacificè cum prædicto Vlcano Thyuet, & prius audiendas esse rationes eius. Deinde speciali art. congregandam Vniuersitatem pro hac resignatione. Tamen D. Rector conclusionem elicit non à sententia 3. Facultatum prædictarum, sed à sola sententia Facultatis Artium: à qua Conclusionem protinus appellauit D. Vulcanus Thyuet, tanquam abusiuâ & falsâ sententiâ. Ces mots *agendum esse pacificè cum prædicto Thyuet*, font assez connoistre que la Faculté des Arts témoigna son ressentiment contre cet homme, qui l'auoit tousiours troublée & broüillée, & qu'elle ne voulut pas admettre sa resignation.

En effet, elle ne le fit pas ce iour là, mais pour sortir enfin d'entre ses mains, elle y consentit dans l'Assemblée du 15. dudit mois & an. Le Reg. d'Allemagne porte seulement. 15. eiusdem mensis admissus est in Quæstorem Vniuersitatis M. Simon. Celuy de Medecine. Die Sabbati 14. Martij congregata fuit Vniuersitas apud Mathurin, su-

Q

per artic. sequentibus. 1. pro resignatione Officij Receptoris Generalis. 2. supplicationibus accommodus. Ad primum admissa fuit resignatio facta per D. Vulcanum Thyuet Receptorum in fauorem M. Simonis Doutreleau viri probi, qui docuit in Gymnasijs annis plus 20. hac tamen conditione quod Simon ille præstaret iuramentum & daret fideiussorem. M. Loüis Charpentier lors Recteur le receut à serment.

I X. 1560. Doutreleau estant mort au commencement du mois de Iuin 1560. M. Loüis Bonneau autrefois Boursier du College du Mans, où il auoit regenté les Humanitez, Doyen de la Tribu de Tours, qui auoit esté fait Procureur de sa Nation dés l'an 1548. Questeur l'an 1558. & pourueu d'une Chappelle de Sauoisy le 13. Fevrier 1558. & qui estoit lors Licentié en Theologie, supplia pour cette Charge en l'Assemblée du 5. Iuin 1560. & l'obtint. Les Registres de l'Vniuersité nous apprennent ce qui se passa en cette election.

» Anno D. 1560. die 5. mensis Iunij apud S. Mathur. solemniter vt
 » moris est, hora 7. matutina congregata fuit alma Vniuersitas Stu-
 » dij Paris. super 3. art. 1. de examinandis articulis per Librarios datis.
 » 2. de sufficiendo nouo Quæstore in locum defuncti M. Simonis
 » Doutreleau. 3. communis supplicationibus & iniurijs accommo-
 » dus. His per D. Rectorem in medium propositis & loco supplican-
 » di dato M. Ludouicus Bonneau supplicuit prædictum Officium
 » Quæstoris sibi conferri. Supplicuit etiam M. Petrus le Brun ad hu-
 » iusmodi Officium admitti, obtulitque fideiussores dare. M. Mar-
 » tinus Mesnart Procurator Fiscalis Vniuersitatis impediuit quomi-
 » nus litteræ expediantur cuiquam nisi prius datis fideiussoribus. Ma-
 » turis deliberationibus per singulas Facultates, vt moris est, præ-
 » habitis.

» Præclara Artium Facultas censuit quamplurimos articulos ni-
 » hil ad Vniuersitatem pertinere; ideoque maturius examinandos.
 » Elegit in nouum Quæstorem M. Ludouicum Bonneau. Annuit supplica-
 » tioni D. Procuratoris.

» Saluberrima studiorum Facultas existimauit exactius exami-
 » nandos esse istos articulos quos Librarij dederunt, & in quibus
 » suum consilium expresserunt. Elegit in Quæstorem loco D. Doutreleau
 » M. Petrum le Brun.

» Consultissima Iuris Canonici Facultas remisit negotium articu-
 » lorum ad Deputatos. Nominauit in Quæstorem Academiæ M. Ludo-
 » uicum Bonneau. Voluit vt non expediantur litteræ nisi prius datis fi-
 » deiussoribus.

» Sacratissimæ Theologiæ Facultati visum est, quod maturius

funt excutiendi articuli Librariorum, & quod istud negotium de-
bet differri vsque ad octo vel decem dies, vt limatiùs examinentur.
Annuit quoque supplicationi D. Procuratoris.

Maturis deliberationibus, vt prædictum est, præhabitis Vniuer-
fitas censuit iterum atque iterum istos articulos examinandos esse.
Elegit D. Bonneau *Questorem ipsius Vniuersitatis*. Annuit supplicatio-
ni D. Procuratoris. Et ita per D. Rectorem conclusum exitit.

Ledit Bonneau donna pour caution Estienne Mesnart, qui s'o-
bligea pour luy au Greffe de l'Vniuersité, dont il y a Acte du 12.
Iuin 1560. dressé par M. Simon Laffilé lors Greffier.

L'an 1560. le 12. iour de Iuin est comparu en l'Hostel de Moy
Simon Laffilé Scribe de l'Vniuersité de Paris, scis ruë des Noyers,
où pend pour enseigne le Dauphin, Estienne Mesnart M. Boulan-
ger, Marchand demeurant au faux-bourg S. Marcel lez Paris, où
fouloit pendre pour enseigne les trois Déesses, lequel s'est consti-
tué & constituë pleige & caution pour M. Louis Bonneau Rece-
ueur de ladite Vniuersité, de la reddition des comptes & payement
de reliqua qui se trouuera estre deû par iceluy Bonneau, & promet
en son propre & priué nom iceux rendre & payer le reliqua, pour &
au nom dudit Bonneau. Lequel Mesnart a esté tesmoigné suffisant
par Gratien Mesnart.

Ladite caution fut receuë par l'Vniuersité en l'Assemblée du 18.
Iuin audit an, & dans l'Acte ledit Bonneau prend la qualité de Ba-
chelier formé en Theologie. Lequel rendit vn de ses comptes au
College de Nauarre le 15. Octobre 1562.

Le 16. Septembre 1564. la resignation dudit Bonneau en faueur
de M. Nicolas Pelletier qui estoit de la mesme Prouince, fut admi-
se aux Mathurins, comme portent les Registres de Medecine &
d'Allemagne. Celuy de Medecine. *Die Sabbati 16. Sept. conuocata
Vniuersitate apud Mathur. de 3. capitibus per Rectorem propositis delibe-
ratum est. 1. Admissa est resignatio Questuræ Vniuersitatis per D. Bon-
neau Licentiatum in Theologia in fauorem Nicolai Pelletier, eâ lege vt
infra 8. dies det idoneam cautionem.* Celuy de la Nation d'Allemagne.
*Omnium Ordinum consensu M. Nicolaus Pelletier Questor Vniuersitatis
designatus fuit, & in locum D. Bonneau substitutus.*

Le mesme Bonneau auoit voulu resigner trois mois auparauant
à M. Pierre Gouft petit Bedeau de la Faculté de Theologie; &
pour cet effet, fut tenuë vne Assemblée le 23. ou 24. Iuin precedent,
où M. Estienne Crenet dit qu'il auoit mis vne procuration *ad re-
signandum* entre les mains de M. le Recteur, & non aliàs aliter, neq

Q ij

alio modo; mais l'Vniuersité ne le voulut pas recevoir pour deux raisons. La 1. parce que Bonneau n'auoit pas rendu ses Comptes. La 2. parce qu'un Bedeau ne pouuoit pas faire les deux fonctions. Le Reg. de la Faculté de Medecine porte. Die Veneris 24. Iunij conuocata est Vniuersitas per Rectorem apud Mathurin. super resignatione Quæsturæ Vniuersitatis facta per M. Ludouicum Bonneau in fauorem M. Petri Goust (le Goux) quæ tamen resignatio omnium Facultatum consensu admissa non est: tum quia Quæstor ille suas rationes non reddiderat: tum quia Resignatarius Petrus Goust Bidellus erat Minor Facultatis Theologorum, duo illa Officia commodè ab eodem exerceri non posse statutum est.

XI. 1576. A M. Nicolas Pelletier a succédé M. Jean de Lettres, Ioannes Litteralis ou Litteratus son Resignataire, & la resignation en fut admise le 8. Mars 1576. comme nous lisons dans le Reg. de la Faculté de Medecine. Die Iouis 8. Martij indicta fuerunt Comititia apud Mathurin. super resignatione Officij Quæsturæ Generalis Vniuersitatis quod M. Iacobus (Nicolaus) Pelletier resignauit purè & simpliciter M. Ioanni Litterato.... Quæstura D. Litterato data est.

Dans le Liure en vélin où les Recteurs escriuoient les noms des Escholiers Iurez & des Officiers, on lit au fol. 116. que sous le Rectorat de M. Clement Iacob, qui fut fait Recteur le 17. Decembre 1575. D. & M. Ioannes Litteratus receptus est ad Officium Quæstoris Generalis Academiae die 8. Martij per eiurationem simplicem D. Nicolai Pelletarij.

XII. 1582. Ce M. Jean de Lettres auoit esté Recteur en l'année 1569. & apres luy M. Robert du Molin. Et luy estant mort, il se tint vne Assemblée le 18. Aupil aux Mathurins, où M. Jacques Geruais Procureur du College de Iustice fut élu pour faire cette Charge. Le Reg. de la Nation d'Allemagne porte. 18. Die mensis April. apud Mathurinos Facultatum Decani cum 4. Procuratoribus Facultatis Artium vnanimi consensu elegerunt D. Iacobum (Geruais) Procuratorem Collegij Iustitiæ in publicum Academiae Quæstorem loco defuncti Quæstoris D. Ioannis Litteralis. Et dans le Liure des Recteurs, du Rectorat de M. Louïs Andrieu d'Amiens, on lit à la fin de son Rectorat, Iacobus Geruais Diœcesis Rotomagensis Receptor Generalis Vniuersitatis iurauit & soluit Bursas, Sign. F. Andrieu, cum syng.

XIII. 1585. M. Guillaume Hoël estant Recteur, ledit Geruais fit admettre sa resignation en faueur de M. Germain Gouffé de la Nation de France, dans l'Assemblée du 3. Septembre 1585. comme escrit M. Jean Pometaulx Procureur de la Nation d'Allemagne. 3. Septemb. (dit-il) an. 1585. Vniuersa Artium Facultas aliæque Superiores Facul.

ates apud Mathurinenses admiserunt D. Gouffé in Academia Quæstorem per resignationem D. Et sic per me constantissima Nationis Germaniæ nomine conclusum. Le Reg. de la Faculté de Medecine marque l'Assemblée au 2. Octobre. Die Mercurij 2. Octob. 1585. in Comitij Mathurin. Vniuersitas admittit resignationem Officij Quæsture Vniuersitatis per M. Iac. Gernasum, vel eius Procuratorem factam in fauorem M. Germani Gouffé, ea conditione vt testes exhibeat sue Religionis & det fideiussorem. Il fut fait Procureur de la Nation de France le 25. Septembre 1586. & estoit de la Tribu de Paris.

Ce Receueur voyant que l'Vniuersité estoit accablée d'affaires & oberée, proposa en l'Assemblée du 3. Decembre 1592. vn expedient pour auoir vn fond fixe, qui pourroit s'augmenter avec le temps, c'estoit de louer & affermer vne partie du Pré aux Clercs, qui ne seruoit que pour le diuertissement des Escholiers. Et luy mesme s'offrit d'en payer les loyers. Cette proposition ne fut pas tout à fait reietée, & fut conclu comme l'on voit dans le Reg. de la Nation d'Allemagne, *vt Quæstori petenti honestis conditionibus Pratum Scholasticorum vtendum fruendum concederetur, quoad Academia visum fuerit, ea lege atque conditione vt Creditoribus satisfaceret & articulos suos conficeret*: neantmoins l'affaire ne fut pas si tost resoluë.

Il rendit les 18. & 19. Iuin de l'année 1596. les comptes de cinq années en la Chambre du Recteur Bauent. Et en l'année 1610. il les rendit pour autres cinq années iusques au 24. Iuin 1609. l'on voit par vn Acte d'Assemblée du 13. Avril 1613. que l'on estoit fort mal satisfait de luy, par ce qu'il ne se trouuoit iamais aux Assemblées, qu'il ne rendoit pas ses comptes tous les ans, comme il y estoit obligé, & qu'il ne payoit pas les Bourses, qu'il deuoit payer. C'est la plainte qu'en fit le Procureur General de l'Vniuersité. Et sur cela il fut ordonné, *vt Quæstor Vniuersitatis deinceps teneretur singulis conuocationibus Rectorijs tam publicis quàm priuatis interesse, & rationes suas singulis annis, ni mitius secum agatur ab Academia & remissus seu indulgentius, habere; aut Officio summoëatur & deturbetur.*

Gouffé mourut subitement le 27. Mars 1614. comme a remar. XIV. que M. Pierre Valens Procureur de la Nation d'Allemagne, *re. 1614. pentinâ morte extinctus fuit.* Le Recteur fut assez long-temps sans faire Assemblée, & nous ne voyons pas qu'il l'ait conuoquée que le 10. ou 11. Avril, à laquelle deux Procureurs de la Cour se trouverent, Samuel Dacole & Claude Chauuin, & tous deux supplierent pour ladite Charge, ce qui ne se passa pas sans bruit; car les

trois Facultez furent pour Chauuin, & les 4. Nations avec le Recteur furent pour Dacole.

M. Pierre Valens ancien Professeur de Rhetorique, qui lors estoit Procureur de la Nation d'Allemagne fait le droit des Nations incontestable, & accuse les Facultez de nouveauté. *Die 11. April. (an. 1614.)* vnà cum Rectore & Procuratoribus ad Mathurinos venimus, ibique Rector obtulit DD. Decanis 3. Facultatum Superiorum D. Dacole Procuratorem Curie, vt eum Quæstorem Academia recipere vellent in locum demortui D. Gouffé, sed illi ius nominandi, seu designandi sibi arrogantes, quendam alium, Procuratorem quoque Curie nomine Chauuin supplicansem ibi pro eodem Officio nominarunt, elegerunt, suffragijs suis crearunt. *Facultas Artium quæ mordicus tenet penes se ab omni æuo esse ius designandi & offerendi, illorum tantum confirmandi, D. Dacole, quem supplicansem pro eodem Officio idoneum censuerunt Decani, non admiserunt tamen vt Rectori & Procuratoribus ius suum eriperent, sed 4. Procuratores eum suis suffragijs (vt puta qui illud Officium à Rectore & 4. Procuratoribus impetrauerat) receperunt munusque illud habere iusserunt. Quod Rector conclusit. Decani verò intercesserunt & rem totam impediuerunt præsentente Notario & Bedello Facultatis Medicæ: Sed Rector nullâ habitâ ratione intercessionis per Monopolium & spe potiundæ pecuniæ factæ abijt; quem nos in ædes Caluicæ comitati sumus die 11. vt supra.*
Sig. P. Valens.

Voyons ce qu'en dit le Greffier del'Vniuersité, qui estoit lors M. Guillaume du Val.

Anno Domini 1614. die Veneris 11. mensis Aprilis alma Vniuersitas Paris. apud S. Math. solenniter, vt moris est, horâ solitâ matutinâ congregata super Prouisione Officij Quæstoris, seu Receptoris generalis dictæ Vniuersitatis vacantis per decessum nobilis viri M. Germani Gouffé, nouissimi & immediati, dum viueret, dicti Officij possessoris pacifici, exposuit D. Rector causam Congregationis & nominauit D. Dacole Procuratorem in Parlamento tanquam eapacem, idoneum & sufficientem ad dictum Officium Quæstoris, seu Receptoris generalis dictæ Vniuersitatis, tenendum & exercendum. Et habitâ etiam ratione quod in causis multis apud supremum Senatam Academiæ fidelem operam præstitisset & inferuisset eidem, D. Dacole de huiusmodi Officio Quæstoris prouideatur.

Audita supplicatione D. Procuratoris à fisco. Audita etiam supplicatione D. M. Chauuin Procuratoris in Parlamento sup-

plicantis ad dictum Officium Quæstoris, necnon etiam auditâ sup- «
plicatione dicti D. Dacole supplicantis pro dicto Officio, vt de «
ipso recipiendo deliberarent, tum D. Roguenant Decanus Facul- «
tatis Theol. postquam vtrumque capacem & idoneum esse dixif- «
set, tamen elegit & nominauit Quæstorem dictæ Vniuersitatis M. «
Claudium Chauuin Procuratorem in Parlamento, virum probum «
& Catholicum ac bonis moribus præditum.

D. Guijon Decanus Facultatis Iuris Canonici de duobus sup- «
plicantibus pro Quæstura Vniuersitatis personis capacibus & ido- «
neis, nominauit & elegit Quæstorem dictæ Vniuersitatis dictum «
M. Claudium Chauuin Procuratorem in Parlamento. Tum D. «
*Rektor assistentibus aliquot Theologiæ Doctoribus & viris Rektorijs rur- «
sus monuit DD. Decanos Superiorum Facultatum se non proposuisse de- «
liberandum nisi de receptione illius quem D. ipse Rektor & Artium Facul- «
tas nominasset & præsentasset; nihilominus tamen D. Pigeart «
Decanus Medicinæ cum Facultatibus Theologiæ, ac Iuris Cano- «
nici nominauit, elegit & recepit Quæstorem Vniuersitatis supra- «
dictum M. Claudium Chauuin Procuratorem in Parlamento.*

Deinde D. Grangier Procurator Gallix improbavit qualita- «
tem Decani de Roguenant pro Facultate Theol. eo quod non esset «
ipse pacificus declaratus Decanus dictæ Facultatis; sicut etiam non «
approbavit qualitatem D. Decani Guijon pro Facultate Iuris Ca- «
nonici. Et pro Natione Gallicana nominauit & elegit Quæstorem «
dictæ Vniuersitatis supradictum D. Dacole virum probatissimæ «
vitæ & Religionis.

D. de Retz Procurator Picardiæ idem censuit & nominauit «
Quæstorem Vniuersitatis D. Dacole. D. Fleuret Procurator Nor- «
manix nominauit & elegit Quæstorem Vniuersitatis dictum Da- «
cole. D. Valens Procurator Germaniæ vnâ cum supradictis Pro- «
curatoribus nominauit eundem Quæstorem Dacole.

Quibus sic actis cum dictus D. Rektor monuisset dictos DD. «
Decanos superiorum Facultatum, ipsi DD. Decani interpellau- «
erunt fidem D. Rektoris, vt iuxta ritum concluderet ad trium Fa- «
cultatum superiorum suffragia. Et postquam dictus D. Granger «
Procurator Gallix nomine Facultatis Artium supplicauit D. Re- «
ktori, vt quoniam DD. Decani, vel qui pro Decanis se gererent, «
idoneum iudicassent D. Dacole, idem Dacole qui nominatus & «
præsentatus fuit à præclara Artium Facultate, pro iure & pro mo- «
re, eius sententia confirmaretur. Tum D. Rektor pronunciauit, quod «
cum dictus Dacole à se & Procuratoribus Nationum nominatus & præ-

» sentatus, capax etiam à DD. Decanis & idoneus diceretur, nec aduersus
 » illum Dacole dixissent, censebat eum esse recipiendum ad dictum Officiu
 » Quæstoris Vniuersitatis, & eum recepit. Qui quidem Dacole fideiussorem
 » dabit; & ita conclusit dictus D. Rector qui statim recessit. Ad quod se
 » opposuerunt DD. Decani & censuerunt Actum esse concluden-
 » dum. Itaque dictus D. Roguenant ex consilio aliorum Decanorum
 » conclusit admittendum esse D. M. Claudium Chauuin à 3. supe-
 » rioribus Facultatibus nominatum ad Officiu Quæstoris Vniuer-
 » sitatis, eidem D. Chauuin litteras Collationis, seu prouisionis di-
 » cti Officij in forma per Scribam Academiæ Paris. expediendas &
 » distribuendas esse post exhibitum à dicto D. Chauuin fidei religio-
 » nisque & pietatis, ac moruū integritatis sufficiens testimonium, &
 » eâ conditione quod ipse D. Chauuin fideiussorem dabit. Actum
 » anno & die prædictis.

Voilà donc vne grande Question à vider qui en contient deux
 autres également importantes. La 1. sçauoir si les Offices de l'V-
 niuersité appartiennent priuatiuement à la Faculté des Arts & à ses
 Procureurs, en sorte que le profit leur en reuienne. La 2. si le Re-
 cteur est obligé de conclure, avec les 3. Doyens, ou avec les 4.
 Procureurs, quand ils sont opposez en sentimens.

Il y a apparence que depuis le 27. Mars que mourut Gouffé
 iusques à l'11. Avril que fut faite l'élection susdite, il y eut diuerses
 Conferences entre les parties à cause des Contendans, dont l'vn
 & l'autre offroit 300. liures pour l'Office vaequant. Il y a encore
 apparence que le Rector & les Procureurs inclinoient pour Da-
 cole, parce qu'il y auoit long-temps qu'il seruoit l'Vniuersité; ce
 que voyant Chauuin, il s'attacha aux Doyens & leur promit la
 mesme somme; & que les Doyens s'attacherent aussi à luy & luy
 donnerent parole. Et pour preuve de cela, c'est qu'ils presenterent
 Requeste au Lieutenant Civil deux iours auant l'Assemblée, à ce
 qu'il leur fust permis de saisir les 300. liures, ou entre les mains de
 Chauuin, ou entre celles de du Val Greffier, ou en quelques au-
 tres qu'elles seroient déposées. Voicy la Requeste.

A MONSIEVR LE LIEVTENANT CIVIL.

S'Vpplient humblement Nicolas Roguenant, Hugues Guijon
 & Pierre Pigeart Doyens des superieures Facultez de l'Vni-
 uersité de Paris, à sçauoir de Theologie, de Droit Canon & de
 Medecine, disans que par le moyen du deceds auenu en la person-
 ne de M. Germain Gouffé viuant Receueur de l'Vniuersité de
 Paris,

Paris, au lieu duquel est pourueu M. Nicolas Chauuin, il appartient aux Supplians leurs droits de la somme de 300. liures tournois, qu'ils ont entendu estre encore en la possession dudit Chauuin, ou bien consignée entre les mains de M. du Val, Scribe de ladite Vniuersité ou és mains d'autres. Et pour ce qu'ils doutent que ledit du Val ou autres se defaissent desdits deniers és mains d'autres à leur preiudice, ils desireroient faire faire defenses audit du Val & à tous autres, de s'en defaisir, ce qu'ils ne peuuent faire sans arrester lesdits deniers és mains dudit du Val ou autres. Pourquoy ils desirent vostre pouuoir. Ce consideré, Monsieur, il vous plaist ordonner defenses estre faites audit du Val, ou autres de se defaisir des deniers dessusdits, & à cette fin permettre ausdits Supplians de faire saisir & arrester lesdits deniers és mains dudit Chauuin, du Val & tous autres qu'il appartiendra, pour la seureté de leurs droits, & és mains desquels seroient & pourroient estre lesdits deniers mis, ou qui pourroient deuoir ladite somme de 300. l. à cause dudit Office de Receueur en ladite Vniuersité, pour la seureté de leurs droits qu'ils ont en icelle somme de 300. liures. Et ferez bien. Sig. LE FRERE. Et plus bas. Permis saisir & arrester élisant domicile, & en cas d'opposition, iour. Fait ce 9. Avril 1614. Signé, DE MESME.

Cela obligea les Doyens de coter Procureur au Chastelet; ce qu'ils firent le iour mesme qu'ils eleurent Chauuin aux Mathurins, c'est à dire l'11. Avril, & en vertu de ladite Permission firent saisir entre les mains de M. Charles Pescheur lors Recteur ladite somme de 300. liures, comme consignée par ledit Chauuin. Voicy l'Acte.

L'an 1614. le 11. iour d'Avril par vertu de la Requête & Permission dont la Copie est cy-dessus transcrite, & après que les Supplians ont élu domicile en la maison de M. Claude le Frere Procureur au Chastelet de Paris, sise ruë des Lauandieres, près la Place Maubert, & pour seureté & conseruation des trois parts & portions en ladite somme de 300. liures, les quatre faisant le tout, prouenuë de l'Office de Receueur de l'Vniuersité de Paris. Le LAVRENS TEMPESTE Sergent au Chastelet de Paris, sous-signé, saisi & arresté, de par le Roy nostre Sire, entre les mains de M. Charles Pescheur à present Recteur de ladite Vniuersité de Paris, en parlant à sa personne en son domicile, au College de Caluy où il est demeurant, lesdites trois parts & portions en ladite somme de 300. liures tournois, prouenus dudit Office de Receueur de

R

» l'Vniuersité qu'il a receu, ou qu'il recevra cy-aprés de M. Claude
 » Chauuin á present pourueu dudit Office, ou de M. G. du Val
 » Scribe de ladite Vniuersité, ou autre pourueu dudit Office de Re-
 » ceueur, Et luy ay fait defenses, de par le Roy nostre Sire, d'en
 » vider ses mains iusques á la concurrence desdites trois parts &
 » portions de ladite somme, iusques á ce que par Iustice en soit au-
 » trement ordonné. Fait és presences de Iean du Bois, Philippes
 » Pouré, & autres tesmoins. Signé, TEMPESTE.

Tout cela n'empescha pas l'execution de la nomination faite de la personne de Dacole, neantmoins par ce que les Doyens faisoient schisme & particulierement celuy de Theologie, & pour les mettre entierement en leur tort, le Recteur accompagné des 4. Procureurs des Nations & de quelques autres Supposts alla á l'Assemblée de la Faculté qui se tenoit en Sorbone le 1. Iuin de ladite année, & pria les Docteurs d'accommoder ce differend, sinon qu'il le porteroit au Parlement. M. Henry Stamhurst Procureur de la Nation d'Allemagne, n'a pas oublié de remarquer cette deference.

1. Die Iunij (1614.) Rector Ampl. cum Procuratoribus & Magistris adit Facultatem Theol. in aula interiore Sorbonæ ad Comitia mensura coactam. Postulat ut sine strepitu componat litem nuper exortam inter Decanos & Facultatem Artium; sin minus, in suprema Curia quàm parùm studiosè Theologi pacem sectentur, delaturum se promittit. Illi benignè audiunt & honorificè dimittunt.

Cette Ciuilité ne produisit rien qui tendist á la Paix, & mesme le 18. du mesme mois que toutes les Compagnies estoient assemblées pour aller en Procession en Sorbone, le Recteur ayant demandé l'approbation de ce qu'il auoit fait pendant son Rectorat, les Doyens en excepterent le suiet du Procés. Et le Recteur respondit, *Fore Senatum Iudicem an iure, an iniuriã; nec prius rem illam in tanto Confessu diuulgandam fuisse, quanto minus damnandam.*

Les Doyens auoient commencé par vne Requeste qu'ils auoient présentée á la Cour le 15. Avril audit an, si bien que le Recteur, qui estoit M. Charles Pescheur voyant qu'il n'y auoit point de Paix á esperer, se prepara tout de bon á soutenir son droit & celuy de la Faculté des Arts. Et pour cet effet il voulut auoir vne approbation & confirmation des Nations qu'il fit assembler par leurs Procureurs & auxquelles il fit demander qu'elles interuinsent & contribuassent aux frais. Ce qu'il obtint. Le mesme Stamhurst Procureur de la Nation d'Allemagne dit, *simpliciter admissa est D. Valentis*

supplicatio, quâ rogabatur ut ex arario Nationis exhiberentur sumptus impendendi in lite contra Decanos superiorum Facultatum. Cela fut resolu en l'Assemblée du 9. Iuillet. Dont ledit sieur Recteur demanda Acte, qui luy fut deliuré en la forme qui suit.

Natio Germanica apud Mathurinenses 9. Iulij à D. Stamhur-
sto Procuratore legitimè conuocata proposita Quæstione inter
Ampl. D. Rectorem, Procuratores Nationum, & Decanos Su-
periorum Facultatum ortâ de nouo Quæstore in locum defuncti
sufficiendo, conclusit litem sumptibus ipsius Nationis aduersus
dictos Decanos prosequendam. Eadem die 9. Iulij 1614. Sign.
Henr. Stamhurstus Procurator.

Les autres Nations en firent de mesme. Et pour fortifier encore dauantage leur cause, il obtint des anciens Officiers de l'Vniuersité deux Declarations pardeuant Notaires, de la maniere qu'estoient receus les Officiers par le Recteur & les Procureurs des Nations & par l'Vniuersité. Lesdites Declarations datées du 30. Iuillet 1614. les voicy.

Auiourd'uy en presence des Notaires, Gardenotes du Roy
nostre Sire, en son Chastelet de Paris, sous signez, sont compa-
rushonorable homme Pierre Cuelat, Michel Sonnius Marchands
Libraires Iurez en l'Vniuersité de Paris, Jean Petit & Jean Meuf-
nier Maistres Parcheminiers en ladite Vniuersité y demeurans.
Lesquels ont dit, déclaré & attesté par verité, que depuis qu'ils
sont Officiers de ladite Vniuersité, ils ont tousiours veu obseruer
que lors qu'il y a vacation d'Office qui soit de Libraire Iuré ou
autre du Corps d'icelle Vniuersité & à la Collation d'icelle, tant
par resignation que par mort, celuy qui desire estre pourueu de
quelque Office, a coustume de s'adresser à M. le Recteur de ladite
Vniuersité, pour composer avec luy du prix dudit Office. Ce qu'il
fait du consentement des 4. Procureurs des Nations, lesquels
pour ce faire ledit sieur mande en sa maison. Ledit sieur Recteur
conuoque aux Mathurins Messieurs les 3. Doyens des trois Supe-
rieures Facultez pour avec luy & lesdits 4. Procureurs des Na-
tions estre pourueu de l'Office vaquant. Ausquels trois Doyens
des Superieures Facultez, ou à chacun d'eux on distribuë vn Escu
pour leur assistance. Et outre se fait distribution aux Officiers &
Bedeaux de ladite Vniuersité, chacun selon son Office. Lesquels
frais ainsi payez, le surplus des deniers demeure au profit dudit
sieur Recteur & des 4. Procureurs, qui sont distribuez, sçauoir, la
moitié audit sieur Recteur, & l'autre moitié ausdits 4. Procureurs

R. ij

» chacun par égale portion. Dont ce que dessus Noble personne
 » Charles Pescheur, à present Recteur de ladite Vniuersité, a requis
 » Acte ausdits Notaires pour s'en seruir & valoir en temps & lieu ce
 » que de raison. Fait, dit, déclaré & octroyé en la chambre dudit
 » sieur Recteur au Colleege de Caluy fondé en ladite Vniuersité le
 » 30. & penultième iour de Iuillet après midy, l'an 1614. & ont signé.
 » la minute des presentes estant vers S. Vaast l'vn desdits Notaires.
 » Auiourdhuy en présence des Notaires du Roy nostre Sire, en
 » son Chastelet de Paris, sous signez, sont comparus M. Iean Patu
 » Procureur & Promoteur en l'Vniuersité de Paris, Guill. du Val
 » Greffier, Claude Chapellet, Robert Foüier, Cramoisy,
 » Nicolas Poulain, Ronceau, Iean Richer, & Iean Libert
 » tous Marchands Libraires Iurez en l'Vniuersité de Paris y demeu-
 » rans, lesquels ont dit & déclaré & attesté pour verité, que depuis
 » qu'ils sont Officiers de ladite Vniuersité, ils ont tousiours veu que
 » lors qu'il y a vacation d'Office qui soit du Corps de ladite Vniuer-
 » sité & à la collation d'icelle, tant par mort que par resignation,
 » celuy qui desire estre pourueu d'aucun Office, a coustume de
 » s'adresser à M. le Recteur de ladite Vniuersité, comme de fait
 » les denommez s'y sont adressez & fait la composition de leurs
 » Offices avec luy & mis leurs deniers & autres choses de la compo-
 » sition es mains dudit Recteur qui estoit pour lors en ladite Vni-
 » uersité, qui en fait telle distribution aux Officiers que l'on a ac-
 » coustumé. Dont de ce que dessus Noble & discrete personne M.
 » Charles Pescheur, à present Recteur de ladite Vniuersité, à ce pre-
 » sent a requis le present Acte aux Notaires; & à luy octroyé pour
 » luy seruir & valoir en temps & lieu comme de raison; Fait, dit,
 » déclaré, requis & octroyé en la Chambre M. le Recteur de ladite
 » Vniuersité le 30. & penultième iour de Iuillet après midy, l'an
 » 1614. Et ont signé, La minute des presentes estant vers S. Vaast l'vn
 » des Notaires.

Le Recteur produisit encore vn ancien Statut fait par le Car-
 dinal Simon en 1266. par lequel il attribüé l'élection d'vn Conser-
 uateur Apostolique aux 4. Nations, pour faire voir que de tout
 temps les Nations ou leurs Procureurs avec le Recteur ont dispo-
 sé des Charges, & que les Facultez & leurs Doyens n'y auoient
 qu'vn droit d'agrément. Et pour faire voir que par le nombre
 des voix l'élection faite de la personne de Dacole deuoit subsister,
 il produisit l'Acte qui porte l'establissement du tour des Facultez
 & des Nations à presenter les Benefices qui sont en la presentation

& patronage de l'Vniuersité ; par lequel il paroist que chaque Nation a autant de voix & de pouuoir que chaque Faculté. Enfin interuint Arrest le 9. Aoust 1614. dont voicy la teneur.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre les 3. Doyens des Superieures Facultez de l'Vniuersité de Paris, sçauoir de Decret, de Theologie & de Medecine, demandeurs à l'enterinement d'une Requête par eux présentée à ladite Cour, le 15. Aueil 1614. d'une part, & M. Charles Pescheur Recteur de ladite Vniuersité, & les Procureurs des 4. Nations de ladite Vniuersité deffendeurs d'autre, sans que les qualitez puissent nuire ny préjudicier aux Parties. Apres que Mauguin pour les Demandeurs a conclud en leur Requête. *A ce que suiuant la disposition de Droit & leur Statut, le Recteur soit condamné deliurer prouision à Chauuin, nommé par la pluralité desdites voix, & les profits de l'Vniuersité partis & diuisez entre le Recteur & ceux qui ont part en ce qui est du reuenue commun.* Et que de la Martilliere pour les Deffendeurs a dit, *que le Recteur est Chef de l'Vniuersité, auquel appartient la collation & prouision du Receueur, & autres choses dont luy & ceux auant luy ont tousiours iouy, & aux Demandeurs confirmé, prenans pour tous droits leur assistance.* SERVIN pour le Procureur General du Roy dit, *que la contention est d'honneur fondée par les Demandeurs, sur un article de la derniere Reformation. Et le Recteur au contraire, SVR L'ANCIEN STATVT ET PAR L'ARGVMENT DES BÉNÉFICES.* Et neantmoins parce que les vns & les autres ont nommé vn Procureur (de la Cour) seroit plus à propos d'y mettre l'un de ceux de l'Vniuersité, comme estoit le precedent & autres auant luy. **LA C O V R**, sur la Requête présentée par les Doyens desdites trois Facultez, à ce que le Recteur soit tenu conclure à la pluralité desdites voix en l'election du Receueur, & sur la part par eux pretendue aux emolumens d'iceluy, appointe les Parties à escrire & produire par deuers elle ce que bon leur semblera dans huitaine. A ioint à l'instance dont M. Charles le Preuost est Rapporteur, pour y faire droit coniointement ou separément ainsi qu'il appartiendra. *Cependant sans preiudice de leurs droits, par maniere de prouision ordonne que la nomination & presentation faite par le Recteur de la personne de M. Samuel Dacole pour Receueur tiendra.* Fait en Parlement le 9. iour d'Aoust 1614. signé du TILLET.

Afin de rendre cet Arrest public, le Recteur fit assembler l'Vniuersité le 22. Aoust aux Mathurins, où aucun des Doyens ne se

R. iij

trouua, à la réserve du Syndic de la Faculté de Theologie qui tint la place du Doyen. Et là le Greffier leut le fufdit Arrest, apres quoy M. Samuel Dacole presta ferment. Voicy l'Acte extrait des Reg. de la Nation d'Allemagne.

22. Aug. una cum Rectore & Proceribus ad Mathurinos venimus indictis Comitibus, in quibus ex Decanis nemo dignatus est adesse. D. Collin Sorbonæ Syndicus locum tenuit D. Decani Facultatis Theologiæ cuius absentiam excusaturus aduenerat. Confirmauit inibi Rector cum 4. Nationibus D. Dacole in Officio Quæstoris Academiæ, prius habitâ per Scribam lectione Decreti supremi Senatus id concludentis. Intercessit Procurator à Fisco & conatus est deprauare sensum Decreti: quem præter Facultatem Artium etiam Prodecanus Theologiæ reprehendit, quod in Scirpo nodum quæreret. Interim Prodecanus etiam abiit in sententiam Rectoris & Nationum, liberam tamen relinquens suæ Facultatis Decano reuocationem sententiæ, & quam voluerit, oppositionem. His actis Iusiurandum consuetâ solemnitate præstitit D. Dacole; & comitati sumus D. Rectorem in ædes Caluicas. sign. Henr. Stamburft Procurator.

En suite le Recteur enuoya des billets aux Doyens & aux Procureurs, pour apporter leurs clefs au College de Nauarre, & faire sceller les lettres de prouision dudit Dacole. Et le 24. s'y estant trouuez, les Doyens de Decret & Medecines'y opposerent, attendu que la prouision contenuë dans les Lettres, estoit absoluë & non prouisionelle suiuant l'Arrest. Voicy l'Acte extrait des memes Registres.

24. Aug. Rector accessit ad Sigillum in Sacello Regiæ Nauarræ, ac obsignauit inter cætera, litteras Quæstoris Academiæ iuxta Decretum supremi Senatus. At Decani Decretorum & Medicinæ (cæteris absentibus) scribente Notario publico intercesserunt, quòd nimirum litteræ plenariam concederent potestatem & absolutam prouisionem Quæstori, cum in Decreto Senatus hæc verba continerentur, scilicet *per modum prouisionis*.

Neantmoins dans l'Assemblée du 1. Octobre 1614. les Doyens n'ayant pas voulu approuuer ce qu'auoit fait le Recteur, les plus considerables de la Faculté de Theologie dirent publiquement, *Facultatem Theologiæ nunquam approbasse eiusmodi litem*.

Ledit Dacole prenant l'occasion de l'Arrest fufdit, demanda en l'Assemblée du 19. Mars 1616. vne suruiuance pour son fils, nommé comme luy Samuel Dacole: laquelle luy fut accordée par les Recteur & 4. Procureurs contre le gré des Doyens, ainsi qu'escrit

M. Robert Philippe Procureur de la Nation d'Allemagne. *Isdem Comitij statutum est, vt obeunte D. Dacole filius eius in Officium Quæsturæ Academica succederet. Cumque reclamarent omnes Superiores Decani, & à Comitij discederent, D. Rector ex sententia Procuratorum ita conclusit.* Neantmoins dans l'Assemblée du 14. May ensuiuant, ladite suruiuance fut admise du consentement de tous, sans preiudice des droits des Parties respectiument, comme escrit le mesme Procureur. *Denique omnibus consentientibus conclusum est, vt filius D. Dacole in Patris locum succederet in Officium Quæsturæ si patrem prius mori conzingeret saluo cuiusque iure, & sine præiudicio cuiuscunque.*

Le susdit Dacole fils, fut fait Procureur de l'Vniuersité au Parlement le 8. Nouembre 1636. M. Iacques Mareschaux estant Recteur. Et ledit Dacole ayant ioüy des deux Charges, obtint le 7. Octobre 1656. vne suruiuance de la charge de Receueur pour son fils nommé Samuel comme luy, pour lequel M. Brauy Coubayon lors Recteur, conclut auéc les 4. Procureurs.

Or la susdite contestation estant derechef suruenüe entre les mesmes Parties, apres la mort de M. Guillaume du Val Greffier de l'Vniuersité, & ayant esté portée au Parlement, il interuint Arrest le 9. Mars 1622. confirmatif de celuy du 9. Aoust 1614. suiuant lequel M. Nicolas Quintaine élu Greffier par le Recteur & les Procureurs, a exercé ladite Charge pendant près de 40. ans, sans que les Facultez ou leurs Doyens se soient mis en peine de faire iuger l'affaire definitiuement.

Il est vray qu'apres la mort dudit Quintaine l'on a voulu renouveler le procez, & remettre en Question vne chose iugée, quelques vns pretendans que la Cour ne l'auoit pas bien entenduë en 1614. & 1622. C'est ce qui nous oblige à faire les Reflexions suiuan-tes.

I. R E F L E X I O N.

Sur la proprieté des Offices de l'Vniuersité.

CE qui fait aujourd'huy vne grande partie des contestations de l'Vniuersité, est la reception des Officiers, & particulierement des trois Ordinaires, qui sont le Syndic, le Greffier & le Receueur. Sur quoy deux Questions se presentent à examiner. La 1. A qui appartiennent les Offices & l'argent qui peut prouenir de la vente d'iceux. La 2. A qui appartient la nomination & election desdits Officiers.

La premiere dépend de l'Examen du Droiët & du Fait. Le Droiët depend de l'establissement, & de la disposition primitive & originaire de l'Vniuersité. Or il est incontestable 1. Que les Nations sont les premiers Corps qui ont constitué & gouverné l'Vniuersité, & que les Facultez n'y ont esté agregées que dans la suite des temps. 2. Que l'Vniuersité n'ayant pû en aucun temps se passer d'Officiers, il est évident que l'institution d'iceux est vn Droiët primordial des Nations.

Le Fait depend de ce qui s'est passé dans la suite des temps, & qui est vne confirmation & iustification certaine & evidente du Droiët pretendu par les Nations: comme dans les choses Naturelles, par les Effets l'on vient à la connoissance de la cause. Commençons donc par le Fait.

A prendre les Offices en general, il y a deux choses à obseruer pour la Collation d'iceux. La 1. est vne conuention du prix de la vente avec ceux qui se presentent pour les acheter. Et la 2. est vne Preassemblée du Recteur & des Procureurs, à l'occasion de l'Office vaquant.

L'on a rapporté cy-deuant les Declarations des anciens Officiers en faueur de cette coustume, sur la contestation qui arriua en 1614. pour l'election d'vn Receueur. Et afin que l'on ne croye pas qu'on se soit auisé de cette adresse en ce temps-là, pour fauoriser le Recteur & la Faculté des Arts, nous produirons quelques exemples pour iustifier de la pratique ancienne en remontant plus haut.

Les Deputez ordinaires de l'Vniuersité furent assemblez le 13. Decembre 1538. par M. Antoine Herlant lors Recteur, pour conferer deux Offices de Libraire & de Papier Iurez. Tous furent bien d'auis de recevoir ceux qui se presenterent, mais les Procureurs s'opposerent à la deliurance de leurs Lettres, iusques à ce qu'ils eussent esté satisfaits de leurs droits, comme il est expressement porté dans les Registres de l'Vniuersité & de la Faculté de Medecine en ces termes. 4. *Nationum Facultatis Artium Procuratores se opposuerunt ne eisdem expediantur litteræ, donec iisdem de eorum iuribus fuerit satisfactum.*

Le 7. Octobre 1584. M. Laurens Bourceret estant Recteur, se plaignit à l'Assemblée tenuë aux Mathurins, qu'vn Libraire qui desiroit estre receu en la place d'vn des Iurez, gaignoit exprés le temps iusques à ce qu'il fust sorty de Charge pour le frustrer de son droiët, & demanda que l'on reglast ces sortes de vacances au profit des Recteurs

Reueurs & Procureurs sous lesquels elles arriueroyent ; ce qui luy fut vnanimement accordé. Voicy l'Acte tiré des Registres de la Faculté de Medecine.

Die Dominica 7. Octob. (an. 1584.) publicis Mathurinenſibus Comitibus decreta eſt ſupplicatio Ordinaria M. Laurentij Bourceret ad eadem Carmelitarum, ut à Reſtoribus omnibus Magiſtratu abeuntibus fieri ſolet. In illis autem Comitibus conqueſtus eſt Reſtor, quod cum multum temporis effluxiſſet ab obitu Guillelmi Merlin Librarij Iurati, is qui in illius locum ſuffici optabat, diem Comitiorum protraheret, in quo ſufficiendus eſſet, ut eo pacto RECTORI ius ſuum eriperetur & NATIONVM PROCURATORIBVS, poſtulauitque ut etiamſi Magiſtratu abiret, voce publica declararetur ius Nominationis ſibi & Procuratoribus ſub quibus obiſſet LIBRARIVS, aut alius ex Officiariis Vniuerſitatis acquiſitum eſſe. Idque in cæteris qui ſequunturi eſſent, valeret. Cui poſtulationi ab omnibus Academiæ Ordinibus aſſenſum eſt. Se peut-il voir vn auen plus ſolemnel? Le Reſteur demande qu'il ſoit fait vne Loy, que deſormais pour obuier aux fraudes des poſtulans, tous les Offices qui auront vaqué ſous le Reſtorat des Reſteurs, ſeront à la nomination & diſpoſition du Reſteur & des Procureurs, ſous lesquels ils auront vaqué. Et tout le monde y conſent.

Les Procureurs font ſtatuer la meſme choſe en leurs Nations, à l'égard des Officiers vaquans de leurs temps. M. G. Critton Procureur de la Nation d'Allemagne a dreſſé ce Statut en ces termes. *De immunitate illa Procurator qui ſuit mortis hora tantum diſponit. Nullam iuris huius partem alius Procurator quiuſ ſibi vindicato, nec vllam pecuniola quæ dabitur, partem ſibi habeto. Iure tamen apoſphragiſmatis ſeu ſignatorij anuli ne priuator is qui coſtationis hora Procurator fuerit.*

M. Pierre Faillon Procureur de la meſme Nation, eſcrit que le iour qu'il fortit de charge, qui fut le 1. Mars 1591. il ſupplia, *ut comoda mihi ſeruentur quæ ex Officiis Librariorum & aliorum nuper per mortem vacantibus prouenirent, & que ſuiuant la deliberation, media pars mihi, altera verò ſucceſſori Procuratori conſeſſa eſt.*

La Nation de France fit imprimer en 1629. ſes anciens Statuts pour la commodité de ſes Suppoſts, entre lesquels au Chapitre du Procureur, où il eſt parlé de la vente des Offices de l'Vniuerſité, ladite Nation ordonne que *ſi quid inde proueniat emolument, Procurator id ſibi habeto.*

Or ce droit eſt double. L'vn eſt vn droit d'aſſiſtance à la reception de l'Officier, & ce droit eſt égal aux Doyens, aux Procureurs, & aux Officiers de l'Vniuerſité. L'autre eſt vn droit de propriété &

de vente, qui appartient priuatiuement au Recteur & aux 4. Procureurs, en telle sorte que le Recteur en a la moitié, & les 4. Procureurs partagent également l'autre moitié.

Pour conuenir du prix de ladite vente, la coustume ancienne a esté telle que le Recteur faisoit vne Preassemblée en sa chambre pour en communiquer aux Procureurs : & la chose estant réglée, il en indiquoit vne autre aux Mathurins par billets ou mandemens, qu'il enuoyoit aux Doyens & Procureurs, comme il se pratique encore auourd'huy. Et là il propose la reception de l'Officier pretendu, & en cas qu'il n'y ait rien à redire contre sa personne, il le reçoit, & luy fait prester serment.

Nous pourrions produire plusieurs exemples de ces deux sortes d'Assemblées, mais nous nous contenterons de ceux qui ont immédiatement precedé les contestations suruenuës à l'occasion de l'argent, prouenant de la vente des Offices. M. Christophe Philbert Procureur de la Nation d'Allemagne. *4. ante Kal. Oct.* dit-il, (an. 1581.) *D. Fayus huius Aeademie Paris. Rector. Procuratores cuiusque Tribus conuocauit, vt audita supplicatione Abelis Langelier, sufficerent illum in locum demortui Iuliani pro Officio Librariatus. Qui ea lege admissus fuit, si prius prestaret fidem & testes suæ spectatæ & probatæ religionis.* M. Pierre Valens estant Procureur de la mesme Nation en 1605 escriit ce qui suit. *Conuocati deinde (parlant des Procureurs ses Collegues & de luy) in ædes D. Rectoris ad Regiam Nauarram, conclusum fuit vt D. Chauuelin Iunior Academie Patronus reciperetur. Quod factum fuit, & apud Mathurinos ab omnibus Ordinibus receptus, Et vne autre fois. Conuocati demum in ædes ejusdem D. Rectoris Papetarium recipimus ab Eisonne: quod Officium per annos 20. vacauerat.*

Le mesme parlant de l'election de Barberouffe pour Procureur Fiscal, escriit qu'on s'assembla chez le mesme Recteur au College de Nauarre, le 1. Octobre 1605. *rursus vocati in ædes Rectorias ad Regiam Nauarram Kalendis Octobris, conclusum fuit vt D. de Barberouffe reciperetur Procurator Fisci in locum D. Arroquier. Receptus verò fuit die Lunæ 3. Octob. apud Mathurinos.*

M. Iulien Ytam Bachelier du College de Nauarre estoit lors Recteur. Et voilà trois differents Officiers qu'il élut en sa chambre avec les Procureurs, auant que de faire l'Assemblée aux Mathurins : & suiuant cela, M. Alexandre Pendric escriuant l'Acte de l'Assemblée du 18. Decemb. 1635. *In Comitijis Rectorijs priuatis, dit-il, receptus D. Biterne in locum defuncti D. Martin Procuratoris A-*

Academia apud Proprietorem : qui postmodum apud Mathurinos Superiorum Facultatum Decanis presentatus prestavit iuramentum in similibus seruatam.

La coustume estant donc telle dans l'Vniuersité, les Recteur & Procureurs estoient bien fondez, quand en 1607. les Doyens leur voulurent contester le droit de propriété & de vente d'un Office vaquant. Il s'agissoit de receuoir vn Papetier. Et parce que la brigade estoit grande, M. Jacques Hennequin trouua à propos de faire vne Preassemblée chez luy au College de Caluy, & d'y mander les Doyens aussi bien que les Procureurs, afin d'entendre les Supplians, & de rascher de les faire conuenir auant que de tenir l'Assemblée aux Mathurins. Là se presenterent trois Supplians, Sebastian Gouault, Guillaume Iourné, & Guillaume le Bé, au nom de Jacques le Bé fils du deffunt; & tous trois promirent de payer les droits. Dans la deliberation la Theologie, & les 4. Procureurs furent pour Gouault, & les deux autres Doyens pour le Bé, fils du deffunt. Ainsi la conclusion fut pour Gouault. Voicy l'Acte.

Anno Dom. 1607. die 14. Feb. apud Collegium Caluicum in cubiculo D. Rectoris hora 2. pomeridianâ congregati fuerunt DD. Deputati almae Vniuersitatis Parisiensis, ibidem comparuerunt venerabiles viri DD. Iacobus Hennequin Rector, Petit-jan Doctor Theologiae loco Decani suae Facultatis, le Clerc Iuris Canonici Antecessor, & Decanus suae Facultatis, Iabor Doctor Medicus, & Decanus Facultatis Medicinae, Franciae, Picardiae, Normaniae & Germaniae Nationum Procuratores me Scriba Vniuersitatis subscripto ibidem adstante.

Exponendo causam Congregationis dixit D. Rector nuper vacauisse, & adhuc vacare Officium Papetarij Iurati eiusdem Vniuersitatis Urbis Trecentis per obitum Iacobi le Bé, & ad illud obtinendum tres se offerebant, videlicet Sebastianus Gouault, Guill. Iourné & Iacobus le Bé filius dicti defuncti. Itaque de hoc deliberandum esse. Quo facto maturis deliberationibus præhabitis dicti DD. Deputati censuerunt, primùm D. Petit-jan sufficiens esse dictum Gouault ad Officium huiusmodi Papetarij; cæteris tamen paribus id. pari pretio quod vllus aliorum offerret & præberet. D. le Clerc censet sufficiens esse filium defuncti cæteris paribus, vt supra & pari pretio.

D. Iabor idem, sufficiens esse filium cæteris paribus, vt supra & pari pretio.

DD. Franciae, Picardiae, Normaniae & Germaniae Nationum

» Procuratores censuerunt sufficiens esse dictum Gouault, ad
 » eiusmodi Officium Papetarij & præferendum cæteris paribus, id
 » est supposito quod ipse idem pretium nummorum offerat & præ-
 » beat, quod vllus aliorum offerret ac præberet. Ac ita conclusit D.
 » Rector cum dictis DD. Petit-jean, Franciæ, Picardiæ, Normaniæ
 » & Germaniæ Procuratoribus, anno & die prædictis, sign. Du Val,
 » cum syngrapha.

» Trois iours apres, sçauoir le 17. fut tenuë l'Assemblée aux Ma-
 » thurins, où les Supplians ayant esté ouïs derechef, le Doyen de
 » Theologie changea d'avis, & se rangea avec les deux autres pour
 » le Bé fils du deffunt. Et ce pour deux raisons qu'il allegua. La 1.
 » parce qu'il auoit appris que le Recteur & les Procureurs estoient
 » conuenus de prix avec ledit Gouaut, sans en communiquer aux
 » Doyens. La 2. pour auoir part de ce qui prouindroit de la vente
 » dudit Office, en telle sorte que de 300. liu. que promettoit ledit le
 » Bé, le Recteur en eust la moitié, & les Procureurs & eux parta-
 » geassent également le reste. Le Procureur Fiscal s'opposa à cette
 » nouueauté, & requit que l'argent de la vente fust distribué en la
 » maniere accoustumée, qui estoit que le Recteur en eust la moitié
 » & les Procureurs l'autre, sans que les Doyensy pussent pretendre
 » que leur droit d'assistance: qui est d'un escu.

» Anno Dom. 1607. 17. mensis Feb. Alma Vniuersitas Paris. apud
 » S. Mathur. solenniter, vt moris est, horâ solitâ matutinâ congrega-
 » ta super prouisione Officij Papetarij Vrbis Trecensis vacantis per
 » obitum honestissimi Mercatoris Iacobi le Bé, Ciuis illius Vrbis
 » Trecensis ac vltimi possessoris illius pacifici. Exponendo causam
 » Congregationis dixit D. Iacobus Hennequin Rector indicta fuisse
 » præsentia Comitum, vt ille scilicet Sebastianus Gouault Mercator
 » & Ciuis Trecensis, cui adiudicatum fuit Officium Papetarij Iurati
 » dictæ Vrbis Trecensis per obitum dicti Iacobi le Bé, & iuxta præ-
 » ferentiam illi concessam in Comitibus præcedentibus DD. Deputa-
 » torum eiusdem Vniuersitatis habitis in Collegio Caluico in cubicu-
 » lo ipsius Rectoris, nunc in mortui locum sufficeretur & admittere-
 » tur. Et interea si qui essent supplicaturi, supplicarent.

» Supplicuit dictus Sebastianus Gouault huiusmodi Officium
 » Papetarij vrbis Trecensis sibi conferri, & ad illud sicut promissum
 » est, per præferentiam admitti. Supplicauit etiam Guill. le Bé Mer-
 » cator Papetarius & Ciuis Paris. Procurator & nomine Procurato-
 » rio vt dicebat, Iacobi le Bé filij dicti defuncti huiusmodi Officium
 » Papetarij Iurati vrbis Trecensis eidem Iacobo le Bé absenti conferri

& de ipso prouideri. Idem supplicuit Guill. Iourné Ciuis Trecen-
sis Officium Papetarij Iurati sibi conferri & de ipso prouideri.

Maturis deliberationibus per singulas Facultates præhabitis,
Theologiæ Facultas organo D. *Petit Iean* censuit admittendum
esse per præferentiam ad huiusmodi Officium Papetarij Iurati vr-
bis Trecensis Iacobi *le Bé* filium defuncti. Irritam habet electio-
nem factam à D. Rectore & DD. Procuratoribus Nationum de
persona Sebastiani Gouault, *quandoquidem inconsultis Decanis Super-*
riorum Facultatam ipse D. Rector & DD. Procuratores de pretio conuene-
runt. Præterea censuit distributionem nummariam huiusmodi Officij adiu-
dicandam in 2 partes, videlicet alteram partem D. Rectori & aliam æqua-
li portione distribuendam esse DD. Decanis Superiorum Facultatam &
Procuratoribus Nationum sumptibus ordinarijs deductis.

Iuris Canonici Facultas organo D. *le Clerc* censuit in omnibus
præferendum esse Iacobum *le Bé* filium defuncti. Et cum de hu-
iusmodi Officio Papetarij Iurati vrbis Trecensis prouidendum id-
que legitimo pretio. Quod quidem pretium distribuetur in 2. par-
tes; scilicet alteram partem D. Rectori & aliam æqualiter DD.
Decanis Superiorum Facultatam & Procuratoribus Nationum;
sumptibus tamen ordinarijs deductis.

Medicorum Facultas organo D. *Iabot* Decani eiusdem Facul-
tatis idem censuit.

D. *Balezaux* Procurator Galliæ præsentibus alijs Procurato-
ribus censuit admittendum esse ad huiusmodi Officium Papetarij
Iurati vrbis Trecensis Sebastianum Gouault antea nominatum &
cui præferentia concessa fuerat Comitij præcedentibus in cubiculo
D. Rectoris habitis, in quibus aderant DD. Decani super. Facult.
& Nationum Procuratores, & *distributionem Nummariam faciendam*
esse more solito.

D. Procurator Fiscalis nomine publico super propositis & al-
tercatis requisivit, *vt semper seruetur antiqua & laudabilis consuetudo*
in distributione nummaria: ita vt nihil innouetur; alias se intercede-
re dixit.

Ex his deliberationibus retulit D. Rector DD. Decanos Super-
riorum Facultatam in hanc descendere sententiam, vt Iacobus *le*
Bé filius in locum demortui Patris alijs præferetur, & ad huius-
modi Officium Papetarij Iurati admitteretur, quanquam nec per
se petat, nec per alium habentem instrumentum publicum ad hu-
iusmodi Officium acceptandum & ad iuramenta solita præstan-
dum. Sed quia aliter conclusum fuit in Comitij præcedentibus

» DD. Deputatorum, vbi aderant dicti Decani Super. Facultatum
 » & Procuratores Nationum, se non posse de hac re amplius con-
 » cludere, imò verò cum dictis Procuratoribus ipsemet D. Rector à
 » sententijs & deliberationibus dictorum DD. Decanorum Super.
 » Facultatum discessit & intercessit. Nihilominus tamen dicti DD.
 » Decani super. Facult. perstiterunt in oppositionibus & sententijs,
 » & iterum censuerunt admittendum esse ad Officium huiusmodi
 » Papetarij vrbis Trecentis dictum Iacobum *le Bé*, licet absentem, in
 » locum demortui Patris, & distributionem nummariam esse fa-
 » ciendam vt supra statuerunt.

» Il paroist par ces Actes. 1. Que constamment les Doyens vou-
 » loient introduire vne nouueauté en la distribution de l'argent pro-
 » uenant de la vente de l'Office. 2. Que le principal suiet pourquoy
 » le Recteur & les Procureurs ne furent pas pour le Bé, estoit non
 » seulement parce que dans la préassemblée la conclusion auoit esté
 » pour Gouault, mais que celuy qui supplioit pour le Bé ne produi-
 » soit aucune Procuration de sa part, ce qui donnoit iuste suiet de se
 » deffier de cette conduite.

» Les choses estant ainsi arrestées, sans expedition de part ny
 » d'autre, Gouault qui auoit consigné 300. liures, fit ses protesta-
 » tions & representa que de la ville de Troye, lieu de sa residence il
 » estoit venu exprés en cette ville de Paris, pour poursuiure la Pro-
 » uision dudit Office de Papetier, lequel il dit luy auoir esté promis
 » & accordé par preference en l'Assemblée cy-deuant faite en la
 » chambre de M. le Recteur, en payant autant qu'aucun autre. Que
 » suiuant cette promesse & estant d'accord du prix il auoit consigné
 » son argent entre les mains dudit Recteur & d'aucuns des Messieurs
 » les Procureurs des Nations, partant qu'il protestoit contre ceux
 » qui empeschent sa prouision de tous despens, dommages & inte-
 » rests, & du sejour qu'il a fait en cette ville, où il dit n'estre à au-
 » tre fin que pour poursuiure la prouision dudit Office de Papetier
 » Iuré de Troyes. Et de ce que dessus a requis & demandé Acte.
 » Actum anno & die prædictis. Sign. *Du Val*, cum syngrapha.

» En consequence de ladite protestation, il presente sa Requête au
 » Chastelet, tendante à mesme fin. Sur laquelle ont met soit significé.
 » La Requête est conceüe en ces termes.

» A tous Ceux qui ces presentes Lettres verront, Loüis Segnier
 » Cheualier, Seigneur des Ruaulx & de S. Firmin, Conseiller du
 » Roy, Gentilhomme ordinaire de sa Chambre & Garde de la Pre-
 » uosté de Paris, Salut. Sçauoir faisons qu'aujourd'hui date de ces

presentes, Nous auons fait extraire des minutes du Greffe du Cha-
 stelet de Paris, ce qui s'ensuit. Sur la Requête faite en iugement
 deuant nous en la Chambre Ciuile du Chastelet de Paris, par M.
 Guill. le Masson Procureur de Sebastien Gouault Marchand Pa-
 petier demurant en la ville de Troye present en personne, deman-
 deur d'une part, à l'encontre de venerables & discrettes personnes
 M. Claude Petit Iean Docteur en la Faculté de Theologie, Ancien
 de ladite Faculté, Curé de S. Pierre des Arcis, M. Iacques Hen-
 nequin Recteur de l'Vniuersité de Paris, M. Iean de la Roque
 Procureur de la Nation de Picardie, Fiacre le Mercier Procureur
 de la Nation de Normandie, Nicolas Maldamet Procureur de la
 Nation d'Allemagne, & Abraham Balezeaux Procureur de la Na-
 tion de France, deffendeurs d'autre. A ce qu'attendu l'Acte de
 Nomination faite par les deffendeurs de la personne du deman-
 deur pour estre pourueu de l'Estat ou Office de Papetier Iuré en
 ladite ville de Troye pour en estre pourueu, en consequence du-
 quel Acte & Nomination par eux faite, le demandeur s'est rendu
 adiudicataire dudit Estat & consigné le prix. Et neantmoins les
 Lettres de prouision luy sont deniées & refusées, ayant voulu ledit
 Petit Iean reuoquer son election & pretendre vn empeschement
 par les autres Docteurs de la Faculté de Decret & de Medecine,
 en sorte que par ledit empeschement, il est contraint de seiourner
 en cette ville à grands frais & despense. Et partant conclud à l'en-
 contre desdits deffendeurs qui l'ont élu & accordé la reception
 par preference en consequence de l'adiudication à luy faite &
 consignation du prix, ils soient condamnez solidairement chacun
 pour le tout luy faire deliurer les Lettres de prouision dudit Office
 & le receuoir au serment d'iceluy comme adiudicataire, sinon &
 à faute de ce faire condamnez rendre le prix par luy payé, pour la-
 dite adiudication & en tous ses despens, dommages & interests. Et
 par vertu du default donné contre ledit Masson audit nom. Nous
 difons que lesdits deffendeurs seront tenus faire leuer l'empesche-
 ment, si aucun est fait par lesdits Doyens de la Faculté de Decret,
 de Theologie & de Medecine, faire deliurer les Lettres de prou-
 sion dudit Office audit demandeur & le receuoir au serment d'ice-
 luy dans trois iours. Et à faute de ce faire lesdits trois iours passez,
 condamnez à rendre & restituer au demandeur lesdits deniers par
 luy deboursez pour l'adiudication à luy faite dudit Office, & es
 despens, dommages & interests qui seront taxez. Et soit signifié. En
 tesmoignage de ce Nous auons fait mettre à ces presentes le Scéel

» de ladite Preuosté & Vicomté de Paris. Ce fut fait & ordonné par
 » Noble homme M. Antoine Ferrand Conseiller du Roy, & Lieu-
 » tenant particulier de ladite Ville, Preuosté & Vicomté de Paris,
 » tenant le Siege le Mercredy 21. Fevrier 1607.

Cet Acte ayant esté signifié au Recteur & aux Procureurs des Nations, ils constituerent Procureur au Chastelet, & cependant comme le seul suiet pourquoy ils n'auoient voulu receuoir le Bé, estoit parce que celuy qui demandoit la charge pour luy, n'estoit chargé d'aucune Procuracy, l'ayant depuis fait apparoir, ils offrirent de rendre à Gouault sa consignation, & en consequence de cette offre, interuint Sentence portant condamnation de luy rendre la somme de 300. liures qui auoit esté par luy consignée.

X. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront Loüis Segulier,
 Mars &c. Sçauoir faisons qu'aujourd'hui date de ces presentes Nous
 1607. auons fait extraire des Minutes du Greffe du Chastelet de Paris,
 » ce qui s'ensuit. Sur la Requête faite en iugement deuant Nous
 » par M. le Maffon Procureur de Sebastien Gouault Marchand Pa-
 » petier demeurant à Troye demandeur en execution de la Senten-
 » ce par nous donnée le 21. Fevrier d'une part, à l'encontre de M.
 » Jacques Hennequin Recteur de l'Vniuersité de Paris, M. le Feb-
 » vre Procureur d'Abraham Balezeaux Procureur de la Nation de
 » France, M. Iean de la Rocque Procureur de la Nation de Picardie,
 » M. François le Mercier Procureur de la Nation de Normandie &
 » M. Nicolas Maldauer Procureur de la Nation d'Allemagne pre-
 » sent, en personne, deffendeurs d'autre. Parties ouïes en leurs
 » plaidoyez, lecture faite de la Nomination du demandeur à l'Of-
 » fice de Papetier Iuré de ladite ville de Troye & de l'adiudication
 » faite audit demandeur, moyennant 300. liures tournois dudit Of-
 » fice. Nous suiuant les offres desdits deffendeurs les auons con-
 » damnez & condamnons à rendre lesdits 300. liures tournois par
 » luy payées avec les frais de l'Acte, sans autre frais, despens, dom-
 » mages & interests. En tesmoin de ce nous auons fait mettre à ces
 » presentes le Scéel de la Preuosté & Vicomté de Paris. Ce fut fait
 » & donné par M. François Miron Seigneur du Tremblay & Ligne-
 » rel Conseiller du Roy en ses Conseils d'Estat & Priué, & Lieute-
 » nant Ciuil de la Ville, Preuosté & Vicomté de Paris, tenant le
 » Siege audit Chastelet le Samedi 10. iour de Mars 1607.

Cette Sentence ayant esté executée & l'argent rendu à Gouault, Guillaume le Bé chargé de Procuracy de son cousin Jacques le Bé fils du defunct, consigna entre les mains dudit Re-
 ctur

cteur la somme de 300. liures, le 22. Mars ensuiuant dans la première assemblée, & le 24. ledit Recteur ayant tenu Assemblée aux Mathurins, le recent au serment ordinaire dont l'Acte fait foy.

Anno Domini 1607. 24. mensis Martij Alma Vniuersitas Paris. « apud S. Mathurinum, vt moris est, solenniter hora solita matutina « congregata contulit Officiū Papetarij Iurati vrbis Trecensis vacans per obitum viri venerabilis Guill. le Bé illius vltimi Possessoris pacifici, honorabili viro Iacobo le Bé eius filio Mercatori & Ciui Trecensi absentī, acceptanti tamen per honestum virum Guill. le Bé eius Procuratorem litteratoriē fundatum. Item contulit eadem Vniuersitas Officiū Librarij Iurati dictæ Vniuersitatis vacans per obitum Stephani Vallot prouido viro Petro Cheualier Mercatori Librario & Ciui Parisiensi præsentī & acceptanti, ea tamen conditione vt deponatur pecunia in manus D. Rectoris, quo vsque aliàs de distributione ordinatum sit. *Aqua Conclusionē D. Balezcaux Procurator Gallie, nomine Facultatis Artium se intercedere dixit, quoad distributionem attinet, itavt nihil innouetur, sed vt semper seruetur antiqua & laudabilis consuetudo, requisivit Actum anno & die prædictis.* «

Or afin que l'on sceust quelle somme auoit assignée ledit le Bé, il en mit sa declaration au Greffe en ces termes.

Je soussigné Guill. le Bé Marchand & Bourgeois de Paris, certifie à tous qu'il appartiendra auoir payé & deliuré à M. Hennequin cy-deuant Recteur de l'Vniuersité de Paris, pour & en l'acquit d'honorable homme Iacques le Bé mon Cousin, pourueu en l'Office de Papetier de Troyes, la somme de 300. liures tournois, suiuant la composition faite avec moy pour la conference dudit Office, & laquelle somme i'ay payée audit sieur Hennequin dès le 22. iour de Mars dernier, auparauant la prouision dudit Office. Fait à Paris ce 4. iour d'Avril 1607. Signé Guillaume le Bé, avec paraphe. «

L'argent de l'Office de Libraire fut aussi mis & déposé entre les mains dudit Recteur, iusques à ce que le differend d'entre les Doyens & les Procureurs fust voidé, comme escrit le Doyen de Medecine en son Reg. *Pecunia ex vtroque Officio accepta deposita est in manibus eiusdem D. Rectoris Hennequin sub eius syngrapha, donec controuersia inter Decanos superiorum Facultatū & Procuratores Nationum orta dirimatur.*

Ce differend estoit nouueau, & tous ceux qui ont escrit les Actes de ces temps-là en conuiennent, le Doyen de ladite Faculté

de Medecine n'en disconuient pas dans l'Acte du 17. Feb. 1607. *ijdem 3. Decani eodem consensu statuerunt ut pecunia quæ ad Academiam de Officiorum vacatione in posterum rediret, deductis à tota summa impensis necessarijs, in duas partes æquales diuideretur & media pars D. Reçtori cederet; altera in duas item portiones pares subdivideretur; quarum una Procuratoribus Nationum, altera ijsdem Decanis distribuere-tur. Atque de his rebus Actum à Scriba postularunt. Il dit in posterum, par ce qu' auparauant cela ne se faisoit pas. Aussi M. Nicolas Maldamet Procureur de la Nation d'Allemagne appelle ce procès-là *nouam litem*. Et le Procureur Fiscal de l'Vniuersité requiert, *ut semper seruetur antiqua & laudabilis consuetudo in distributione nummaria; ita ut nihil innouetur.**

Les Nations veulent aussi conseruer leur droit & entreprendre le procès à leurs frais & despens. Car comme les Doyens pres-soient ledit sieur Hennequin ancien Reçteur de leur bailler leur contingente, le Reçteur qui luy succeda, fit assembler le 2. Iuin audit an les Procureurs en sa chambre pour auiser aux moyens de soustenir ce procès; & tous furent d'auis d'assembler leurs Nations. Voicy l'Acte tiré des Reg. de la Nation d'Allemagne.

2. Die mensis Iunij (1607.) D. Reçtor accersit 4. Procuratores ad deliberandum quid esset agendum in causa præclarissimæ Facultatis Artium aduersus Decanos Superiorum Facultatum, petentes iura sua æquari cum iuribus DD. Procuratorum in distributionibus pecuniæ ex venditione Officiorum Vniuersitatis, ubi conclusum fuit, ut singuli Procuratores congregarent Magistros Nationum, quoniam res agebatur totius Facultatis. Sig. THOM. SCOT.

Le mesme escrit en suite que la Nation s'estant assemblée le 9. du mesme mois & an, la resolution fut prise en presence de M. Guill. du Val Greffier de l'Vniuersité, de poursuiure le susdit procès. *Nono die eiusdem mensis Natione rite congregata apud Mathu-rinenses hora 7. matutinà presente D. du Val Scriba Vniuersitatis, vna-nimi consensu omnes censuerunt litem supradictam vnà cum reliquis Natio-nibus esse suscipiendam & sumptus in eam rem faciendos & erogandos ex ærario publico Nationis pro rata reliquarum Nationum, quod per dictum Scribam Vniuersitatis relatum est in Acta Vniuersitatis. Et ita per me conclusum. I. SCOT.*

Ce procès n'a point esté voidé que nous ayons appris par la lecture des Registres. Il en est encore parlé és années suiuanes 1608. & 1609. que les Doyens le voulurent releuer sous le nom de M. Iacques Hennequin, mais tout cela est demeuré indecis, &

les Procureurs ont toujours iouï de leurs droits, selon l'ancienne pratique, tesmoin cet article des Statuts de la Nation de France renouuelez & confirmez l'an 1629. & depuis homologuez en la Cour par Arrest contradictoire du 9. Aoust 1662. c'est au Chap. du Procureur. *Ius Officiarios Vniuersitatis quos vocant, cum D. Rectore & aliarum Nationum Procuratoribus designandi & creandi penes D. Procuratorem esto.* Et si quid inde emolumenti proueniat, sibi habeto.

Il doit donc passer pour constant que l'argent prouenant de la vente des Offices appartient au Recteur & aux Procureurs, & consequemment que les Offices de l'Vniuersité dependent principalement d'eux, comme ayant le droit primitif & originaire suiuant l'ordre de leur institution.

II. R E F L E X I O N.

Sur l'Electiõ des Officiers de l'Vniuersité.

PVis que les Offices appartiennent originairement aux Nations, qu'elles & leurs Procureurs les peuuent vendre, il ne reste plus que de sçauoir à qui appartient l'electiõ & nomination des Officiers; & principalement des trois Grands qu'on appelle proprement les Officiers de l'Vniuersité, qui sont le Procureur Fiscal, le Greffier & le Receueur.

Pour resoudre cette Question, il faut examiner la qualité des Elifans & celle des Personnes eligibles. Quant à celle des Elifans, il faut presupposer qu'autre chose est d'élire, autre chose est de conferer; car l'electiõ peut appartenir à l'un, & la collation à l'autre. Cela paroist dans la disposition des Benefices. Le Patron Ecclesiastique ou Laique a droit de l'Electiõ ou de Nomination, & l'Ordinaire ou le Pape ont droit de Collation. Dans les Chapitres où les Chanoines ont leurs semaines tour à tour, chacun d'eux, selon la disposition ancienne, a droit de presenter au Benefice qui vient à vaquer pendant sa semaine, & le Chapitre reçoit, & confere. Dans l'Vniuersité nous auons la mesme coustume, non seulement dans la disposition des Bourses & Principalitez des Colleges, mais dans celle des Benefices qui dependent d'elle. La Faculté ou la Nation qui est en tour, elit & nomme, & l'Vniuersité en Corps reçoit le nommé & le presente en son nom à l'Euesque.

Dans la Question proposée le Recteur & les Nations ou leurs Procureurs pretendent auoir vn droit primitif & originaire de Patronage en la presentation des Offices susdits, pour pouuoir choisir des personnes capables de les posseder & exercer; & que les Facultez ou leurs Doyens n'ont que le droit d'agrément & de reception. Ce droit se prouue euidentement. 1. par ce qui a esté dit cy-dessus en la 1. reflexion, de la propriété & vente des Offices, & par cette maxime receuë par tout, *Nemo dat quod non habet.*

2. Par l'origine de l'Vniuersité & par la priorité des Nations dans icelle, suiuant laquelle lesdites Nations ont vn droit originaire de disposer de tous les Offices & Officiers necessaires à l'Vniuersité. L'on suppose icy ce principe, par ce qu'il a esté euidentement prouué dans l'Histoire.

3. Par la comparaison du droit de Patronage, qui a esté establi en faueur de ceux qui ont donné le lieu où bastir des Eglises, ou qui les ont edifiées ou dotées, à raison dequoy l'Eglise leur a accordé le droit de nommer & de presenter le Curé ou autre pour la desserte du Benefice.

Or les Nations ont institué & pour ainsi dire edifié l'Vniuersité, estant les premiers membres & les premieres parties qui l'ont composée, les seules qui l'ont dotée, les Facultez n'estant suruenues que depuis, comme parties accessoiress, dont elles sont elles-mêmes demeurées d'accord; & consequemment les Nations ont & doiuent auoir le droit primitif, essentiel & primordial, droit de patronage dans la disposition des Offices & dans le choix & nomination des Officiers qui sont commis & destinez à la seruir. Autrement il faudroit dire que l'Vniuersité n'auroit iamais esté sans estre composée des Facultez comme elle est aujourdhuy; ce qui est contre la disposition de l'Histoire & la verité des Actes.

4. Par la comparaison de l'élection du Chef de l'Vniuersité, à laquelle les Facultez ny les Doyens n'ont iamais eu de part, ny n'ont pretendu en auoir, mais seulement à vne espece de confirmation, qui se fait dans vne seconde Assemblée où ils sont appellez pour l'instruire des affaires de l'Vniuersité. Laquelle election ne peut appartenir aux Nations priuatiement, que par le droit primitif de leur origine; qui leur donne encore la garde des Clefs des Archiues & du Thresor, la creation des Messagers, tant Grands que Petits, la Seigneurie & propriété du Pré aux Clercs & quantité d'autres prerogatiues.

5. Par la consideration du demembrement desdits Offices,

de la charge de Recteur. Estant tres vray-semblable qu'anciennement le Recteur estoit le Syndic ordinaire, le Scribe des Actes & le Receueur des deniers communs, comme nous auons remarqué. Et quand le demembrement est arriué, il n'est pas croyable que les Nations ayent voulu perdre en la creation de ces Offices le droit es-les auoient en l'election de celuy qui les renfermoit.

6. Par la consideration de la qualité desdits Officiers, & de la Faculté d'où ils sont pris. La liste que nous en auons cy-deuant produite, & qui iustifie de l'election de tous ceux qui ont exercé ces charges depuis 100. & 300. ans, fait voir que tous ceux qui ont esté pris dans l'Vniuersité, ont tous esté de la Faculté de Arts: Et que dans vn nombre de 70. ou 80. Officiers, il ne s'en trouue pas vn qui ait esté Docteur en aucune des Facultez Superieures, quand on l'a eleu; ou qui n'ait quitté la Charge quand il a voulu se faire Docteur. Bien dauantage, il ne se trouuera pas vn seul Acte qui fasse voir qu'il y ait iamais eu contestation entre les Facultez & les Nations pour cette qualité. Tant les Facultez ont esté persuadées, qu'il n'appartenoit qu'à celle des Arts de donner des Officiers de son Corps à l'Vniuersité. D'où il est aisé d'inferer que puisque la Faculté des Arts a touûjours fourny d'Officiers à l'Vniuersité, elle doit auoir le principal droit en leur election.

7. L'ancien Statut de 1266. où il s'agit de l'election d'un Conseruateur des Priuileges Apostoliques, qui est vn Officier commun de toute l'Vniuersité, ne parle que des Nations, *communi & expresso vniuscuiusque Nationis interueniente consensu.*

Le Statut de 1323. fait à l'occasion des Libraires & des Escriuains de Liures, marque les deux manieres de receuoir les Officiers par l'Vniuersité, ou par le Recteur & les Procureurs, *nullus Stationarius Clericum habeat ad liberandum exemplar, nisi priusquam Officium exerceat, sit coram Vniuersitate, vel saltem coram Rectore & 4. Procuratoribus juratus fideliter exercere Officium secundum ordinem Vniuersitatis.*

La remarque que fait M. Bernard de la Venguiere Doyen de la Faculté de Medecine, escriuant l'Acte du 19. Nouemb. 1499. fait bien voir que la coustume estoit telle, que le Recteur & les Procureurs instituoiert des Officiers & les receuoient à serment, sans y appeller les Doyens. Car il dit que sa Faculté conclud à ce que cela ne se fist plus. *Quod posthac nullus Rector aut Procurator Vniuersitatis, aut quicumque alius posset aliquos instituere Officiarios aut recipere ad iuramenta, aut dare alicui adiunctionem Vniuersitatis, nisi prius fuisset conclusum per totam Vniuersitatem super his debitè congregatam.*

Le Registre d'Allemagne parlant de l'Assemblée tenuë aux Mathurins le 26. Fevrier 1565. pour l'election d'un Procureur Fiscal, ne fait mention que du Recteur & des 4. Procureurs, *Rektor Vniuersitatis cum 4. Procuratoribus apud S. Mathurinum conuenit.* Si les Doyens y furent appelez, comme il y a apparence, & s'ils ne s'y trouuerent point, l'election n'a pas laissé de subsister.

M. Laurens Bourceret estant Recteur, fit statuer par l'Vniuersité assemblée aux Mathurins le 7. Octobre 1584. *Ius Nominationis sibi & Procuratoribus sub quibus obisset Librarius aut alius Officiarius Vniuersitatis, acquisitum esse.*

M. Pierre Valens qui a vieilly dans le maniment des affaires de l'Vniuersité, & qui a esté Procureur de la Nation d'Allemagne sept ou huit fois dans le siecle precedent & dans celuy où nous viuons, n'a pas crû escrire contre la verité & contre la coustume, quand au sujet de l'election de M. Christophe Barberousse pour Syndic, au lieu de M. Iacques Arrogier, il dit que le 1. iour d'Octobre 1605. il se trouua avec les autres Procureurs ses Confreres & Collegues en la chambre du Recteur, & que là ils conclurent, *Vt D. de Barberousse reciperetur Procurator Fisci*, & que le 3. iour ensuiuant il fut receu aux Mathurins, *receptus verò fuit die Lune 3. Octob. apud Mathurinos.* Ce qui fait voir que cette Preassemblée appartient particulièrement aux Nations, & que celle des Mathurins est commune aux Nations & aux Facultez.

Responſes aux obiections.

Obiect. Mais d'où vient donc, dira quelqu'un, 1. qu'on ne void rien de cette Preassemblée dans les Registres de l'Vniuersité, ny dans ceux des Facultez.

Resp. La raison en est, parce que les Doyens ne se trouuent en cette Preassemblée que par occasion, où s'ils n'y sont mandez exprés, comme il est arriué pour l'affaire du Papetier de Troye, à cause de la brigade des Contendans, & pour auiser aux moyens de pouruoir sans contestation à l'Office vaquant. Et comme il n'y a rien aussi à statuer en cette Preassemblée, qu'elle se fait seulement pour conferer du merite des personnes eligibles, & pour se determiner à peu près, le Greffier de l'Vniuersité ne s'y trouue pas non plus s'il n'y est appellé, & consequemment il ne doit pas escrire vne chose dans ses Registres, dont il n'a pas de connoissance, & à laquelle il n'a pas esté present.

Obiect. 2. Pourquoy faire vne seconde Assemblée où les Doyens sont appelez, s'ils n'ont point de part à la nomination ou election.

Resp. Pour 3. raisons. 1. Parce que quoy qu'ils n'ayent pas le droit primitif d'elire, ils ont neantmoins le droit d'agréeer & de confirmer ou d'infirmer, en cas que la personne qui se presente, n'eust pas les qualitez requises. 2. Parce que le Recteur ou quelqu'un des Procureurs peut estre de different sentiment des autres, ou mesme en changer apres la Preassemblee; auquel cas se ioignant avec les Doyens, il en peut faire elire vn autre que celuy qui aura esté élu en la Preassemblee. 3. Pour faire prester serment au Recipiendaire, n'estant pas iuste d'admettre & d'incorporer vn Officier de toute l'Vniuersité, sans qu'au moins les Deputez d'icelle en ayent connoissance, & qu'ils ne disent leurs auis sur la capacité ou incapacité, sur les bonnes ou mauuaises qualitez de la personne qui demande la Charge. Comme il se pratique dans la disposition des Benefices. Car quoy que chaque Faculté & chaque Nation ait vn droit primitif d'elire, d'indiquer & de nommer, il appartient neantmoins à l'Vniuersité de confirmer l'election, ou de l'infirmer, si la personne indiquée estoit mal notée, ou d'ailleurs incapable.

Obiect. 3. Au moins les Procureurs ne deuroient ils pas porter suffrage en la 2. Assemblée, & en ce cas les Doyens deuroient eux seuls deliberer sur l'election faite en la Preassemblee.

Resp. L'on en diroit autant du Recteur: mais comme & le Recteur & les Procureurs peuuent varier, ils sont tousiours receus à porter suffrage. Nous voyons par l'exemple de M. Wlcain Thyuet, que quand il fut élu Receueur, le Recteur se departie d'avec les Procureurs, & se ioignant avec les Doyens, il conclut avec eux suiuant le droit qu'il a d'une double voix, comme nous auons remarqué ailleurs.

Obiect. 4. Ces Officiers-là portent le nom d'Officiers de l'Vniuersité, ils n'appartiennent donc pas à la Faculté des Arts.

Resp. Le Recteur est qualifié du nom de Recteur de l'Vniuersité, & neantmoins son election depend absolument & priuatiuement de la Faculté des Arts, & ne peut estre pris ny élu que de la Faculté des Arts. Il en est de mesme des Officiers susdits. Ils seruent toute l'Vniuersité en ce qui regarde le commun, & neantmoins ils sont de la Faculté des Arts, ou nommez & presentez par elle. Il en est de mesme des Messagers grands & petits, qui portent le nom de

Messagers de l'Vniuersité, & neantmoins ils dependent entierement & priuatiuement des Nations.

Obiect. 5. Les Officiers susdits pouuant estre doubles, les vns communs à toute l'Vniuersité; les autres particuliers à la Faculté des Arts, il doit suffire à ladite Faculté d'en pouuoir élire pour elle, sans pretendre en outre auoir le droit de nommer les Communs.

Resp. La Faculté des Arts n'a seulement pas ce droit pour elle, mais elle l'a au regard de toute l'Vniuersité. Il luy est permis de multiplier les Charges, ou d'en donner plusieurs à vne mesme personne. Elle nomme vn Recteur qui n'est seulement pas son Chef; mais qui l'est aussi de toute l'Vniuersité. Autrefois le Recteur estoit & Scribe & Receueur; elle a trouué à propos de separer ces Charges, & de les conferer à diuerses personnes, dont elle ne doit pas estre moins Electrice qu'elle l'estoit, lors que lesdites Charges estoient vnies en la personne du Recteur.

C'est l'auantage qu'elle tire de son Antiquité & Priorité dans l'Vniuersité, & vn auantage qu'elle n'a pû ny deû perdre par l'association des Facultez. D'où vient que soit qu'elle prenne lesdits Officiers dans l'Vniuersité, ou hors l'Vniuersité, elle les doit toujours élire & nommer, parce qu'elle le faisoit ou pouuoit faire auant la naissance desdites Facultez.

Et c'est encore de là que prouient l'inegalité des distributions qui se font aux Procureurs & aux Doyens de la vente des Offices. Car la coustume est que le Recteur & les Procureurs partagent la somme également, le Recteur en ayant la moitié & les Procureurs l'autre; & les Doyens n'ont qu'vn droit d'assistance à la reception de l'Officier & prestation de serment, qui est à chacun vn escu.

Obiect. 6. L'on pourra dire que supposé que l'Office appartienne à la Faculté des Arts, au moins les 3. Facultez estant consentantes, pourront prendre celuy des Artiens qu'elles voudront, sans que ladite Faculté des Arts puisse contredire, estant ainsi trois Facultez contre vne.

Resp. Nous n'entrerons point dans la grande Question du nombre des suffrages, & il nous suffira de dire en passant, que les Nations ne pretendent seulement pas auoir la propriété des Offices, mais que de plus dans l'election des Officiers, elles ont la pluralité des voix, estant quatre contre trois.

Mais pour respondre plus precisément à l'obiection, l'on peut dire que de vouloir restraindre les Nations à vn droit passif, c'est renuerfer

renuerfer tout le Droit des Gens, & establir vne pratique qui est fans exemple. Chaque corps comme chaque particulier, fait de son bien ce qu'il veut, & selon qu'il en peut disposer. Pour elire des Officiers, il faut en connoistre les merites, & qui est. ce qui le peut mieux connoistre que leur Corps mesme? Toutes les Facultez & les Nations ont vn droit chacune à leur tour de nommer aux Benefices vaquans; & toutes les autres ensemble qui font l'Vniuersité, n'ont que le droit d'approbation & de confirmation. La Nation de France est composée de cinq Tribus, dont chacune à son tour nomme vn Receueur, & les autres ne font qu'approuuer la nomination qu'elle en a faite.

La Faculté des Arts ayant donc vn droit foncier & de propriété dans les Offices, elle doit choisir, nommer & presenter les Officiers, & les Facultez n'ont autre droit que d'agréer & d'approuuer la nomination, si elle est faite d'une personne capable. Et par cet agréement les Facultez cooperent à estendre la Charge pour le seruiue commun de toute l'Vniuersité.

Mais si les 3. Facultez Superieures ne veulent pas agréer & recevoir ladite nomination? la Cour y a pourueu par l'autorité de ses Arrests des 9. Aoust 1614. & 9. Mars 1622. Mais que leur seruiroit de ne pas agréer? La nomination subsisteroit toujours, parce que ladite Faculté des Arts est en droit de la faire independemment des autres, comme elle est en droit d'elire seule le Recteur, de créer seule des Messagers, & de garder les clefs des Archives. Et les autres ne scauroient nommer aucun Officier commun independemment de celle des Arts: parce qu'elles n'ont tout au plus qu'un droit commun avec elle. Tellement qu'à moins que de faire bande à part, & de renoncer à la société commune, il leur seroit impossible de faire vne autre nomination; ou en tout cas elles ne pourroient communiquer à celuy qu'elles auroient eleu, qu'un droit commun entr'elles, & non pas pour les affaires communes de l'Vniuersité, parce qu'elles ne le peuvent faire independemment des Nations ou du Recteur, qui est le centre & l'union de toutes les Compagnies.

De tout de ce discours, il est aisé de iuger avec combien de iustice & de connoissance de cause, feu M. l'Aduocat General Talon, Oncle de celuy qui tient aujourd'huy si dignement cette place, conclut en suppliant la Cour de maintenir le Recteur, *Supposts & Procureurs des 4. Nations, à ce qu'aucun preiudice ne leur soit fait, & qu'ils pourront pouruoir & nommer à tous les Offices qui sont à pouruoir en l'Vniuersité.* En consequence desquelles Conclusions, la Cour par son

Arrest du 9. Mars 1622. ordonna que M. Nicolas Quintaine nommé par le Recteur, exerceroit la charge de Scribe.

Adioustons qu'il est bien necessaire que la chose soit ainsi. Car 1. l'Vniuersité ne peut pas subsister sans les Nations, c'est à dire sans la Faculté des Arts: mais elle peut bien subsister sans les Facultez separées de leur Corps, puis qu'elle a bien subsisté près de 500. ans sans elles, & n'a pas laissé de faire la mesme profession des Lettres & des Sciences dont elles portent le nom, tant deuant qu'après l'association desdites Facultez. 2. Si elles pouuoient nommer des Officiers contre le gré des Nations, comme elles ne taschent qu'à deprimer l'autorité du Recteur, & s'aroger sur les Nations vne Superiorité qu'elles ne peuuent auoir dans l'ordre obserué de tout temps, elles ne manqueroient pas de leur en donner pour les contraquarrer & pour se rendre necessaires. Le seul exemple de Wilcain Thyuet duquel a esté parlé cy-dessus, fait voir ce qu'on doit apprehender de semblable. Car ayant esté abandonné par la Faculté des Arts, & soutenu par les trois autres dans son election pour la charge de Receueur, il ne cessa de la harceler & de tourmenter les Recteurs, auxquels il se rendit si odieux, qu'il fut enfin contraint de s'en demettre.

III. REFLEXION.

Sur le reuenu de l'Vniuersité.

LE reuenu de l'Vniuersité est de deux sortes, Casuel & Fixe. Le Casuel est ordinaire ou extraordinaire. Le Casuel ordinaire est celuy qui prouenoit de la taxe des Bourfes, de tous ceux que l'on incorporoit en l'Vniuersité, qui faisoient des Actes de Determinance, de Licence & de Maistrise és Arts. Ainsi plus chaque Nation auoit de telles Gens, & plus elle contribuoit au reuenu commun. Le seul Acte de 1266. qui est d'une reformation que fit Simon Cardinal de sainte Cecile suffit pour le faire voir.

Les 4. Nations s'estoient tellement aigries & emportées les vnes contre les autres, & particulièrement la Nation de France contre les trois autres, & celles cy contre elle, qu'elles auoient fait deux Recteurs dans l'Vniuersité, & s'estoient separées d'ensemble. Les 3. Nations se plaignoient que celles de France auoit fait refus de contribuer aux frais communs, sur ce quelle auoit receu mesme pendant l'Vnion. A quoy celle de France respondoit qu'el-

le n'estoit obligée de contribuer qu'autant que chacune des autres. *Proponebant quod eadem Natio Gallicana pecuniam quæ sibi obuenerat, dum erat in consortio aliarum Nationum, refundere vel restituere siue in communi 4. Nationum ponere, sicut est hætenus consuetum, indebitè contradixit. Procuratoribus Nationis Gallicanæ ipsam ad huiusmodi pecuniam refundendam dicentibus non teneri, & petentibus etiam per Nos ordinari, ne de cætero ad refundendam pecuniam quæ sic obuenerit, & contribuendum etiam in solutione debitorum & expensarum Vniuersitatis plusquam una ex alijs teneatur.*

Le Cardinal regla ce point, & ordonna que la Nation de France, quoy que plus nombreuse, contribueroit à l'ordinaire pour le commun, de tout son Casuel, aussi bien que chacune des autres. *Illam verò petitionem quam fecit eadem Natio Gallicorum de non refundendo in posterum nec contribuendo in solutione debitorum & expensarum Vniuersitatis plusquam aliqua aliarum, non duximus admittendam. Ordinantes quod super hoc seruetur in posterum, quod hætenus extitit obseruatum.*

Et par vn autre endroit du mesme Acte, il paroist que ce casuel prouenoit de la taxe des Bourses de ceux qui vouloient faire leurs Actes de Determinance, de Licence, & de Maistrise. *De refusione autem prædictæ pecuniæ arbitramur quod tam ipsa Natio Gallicorum quam aliæ singulæ pecuniam quæ ab ipsis Baccalarijs, Incipientibus & Determinantibus obuenerit in futurum vniõne durante, ad requisitionem Rectoris electi concorditer sine diminutione refundat.*

Pourquoy ad requisitionem Rectoris? C'est qu'anciennement dans chaque Nation les Procureurs & les Examineurs des Recipiendaires, receuoient certains droits pour la Bourse commune, qu'ils estoient obligez d'apporter au Recteur à son premier mandement. Le reglement que fit la Faculté des Arts au mois de Ianuier 1258. en fait foy. *Iurabunt quod ad primam citationem Rectoris hora determinatâ ad locum refundendi conuenient parati ad refusionem faciendam.* Elle leur deffend mesme de faire porter l'argent qu'ils auront par autres mains que par eux-mesmes, *pecuniam quam debent Vniuersitati nisi per seipfos destinabunt.*

Enfin la mesme Faculté fait defense au Recteur d'employer cet argent du public à autre chose, qu'au payement des debtes de l'Vniuersité. *Quo iuramento Rector cum ad Officium assumetur, pariter adstringatur: videlicet quod pecuniam communem non alienabit, nec alienari permittet, nisi illa alienatio pecuniæ cedat ad solutionem Communitatis, seu ad expeditionem negotiorum Communitatis eiusdem.*

Dans la suite des années & des siècles, l'on ne void point d'autre fond à l'Vniuersité que celuy là, que nous appellons *Casuel*, parce qu'il dependoit du plus ou moins grand nombre de Recipiendaires, *Et ordinaire*, parce qu'il n'y en auoit point d'autre. Et c'est peut-estre d'où l'on a donné à la Faculté des Arts le nom de *Mere*, aussi bien que parce qu'elle engendre toutes les autres. Car nous ne voyons qu'elle à faire subsister l'Vniuersité. Auant que les Facultez fissent Corps à part, les Nations contribuoiēt à faire ce reuenu public; & depuis leur association, elles ont tousiours continué sans qu'il paroisse par aucun Acte que les Facultez ayent iamais contribué ny donné du leur.

En effet, il semble que puis que les Nations prenoient sur leurs Recipiendaires de quoy faire subsister le public, les Facultez en deuoient faire de mesme, & ioindre les Bourses de leurs Bacheliers, Licentiez & Docteurs à celles des Determinans, Licentiez & Maistres de la Faculté des Arts, pour composer avec elles vn fond considerable pour la necessité des affaires. Mais il ne se trouue pas vn seul Acte qui en fasse mention; en sorte que l'on peut dire avec verité, que le reuenu ordinaire de l'Vniuersité appartient en propriété aux Nations, & que les Facultez n'y ont point d'autre part ny d'autre droit que ce que les Nations leur en ont voulu faire.

Quant au Casuel extraordinaire, il prouenoit des contributions que l'on leuoit sur tous les Maistres & les Escholiers en cas de necessité publique, & là où le reuenu ordinaire n'estoit pas suffisant; & en ce cas là, il est bien à croire que comme chaque Faculté y contribuoit, s'il restoit quelque chose apres les affaires faites entre les mains du Receneur commun, on le mettoit dans le coffre avec l'autre; & ainsi elles y auoient leur part; mais cela n'arriuoit gueres souuent.

Il y a eu encore vne autre sorte de contribution, comme nous auons marqué cy-deuant, qui estoit que chaque Nation & chaque Faculté contribuoit également sans toucher à l'argent du public; & de cette façon là, chacune faisoit ce qu'elle vouloit de ce qui restoit apres la depense.

Nous ne trouuons point d'autre fond en l'Vniuersité que celuy-là, depuis sa fondation iusques vers l'an 1630. c'est à dire durant 800. ans. les seuls Recipiendaires, Escholiers Iurez & Artistes qui estoient en grand nombre, la faisoient subsister, Elle & tous ses Officiers. Il n'y auoit point de Nation si peu nombreuse, qui ne donnast au moins deux cent personnes par an à l'Vniuersité. Celle

de France en donnoit elle seule plus de mille, ce qu'il est aisé de remarquer en lisant les Actes de chaque Procureur, qui quoy qu'il ne fust que deux ou trois mois en charge, receuoit par fois trois cent, tant Determinans, & Subdeterminans que Licentiandes & Maistres és Arts. Nous voyons mesmes que chaque Recteur qui n'estoit non plus que trois mois en charge, receuoit tant en Escholiers Iurez, qu'en Officiers, trois & quatre cent personnes. Tout ce grand nombre qui faisoit en l'Vniuersité, trente ou quarante mille Estudians payoit le droit de bourse à la Communauté. Dont enfin il se faisoit vne somme considerable.

Du Pré aux Clercs.

DEpuis enuiron 50. ans en çà le nombre des Estudians ayant extrêmement diminué dans l'Vniuersité & consequemment le reuenu Casuel, l'on a esté obligé d'en chercher vn fixe en conuertissant l'usage du Pré aux Clercs qui n'estoit autrefois que pour la promenade & la recreation, en vn reuenu de Cens & rente. Pour bien esclaircir cette matiere, il y a trois choses à examiner, à qui appartenoit la propriété du Pré aux Clercs, quel en estoit anciennement l'usage, & comment il a esté conuerty.

Il n'y a nulle difficulté que la propriété dudit Pré n'ait appartenue autrefois aux seules Nations lors quelles composoient seules l'Vniuersité. Car soit que l'on en attribuë la donation à Charlemagne selon la croyance commune, ou à quelqu'un des Ducs Abbez qui ont eu l'administration de l'Abbaye de S. Germain des Prés iusques au temps de Hugues Capet, comme pretendent les Moines & comme l'escrit du Breüil, il est certain que les Nations l'ont possédé seules plus de trois cent ans auant que les Facultez de Theologie, de Droit Canon & de Medecine fissent Corps en l'Vniuersité separément desdites Nations, ce qui n'est arriué que vers l'an 1260. tout cela est foncierement prouué dans l'Histoire de l'Vniuersité. C'est pourquoy nous ne nous arresterons point à en faire icy vne demonstration particuliere.

Il suffira de faire vne preuue de la continuation de cette propriété & possession dans la suite des siecles depuis que lesdites Facultez ont fait Corps separément des Nations. Et auant que de la faire, il est à propos de remarquer qu'y ayant eu quelque contestation entre les Moines & l'Vniuersité vers l'an 1193. par la reformation qui fut faite l'an 1215. par le Cardinal Robert, il y eut article ex-

V iij

PROPRIÉTÉ
DE
DU
PRÉ
AUX
CLERCS.

prés de la propriété dudit Pré, *Pratum S. Germani in eo statu in quo fuit eis adiudicatum, eis plenè confirmamus.* C'est-là où ledit Cardinal parle des Artistes, & où il leur prescrit des regles pour les disputes, pour les leçons & pour les habits; & ce dans vn temps où toutes les Facultez estoient encore renfermées dans les Nations.

La tranfaction que firent le Recteur & les Procureurs des 4. Nations en 1289. avec M. Pierre d'Ancehire, rapportée dans l'Histoire, est encore vne preuue conuainquante de la susdite possession & propriété des Nations, estant certain que l'on ne transige qu'avec ceux qui ont droit. Voicy donc les Qualitez. *Inter Discretos viros MM. Procuratores Nationum, Gallicorum, Picardorum, Normanorum & Anglicorum & Magistrorum dictarum Nationum, ac Rectorem Vniuersitatis ex vna parte, & M. Petrum de Ancelina Clericum ex altera.* Et dans le mesme Aëte les Doyens des Facultez n'y font rapporter que comme tesmoins. *Interfuerunt testes presentes, &c.*

Dans la suite neantmoins l'on a admis les Doyens avec les autres Deputez pour rendre les Aëtes plus solennels & plus authentiques, mais pour conseruer tousiours le droit de propriété, le Recteur & les 4. Procureurs accompagnez des Intrans, des Bedeaux & des Officiers auoient coustume d'aller tous les ans le iour de Pasques ou le lendemain, entendre la Messe à S. Germain & de là se transportoient dans le Pré, comme Seigneurs d'iceluy, de peur que dans la suite des temps les Moines ne vinssent à s'en emparer.

Ce qu'escriit à ce suiet M. Martin le Maistre Procureur de la Nation de France dans son Reg. de l'an 1457. est fort considerable. *In vigilia Paschæ, dit il, cum magnis laboribus & pœnis impetrauimus vnum Mandatum, quo prohibebatur M. Roberto Remigij (l'vn des Contendans au Reëtorat) ne die Paschæ iret ad Pratum Clericorum, & in die Lunæ ad nostram Dominam de Campis iuxta veteres nostrorum & antiquos Patrum ritus ac consuetudines, quod ideo impetratum est, ne aliqua turbatio, aut seditio oriretur inter fautores Contendentium.*

M. Antoine Guibert Greffier de l'Vniuersité assista à la visite qui fut faite le lendemain de Pasques de l'an 1538. & la descriit de la sorte. *Hodie Lunæ in crastino festi Resurrectionis D. N. I. C. Dom. Rector, scilicet M. Claudius Berthot cum 4. Procuratoribus & 4. Magnis Intrans Nationum Facultatis Artium, & Bidellis eiusdem Facultatis Cœnobium D. Germani de Pratis adiuerunt, Missamque ibidem more solito audiuerunt. Quæ auditâ ad Pratum Clericorum accesserunt, & illud pro more visitauerunt me Notario & Scriba dictæ Vniuersitatis in præmissis adstante.*

Le Lundy 7. Avril Feste de Pasques de l'année 1550. commençante, *D. Rector cum 4. Procuratoribus adiuerunt eodem D. Germani de Pratis, in qua pro illis dicta fuit Missa, post quam Pratum Clericorum more solito adiuerunt.*

M. N. Erard Procureur de la Nation d'Allemagne escrit. *Anno Domini 1561. & tertio die mensis April. secessit pro more solito D. Muldrac Rector Academiae cum 4. Procuratoribus, Quadrumuiris & Nationum Bidellis in PRATVM SCHOLASTICORVM, de eo legitimam possessionem & Iurisdictionem accepturus.*

M. Pierre Valens Procureur de la Nation d'Allemagne en 1614. fait voir que de son temps telle estoit encore la coustume. *Die 31. Martij pridie Kal. April. (an. 1614.) Ampliff. D. Rector vnè cum Scriba & Procuratoribus Academiae Pratum Clericorum ritè rectè que more institutoque Majorum sibi vindicauit & nos postea ientaculo lautè excepit.*

Ce peu d'Actes d'entre vne infinité d'autres semblables suffira pour faire voir que le Recteur & les Procureurs des Nations ont tousiours continué de faire paroistre leur possession & propriété, tant à l'égard des Moines, qu'à l'égard des Facultez sùdites, dont les Doyens n'ont jamais assisté à cette ceremonie ny pretendu de uoir assister.

Parlons maintenant de l'usage du Pré aux Clercs. Il est certain que depuis que l'Vniuersité en est Maistresse, il n'a seruy que d'un lieu de promenade & de diuertissement pour les Maistres & Escholiers. Les frequentes disputes & contestations qui sont arriuées entre les Moines & l'Vniuersité ne sont prouenuës que de ce que les Escholiers qui y alloient iouïr, ne pouuoïent s'empescher de tourmenter les Moines & leurs Gens: d'où il arriuoit bien souuent que les vns ou les autres y demeueroient sur la place. L'Histoire en fait foy.

VSAGE DV
PRÉ AUX
CLERCS.

Vincent de Beauuais parlant des Estudes de S. Edmond qui depuis fut Archeuesque de Cantorbery, dit de luy. *Cum Pratum quoddam spatiandi causa Coetaneis inuitantibus consensisset ingredi, ab ipsorum tamen comitatu se celerius separauit, ne conscientiae suae puritatem, vel nugis puerilibus, vel otiosis sermonibus contingeret maculari.* C'estoit vers l'an 1218.

Le Pape Iean XXII. voulant accommoder vn differend d'entre l'Vniuersité & les Moines pour vn certain fossé & pour la pesche, marque le mesme usage du Pré en sa Bulle du mois de Iuin 1317. *Oblata siquidem nobis pro parte Vniuersitatis Magistrorum & Scholarium*

Studij antedicti (Parisi.) petitio continebat quod licet ipsi Pratum quoddam & Plateam cum quodam fossato aqueo sita iuxta Monasterium S. Germani de Pratis Ord. S. Benedicti prope Parisius possideant & iam tempore longo possederint ex causa legitima sicut sua, illisque utantur & fuerint usi pro libito. Ad recreationem habendam, Abbas tamen, &c.

Mais sans nous arrester à parcourir tous les siècles, Botereau Aduocat en Parlement qui escriuoit au commencement de celuy où nous sommes, dit ce qui suit de ce Pré en son Poëme de Lutetia.

*Martius ut Campus disco, luctante Palaestra
Sphæra, Circo, armis & equorum præpete cursu
Romuleam pubem quondam exercebat; & isto
Pubem æuo exagitant nostram, quæ Prata virescunt
Littore Sequanio, possessa Scholaribus olim
Arua, Minerualis ludis concessa Iuuentæ;
Vomere & incuruo quæ non sulcanda ligone
Decreuit toties inarata manere Senatus.*

Reste à parler du changement qui est arriué en cet usage & au reuenu de l'Vniuersité. Le premier que nous trouuons est de l'an 1292. & voicy comment. M. Raoul d'Aubusson autrefois Chanoine d'Evreux laissa par son testament à l'Vniuersité vne certaine place à luy appartenante, fise proche les murailles de la Ville, aboutissante d'un bout à la Boucherie S. Germain, & de l'autre à vne certaine maison où demuroit l'Euesque d'Orleans, & ce au profit des pauures Escholiers, comme nous lisons en de certains Escrits qui furent faits contre la Transaction d'entre l'Vniuersité & l'Abbaye de S. Germain. *Cam nihil magis debeat hominibus quam ut suprema voluntatis sit stylus... quanto magis tam venerabilis Vniuersitas Parisiensis, tam pijsimam voluntatem & affectum M. Radulfi de Albussone, quibus erga Vniuersitatem & pauperes Scholares afficiebatur, ut per testamentum apparet, tenetur adimplere & exequi pro viribus suis, maxime si cogitetur utilitas perpetuè Vniuersitatis Paris. futura. Præterea numquid humanitatis totius Vniuersitatis est prospicere egenis Scholaribus, ac dare operam totis suis viribus, ut Pauperibus Scholaribus alimenta non desint?*

Cette place fut cause d'une contestation entre l'Vniuersité & les Moines, laquelle fut enfin terminée en 1293. à condition que la Place demurerait aux Moines, & qu'ils en payeroient à l'Vniuersité

sité 14. liures parisis de rente annuelle & perpetuelle. Nous voyons par vne autre Transaction de l'an 1345. que l'Vniuersité auoit esté fort negligente à se faire payer de cette rente & que depuis la susdite année 1293. iusques à 1345. les Moines n'en auoient rien payé, Mais qu'enfin ils furent obligez d'y satisfaire.

Dans les Arrests du 10. Iuillet 1548. & des années suiuanes, l'on void que l'Vniuersité demande aux Moines les arrerages de cette rente; & les Moines respondent qu'ils l'ont payée aux Escoliers du College d'Aubuffon. C'est vne reflexion que l'Vniuersité doit faire pour scauoir comment cette rente a esté amortie ou s'est esteinte.

Quant au Pré, qui estoit diuisé en grand & petit, nous n'y voyons aucun changement que vers les années 1539. & 1540. que l'Vniuersité prit la resolution de vendre le petit Pré & d'y faire bastir, afin de le garentir de la descharge des ordures & immondices que l'on y apportoit nuitamment de la Ville. Les proclamations en furent faites & les affiches posées du Rectorat de M. Nicolas Godefroid. Et enfin apres plusieurs encheres le 2. Iuin 1540. les Deputez à qui l'Vniuersité auoit renuoyé le soin de cette affaire, adiugerent le petit Pré à M. Pierre le Clerc, Docteur en Droit Canon, Vice-Conservateur des Priuileges Apostoliques, moyennant 2. sols parisis de cens & dix-huit liures de rente annuelle & perpetuelle pour chaque arpent, la moitié neantmoins racheptable suiuant l'Ordonnance. Ce qui fut ratifié & confirmé par toutes les Compagnies de l'Vniuersité dans vne Assemblée generale pour la seureté de l'acquireur. Et en execution desdites conclusions & resolutions le Contrat en fut passé par Bourgeois & Ozon, Notaires Royaux le 31. Mas 1543. en finissant le 4. Octobre ensuiuant par M. Iean des Vrsins, Vicaire general du Cardinal du Bellay Euesque de Paris, & par M. Antoine du Prat Garde de la Preuosté, dont font foy les Actes authentiques desdits iours & an.

L'Acte latin dudit des Vrsins porte *mediante pretio & summa 2. solidorum Paris. census annui pro quolibet iugere siue arpeno terra sub pena emende & cum onere laodimiarum & ventarum, & ulterius summa 18. libellarum Turon. annui & perpetui redditus similiter pro quolibet arpeno siue iugere.*

Les Moines voulurent en 1548. contester le cens à l'Vniuersité, mais ils perdirent leur cause, & fut dit que l'Vniuersité iouiroit de son droit à l'ordinaire. Quant à la Iustice prétendue par l'Vniuersité & par les Moines y ayant eu autrefois contestation, elle auoit esté réglée par Arrest du 22. May 1317. & mise entre les mains du Roy

par maniere de Sequestre. *In quorum locorum saisina iustitiæ dictus Abbas se esse dicebat, & in quibus locis dictus Abbas se esse in saisina omnimodam altam & bassam exercendi iustitiam temporalem, dicto Rectore prædictæ Vniuersitatis super hoc opponente & dicente dictam Vniuersitatem esse in saisina iustitiæ Prati & locorum prædictorum. Nos saisinam dictæ iustitiæ, ut præmissum est contentiosam, ad manum nostram tanquam nostram posuimus & teneri præcipimus debito durante prædicto.*

M. Pierre le Clerc estant donc deuenu propriétaire dudit Pré, traitté avec plusieurs particuliers pour diuerses portions ; en telle sorte qu'en l'espace de cinq ou six ans, led. Pré fut presque tout basty. Les Moines de saint Germain tascherent de leur costé d'en vsurper quelque partie, & y firent aussi bastir pour oster les marques de l'ancien mesurage, qui les separoit d'avec l'Vniuersité : Ce qui donna occasion à vn grand desordre qui arriua en l'an 1548. que les Escoliers se voyans resserrez & n'auoir plus le passage libre pour aller au grand Pré, vsferent de voye de fait, & demolirent quelques maisons qui leur sembloient les plus incommodes pour leurs diuertissemens.

C'est ce qui donna lieu au procès que l'Vniuersité intenta contre les Moines, & qui fut enfin terminé par vn Arrest tres solennel & tres cõtradictoire rendu le 10. Iuillet 1548. a vn procès verbal fait par l'ordre de la Cour l'II. dudit mois & an & autres iours suiuaus, en presence des Cõmissaires qu'elle deputa pour descendre sur les lieux ; à vne figure qui fut faite le 18. Iuillet 1550. & finalement à vn autre Arrest celebre du 14. May 1551. par lequel les bornes anciennes furent reconnuës & marquées avec le mesurage dudit Pré.

Et c'est aussi vray-semblablement en partie ce qui obligea le susdit M. Pierre le Clerc à retroceder à l'Vniuersité tous ses droits, & à renoncér au Contract qu'il auoit fait avec elle ; ce qu'il fit par vn Acte du 17. Aueil 1548, Mais quelques detenteurs ayant refusé de payer, M. Arnoul Monart lors Syndic de ladite Vniuersité, en parla à l'Assemblée du 28. Nouembre 1549. comme il est porté dans les Registres. *Præterea retulit D. le Clerc Vice-Conseruatorem Priuilegiorum Apostolicorum Vniuersitatis Paris. ab eo tempore quo publicè cessit & renunciauit in fauorem eiusdem Vniuersitatis acquisitioni per eum factæ in dicto Prato Clericorum, nihil pecuniarum ab ijs recepisse qui illud Pratum occupât, ob quam rem petijt in futurum huiusmodi pecunias occasione dicti Prati iam debitas & posthac ex eodem Prato prouenturas ab eodem Receptore recipi, non autem à præfato D. le Clerc, qui etiam rursus paratus est, uti retulit idem Monart, coram Notarijs huiusmodi iuri & acquisitioni renunciare.* L'Acte ne dit rien de ce qui fut resolu.

Dans l'Assemblée du 15. Decembre au susdit an, M. Simon Doutreleau Receueur de l'Vniuersité, auertit la Compagnie que M. Gabriël de Montaigne auoit achepté *aliquam portiunculam parui Prati Clericorum.*

Dans vne autre Assemblée tenuë le 4. Mars 1549. le susdit Receueur exposa comme il estoit allé trouuer de la part de l'Vniuersité certains Marchands qui auoient fait bastir au petit Pré aux Clercs dans l'estenduë qui auoit esté acquise par M. Pierre le Clerc & qu'il leur auoit demandé la rente qu'ils payoient cy-deuant au susdit le Clerc, attendu la cession par luy faite en faueur de ladite Vniuersité; & qu'eux auoient respondu qu'ils estoient prests à payer en faisant préalablement homologuer ladite cession au Parlement. Ce qui fut fait en consequence d'un Acte passé par Denets & Doreans le Lundy 31. Octobre 1552. par lequel ledit M. Pierre le Clerc consentit que ladite Vniuersité se fit payer de tous les arrerages deus & escheus depuis ledit iour 17. Auril 1548. iusques audit iour 31. Octobre 1552. Et depuis ce temps-là l'Vniuersité a tousiours eueus & rente audit Pré.

Or le petit Pré estant par ce moyen deschargé d'immondices; le Grand quoy que plus éloigné de la Ville n'en fut pas exempt; ce qui donna occasion à quelques vns de l'Vniuersité de proposer d'en faire comme du petit Pré. Et en l'Assemblée du 28. Auril 1548. M. Arnoul Monart Procureur Fiscal, représenta qu'il seroit plus à propos de loier ce Pré, que de le laisser seruir de décharge aux immondices de la ville: mais il ne fut rien resolu. Voicy ce que porte l'Acte. *D. Procurator dixit quam plurimos sibi dixisse Pratum Clericorum quod olim Scholasticis recreandis erat deputatum, hodie immundicijs & sordibus constratum & refertum esse, neque vlli vsui Vniuersitati: quamobrem petijt si Vniuersitatis bonum videatur, illud aut perpetuo vendi, aut ad annum censum personis sufficientibus concedi.* Les auis furent tels.

Facultas Artium censet Pratum Clericorum annuo censui esse elocandum, vt tamen ille census ad ipsam Facultatem redeat & pertineat. Saluberrima Medicorum Facultas de Prato Clericorum putat quoniam ipsi Vniuersitati est inutile, vendendum esse, aut in perpetuum censum alienandum particulatim. Eandem tamen rem adhuc in primis Comitijs agi & tractari vult, vt omnium consensu fiat.

Consultissima Iuris Canonici Facultas de Prato vult in primis Comitijs agi & coram Deputatis si fuerit alienandum, rem examinari, vt ex qualibet Facultate duo deputentur qui videant vt

plus offerenti tradatur sine fraude.

Sacratissima Theol. Facultas de Prato censet negotium coram Deputatis tractandum & eligendum ex qualibet Facultate vt tradatur plus offerenti, & faciendum informationem de valore. Et la conclusion fut *ad annuam censum esse tradendum.*

Dans l'Assemblée du 4. May audit an, les Deputez ordinaires de l'Vniuersité s'estant assembles au College de Coqueret pour voir les titres du Pré aux Clercs, & pour sçauoir, *an illud pertineat ad Vniuersitatem vel ad Facultatem Artium.* M. Wallemant de Bez Maître és Arts demeurant au College de Bourgogne s'opposa à la conclusion du 28. Aueil, & pour cause d'opposition dit, *Illud Pratum fuisse antiquitus donatum vt Scholastici, Præceptores & alij huius Academiæ post labores per eos circa bonarum litterarum & Disciplinarum Studium assumptos, possent apud prædictum Pratum causâ recreationis consequendæ liberè & absque periculis deambulare. Quod si pratum prædictum in emphytheosim traderetur, esset tollere totam recreationem & libertatem Præceptorum & Iuuenum totius huiusce Academiæ: quodque per traditionem huiusmodi daretur occasio discipulis & Præceptoribus in profanis & alijs locis frequentare.*

Il adiousta encore que la conclusion susdite ayant esté faite sans y appeller l'Vniuersité & sans en faire mention dans les billets, l'on ne pouoit rien résoudre sans y obseruer cette ceremonie. Ainsi cette opposition fut conclure, qu'on en parleroit en vne autre Assemblée qui seroit indite à cet effet.

Dans vne autre Assemblée tenuë aux Mathurins le 7. Aoust audit an, la mesme affaire ayant esté derechef proposée, la Conclusion fut que l'Vniuersité vouloit *Pratum mensurari non alienari.* Ainsi l'on en demeura là.

Les Registres font mention que dans vne Assemblée qui fut tenuë le 20. Septembre 1564. deux Lettres de la part du Roy & de la Reine furent leuës, par lesquelles leurs Majestez demandoient vne portion du Pré aux Clercs & offroient de donner autant de terre ailleurs. Et dans l'Assemblée du 15. Nouembre audit an, les Deputez qui auoient esté nommez pour conferer avec l'Euesque de Paris nommé par leurs Maiestez, rapportent que l'on offroit *loco permutationis* des terres ioignant les murailles de saint Victor *iuxta Sequanam.*

Dans l'Assemblée du 14. Féurier ensuiuant, l'on trouua bon de vendre à la Dame de la Marzeliere deux perches de terre moyennant 40. sols de rente, & de plus on l'obligea à payer les lods & ventes d'vn fond qu'elle auoit achepté audit Pré.

Le Samedi 17. Février les Deputez de l'Vniuersité estant assemblez aux Mathurins, le Procureur Fiscal exposa qu'un Bourgeois de Paris ayant acquis vne portion de terre au Pré aux Clercs, demandoit à l'Vniuersité ce qu'elle voudroit qu'il luy payast pour chaque perche. Et vers la fin de la mesme année deux Conseillers du Parlement, Messieurs Brisart & Feu obtinrent permission de bastir au Pré aux Clercs en faisant compensation à l'Vniuersité d'autant de terre ailleurs. Et à cet effet l'on nomma des Deputez pour traiter avec eux.

Dans l'Assemblée du 3. Decembre 1592. M. Germain Gouffé Receueur de l'Vniuersité ayant offert à lad. Vniuersité d'acquitter ses debtes à condition qu'elle luy baillast le Pré aux Clercs à titre de ferme & loyer, elle le luy accorda pour six ans dans l'Assemblée du 12. Ianuier 1593. *Ea lege vt reuocare possit Ampl. D. Rector cum velit & prout tempora docebunt.*

Enfin dans le siecle où nous sommes, l'on a commencé tout de bon à vendre ledit Pré par parcelles. L'on transigea avec la Reine Marguerite en 1606. mais parce que les Deputez ordinaires auoient fait le Contract sans en auoir donné auis à l'Vniuersité, & que d'ailleurs il y auoit lesion manifeste, l'Vniuersité obtint des Lettres de rescision; & sur la contestation qu'elle eut avec ses heritiers ou ayans cause, la Cour par son Arrest du 23. Decembre 1622. restitua ladite Vniuersité & assura sa possession. Ce qui fit que le 14. Ianuier 1623. les Deputez s'estant assemblez en la Chambre du Recteur, l'on delibera entr'autres choses, à quoy l'on appliqueroit désormais ce qui prouiroit du Pré aux Clercs; & la resolution fut, *deferendum esse ad Nationes & ad maiora Comitia*, ainsi que l'escrit le Procureur d'Allemagne en son Registre.

Cependant le Recteur & les Procureurs allerent à l'ordinaire visiter le Pré le 23. Avril ensuiuant, comme il est porté au mesme Registre. *Die 23. Aprilis solenniter per Rectorem Amplissimum & Procuratores firmata est possessio Prati Clericorum itione & professione in rem presentem.* Le Registre de l'Vniuersité porte la mesme chose & en mesmes termes, seulement y adiouste-t'il que ce fut apres auoir entendu la Messe à saint Germain des Prez suiuant la coustume. *Re diuina prius de more facta apud sancti Germani à Pratis.*

Le 27. Iuillet ensuiuant il fut resolu que l'on vendroit certaines portions & arpens dudit Pré qui estoient inutiles, aux meilleures conditions que l'on pourroit. Et comme le reuenu commença de croistre, l'appetit vint à la Faculté de Medecine qui fit de-

mander que l'on partageast ce qui restoit du Pré en 4. parts & portions pour chacune des Facultés, mais personne ne fut de ce sentiment. Ce fut en l'Assemblée des Deputez qui se tint le 14. Iuillet 1629. Et voicy comme l'a escrit M. A. Pendric lors Procureur de la Nation d'Allemagne.

» 14. Iulij (1629.) iterum conuocata Academia in ædibus D.
 » Rectoris de alienando partem aliquam Prati Clericorum pro cen-
 » su annuo actura : in quibus Comitij aderant cum Decano Facul-
 » tatis Medicinæ 4. alij Doctores eiusdem Facultatis qui rem totam
 » clamoribus perturbarunt volentes reliquam partem Prati Clericorum non
 » alienatam diuidendam esse in 4. partes , quarum una ab alijs separata
 » pertineret ad dictam Medicinæ Facultatem non alia allata ratione
 » præterquam quod sustinerent dictam Facultatem totius Academiæ 4.
 » partem efficere ; quæ propositio ab omnibus vt impertinens , & iniusta
 » penitus rejecta. Et tamen vt res tota pacificè determinaretur , con-
 » clusum est dictam propositionem Facultatis Medicinæ , priusquam ad ven-
 » ditionem vltierius esset procedendum , in Comitij priuatis singularum Fa-
 » cultatum Superiorum & Nationum esse proponendam.

Les Nations ayant esté assemblées le 19. du mesme mois & an , reietterent absolument la demande des Medecins conolu- rent enfin de ne rien innouer , *Pratum Clericorum non esse in singulas Facultates diuidendum , antiquum morem seruandum.* Dans la suite nous voyons que lesdites Nations ont consenty pour le bien de la Paix & pour la conseruation de l'Vniuersité, que le reuenu qui prouieroit de la vente dudit Pré, seroit appliqué pour les affaires publiques. En effet depuis l'Arrest rendu au Grand Conseil le 27. Iuin 1645. contre l'Abbé & Conuent de saint Germain des Prez, M. François du Monstier estant Recteur, & en consequence duquel le reuenu s'est de beaucoup augmenté, lesdites Nations ont consenty qu'eu égard au peu de gages qu'auoient les Professeurs de Droit Canon & de Medecine, il seroit pris sur ledit reuenu la somme de 1600. liures pour donner à chacun d'eux 200. liures par an, aux conditions portées par les Conclusions des mois de Iuillet & Aoust 1651. qui sont. 1. *Vt si cui dictarum Facultatum de Cathedra posthac prouideretur, aut iam prouisum esset pecunijs Regijs vel alterius, nihil ei ex ære Academiæ deinceps erogaretur.*

2. *Vt si res Academiæ tenuior fieret, eaque pecuniarum attributio esset Academiæ grauis, nihil tum erogaretur dictis Facultatibus.*

3. *Vt nulli dictarum Facultatum Professori pecuniæ præfate persol-*

nantur, nisi prius exhibitâ ab Ampl. D. Rectore Schedulâ quâ constet Professorem docendi munere ritè defunctum esse.

Le reste dudit reuenu s'employe aux affaires communes de l'Vniuersité. Et par ce moyen le Recteur ne reçoit plus la bourse des Incorporandes, pour laquelle il y a eu autrefois tant de contestations entre les Recteurs & les Receueurs. Il reçoit seulement vn certain droit d'immatriculation des Officiers de l'Vniuersité & des Grands Messagers; comme des petits & ordinaires & des Escoliers Iurez, mais non de ceux qui font des Actes, comme il faisoit autrefois.

Il est maintenant aisé d'inferer de tout ce discours, que la Faculté des Arts composée des 4. Nations est à bon droit appelée la BONNE MERE *Alma Mater*, comme autrefois la Deesse Ceres, *Alma Parens*, parce quelle a tousiours fait subsister l'Vniuersité, & qu'elle s'est pour ainsi dire despoüillée de son propre pour en reuestir le Public.

achepté le 20 avril 1700. 20f.

F I N.

TABLE DES CHAPITRES ET MATHIERES.

Du Corps de l'Vniuersité.

ON le confidere en deux manieres, ou selon la profession qu'il fait des Lettres, ou selon le gouuernement & la discipline, 1
La profession comprend 4. Ordres de Sciences, appelez vulgair-
ement les 4. Facultez de Theologie, de Decret, de Medecine
& des Arts. *là mesme*
Le gouuernement dépend de 7. Compagnies & du Recteur, 1. 2

Officiers necessaires à ce Corps.

Il y a deux sortes d'Officiers. Les vns communs à toute l'Vniuersité,
les autres particuliers aux Compagnies qui la composent, 2
Officiers communs, Apostoliques, Royaux & de l'Vniuersité 3
Election d'iceux differente, *là mesme*
Election des Officiers Apostoliques, de qui dépend, 4
Et de qui celle des Royaux, 5
Necessité des Officiers, 2. 5. 6. 7. 8

CHAPITRE I.

Du Syndic ou Procureur Fiscal.

NEcessité d'un Syndic, 9. 10
Il peut estre extraordinaire ou ordinaire; 10. 11
Quand fait ordinaire, 12
A qui en appartient l'institution, 13
Difference

TABLE DES CHAPITRES ET MAT.
 Difference entre vn Procureur Fiscal & vn Procureur de Na-
 tion, 14.

Liste des Procureurs Syndics depuis 1400. 15

1. Hebert Camus, 1400.	fol. 16
2. Jacques Galet, 1430.	là mesme
3. Raoul Barneffe, 1440.	16. 17
4. Guillaume Nicolay, 1468.	18
5. Iean le Gendre, 1475.	là mesme
6. Pierre Chenu, 1478.	là mesme
7. Robert des Vaux, 1490.	18. 19
8. Arnoul Monart, 1517.	19
9. Guillaume Laffilé, 1550.	21
10. Pierre Oudin, 1551.	là mesme
11. Martin Mesnart, 1551.	22
12. Nicolas Vignier, 1565.	là mesme
13. Iean Thierry, 1596.	23
14. Michel Colin, 1597.	là mesme
15. Jacques Arroger, 1599.	24
16. Christophe Barberouffe, 1605.	là mesme
17. Iean Ruault, 1617.	là mesme
18. Jacques du Cheureul, 1623.	25
19. François du Monstier, 1651.	27
20. Pierre de Lenglet, 1661.	28

CHAPITRE II.

Du Greffier de l'Vniuersité de Paris. 30

N ecessité d'un Greffier à un Corps,	30. 31
l'Ordre de l'Vniuersité s'est conserué pour le degré de Mai- strise és Arts,	32. 33
Société ancienne dans l'Vniuersité,	33. 34
Registres anciens de l'Vniuersité,	35
Obiections contre la creation d'un Greffier, & les responses,	36

Actes des Greffiers & des Notaires differens. 37

Actes des Greffiers de deux sortes, 39. 40. 41. 42. 43

TABLE DES CHAPITRES ET MAT.

Institution d'un Notaire pour Greffier.

44

Reflexions sur cette institution,	45. 46. 47
Il peut y auoir deux Greffiers, quoy qu'on ne trouue pas d'exemple qu'il y en ait iamais eu deux,	48
Articles du serment de l'un & de l'autre.	là mesme

Liste des Greffiers de l'Vniuersité depuis 1350.

1. P. C. De Duran, 1350.	fol. 49
Formule d'une lettre de Libraire,	là mesme
2. I. Gorelli, 1378.	50
3. A. Odonis, 1380.	là mesme
4. Iean le Compagnon, 1387.	51
5. Iean de Rinel, 1398.	là mesme
6. Iacques Isambard, 1412.	52
7. Michel Hebert, 1420.	là mesme
8. Guillaume Nicolay, 1449.	56
9. Iean Simon, 1475.	60
10. Pierre Mesnart, 1484.	là mesme
11. Simon le Roux, 1502.	62
12. Antoine Guibert, 1537.	64. 65
Pierre Meresse grand Bedeau de la Nation de France, luy conte- ste la Charge. Ses raisons. Les raisons contraires dans les Plai- doyez,	66. 67. 68
Reflexions,	69. 70. 71
13. Guillaume Laffilé, 1551.	70
Il se fait premierement receuoir Greffier del'Vniuersité, & puis de la Faculté des Arts, pourquoy,	70. 71
14. Simon Laffilé, 1556.	72
Contestation arriuée au sujet de l'election,	là mesme
La famille des Laffilé a donné de grands hommes à l'Vniuersité,	73
L'Vniuersité mescontenté de Simon,	74
Decret pour la taxe des expéditions du Greffier,	75
15. Guillaume du Val, 1588.	76
16. Nicolas Quintaine, 1612.	76
Grande contestation arriuée au sujet de cette election entre les Fa- cultez Supérieures & la Faculté des Arts,	76. 77
Diuers Actes faits de part & d'autre,	77. & suiuaus.
	17. M.

TABLE DES CHAPITRES ET MAT.

17. M. Cesar Egasse du Boulay 21. Decembre 1661. 89
 Contestation continuée, 89. 90

CHAPITRE III.

Du Receueur general de l'Vniuersité.

Quel est l'Office de Receueur,	91
Quel fond a eul'Vniuersité,	92
Contribution extraordinaire,	93
Tous obligez de contribuer,	95
Receueurs extraordinaires,	97
Contribution ordinaire,	100
Sur quoy se prenoit,	101. 102
Receueur ordinaire, quel,	104
Recteurs, Receueurs ordinaires,	104. 105

Liste des Receueurs ordinaires autres que les Recteurs. 106

1. Iean Escombart, 1450.	<i>là mesme</i>
2. Iean Pluyette, 1460.	109
3. Iean le Gendre, 1480.	111
4. Iean Riuole, 1504.	113
5. Iean Nicolas ou Nicolay, 1513.	114
6. Robert Raulin, 1524.	<i>là mesme</i>
7. Vulcain Thyuet, 1525.	115
Grand bruit en l'élection dudit Thyuet,	115. 116. 117
Thyuet a tousiours inquieté les Recteurs & la Faculté des Arts, pendant qu'il a exercé sa charge,	116
8. Simon Doutreleau, 1544.	121
9. Louïs Bonneau, 1560.	122
10. Nicolas Pelletier, 1564.	123
11. Iean de Lettres, 1576.	<i>là mesme</i>
12. Iacques Geruais, 1582.	<i>là mesme</i>
13. Germain Gouffé, 1585.	<i>là mesme</i>
14. Samuel Dacole, 1614.	125
Grande contestation à l'élection dudit Dacole, entre les Doyens & les Procureurs,	125. 126
Diuers Actes de part & d'autre,	127. 128. 129. 30. 31. 32
Arrest en faueur de Dacole élu par les Procureurs & le Recteur,	133

Y

TABLE DES CHAPITRES ET MAT.

15. Samuel Dacole, 1616. 134
 16. Samuel Dacole, 1656. 135

I. *Reflexion sur la propriété des Offices,* 135

A qui appartient l'argent prouenant de la vente des Offices, 136

Preassemblée par le Recteur & les Procureurs pour l'élection des
 Officiers, 136. 137. 138

Contestation arriuée au fuiet de la vente d'un Office de Papetier,
 entre les Doyens & Procureurs, 139. 140. 141. 142

II. *Reflexion sur l'élection des Officiers de l'Vniuersité.*

A qui appartient l'élection primitiue, 147. 148

Responſes a diuerſes obiections sur ce fuiet, 150

III. *Reflexion sur le reuenu de l'Vniuersité.* 154

Le reuenu est caſuel ou fixe, 154

Comment les Nations contribuoiert, 155

Caſuel extraordinaire, d'où prouient, 156

Du Pré aux Clercs. 157

A qui en appartient la propriété, *là meſme.*

Vſage ancien du pré aux Clercs, 159

Du reuenu que l'on en a preſentement, & depuis quand, 160.

& ſuiuantes.

Fautes à corriger.

P Age 22. Pierre Meſnart, *liſez* Martin Meſnart, p. 22. ligne 17. recipiendam, *liſ.* reci-
 piendum, p. 32. l. 28. ou des Archiues, *liſ.* ou dans les archiues, p. 36. l. 24. point *liſ.* plus
 p. 37. l. 11. mettoient, *liſ.* mettoient, p. 40. l. 8. ſtatum, *liſ.* ſtaturum, p. 64. l. 32. *liſ.*
liſ. 1537.